Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 16050 – 7 F
MARDI 3 SEPTEMBRE 1996
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

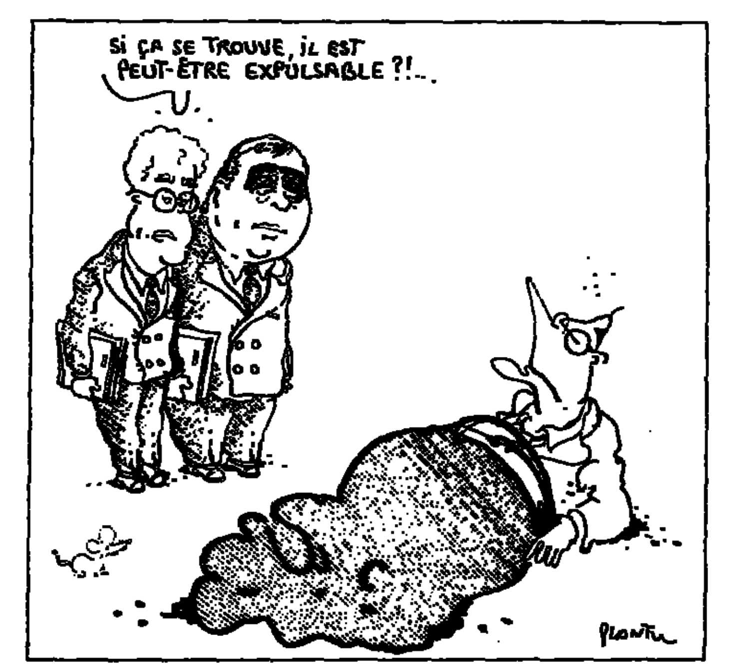
M. Jospin dénonce un pouvoir « né d'un mensonge » et l'« impuissance » d'un gouvernement « cassant »

A droite, MM. Séguin et Léotard renouvellent leurs réserves sur la politique économique

PREMIER SECRÉTAIRE du Parti socialiste, Lionel Jospin a donné le ton de la rentrée politique en adoptant, lors de l'université d'été de son parti, dimanche 1er septembre, à La Rochelle, une posture résolument offensive. Contre un pouvoir *« né d'un mensonge »* – les promesses faites par Jacques Chirac durant sa campagne électorale – et contre un gouvernement *« cassant »* et *« impuissant »*, M. Jospin a appelé les socialistes à engager dès maintenant la préparation de l'alternance, aux élections législatives de 1998, en se portant *« pleinement aux côtés de ceux qui combattent une politique injuste et inefficace »*.

Alors que, pour M. Jospin, *« l'alternative commence maintenant »*, Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, a déclaré, lundi, sur France-Inter, que les conditions d'une *« alternative progressiste à gauche ne sont pas encore réunies »*. Pour M. Hue, comme pour Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens, l'engagement dans la monnaie unique européenne – réaffirmé dimanche à Bonn par Jacques Chirac et Helmut Kohl – va mener à un *« fiasco »* qui, selon l'ancien ministre de la défense, *« sera celui de toutes nos classes dirigeantes, de droite et de gauche »*.

A droite, les orientations économiques et sociales du gouvernement sont également contestées par Philippe Séguin, qui, dimanche, à Istres, a souligné que la fonction présidentielle est celle d'un *« donneur d'impulsions »* et non d'un *« simple arbitre »*. François Léotard a exprimé pour sa part, sur France 2, le regret que l'UDF, qu'il préside, ne soit pas *« davantage »* écoutée.



Lire pages 6, 7 et 8, le point de vue de Pierre Moscovici page 13, notre éditorial page 14 et la chronique de Pierre Georges page 26

Les forces irakiennes ont amorcé leur retrait du Kurdistan

L'ARMÉE irakienne a commencé, *lundi 2 septembre*, à évacuer la partie du Kurdistan qui échappe à son contrôle depuis avril 1991 et où elle était intervenue, samedi, pour aider le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à combattre son principal rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Les Irakiens se sont retirés de la ville d'Erbil et auraient amorcé un mouvement de troupes vers le sud du 36e parallèle. L'artillerie continuait toutefois, selon l'UPK, de bombarder la région. Un responsable du même parti a indiqué que les Etats-Unis auraient *« promis une action sérieuse »* contre le régime de Saddam Hussein. Washington a engagé des consultations avec ses alliés pour étudier une éventuelle riposte.

Lire page 2

Rentrée scolaire sur fond de grogne des enseignants

ÉCOLIERS et élèves du collège font leur rentrée, mardi 3 septembre, les lycéens ne reprenant les cours que le mercredi 11 septembre. Les effectifs sont cette année de nouveau à la baisse, avec 60 000 élèves de moins qu'en 1995-1996. Néanmoins, le ministre de *l'éducation nationale*, François Bayrou, doit d'ores et déjà affronter la grogne du monde enseignant, les principaux syndicats programmant une journée de grève à la fin du mois de septembre. Des restrictions budgétaires annoncées, de nombreux problèmes d'emploi (concernant notamment les maîtres auxiliaires et les titulaires académiques) pourraient compliquer la tâche du ministre.

Lire page 9

Régis Debray et « Benigno » répliquent aux calomnies castristes

EN 1968, dans le prologue rédigé par Fidel Castro au *Journal de Bolivie* tenu par Ernesto Che Guevara jusqu'à la veille de sa chute et de son assassinat, on pouvait lire ceci : *« Le Che n'a pas eu la possibilité de connaître l'attitude ferme et courageuse de Debray devant ses geôliers et tortionnaires. »* Vingt-huit ans ont passé, au terme desquels Régis Debray, le *« Français »* de la guérilla bolivienne, a rendu publique sa rupture politique avec la dictature castriste, après l'avoir longtemps tenue secrète, comme une blessure intime. La réplique de La Havane n'a pas tardé. Fidèle, Debray était un *« compagnon »*. Lucide, il ne peut être qu'un *« traître »*. Et, comme dans les procès de Moscou, un traître, cela se fabrique, « témoin » à l'apppui.

Quatre mois après la parution de Loués soient nos seigneurs (Gallimard), où Debray dresse un portrait sans complaisance de Fidel Castro, l'une des filles d'Ernesto Che Guevara, Aleida, est autorisée par La Havane à se rendre en Argentine, où est né son père. Pédiatre à Cuba, dévouée au régime, à la différence d'autres enfants du Che, elle y est aussi l'épouse d'un membre des services de sécurité qui joua un petit rôle dans le montage du procès Ochoa, en 1989, au terme duquel Castro fit fusiller quatre de ses plus dévoués soldats, dont un ami de Debray, Tony de la Guardia. En 1967, Aleida Guevara n'avait que six ans, mais elle « sait » et le proclame dans un entretien au quotidien *Clarin* de Buenos Aires (*Le Monde* du 31 août). Elle « sait » que Debray *« a parlé plus qu'il n'était nécessaire »* lors de son arrestation, quelques mois avant la chute du Che.

Profondément affecté, l'écrivain a remis au Monde la déclaration suivante : *« Je me suis assez étendu sur ces épisodes, dans* La Guérilla du Che *(Le Seuil, 1974) et d'autres écrits, pour que je n'aie pas à y revenir chaque fois qu'il sied à La Havane de cracher sur ses anciens amis. Le procès Ochoa a montré un savoir-faire certain dans la relance des années 30, et la cochonnerie stalinienne ne m'inspire plus qu'une ironie triste. Aleida Guevara, la malheureuse, agit en service commandé. Ce régime policier est devenu sa propre caricature. Cette déchéance interne ne justifie pas l'embargo nord-américain qui accroît encore les souffrances de la population, et que je condamne comme tant de démocrates. Pour ma part, avec* Loués soient nos seigneurs, *que j'aurais souhaité moins exact sur ce qu'est Cuba devenu, j'ai mis un point final à cette période politique dont ce genre d'avanies ne peut me faire oublier la noblesse. »*

« L'appareil cubain s'acharne, ajoute Régis Debray, *parce qu'il croit, à tort, que j'encourage de loin les réseaux de résistance et que je suis responsable de la défection et des propos de Benigno, proche entre tous du Che. C'est absurde. »* A travers Debray, c'est en effet Dariel Alarcon Ramirez, dit *« Benigno »*, l'un des rares survivants de la guérilla bolivienne, qui est visé. Réfugié en France, il vient d'y publier un livre-réquisitoire, *Vie et mort de la révolution cubaine* (Fayard). Tenant à répondre lui-même *« aux commanditaires de l'opération »*, *« Benigno »* a affirmé au *Monde* que les déclarations d'Aleida Guevara sont *« une nouvelle preuve du stalinisme cynique qui s'est emparé d'une révolution que j'ai aimée et servie quand elle était encore une révolution »*. *« Par des accusations infâmes et fantaisistes,* ajoute-t-il, *le régime castriste élude les questions précises que je lui ai posées : pourquoi nous a-t-on abandonnés à notre sort en Bolivie ? J'ai apporté là-dessus mon témoignage concret, et je peux continuer. »*

Confiant son *« plus grand respect pour l'attitude qui fut la sienne dans la guérilla et ensuite en prison »*, *« Benigno »* déclare que Debray *« n'a pas à répondre à des mises en cause imbéciles »*. *« C'est entre Cubains, et face à l'Histoire, qu'il faudra nous expliquer »*, conclut-il.

Edwy Plenel

■ Traité de paix aux Philippines

Un traité de paix a été signé lundi 2 septembre à Manille, mettant fin à une guerre menée pendant vingt-cinq ans par les indépendantistes musulmans dans l'île philippine de Mindanao. p. 3

■ L'avenir de l'aéronautique

Le Salon de Farnborough (Grande-Bretagne) est l'occasion pour les Européens de redéfinir leurs alliances face à la concurrence américaine. p. 15

■ Vivre ensemble

Notre série d'articles sur l'état du lien social en France décrit aujourd'hui les activités d'un écrivain public qui officie à la poste de Gennevilliers (Hauts-de-Seine). p. 8

L'art en 1946

COMMENT les artistes ont-ils vécu la fin des années noires, la Libération ? De nombreuses expositions ont tenté de donner à voir, sans toujours y parvenir, ce que fut « l'art de la reconstruction ».

Maurice Fréchuret, conservateur du Musée d'Antibes, a eu, lui, la bonne idée de centrer son propos sur une seule année de l'après-guerre. « 1946, l'art de la reconstruction », présentée jusqu'au 30 septembre, résume assez bien l'état d'esprit de l'époque : la deuxième guerre mondiale est terminée, la guerre froide n'a pas encore commencé. En cette année charnière, il s'agit de fêter la victoire et de reconstruire, comme le montre, de manière emblématique, *La Joie de vivre*, la toile de Picasso (peinte au musée d'Antibes cette année-là), mais aussi des tableaux moins célèbres, qui font l'originalité de cette exposition.

Lire page 21

■ A la Goutte-d'Or

Dans le dix-huitième arrondissement de Paris, les « Africains errants » sont chez *eux.*

notre reportage p. 12,
nos informations p. 10
et un point de vue p. 13

■ La mort de Christine Pascal

La comédienne et réalisatrice, âgée de quarante-deux ans, s'est suicidée. p. 11

■ Le progrès en débat

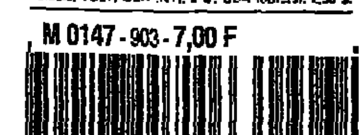
Le point de vue d'Yves Coppens, professeur au Collège de France. p. 13

■ Histoire de produits

Obut, les boules de pétanque qui se prennent pour des planètes. p. 15

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 950 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 903 - 7,00 F



A la recherche de la confiance perdue

RAREMENT les Français n'auront repris le collier de la rentrée dans une atmosphère aussi noire. Les industriels se plaignent de la *« déflation »*, les commerçants dépriment, les professeurs menacent, les éleveurs défilent. *« Tous les ingrédients du mécontentement sont là »*, lance Marc Blondel, secrétaire général de FO. Même Nicole Notat, son homologue de la CFDT, d'ordinaire plus sereine, prévient : *« La colère gagne du terrain. »* Les critiques contre la politique économique du gouvernement reprennent de l'ampleur. Déjà les premières protestations sont annoncées : le 3 septembre pour les ouvriers des secteurs du textile et de la chaussure, le 10 pour ceux de l'armement, date également choisie pour *« un temps fort national »* à EDF-GDF ; le 12 pour les salariés du Crédit lyonnais. Trois Français sur quatre s'attendent à une crise sociale *« comparable »* à celle de décembre 1995, selon un sondage du *Point*.

Les faits ne sont guère rassurants. Le déficit de la Sécurité sociale semble ne jamais devoir être comblé malgré les cotisations alourdies. Les entreprises n'entrevoient qu'un bien faible rebond, même si leurs situations diffèrent suivant les branches. *« La reprise attendue à partir de l'été sera plus faible que prévu »*, conclut le Crédit lyonnais dans sa dernière étude publiée vendredi 30 août. La croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait être limitée à 1,1 % ou 1,3 % cette année. Et déjà le ministre des finances, Jean Arthuis, en vient à réduire ses perspectives pour 1997. Les marchés financiers, très inquiets du climat et du budget 1997, ont mis le franc sous surveillance. Et pour en terminer avec ce sombre tableau, le chômage devrait s'accroître d'ici à la fin de l'année et encore en 1997.

Le diagnostic du mal ne fait, lui, plus guère débat. Tout se tient : la faible croissance engendre un accroissement du chômage et minore les recettes des impôts ; pour respecter les critères de Maastricht (un déficit public limité à 3 % du PIB fin 1997, c'est-à-dire 4 % cette année), mais aussi pour éviter que les marchés financiers, inquiets, ne rehaussent les taux d'intérêt, l'Etat coupe dans ses dépenses. Cette politique budgétaire restrictive ralentit à son tour la croissance.

Eric Le Boucher

Lire la suite page 14

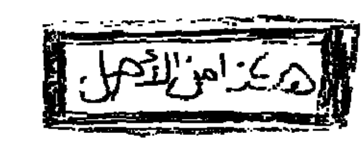
L'étoile naissante des courts



MARK PHILIPPOUSSIS

LE JEUNE PRODIGE australien Mark Philippoussis, dix-neuf ans, après avoir balayé Cédric Pioline en trois sets, retrouvera Pete Sampras, mardi 3 septembre, en huitièmes de finale de l'US Open. Il avait battu le numéro un mondial lors des Internationaux d'Australie en janvier, mais il s'était incliné face à lui en juin à Wimbledon.

Lire page 17



PROCHE-ORIENT L'armée irakienne s'est retirée, lundi 2 septembre, d'Erbil, chef-lieu de la partie du Kurdistan placée sous protection internationale depuis avril 1991, selon une source de l'ONU. Elle y était intervenue, samedi, à la demande du Parti démocratique du Kurdistan, pour en chasser les miliciens d'une autre formation kurde, l'Union patriotique du Kurdistan. ● UNE SOIXANTAINE de transports de troupes, de chars et de camions irakiens, ont, selon la même source, commencé à se replier, dès lundi, sur leurs positions initales au sud du 36e parallèle, mais des chars demeuraient stationnés aux alentours d'Erbil. ● LES ÉTATS-UNIS ont engagé des consultations avec leurs alliés occidentaux et arabes pour examiner une éventuelle riposte si Bagdad ne repliait pas totalement ses troupes. Washington est gêné par le démarrage de la campagne présidentielle aux Etats-Unis.

L'armée de Bagdad commence à quitter le nord du Kurdistan irakien

Selon l'ONU, les troupes de Saddam Hussein se sont retirées, lundi 2 septembre, d'Erbil, principale ville de la zone placée sous protection internationale. Dès dimanche, Washington avait engagé des pourparlers avec ses partenaires pour préparer une éventuelle riposte

AMMAN
de notre correspondante au Proche-Orient

Les rivalités entre les deux grands partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, ont offert au président irakien, Saddam Hussein, son plus beau cadeau depuis cinq ans : le retour de son armée dans la « capitale » du Kurdistan « libéré » en 1991, Erbil. Le drapeau irakien flotte de nouveau sur le « Parlement » kurde et, selon des témoins indépendants sur place, c'est avec soulagement que la population, exaspérée par les luttes interkurdes, a accueilli ce retour.

Erbil a connu, dimanche 1er septembre, un calme précaire, mais aucun combat n'y a été signalé. Selon les Nations unies, la prise de la ville, la veille, par les forces du PDK alliées à celles de Bagdad auraient fait une centaine de morts, civils et combattants.

Intervention irakienne au nord du 36e parallèle

TURQUIE – SYR. – IRAN – IRAK – Mossoul – 36e parallèle – KURDISTAN IRAKIEN – Kirkouk – Tigre – Euphrate – Samarra – Bagdad – 80 km – SYRIE – TURQ. – IRAK – Bagdad – Lac d'Ourmia – Téhéran – 200 km

Champs pétrolifères
Kurdistan sous contrôle irakien
Région kurde :
PDK (Parti démocratique du Kurdistan)
UPK (Union patriotique du Kurdistan)

L'APPEL DE M. BARZANI

Dès samedi, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, avait annoncé l'intervention de Bagdad, prenant soin de préciser qu'elle était *« limitée »* et visait *« à aider et soutenir »* le chef du PDK. *« Nous ne pouvons, en aucun cas, permettre à l'Iran de contrôler la région, directement ou à travers les bandes de Jalal Talabani, car cela mettrait en danger la sécurité et la souveraineté de l'Irak »*, avait-il ajouté. Venu à la demande d'un parti kurde, contre l'autre soutenu par Téhéran, Bagdad disposait d'un bon prétexte pour agir. Selon M. Aziz, M. Barzani, dans une lettre au président irakien, avait affirmé que *« le complot dépasse nos capacités, c'est pourquoi nous demandons à Votre Excellence d'ordonner aux forces armées irakiennes d'intervenir à nos côtés pour repousser le danger étranger et mettre fin à la trahison de Jalal* [Talabani] *»*. L'armée irakienne, stationnée normalement à la limite de la zone de protection de la population, instaurée en avril 1991 par les alliés, est intervenue uniquement avec des forces terrestres.

Bagdad a annoncé, dimanche, qu'il retirerait *« très prochainement »* ses troupes, *« parce que la direction irakienne n'a pas encore décidé de rétablir l'administration gouvernementale dans les régions kurdes »*. Précision qui n'aura trompé personne : un porte-parole irakien a ajouté que le pouvoir était favorable à *« un dialogue démocratique comme moyen de rétablir son contrôle sur le nord du pays »*, placé sous protection américano-franco-britannique. Selon une source de l'ONU, les forces irakiennes ont évacué Erbil, mais n'avaient pas encore regagné leurs positions d'avant l'offensive.

La veille, des mouvements de troupes étaient signalés du côté de Souleimaniyé, située au sud de la zone d'exclusion aérienne imposée par les alliés au nord du 36e parallèle. La situation autour de cette ville, où s'est replié M. Talabani, demeurait toutefois très confuse. Selon le chef de l'UPK, joint par Radio-France internationale, *« la région de Souleimaniyé, et non la ville, était soumise, dimanche soir, à un pilonnage de l'artillerie irakienne »*.

Incapable de taire leurs divergences, liées essentiellement à des questions de pouvoir, les deux chefs kurdes n'ont pas réussi à pérenniser l'expérience d'un Kurdistan *« autonome »*, que la population appelait de ses voeux. Dès les élections législatives de 1992, truquées pour obtenir un partage égal de sièges au « Parlement » – ce qui a abouti, dans un deuxième temps, à la neutralisation totale du pouvoir exécutif –, il était clair que l'expérience ferait long feu.

Le partage géographique *de facto* du Kurdistan, qui laissait au PDK le contrôle de la frontière turque et les taxes douanières prélevées sur les camions, a exacerbé le conflit. Le PDK maintenait, en outre, avec Bagdad des contacts que la Turquie voyait plutôt d'un bon oeil. Plus isolée avec ses places fortes le long de la frontière iranienne, l'UPK n'a pas résisté longtemps aux sirènes de Téhéran, alors que ses relations avec Ankara se dégradaient en raison du soutien tacite apporté aux militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), en lutte armée contre la Turquie.

LA ROUTE DE L'OR NOIR

C'est, sans aucun doute, pour garantir le passage du pétrole qu'il devrait pouvoir exporter en vertu de la résolution 986 de l'ONU que l'Irak a si généreusement répondu aux avances du PDK. L'oléoduc débouchant en Turquie, par lequel l'Irak doit acheminer la majorité de son pétrole, traverse, en effet, la zone kurde contrôlée par le PDK. En repoussant l'UPK le plus loin possible de la frontière turque, Bagdad se donne les moyens d'ouvrir une voie d'accès garantie au voisin turc, ce qui en même temps répond aux souhaits d'Ankara.

Depuis l'acceptation de la résolution 986 de l'ONU, la Turquie multiplie les gestes envers l'Irak. Outre la visite récente de deux ministres turcs à Bagdad, trois missions commerciales se sont rendues en Irak en moins de deux mois. Ankara, qui a demandé, le 5 août, aux Nations unies l'autorisation de commercer avec l'Irak, entend bénéficier au maximum des sommes dont l'Irak disposera pour acheter des vivres et des médicaments, en échange de la reprise limitée de ses exportations de pétrole.

Le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères turc, Tansu Ciller, n'a pas condamné l'opération irakienne, mais seulement appelé Bagdad *« à retirer ses forces immédiatement »*, l'essentiel du travail étant fait.

Les pays qui maintiennent avec l'Irak des relations moins hostiles que les Etats-Unis ont conseillé à Saddam Hussein de faire preuve de réalisme, après cette première victoire. L'évolution de la situation sur le terrain montrera s'il saura entendre raison.

Françoise Chipaux

L'accord « pétrole contre nourriture » serait retardé

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a annoncé, dimanche 1er septembre, que la mise en œuvre de la résolution 986 de l'ONU, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture », serait retardée après l'offensive de Bagdad au Kurdistan. Selon la porte-parole des Nations unies, Sylvana Foa, M. Boutros-Ghali a décidé de retarder l'arrivée à Bagdad d'observateurs et d'experts pétroliers pour des raisons de sécurité, mais il a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'*« une mesure punitive. »* Négocié en mai, cet accord permet à l'Irak d'exporter des quantités réduites de pétrole pour acheter des vivres et des médicaments. La décision de M. Boutros-Ghali concerne quatorze experts pétroliers, qui devaient surveiller les exportations pétrolières à la frontière turco-irakienne, et sur le terminal irakien dans le Golfe, et trente-deux inspecteurs des douanes chargés de surveiller l'importation de marchandises par l'Irak. – *(AFP.)*

Les Etats-Unis consultent leurs alliés européens et arabes

WASHINGTON
de notre correspondante

Embarrassée par le nouveau défi de Saddam Hussein qui inflige un sérieux revers à sa politique dans le Kurdistan irakien, l'administration américaine a surtout cherché, dimanche 1er septembre, à gagner du temps en multipliant les consultations avec ses alliés.

Le président Bill Clinton, en pleine campagne électorale, s'est employé à entrer en contact avec ses partenaires britannique, français et arabes, a fait savoir la Maison Blanche, tandis que le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, interrompait ses vacances en Californie pour regagner Washington.

Les Etats-Unis échangent avec leurs alliés *« quelques idées »* sur la meilleure manière de répliquer à l'offensive irakienne, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, selon lequel *« rien n'a été exclu »*. Samedi, M. Clinton avait estimé que la situation dans le nord de l'Irak était un motif de *« grave préoccupation »*, mais s'était empressé de qualifier de *« prématurée »* toute spéculation sur la nature de la réaction américaine.

Les troupes américaines, composées de quelque 23 000 hommes dans la région – dont 3 000 en Turquie – et 230 avions de combat – dont 40 en Turquie –, ont été placées en état d'alerte. La France dispose, pour sa part, de 130 hommes et de 5 avions de combat, la Grande-Bretagne de 260 hommes et 6 avions de combat, sur la base turque d'Incirlik. Le chef d'état-major interarmes, le général John Shalikashvili, s'est rendu, dès dimanche, en Arabie saoudite.

CRÉDIBILITÉ A L'ÉPREUVE

La position américaine est compliquée par le fait que c'est l'un des dirigeants kurdes qui a appelé Saddam Hussein à intervenir. De source officielle américaine, on fait valoir, en outre, qu'il n'y a pas, pour le moment, de violation par les avions irakiens de l'interdiction de survol de la *« zone d'exclusion aérienne »* imposée par les pays occidentaux à l'Irak.

Il n'en reste pas moins qu'un refus de Bagdad de retirer rapidement ses chars mettrait à l'épreuve la crédibilité américaine. Washington qui, selon la chaîne de télévision CNN, citant des sources au Pentagone, semble avoir sous-estimé, la semaine dernière, l'ampleur des mouvements de troupes irakiens, ne pourrait pas s'abstenir très longtemps de réagir, sous peine de laisser M. Hussein tirer les bénéfices de l'opération. Lundi, les forces irakiennes avaient évacué la ville d'Erbil.

A huit semaines de l'élection présidentielle américaine, la Maison Blanche se serait volontiers passée d'un tel défi. Conscients de la complexité de la situation, les républicains ont, toutefois, manifesté une certaine retenue. Bob Dole, leur candidat au scrutin du 5 novembre, s'est contenté de souligner *« l'échec du leadership américain »* à faire respecter la zone de sécurité, et s'est dit convaincu que la décision d'assouplir les sanctions sur la vente de pétrole irakien, contenue dans la résolution 986 des Nations unies était prématurée.

PRÉCAUTIONS

Interrogé sur la chaîne ABC, l'ancien secrétaire d'Etat, James Baker, s'est, lui aussi, gardé de jeter de l'huile sur le feu, rappelant qu'une intervention, ou une occupation de l'Irak, *« constituerait une décision extrêmement difficile pour n'importe quel président, car elle impliquerait d'importantes pertes américaines en vies humaines »*. Le sénateur républicain John Warner a, sur la même chaîne, félicité M. Clinton et M. Dole pour avoir *« gardé leur sang-froid »*, tout en reconnaissant qu'il ne fallait pas laisser M. Hussein défier la crédibilité des Etats-Unis.

A ses côtés, le démocrate Lee Hamilton, membre de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a demandé que les Américains identifient *« très soigneusement leurs objectifs »* dans cette affaire : *« Je ne souhaite pas*, a-t-il dit, *que nous nous impliquions dans une situation que le jeu des factions kurdes rend particulièrement complexe. »* M. Clinton ne saurait, sans doute, qu'approuver.

Sylvie Kauffmann

Les incohérences de la politique occidentale

ANALYSE

CINQ ANS après sa création, la zone de protection des Kurdes dans le nord de l'Irak est un vrai fiasco. L'armée et les forces de sécurité de Saddam Hussein, contre lesquelles ce périmètre a été établi, sont revenues par la force. Pis, avec la couverture de l'une des principales formations de l'opposition, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Certes, la zone interdite, située au nord du 36e parallèle, ne concernait, dès sa délimitation, en avril 1991, que les seuls avions et hélicoptères irakiens. En d'autres termes, l'infanterie, les blindés, la police et les services de renseignement de Bagdad auraient pu y accéder. S'ils ne l'ont pas fait jusqu'à samedi 31 août, c'est parce que le terrain, trop escarpé, dont les combattants kurdes connaissent les moindres recoins, était un véritable piège pour eux. Par comparaison, ils ne se sont jamais retirés du sud du pays, dont le survol est pourtant interdit depuis août 1992 en deçà du 32e parallèle, et y sévissent à leur guise.

C'est donc parce que les Occidentaux – singulièrement les Etats-Unis qui, avec la France, la Grande-Bretagne et la Turquie, assuraient la couverture de cette zone – et les différentes formations de l'opposition ont échoué que Bagdad a pu aujourd'hui leur infliger un camouflet.

L'échec est d'abord celui des Kurdes, dont les deux principales formations, le PDK, de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, après une expérience de gestion commune des affaires du Kurdistan qui n'aura duré que deux ans – de 1992 à 1994 –, ont ressuscité leur vieille rivalité pour la domination du Kurdistan. Au-delà de l'UPK et du PDK, qui, avec les partis chiites de la Daawa et de l'Assemblée suprême de la révolution en Irak, sont les mouvements les plus structurés d'une opposition très éclatée, c'est cette dernière qui prend un coup très dur.

C'est le Conseil national irakien (CNI) en particulier, coalition de différents opposants, dont le PDK et l'UPK sont membres, qui est le plus affecté. Non seulement il devra renoncer à faire du Kurdistan son principal point de chute en territoire irakien, mais, déjà ébranlé par des contradictions internes antérieures au conflit inter-kurde, il devra entièrement réviser sa stratégie.

Or, le CNI est une quasi-création des Etats-Unis, qui se méfient des partis chiites soupçonnés d'être manipulés par l'Iran. Washington n'a pas réussi à en faire le pivot du rassemblement des opposants à Saddam Hussein ni à empêcher les Kurdes de s'entretuer. Les développements militaires, dont le Kurdistan irakien a été le théâtre au cours des derniers jours, ne sont en effet que l'épisode le plus grave d'une guerre fratricide que l'UPK et le PDK se livrent depuis décembre 1994 et qui a déjà fait plus de deux mille cinq cents morts.

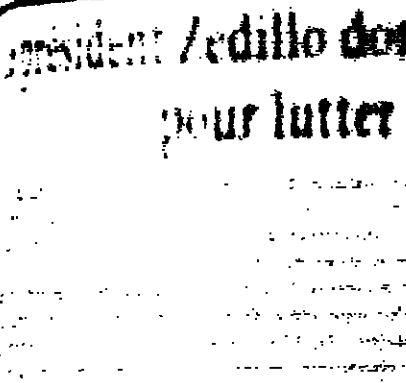
EMPÊCHER LES SÉVICES

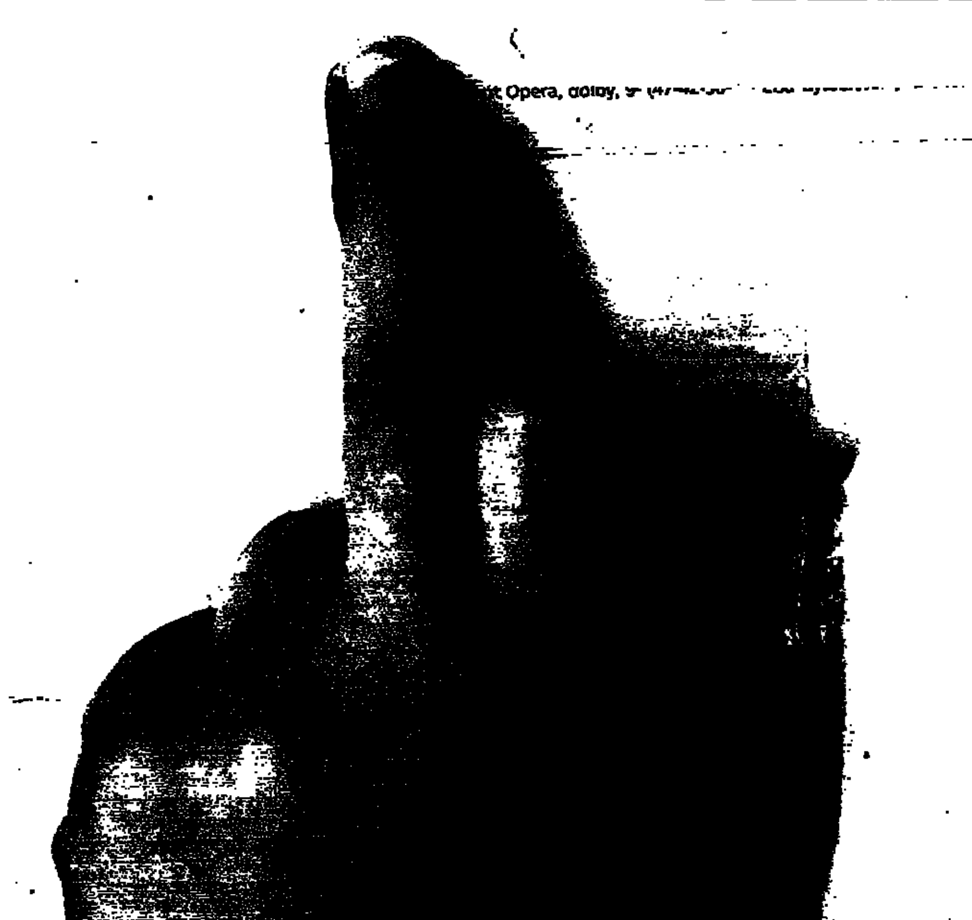
Washington et ses alliés occidentaux n'ont jamais réussi non plus à empêcher que les rebelles kurdes turcs, ou kurdes iraniens, trouvent refuge dans le Kurdistan irakien. Les incursions répétées de l'armée turque dans cette région pour pourchasser ses opposants sont justifiées aux yeux des Occidentaux, ne fût-ce que parce que la Turquie est un pays allié. En revanche, le « parapluie » occidental n'a pas pu empêcher l'Iran de faire la chasse à ses propres rebelles en Irak, alors même que Téhéran est considéré comme un ennemi, au moins par Washington.

Vis-à-vis des Kurdes irakiens, les Occidentaux ont aussi été d'une incohérence totale. La Turquie, craignant que l'autonomie de facto du Kurdistan irakien ne fasse tache d'huile chez elle, a toujours conseillé aux Kurdes irakiens de *« dialoguer »* avec Bagdad. La France aussi, même si Ankara, pas plus que Paris, ne songeait à une opération militaire irakienne. Les Etats-Unis ont, en revanche, toujours été farouchement hostiles à toute sorte d'ouverture envers le régime.

Ces incohérences, aggravées par les divergences interkurdes et par les difficultés dues à un double embargo – celui de l'ONU et celui de Bagdad – imposé au Kurdistan, ont conduit à l'échec. Ce que les Occidentaux devraient au moins tenter aujourd'hui, c'est empêcher que les responsables de l'UPK et du CNI arrêtés à Erbil par le PDK et les forces irakiennes soient soumis aux pires sévices. Le régime de Bagdad a toujours fait preuve d'une très grande brutalité vis-à-vis de ses opposants. Les Kurdes savent aussi être cruels, même quand il s'agit des leurs.

Mouna Naïm





L'Egypte presse Israël de lever les obstacles à la paix

Le Caire menace de reporter la réunion de la Conférence sur le développement économique au Proche-Orient

ALEXANDRIE
de notre correspondant

Les pourparlers qu'a eus, dimanche 1er septembre, à Alexandrie, le ministre israélien des affaires étrangères, David Lévy, avec son homologue égyptien, Amr Moussa, et le président Hosni Moubarak n'ont pas permis de lever les doutes que fait planer l'Egypte sur la convocation de la Conférence internationale sur le développement économique au Proche-Orient, prévue du 12 au 14 novembre au Caire, et qui fait suite aux précédentes réunions de Casablanca en 1994 et d'Amman en 1995.

M. Moussa a reconnu que *« les discussions avaient été bonnes »* et souligné que M. Lévy avait *« affirmé la volonté israélienne de continuer le processus de paix »*. Mais il a aussitôt ajouté, au cours d'une conférence de presse commune avec son homologue israélien, que ce qui comptait, aux yeux de l'Egypte, était *« la réalisation pratique des accords réalisés, et non les déclarations et les promesses »*. *« Il n'est pas concevable,* a précisé le ministre égyptien des affaires étrangères, *de parler de coopération régionale alors que des obstacles sont dressés devant le processus de paix. »*

M. Moussa a laissé entendre que l'Egypte commençait à s'impatienter face à la *« paralysie »* du processus de paix, malgré le temps qui s'est écoulé depuis la formation du nouveau gouvernement israélien. *« Nous ne fixons pas de délais, mais il faut maintenant que des faits tangibles soient accomplis de manière correcte et honnête. »* Et d'avertir : *« La Conférence économique ne pourra pas avoir lieu si le retrait d'Hébron n'a pas été réalisé. »*

De son côté, M. Lévy a affiché son *« optimisme »*, assurant que son pays souhaitait la continuation du processus de paix, et qu'il n'y avait pas *« de gel ou de rupture de sa part »*.

« EFFORTS MUTUELS »

« Israël, a indiqué David Lévy, *a pris des engagements, et des consultations sont en cours avec l'Autorité palestinienne pour résoudre les problèmes et parvenir à des accords sur la base d'efforts mutuels. »* Il a ajouté que, quand un arrangement *« sur toutes les questions »* aura été réalisé, *« il y aura naturellement »* une rencontre *« reflétant ces accords »* entre le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

A une question sur la *« contradiction entre les colonies de peuplement et le progrès sur la voie du processus de paix »*, M. Lévy a répondu que, *« malgré le fait que les accords d'Oslo n'interdisent pas formellement les colonies de peuplement, nous ne confisquons pas de terres et ne construisons pas de nouvelles implantations »*.

Cette déclaration a été jugée *« très positive »* par le ministre égyptien, qui, après avoir souligné que *« les implantations étaient une erreur très grave »*, a voulu voir dans la déclaration de son homologue israélien un engagement pour l'avenir de la part de l'Etat juif.

Alexandre Buccianti

L'accord conclu entre le gouvernement philippin et la rébellion musulmane inquiète les chrétiens

Un référendum sur l'autonomie des provinces du sud de l'archipel est prévu pour 1998

Les autorités de Manille et le chef du Front national de libération Moro ont signé, lundi 2 septembre, un accord de paix qui vise à mettre fin à l'insurrection musulmane de Mindanao. Etape décisive dans la « pacification » complète des Philippines, cet accord se heurte à l'opposition de groupes intégristes musulmans ainsi qu'à la communauté chrétienne de Mindanao, majoritaires dans cette région méridionale de l'archipel.

TOKYO
de notre correspondant

Le chef du Front national de libération Moro (FNLM), Nur Misuari, a signé, lundi 2 septembre, à Manille, l'accord de paix qui doit mettre fin à la rébellion musulmane de Mindanao. Commencée au début des années 70, sous le régime de feu Marcos, la lutte des séparatistes musulmans a fait 120 000 morts selon des chiffres offres officiels et 200 000 selon la rebellion.

Aux termes de l'accord, un *« Conseil pour la paix et le développement du sud des Philippines »*, formé en majorité de membres du Front et présidé sans doute par Nur Misuari, sera mis en place avec pour mission de coordonner la réalisation de projets d'infrastructures dans quatorze provinces de Mindanao et neuf grandes villes. Ce conseil sera chargé de préparer un référendum sur l'autonomie pour 1998. Les provinces qui auront voté en faveur de l'autonomie seront dotées d'un système éducatif qui intégrera l'enseignement islamique et un système fiscal indépendant.

Progressivement, les troupes du FNLM (20 000 hommes) seront intégrées à l'armée et à la police philippines. Alors que la rébellion communiste de la Nouvelle Armée du peuple (NAP) n'est plus en phase offensive, le mouvement séparatiste musulman avait mobilisé contre lui, à certaines périodes, jusqu'à 80 % des troupes gouvernementales. Cet accord consacre désormais comme figure de premier plan de la vie politique philippine Nur Misuari, ancien titulaire de la chaire de sciences politiques



de l'université de Manille qui, après avoir professé des idées marxistes, a basculé dans la clandestinité des jungles de Mindanao.

A Manille, les cloches des églises ont sonné pour célébrer la paix mais à Zamboanga, au sud de Mindanao, des opposants chrétiens ont organisé une marche funèbre pour stigmatiser la *« mort de la démocratie. »* L'accord de paix ne met pas fin, en effet, à une méfiance et à une hostilité enracinées entre certains éléments des communautés chrétienne et musulmane. C'est aujourd'hui aux communautés chrétiennes d'armer des milices pour résister à une domination politique de la minorité musulmane – 5 millions sur les 20 millions d'habitants que compte Mindanao – dont elles craignent l'intolérance religieuse. La conférence épiscopale philippine et des organisations protestantes ont dénoncé l'accord comme étant en contradiction avec le principe de séparation de la religion et de l'Etat. Certains commentateurs philippins avancent même que Mindanao pourrait devenir une nouvelle Bosnie.

DISSIDENCE INTÉGRISTE

Sans dramatiser ses conséquences potentielles, cet accord comporte cependant beaucoup d'inconnues. Le FNLM est certes la principale composante du mouvement séparatiste musulman mais il existe aussi d'autres organisations plus radicales d'obédience intégriste apparues ces dernières années, tel que le Front de libération islamique Moro (FLIM) de Hashim Salamat qui n'a pas endossé l'accord et demande la création d'un Etat islamique. Avec 40 000 hommes, le FLIM est désormais militairement plus puissant que le FNLM.

Ce n'est pas la première fois qu'un accord de paix est conclu entre les rebelles musulmans et Manille : ce fut le cas des accords de Tripoli signé en 1976 sous les auspices de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) qui ne se sont jamais concrétisés. Selon le gouvernement, l'accord qui vient d'être signé se situe dans la ligne des accord de Tripoli qui prévoyaient la mise en place d'un gouvernement provisoire pro-musulman exerçant son pouvoir sur 13 provinces de Mindanao, qui sont devenues 14 en raison de la division de l'une d'entre elles.

Ce n'est qu'en 1991 que le Parlement créa une région autonome et seulement quatre provinces prirent part à un référendum. Nur Misuari a accepté de se présenter, le 9 septembre, comme candidat pour le poste de gouverneur de cette région autonome, reconnaissant ainsi *de facto* son existence. Est-ce que cette initiative convaincra les chrétiens de la volonté du FNLM de s'engager sur la voie d'une paix qui respectera toutes les parties concernées ? Les extrémistes chrétiens et musulmans ne semble pas l'entendre de cette oreille.

Philippe Pons

Le président Zedillo donne carte blanche à l'armée mexicaine pour lutter contre la guérilla de l'EPR

MEXICO
de notre correspondant

Alors que la classe politique se perd en conjectures à propos de l'identité des commanditaires de la vague de violence qui a secoué, la semaine dernière, plusieurs Etats du Mexique (*Le Monde* du 31 août), le président Ernesto Zedillo a prononcé, dimanche 1er septembre, un discours musclé contre les actions sanglantes menées par l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) qu'il a qualifiée d'organisation *« terroriste »*.

« Nous n'admettrons pas qu'au moment même où nous nous dirigeons vers l'établissement d'une véritable démocratie surgissent des mouvements d'une époque dépassée qui cherchent à barrer la route à la démocratie et à imposer leur volonté intolérante au pays », a presque crié M. Zedillo, au cours d'une longue intervention devant les deux chambres du Parlement réunies à l'occasion de la présentation du bilan annuel du gouvernement.

Haussant le ton, le président a condamné l'action de *« ceux qui recourent à la violence et au terrorisme pour provoquer la répression contre des innocents, espérant ainsi obtenir une base sociale et sortir de leur isolement »*. *« Le gouvernement ne tombera pas dans cette provocation,* a-t-il ajouté. *Nous utiliserons toute la force de l'Etat pour lutter contre le terrorisme, tout en respectant les garanties individuelles et les droits de l'homme. »* M. Zedillo établissait ainsi une nette distinction entre l'EPR et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), mouvement de guérilla surgi en janvier 1994, dans l'Etat du Chiapas, et avec lequel le gouvernement entend poursuivre les négociations engagées en 1995.

Comme il l'avait déjà déclaré quelques jours plus tôt, le chef de l'Etat a donc confirmé qu'il était hors de question de négocier quoi que ce soit avec l'EPR. Sa fermeté sur ce sujet lui a valu plusieurs ovations des parlementaires debout, à l'exception de l'opposition de gauche qui avait manifesté auparavant sa préoccupation à propos de la *« militarisation »* du pays sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

La transmission en direct de l'événement étant assurée sur toutes les chaînes de télévision, on a pu voir que la caméra s'attardait sur les généraux de l'état-major qui ont longuement applaudi cette partie de l'intervention de M. Zedillo. Cela contribuera sans doute à alimenter les rumeurs sur l'existence d'un malaise au sein de l'armée, qui n'a jamais vraiment accepté la modération des autorités civiles à l'égard de l'EZLN. En contrepartie, les militaires ont obtenu carte blanche pour démanteler l'EPR qui ne cesse de les narguer depuis son apparition publique, en juin, près d'Acapulco, dans l'Etat du Guerrero, et dont les opérations violentes de la semaine dernière ont fait près d'une vingtaine de morts, y compris quatre rebelles et deux civils, dans plusieurs Etats du pays.

La nouvelle guérilla a expliqué publiquement qu'elle luttait pour établir une *« République populaire »* et a reconnu ses liens avec une vieille organisation marxiste-léniniste des années 70, le Parti révolutionnaire ouvrier clandestin-union du peuple (PROCUP). Mais ses méthodes déconcertantes, ainsi que la sophistication de son armement et de sa logistique, laissent croire à certains que l'EPR aurait pu établir une alliance tactique avec un des puissants cartels de la drogue mexicains, ou avec un secteur du pouvoir opposé à la politique économique menée par le président Zedillo. Dans le doute, les autres organisations révolutionnaires, en particulier l'EZLN, se bornent, pour l'instant, à expliquer que la lutte armée est *« le résultat de l'injustice et de l'oppression qui règnent encore au Mexique »*.

Bertrand de la Grange

Un objectif de croissance de 4 % en 1997

Le président Ernesto Zedillo a fixé, dimanche 1er septembre, à 4 % la croissance du produit intérieur brut (PIB) mexicain pour 1997 et pronostiqué une *« réduction significative »* de l'inflation et des taux d'intérêt. M. Zedillo a également confirmé, lors de la présentation de son traditionnel rapport annuel devant le Congrès, *« le maintien du régime de libre flottaison du peso »*. Estimant que le Mexique *« est sorti de la phase d'urgence aiguë »* et que *« la récupération a commencé »*, le président mexicain a toutefois reconnu que *« les résultats obtenus et leur consolidation ne suffiront pas encore pour réparer les dommages infligés à notre économie par la crise de décembre et les retards structurels que nous avons accumulés au long de notre histoire »*. – (AFP)

24 000 enfants perdus rwandais ont retrouvé leurs parents

NAIROBI
de notre correspondant en Afrique de l'Est

Deux ans après le lancement d'une vaste opération – la plus importante depuis la deuxième guerre mondiale – qu'il orchestre, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) fait le point sur l'état des recherches concernant les *« enfants perdus du génocide »*, dont il a entrepris de retrouver les familles au Rwanda et dans les camps de réfugiés de la région des Grands Lacs. A ce jour, il a enregistré, dans son fichier central de Nairobi, les dossiers de 95 000 enfants de 0 à 18 ans, dont près de 24 000 ont déjà retrouvé leurs parents. Mais il reste que 44 000 sont toujours sans nouvelles de leurs proches et qu'à l'autre bout de la chaîne 36 000 familles ignorent toujours si leurs enfants, perdus de vue pendant le génocide de 1994 au Rwanda et les exodes qui ont suivi, sont encore en vie.

« C'est une entreprise de longue haleine, explique Elizabeth Twinch, responsable de l'Agence de recherche du CICR pour le Rwanda, *et pourtant il y a urgence. »* En effet, plus longue est la séparation, plus difficile sera la réunion des familles. L'enfant, livré à lui-même depuis des mois, finit par se détacher de son passé, souvent traumatisant, et recrée son univers dans les camps de réfugiés. Le CICR note aussi l'apparition d'une seconde génération d'enfants non accompagnés, et les rejetons de ces filles mères sans famille perpétuent leur problème. Enfin, selon un sondage fait dans le camp de Ngara, en Tanzanie, 85 % des enfants dont le foyer a été localisé ne veulent pas retourner au Rwanda, qu'ils ont fui dans des conditions dramatiques.

Il ne faut pas non plus négliger les rumeurs, réelles ou fabriquées à dessein, qui circulent dans les camps sur la répression au Rwanda, et qui les dissuadent de rentrer. *« La communication par tous les moyens est essentielle »*, dit Josué Anselmo, un ancien responsable du projet, aujourd'hui chargé de l'information au CICR. Parallèlement à la collecte d'informations par ordinateur, il y a, sur le terrain, la *« recherche par listes »* pour laquelle les équipes du CICR et des agences caritatives associés au projet sillonnent le Rwanda, organisant dans chaque commune des lectures publiques de listes d'enfants perdus dans l'espoir que des parents y reconnaîtront les leurs.

« Au bout de mois d'efforts, ajoute Josué Anselmo, *il y a parfois le privilège d'assister à des retrouvailles émouvantes où une mère devient littéralement folle de joie à la vue de ses enfants dont elle avait perdu la trace. »*

Jean Hélène

L'accord entre Moscou et Grozny peut ouvrir la voie à l'indépendance tchétchène

Boris Eltsine demande des « clarifications » sur ce texte volontairement ambigu

Les autorités russes et indépendantistes tchétchènes manifestaient, lundi 2 septembre, un optimisme modéré après la signature, samedi, d'un accord politique pour mettre fin au conflit. Le président indépendantiste Zelimkhan Iandarbiev a estimé que *« tout dépendra de la volonté de Moscou »* où *« les dirigeants russes ne sont pas tout à fait sûr de ce qu'ils veulent »*. Boris Eltsine a quant à lui demandé des *« clarifications »*.

MOSCOU
de notre correspondante

Il était difficile d'imaginer que Boris Eltsine allait bruyamment féliciter son représentant en Tchétchénie, Alexandre Lebed, pour avoir signé avec les « séparatistes » des documents politiques que ces derniers ont aussitôt interprétés comme une confirmation de leur indépendance.

Mais la simple modération des premières réactions des dirigeants russes semblait indiquer, lundi 2 septembre, qu'ils étaient prêts à avaler les couleuvres serpentant dans ces textes, signés à Khassaviourt au Daghestan. « Il faut faire preuve de courage, de retenue et de patience », déclarait ainsi dimanche le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, en se disant *« convaincu d'être désormais sur la bonne voie »* pour régler le conflit. Il a, certes, ajouté qu'il allait rencontrer lundi, vraisemblablement avec d'autres ministres, le général Lebed pour *« examiner »* les documents signés, mais en précisant d'emblée qu'il *« faut continuer à avancer »*, concédant simplement que cela *« ne doit pas porter préjudice à la Russie »*, ce qui est bien le moins.

Si Boris Eltsine, toujours « en congé » à 100 kilomètres de Moscou, ne s'est pas manifesté directement, son porte-parole a estimé, quelques heures après la signature des documents, que ceux-ci correspondent *« globalement »* aux souhaits du Kremlin. Mais, dans la mesure où leur texte comporte des *« changements »* par rapport au plan concerté jeudi dernier par Alexandre Lebed avec les principaux membres concernés du gouvernement, le président a estimé nécessaire, a ajouté le porte-parole, d'y apporter des *« clarifications »*. Boris Eltsine souhaite donc que son envoyé lui soumette un rapport permettant de clarifier les *« détails »* des accords, sans préciser toutefois si M. Lebed, qui demande en vain depuis deux semaines à voir Boris Eltsine, sera bientôt entendu.

NE PLUS RECOURIR À LA FORCE

La distance que prend le président avec son responsable pour les affaires de sécurité reste dans la ligne de conduite habituelle de Boris Eltsine qui avait disparu de la scène au début de la guerre des premières négociations. Aujourd'hui, l'enjeu est encore plus important : arrêter une guerre est autrement plus difficile que de la commencer. D'autant plus qu'une partie des médias, y compris certains qualifiés de « libéraux », mais aussi l'opposition « communiste et patriotique », dénoncent déjà la *« capitulation »* du pouvoir face aux séparatistes.

Ces derniers ne semblent guère s'en inquiéter. Non seulement sur place *(voir reportage ci-dessous)*, mais aussi à Moscou, où un « conseil d'experts » tchétchènes auprès de la direction indépendantiste, théoriquement dirigés par Rouslan Khasboulatov, l'ancien président du Soviet suprême russe, sert de contact parallèle entre les anciens belligerants.

« Maintenant que les troupes russes ont été repliées, les relancer à l'attaque serait une bêtise encore plus grande que celle, monstrueuse, d'avoir commencé en décembre 1994 », estime l'un de ses membres pour expliquer son optimisme. Selon lui, la solution qui pourrait se profiler, si les accords de Khassaviourt n'étaient pas radicalement désavoués au Kremlin, est tout à l'avantage des Tchétchènes. Comme tendrait à le prouver le fait que les agences de presse russes n'en aient toujours pas publié le texte plus de 48 heures après leur signature.

En substance, selon *Interfax*, une *« déclaration commune »* fait référence à l'obligation de ne plus recourir à la force et à celle de respecter les conventions de Genève. Un deuxième document, intitulé *« principes pour déterminer les bases des relations entre la Fédération de Russie et la République tchétchène »*, affirme qu'une solution politique doit être trouvée *« au 31 décembre 2001 »* (c'est-à-dire, selon les indépendantistes, éventuellement avant cette date butoir, que M. Lebed voulait repousser à 2006). Une commission conjointe russo-tchétchène doit être formée avant le 1er octobre prochain pour appliquer les accords (retrait des troupes et maintien de l'ordre), ainsi que proposer de nouvelles formes de relations entre Moscou et Grozny.

Côté tchétchène, on affirme cependant que rien ne peut laisser entendre que la Tchétchénie fait partie de la Fédération de Russie, comme le veut le mandat assigné officiellement à Alexandre Lebed. Rien n'est dit non plus sur la nature du pouvoir local durant la période de transition, qui est *« de fait déjà passé partout aux séparatistes »*, affirment des sources militaires russes, mécontentes mais anonymes. Les indépendantistes parlent d'élections locales possibles déjà à l'automne et accepteraient de partager le pouvoir avec des Tchétchènes « pro-russes », du type de Rouslan Khasboulatov.

Les commentateurs russes préfèrent, pour leur part, mettre en garde contre une colère toujours possible de Boris Eltsine, comme contre le succès des maneuvres pour saboter le plan de paix que ne manqueront pas de mener les politiciens russes responsables de la guerre, qui ne se trouvent pas tous, loin de là, dans le camp des « faucons » repertoriés.

Sophie Shihab

« La guerre est finie, on rentre chez nous »

GROZNY
de l'envoyée spéciale de l'AFP

Camions et blindés passent lentement entre les blocs de béton de ce qui était l'un des postes russes les plus sévères à l'entrée de Grozny. Samedi 31 août, pour les derniers jours du retrait de la ville de tous les combattants, ce sont les indépendantistes tchétchènes qui tiennent le poste et les véhicules russes qui passent au milieu. L'image symbolise l'ambiance de ce retrait simultané : un sentiment de triomphe complet du côté tchétchène, non seulement parmi les combattants mais aussi chez la plupart des civils, et un silence fatigué du côté russe.

« Bien sûr qu'on a gagné, et cela en valait la peine. Même s'il y a eu tellement de destructions, tellement de morts. Mais j'espère bien que cette fois, c'est fini », dit Arbi Ouloubaev, vingt-trois ans, qui a pris les armes le 11 décembre 1994 lorsque les troupes russes sont entrées en Tchétchénie. Il se dit maintenant prêt à reprendre ses études d'économie.

Une centaine de véhicules sont garés le long de la route : voitures, camions, autobus, jeeps, ornés d'immenses drapeaux tchétchènes, de portraits de l'ex-président indépendantiste Djokhar Doudaev et bondés de combattants, bandeau vert autour du front, en uniforme, en civil, mitraillette à l'épaule, brandissant bazooka ou mitrailleuse. De chaque voiture qui passe, les passagers crient *« Allaho Akbar »* (*« Dieu est le plus grand »*), lèvent le poing ou bien klaxonnent. Les combattants leur répondent en hurlant ou en riant.

ROUVRIR L'UNIVERSITÉ

Un peu partout, sur les routes tchétchènes, on voyait encore ce week-end des soldats russes. Mais c'étaient de longues colonnes de blindés et de camions bondés d'armement et de matériel sophistiqué, mais aussi envahis par tout le bric-à-brac d'une installation permanente, tables, chaises, dossiers, planches de bois, bouts de ferraille.

« La guerre est finie. On rentre chez nous », lance Sacha, jeune conscrit juché sur l'un des blindés qui quitte la base de Chali pour Khankala, l'ancien aéroport militaire de Grozny dont les troupes russes ont fait leur état-major en Tchétchénie. *« Tout le monde va à Khankala. On va être serrés comme des sardines, là-bas. Ils vont nous renvoyer chez nous très vite »*, renchérit un soldat.

« J'espère bien que la guerre est finie et qu'on rentre, le plus tôt sera le mieux », dit un officier, qui ne donne que son prénom, Boris. Sur le bas-côté, une femme qui passe demande aux journalistes, la voix tremblante de joie : *« C'est vrai qu'ils rentrent chez eux ? »* C'est en tout cas ce que les Tchétchènes espèrent.

Ils n'ont aucun geste d'hostilité, ne profèrent aucune insulte envers les soldats russes qui se préparent à partir. Côté indépendantiste, on sent un optimisme qui n'était pas de mise après les précédents pourparlers. Ce week-end à Novi Atagui, à 25 kilomètres au sud de Grozny, dans la grande maison où a eu lieu une bonne partie des négociations avec le général Lebed, de nombreux responsables indépendantistes semblaient croire que la guerre était finie.

Dans un coin de la cour, le ministre de l'éducation du gouvernement indépendantiste discutait de la meilleure façon de reconstruire et rouvrir l'université de Grozny tandis que le ministre de l'intérieur se préoccupait de mettre en place *« un système de sécurité suffisamment strict pour empêcher l'explosion de criminalité qui suit toujours une guerre »*.

Isabelle Astigarraga

L'Etat croate de Bosnie-Herzégovine a officiellement disparu

La Fédération regroupe les deux communautés

SARAJEVO
de notre correspondant

L'Etat sécessionniste croate en Bosnie-Herzégovine (« République d'Herzeg-Bosna ») a officiellement disparu, samedi 31 août, au profit de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Cette dernière, qui doit regrouper Croates et Musulmans sous un même drapeau, s'étend sur 51 % du pays, tandis que les 49 % restants du territoire sont contrôlés par une République serbe.

La Fédération croato-bosniaque n'ayant toutefois jamais fonctionné, les observateurs demeurent sceptiques sur la réelle volonté des séparatistes croates d'oeuvrer à un rapprochement des communautés.

Les ministères et les administrations de l'« Herzeg-Bosna » devraient disparaître dans quinze jours, après les élections générales en Bosnie-Herzégovine. La police et les douanes, garantes de l'existence de l'Etat séparatiste, doivent quant à elle être unifiées.

La première mesure concrète est en fait l'alignement des deux monnaies sur le deutschemark, seule devise reconnue dans l'ensemble de l'ex-Yougoslavie. A partir du 1er septembre, le dinar bosniaque et la kuna croate valent 1 mark allemand. Les armées bosniaque (BIH) et croate de Bosnie (HVO) doivent également être intégrées, sous la conduite du programme américain « Entraînement et équipement ». Ce programme doit permettre aux forces de la Fédération de rivaliser avec la puissance militaire serbe.

LES PARRAINS DE MOSTAR

Depuis le cessez-le-feu entre Croates et Bosniaques, il y a deux ans et demi, aucun progrès n'a été enregistré, mis à part une certaine collaboration lors des offensives de l'automne 1995. Les victoires militaires avaient eu pour résultat la division ethnique des territoires conquis, et non une reprise de la vie commune.

La diplomatie américaine s'est récemment efforcée de relancer l'alliance croato-bosniaque, qu'elle estime être un pilier du processus de paix. Elle a également pour objectif d'éviter une alliance entre Croates et Serbes, car les deux peuples partagent l'objectif de diviser la Bosnie-Herzégovine en territoires ethniques.

L'impossibilité de bâtir une fédération croato-bosniaque a toujours été symbolisée par le cas de la ville de Mostar, où les deux communautés ne cohabitent plus depuis le conflit de 1993-1994. Un maire unique, Ivan Prskalo (croate), a bien été élu cet été, sous la pression occidentale, mais la logique de division continue de l'emporter sur la réconciliation. Les expulsions de Musulmans du secteur croate de la ville se poursuivent. De plus, M. Prskalo est un inconnu choisi par l'Union démocratique croate (HDZ) à la suite d'un accord avec le Parti d'action démocratique (SDA, musulman), et non pas un maire élu par les Mostariens, qui avaient accordé une victoire électorale à une coalition de partis bosniaques. Les leaders des partis nationalistes, alliés aux structures militaires, policières et à la mafia, continuent donc de régner sur Mostar divisée.

L'envoyé spécial de l'Union européenne à Mostar, sir Martin Garrod, conscient du problème de la mafia politique en « Herzeg-Bosna », a décidé d'attaquer publiquement des personnages que nul n'ose en général nommer.

« Je demande à Petar Zelenika, Mladen Naletilic, Vinko Martinovic, Mladen Misic, Ivan Andebak et Dalibor Glavina de se montrer pour qu'ils puissent être interrogés, a-t-il dit. *J'ai trouvé ces noms tout à fait par hasard dans mon agenda. »* Jusqu'à présent, aucun diplomate ni aucun officier de l'Ifor n'avait ainsi mentionné les noms des parrains de Mostar.

M. Martinovic, dit Stella, et M. Naletilic, dit Tuta, sont les plus célèbres voyous croates de Mostar, ayant acquis une solide réputation de tueurs durant la guerre. Ces hommes auraient surtout acquis leur fortune grâce au trafic d'armes à destination de la Bosnie.

LA PRESSION AMÉRICAINE

Pendant le conflit, ils prélevaient un « impôt de guerre » destiné à enrichir leurs unités du HVO. Comme les dignitaires de l'« Herzeg-Bosna », les parrains de Mostar sont reçus avec égard à Zagreb, la capitale de la Croatie voisine, où on peut souvent les voir dans les hôtels de luxe.

Pour Stella, Tuta et leurs amis, la disparition de l'« Herzeg-Bosna » serait une catastrophe financière. Les intérêts de la mafia rejoignent ainsi les intérêts des extrémistes du HDZ et du président croate Franjo Tudjman. L'« Herzeg-Bosna » est à la « Grande Croatie » ce que la « République serbe » est à la « Grande Serbie », et peu d'ultranationalistes sont prêts à abandonner leur rêve d'extension de leurs frontières sur les ruines de la Bosnie-Herzégovine.

La pression américaine a obligé les Croates à renier officiellement l'existence de leur « république » autonome. Il faudra encore vérifier si l'unification des structures politiques et militaires a bien lieu, et si elle annonce une réunion des communautés.

Rémy Ourdan

Le vote des réfugiés bosniaques

Le vote anticipé des réfugiés bosniaques pour les élections générales du 14 septembre s'est poursuivi de manière très variée selon les pays concernés. En Croatie, le scrutin a par exemple été marqué par une forte participation, qui a atteint 76 % des quelque 132 000 inscrits. En Serbie, en revanche, seulement 25 % des électeurs avaient participé au vote dimanche 1er septembre, à l'issue du cinquième jour de scrutin, alors que 84 781 réfugiés étaient inscrits sur les listes de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro).

Au total, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE, chargé de l'organisation du scrutin) a recensé 640 000 électeurs dans 55 pays. A quinze jours du vote qui se déroulera en Bosnie-Herzégovine, la multiplication d'erreurs et de retards a déjà provoqué une grande confusion, qui s'est ajoutée à la complexité d'un scrutin multiple (*Le Monde* daté 1er-2 septembre). – *(AFP.)*

Pologne : le pape proteste contre la loi sur l'avortement

LA LIBÉRALISATION de la loi sur l'avortement, votée vendredi 30 août par les députés polonais (*Le Monde* daté dimanche 1er -lundi 2 septembre), suscite la colère de l'Eglise catholique. Dans un message, lu dimanche 1er septembre devant les 100 000 fidèles présents au sanctuaire marial de Czestochowa, le pape a déclaré : *« Il n'y a pas de respect pour les lois dans un Etat qui laisse tuer des innocents. Un peuple qui tue ses propres enfants est un peuple sans avenir. »* Il a ajouté : *« Il est douloureux de constater que dans notre patrie, qui avait tant souffert pendant la seconde guerre mondiale, on assiste toujours au drame de la mort des milliers d'êtres innocents et sans défense à qui on refuse le droit à la vie. »*

De son côté, Mgr Tadeusz Pieronek, secrétaire général de l'épiscopat, cité par l'agence PAP, s'est déclaré *« épouvanté »* par ce soutien apporté *« au crime terrible qui sera commis, en toute légalité, sur des dizaines, voire des centaines de milliers d'êtres humains »*. Il a appelé les médecins et les infirmières à *« écouter leur conscience »* et à *« refuser de participer à ce procédé »*.

Les nouvelles dispositions, qui autorisent l'interruption volontaire de grossesse (IVG) jusqu'à la douzième semaine de grossesse, remplacent la législation répressive qui avait été adoptée en 1993 sous la pression des catholiques de droite de l'Alliance nationale chrétienne et de l'épiscopat. La législation de 1993 avait provoqué une vague d'indignation parmi les femmes polonaises et une fracture entre une grande partie de l'opinion et l'Eglise catholique.

L'une des raisons de la défaite de Lech Walesa, soutenu par l'épiscopat, lors de l'élection présidentielle de novembre 1995, avait été ce malentendu à propos du rôle de l'Eglise, jugé trop envahissant. Cette polémique qui ressurgit sur l'avortement s'ajoute au contentieux né à propos des négociations sur le concordat entre la Pologne et le Saint-Siège, en panne depuis la victoire présidentielle d'Alexandre Kwasniewski.

L'Etat croate
Bosnie-Herzégovine
officiellement dispar

Le Burundi rejette la menace d'embargo de l'ONU

BUJUMBURA. Le major Pierre Buyoya a rejeté, samedi 31 août, la menace d'embargo sur les armes brandie, la veille, par les Nations unies. Il a également exclu de discuter avec les rebelles hutus tant qu'ils ne renonceraient pas à la violence. M. Buyoya, qui a plusieurs fois souligné qu'il ne se laisserait pas imposer un calendrier de négociations, a déclaré que *« la paix ne se décide pas au Conseil de sécurité, à Arusha* [Tanzanie] *ou ailleurs »*, mais qu'elle relève au contraire des Burundais. De son côté, la rébellion hutue, qui a multiplié au cours des derniers jours les opérations contre Bujumbura, largement privée d'électricité et soumise à une tentative de blocus alimentaire, a rejeté toute idée de négociation avec *« le putschiste Buyoya »*. Un plan de travail a été mis au point, la semaine dernière à Rome, par des médiateurs qui veulent mettre fin au conflit burundais. – *(AFP, Reuter.)*

Colombie : de violentes attaques de la guérilla ont fait près de cent morts

BOGOTA. Le président colombien Ernesto Samper a écarté, dimanche 1er septembre, toute possibilité de dialogue avec la guérilla après les attaques attribuées aux groupes armés des FARC et de l'ELN, en fin de semaine, qui ont fait officiellement quatre-vingt-douze morts, trente-deux blessés et trente-huit disparus, pour la plupart des militaires et des policiers.

Selon l'armée, l'attaque la plus meurtrière s'est produite contre la base militaire de Las Delicias, à 600 kilomètres au sud de Bogota, où officiellement, dimanche matin, trente-quatre soldats avaient trouvé la mort. Un contingent de militaires, affectés au contrôle des marches paysannes organisées depuis un mois dans le département de Caqueta, stationnait dans cette base militaire. Quelque quatre cents guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, communistes) auraient pris part à l'attaque. Les autres attaques se sont produites dans la plupart des onze départements que compte le pays. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **CONGO : plusieurs dizaines d'étrangers en situation irrégulière** ont été interpellés par la police, vendredi 30 août, à Brazzaville, dans le cadre du contrôle de tous les étrangers établis au Congo. Officiellement, plus de 30 000 étrangers vivent dans le pays, mais ce chiffre ne reflète pas la réalité en raison de l'inexistence de statistiques fiables sur l'immigration et de l'absence de contrôle fiable aux frontières. – *(AFP.)*

ASIE

■ **CHINE : les autorités ont arrêté** depuis la mi-juillet 180 mollahs, professeurs et étudiants d'écoles coraniques dans la sous-préfecture de Kashgar, située au sud de la province du Xinjiang, a indiqué, dimanche 1er septembre, le Front national uni révolutionnaire (FNUR) du Turkestan oriental. Le FNUR est un mouvement d'opposition séparatiste en exil au Kazakhstan. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ALBANIE : le ministre grec des affaires étrangères, Théodore Pangalos**, a inauguré un consulat de son pays à Gjirokastra, en Albanie, samedi 31 août, au premier jour de sa visite officielle dans le pays d'accueil de ce local diplomatique. Une forte minorité grecque – 300 000 selon Athènes, 60 000 selon Tirana – est installée dans le sud albanais. *« La période des malentendus est terminée »* entre la Grèce et l'Albanie, a affirmé M. Pangalos à la presse. – *(AFP.)*

■ **SUÈDE : le congrès contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales** s'est achevé, samedi 31 août, sur un *« appel à l'action »* lancé par la reine Silvia de Suède. *« Il faut maintenant passer à l'action,* a déclaré la souveraine, *pour mettre un terme à ce marché odieux et criminel. Cette forme d'esclavage moderne doit prendre fin. »* Juste avant la fin de ce congrès sans précédent, quatre-vingt-deux lauréats du prix Nobel ont lancé un appel pour *« mettre fin au sacrifice des enfants au bénéfice du plaisir sexuel et du profit commercial des adultes »*. – (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : le premier ministre israélien,** Benyamin Nétanyahou, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, pourraient se rencontrer dès lundi 2 septembre, a indiqué une source autorisée. *« Certaines divergences ont été comblées, et si leurs collaborateurs parviennent à régler les derniers détails ce matin, la rencontre pourrait avoir lieu aujourd'hui »*, a ajouté cette source. – *(Reuter.)*

■ **ARABIE SAOUDITE : l'un des plus célèbres opposants islamistes** saoudiens, Oussama Ben Laden, a appelé ses concitoyens à mener une guérilla pour chasser les Américains du royaume et demandé à l'armée de ne pas se mêler à cette guérilla. Dans un mémorandum de douze pages dont l'hebdomadaire *El Qods el Arabi*, publié à Londres, a obtenu une copie, M. Ben Laden a préconisé des *« méthodes de combat adéquates, c'est-à-dire des forces légères, à action rapide opérant dans un secret total »*. – *(AFP.)*

■ **SOUDAN : une étudiante a été tuée** et plusieurs personnes ont été blessées, dimanche 1er septembre, à Khartoum, lors de manifestations contre une pénurie de pain, ont affirmé des témoins. Les forces de l'ordre ont dispersé les manifestants à l'aide de grenades lacrymogènes et de bâtons et ont eu recours à des tirs sporadiques. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

■ **ITALIE : le ministre des affaires étrangères, Lamberto Dini,** pense que la lire rejoindra le mécanisme de changes européen (MCE) à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine. Lamberto Dini a par ailleurs réitéré l'engagement de Rome à respecter les critères de convergence pour la création de la monnaie unique, en janvier 1999. *« Nous ne pouvons pas nous permettre de rater cet objectif ni de traîner en chemin »*, a-t-il affirmé. – *(Reuter.)*

Le président Chirac et le chancelier Kohl affichent à Bonn leur entente sur la monnaie unique

Le déficit allemand pour 1996 est plus élevé que prévu

Jacques Chirac et Helmut Kohl ont eu, dimanche soir 1er septembre, à Bonn, un long entretien pour préparer leurs rentrées politiques, dominées par les questions budgétaires et sociales. Ils ont réaffirmé leur détermination à parvenir à la mise place de la future monnaie européenne. Theo Waigel, ministre des finances, a reconnu que le déficit allemand dépasserait en 1996 les 60 milliards de marks prévus.

BONN
de notre correspondant

« Nous sommes entièrement d'accord, Jacques Chirac et moi-même, pour appliquer avec détermination les critères du traité de Maastricht et atteindre ensemble notre but commun » : tel est le *« message fort »* que le chancelier Kohl a voulu délivrer à propos de la monnaie unique, dimanche 1er septembre à Bonn, en recevant le président Chirac pour un entretien de rentrée. Largement consacrées aux dossiers économiques, leurs deux heures de discussion, qui se sont prolongées au cours d'un dîner, ont surtout été l'occasion pour les deux dirigeants de rappeler leur volonté d'aboutir sur la mise en place de l'euro.

Ce message était naturellement adressé aux marchés dans le contexte actuel d'affaiblissement du franc. Il a été doublé d'un appel très net de Jacques Chirac, au nom de Paris et de Bonn, en faveur d'une appréciation du dollar : *« Nous souhaitons que le dollar remonte »*, a-t-il dit.

Ce front commun franco-allemand n'empêche pas les nuances. Le président français a été nettement plus précis que le chancelier allemand. Ce dernier s'est contenté de rappeler que *« le choix des pays membres de la monnaie unique se fera en avril 1998 par les chefs d'Etat et de gouvernement européens »* et ne souhaite pas *« construire de scénarios à l'avance »*. Le président Chirac a tenu à affirmer de manière beaucoup plus volontariste que *« la France et l'Allemagne appliqueront intégralement et dans les délais prévus les critères du traité de Maastricht (...). Nous serons au même rendez-vous, selon le même rythme, et selon les mêmes conditions »*, souligne-t-il. La date de 1999 n'a pas été évoquée, à proprement parler, ni par l'un ni par l'autre des deux dirigeants.

INCERTITUDES

A Paris comme à Bonn, on est conscient des difficultés qui s'annoncent. Difficultés budgétaires d'abord : le déficit pour 1996 de l'Etat fédéral allemand dépasse le niveau qui avait été fixé. Theo Waigel, le ministre des finances, a concédé dimanche, dans un entretien à la chaine de télévision ZDF, qu'il serait supérieur aux 60 milliards de deutschemarks initialement prévus. Mêmes incertitudes en France, même si, selon Jacques Chirac, *« le premier ministre va faire connaître dans les prochains jours les chiffres qui permettent d'affirmer que la France respectera les critères dans les délais et les modalités prévus, et convaincra ceux qui cultivent le scepticisme »*. La loi de finances 1997, qui doit être présentée à la mi-septembre, prévoit de ramener les déficits publics à 3 % du PIB.

Difficultés sociales ensuite, en France mais aussi en Allemagne, où les pilules amères de l'austérité ne sont pas unanimement acceptées par la population. Une nouvelle journée de protestation syndicale y est prévue le 7 septembre. Là encore, il y a des nuances d'approche : Jacques Chirac évoque *« la nécessité d'une vision budgétaire commune »* entre Paris et Bonn. Le chancelier Kohl, dont le plan de rigueur doit faire l'objet d'un vote le 13 septembre au Bundestag, préfère s'en tenir aux *« propositions concrètes que chacun de son côté met en œuvre dans son propre pays »*. Monnaie unique, budget, rentrée sociale... Il restait aux deux dirigeants à exprimer leur préoccupation commune vis-à-vis de la situation des agriculteurs touchés par la crise de la « vache folle ». Paris et Bonn prépareront ensemble le prochain conseil des ministres de l'agriculture, afin de faire jouer la solidarité européenne en faveur des éleveurs. Les deux responsables n'ont pas oublié non plus la conférence intergouvernementale chargée de compléter le traité de Maastricht d'ici la mi-1997. Elle donnera lieu, selon le chancelier, à *« des propositions franco-allemandes »* avant la fin de l'année.

Les rencontres entre Jacques Chirac et Helmut Kohl, prévues désormais toutes les six semaines, servent à souligner que *« l'accord entre la France et l'Allemagne est la meilleure garantie de la paix en Europe et du développement économique sur le continent »* (Jacques Chirac). Oui à la rigueur, car c'est *« la seule politique qui permette d'assurer le maintien de la paix, de la liberté, de la stabilité sociale et de la compétitivité économique dans l'Europe du XXIe siècle »*, résumait pour sa part, dimanche soir, le chancelier Kohl, en refusant d'y voir une vision *« kholienne »* des choses : *« Nous avons déjà eu le thatchérisme, ça suffit »*.

Lucas Delattre

Ultimatum de Bruxelles au gouvernement allemand

Le commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, a donné jusqu'au 4 septembre au gouvernement allemand pour trouver une solution au conflit qui oppose Bruxelles et le Land de Saxe sur le versement d'aides publiques pour l'installation de deux usines de Volkswagen. Dans le cas contraire, la Commission devra introduire un référé contre l'Allemagne devant la Cour européenne de justice, a-t-il prévenu samedi 31 août dans le quotidien *Börsen Zeitung*. La Saxe a déjà déposé une plainte devant la Cour. Pour sortir de l'impasse, le président de la Commission, Jacques Santer, propose lundi dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* que Bonn et Bruxelles définissent ensemble selon quels critères les subventions prévues par le traité de Maastricht pour la reconstruction de l'ex-RDA peuvent être versées.

Bruxelles aurait minimisé les risques liés à la « vache folle »

À LA VEILLE de la reprise à Bruxelles, mardi 3 septembre, des auditions de la commission d'enquête du Parlement européen sur l'affaire de la « vache folle », le quotidien *Libération* du lundi 2 septembre publie un document qu'il date du 1er mars 1993, signé de Guy Legras, directeur général de l'agriculture à la Commission des Communautés européennes. Dans un courrier adressé à Ricardo Perissich, directeur général du marché intérieur et de la politique industrielle, M. Legras évoque une possible *« discussion conjointe »* du comité scientifique des denrées alimentaires et du comité scientifique vétérinaire sur le risque de transmission à l'homme de la maladie de la « vache folle » et des autres encéphalopathies infectieuses.

« Selon mon expérience, toute discussion sur la BSE [acronyme anglais de l'encéphalite spongiforme bovine ou ESB] *cause inévitablement des problèmes dans le marché de la viande,* écrit M. Legras, selon le document – qui n'est ni signé ni archivé – publié par *Libération*. *En janvier dernier, nous avons déjà eu une alarme suite à un programme de télévision allemand et c'est à force de prudence et de discrétion que nous avons pu, pour le moment, éviter la panique. Nous avons en place tout un dispositif BSE qui a reçu l'aval de l'Office international des épizooties et d'un Symposium scientifique international du plus haut niveau. Pour maintenir le public rassuré, il est essentiel de ne pas provoquer nous-mêmes une réouverture du débat. »*

M. Legras évoque également alors la décision française de juillet 1992 d'interdire certains abats bovins dans les préparations alimentaires industrielles destinées aux jeunes enfants. *« Si cela te pose problème (...), je peux interdire moi-même ces abats sans aucun bruit dans la directive « produits à base de viande ». Ce serait, à mon avis, une solution aussi efficace et bien plus discrète. »* Ce document, dont on recherche la trace à Bruxelles, s'inscrit après d'autres qui témoignent de la volonté de Bruxelles de minimiser les risques sanitaires inhérents à l'épidémie de « vache folle » pour prévenir les perturbations économiques et commerciales sur le marché de la viande. Très récemment, des experts du Comité scientifique de l'alimentation confiaient au *Monde* avoir fait l'objet, sur ce thème, de *« pressions »* de la part des responsables de la direction de l'agriculture de l'Union européenne (*Le Monde* du 14 et daté 16-17 juin).

J.-Y. N.

هكذا من الإمل

GAUCHE Devant les militants socialistes qui participaient à l'« université d'été » de leur parti à La Rochelle, Lionel Jospin a prononcé, dimanche 1er septembre, un discours offensif contre le président de la République et le gouvernement, responsables à ses yeux de la « morosité » des Français. Le premier secrétaire a appelé les socialistes à proposer dès maintenant une « alternative » pour 1998. ● LE DÉBAT ÉCONOMIQUE, qui doit aboutir lors d'une convention nationale du PS en décembre, a été ouvert par Henri Emmanuelli, chargé de coordonner ces travaux, qui plaide pour une politique de la demande. ● LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE a fait l'objet d'un exposé de Gérard Le Gall, délégué auprès de M. Jospin, qui a préconisé une politique de « reconquête » des électeurs du Front national. *(Lire aussi notre éditorial page 14.)*

Lionel Jospin appelle les socialistes au combat contre le pouvoir

Anticipant sur une rentrée qui s'annonce difficile pour le gouvernement, le premier secrétaire du PS s'est placé en chef de file de l'opposition. Il a invité son parti à être aux côtés de ceux qui luttent contre la politique actuelle pour préparer l'alternance en 1998

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial

Comme il y a un an, dans la même ville, Michel Crépeau, maire (radical-socialiste) de La Rochelle, s'est fait (mollement) chahuter, lors de la clôture de l'université d'été du Parti socialiste, par les militants du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), qui contestaient ses arrêtés anti-mendicité. Comme il y a un an, les sept cents participants à cette réunion, en majorité des militants « stagiaires », ont écouté les ténors du PS – de Michel Rocard à Laurent Fabius, en passant par Henri Emmanuelli, Martine Aubry et Jack Lang – et quelques personnalités extérieures comme Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques. Mais le climat économique, social, politique, est devenu plus rude et, depuis onze mois, Lionel Jospin est redevenu premier secrétaire du PS.



Au retour de vacances au cours desquelles il a *« bossé »*, ironisant au passage sur Jacques Chirac, dont il s'est demandé comment il avait fait pour *« passer ses nuits à regarder les Jeux olympiques à la télévision »*, M. Jospin a endossé pleinement ses habits de chef de file des socialistes et, même s'il répugne toujours à s'en attribuer le titre, de chef de l'opposition de gauche. Au lendemain d'une prestation réussie devant les Verts, le 30 août, dans les Landes (*Le Monde* daté 1er-2 août), il s'est félicité du *« climat chaleureux »* entre le PS, ses partenaires de gauche et les écologistes, tout en indiquant qu'il ne croit pas que *« cela débouchera sur des plates-formes communes »*.

M. Jospin a surtout donné le sentiment que l'élection présidentielle de 1995 et la mort de François Mitterrand lui ont conféré une *« responsabilité particulière »*. *« Nous sommes... »*, a-t-il lancé, dimanche 1er septembre, en conclusion de l'université d'été, avant de préciser : *« Je suis désormais comptable de ce que nous* [socialistes] *ferons dans les années qui viennent de notre société et de notre monde. Je ne veux pas qu'on puisse porter sur ma génération politique le même jugement que celui qui avait été porté sur la génération politique des années 30. »*

DÉBAT « VIRIL »

Cette responsabilité, M. Jospin entend l'assumer suivant son rythme, en durcissant progressivement ses attaques contre un gouvernement *« cassant »* et *« impuissant »*, dont la politique se solde par un échec ; en opposant, *« sur chaque dossier »*, ses approches à celles du gouvernement ; mais sans modifier le calendrier d'élaboration d'une politique alternative. Le débat sur la politique économique, qui sera conclu par une convention nationale les 14 et 15 décembre, *« ne fait que commencer »*, a-t-il rappelé. M. Jospin n'a pas encore tranché sur la date – début ou fin 1997 ? – du congrès du PS, qui devrait adopter une plate-forme pour les élections législatives de 1998 à partir des *« grandes orientations »* dégagées lors des trois conventions de 1996 sur l'Europe, la démocratie et la politique économique.

Dans un discours plus analytique que programmatique, il a attaqué durement *« ce pouvoir né d'un mensonge »* et, surtout, le gouvernement. *« Puisqu'il ne veut pas infléchir sa politique, alors, il faut faire reculer le gouvernement et je vous appelle à ce combat »*, a lancé M. Jospin, en prévenant qu'en cas de conflit il ne s'en tiendra sans doute pas à la distance bienveillante observée lors du mouvement social de la fin 1995. *« Les socialistes doivent être pleinement aux côtés de ceux qui combattent une politique injuste et inefficace »*, a-t-il martelé.

A la tête d'un parti *« en paix avec lui-même »* et qui, peu à peu remis au travail, se redresse et retrouve une part de crédibilité, M. Jospin prépare l'alternance sans considérer que les jeux soient faits pour 1998. *« L'alternative commence maintenant*, a-t-il souligné. *Ce n'est pas à trois mois des élections législatives qu'il faudra poser aux Français la question de l'alternative. C'est dès maintenant que cette hypothèse doit pénétrer les esprits. »* Pour ce faire, il lui faut à la fois convaincre qu'*« il n'y a pas d'alternative à droite »* et que le PS propose vraiment *« une autre politique »*, différente de celle du gouvernement. *« Nos propositions devront être audacieuses pour redonner espoir, réalistes pour rester crédibles »*, a-t-il répété.

Le PS élaborera cette alternative à son rythme. Un exemple en a été donné sur l'immigration. Samedi soir, lors d'un débat – « viril », selon des participants – avec le MJS, le premier secrétaire a tenu bon face aux jeunes socialistes qui demandent l'abrogation des lois Pasqua. Dimanche, il a répété à plusieurs reprises que *« tous les sans-papiers ne peuvent être régularisés »*, mais il n'a pas abattu ses cartes sur la législation de substitution annoncée et sur laquelle doit travailler la commission immigration. Toutefois, a-t-il assuré, *« nous reverrons les lois Pasqua, pas à la marge, mais profondément, en y substituant une nouvelle législation »*.

M. Jospin a fait discrètement écho à la vague d'euroscepticisme qui s'était manifestée la veille. *« Les socialistes*, a-t-il déclaré, *peuvent seuls apporter une alternative au conservatisme ultralibéral qui, en défaisant le modèle européen, risque de défaire tout simplement l'Europe. »* Samedi, Marie-Noëlle Lienemann avait obtenu un certain succès, malgré l'absence des militants de la Gauche socialiste qui tenaient leur propre réunion à Brioude (Haute-Loire) *(lire ci-dessous)*, en réclamant *« un grand coup d'arrêt à la manière dont l'Europe se construit sur le modèle libéral »* et en demandant de nouveau une renégociation du traité de Maastricht.

Sans aller aussi loin, Laurent Fabius a affirmé que *« le social fait et fera partie de la construction européenne »*. *« Si l'on soutient que le social n'a plus rien à faire avec l'Europe*, s'est-il inquiété, *l'alignement se fera par le bas. »* L'ancien premier ministre a aussi averti qu'*« il n'y a pas de changement de politique sociale en France s'il n'y a pas de changement de majorité politique »*.

Petite leçon de stratégie ? M. Fabius a déjà suggéré un triptyque pour la campagne de 1998 : *« Un emploi, un logement, un avenir. »* *« Si la gauche s'identifiait à ces trois objectifs avec des moyens crédibles pour y parvenir*, a-t-il poursuivi, *alors nous affronterions les échéances qui viennent en position convenable. »* M. Jospin prendra certainement le temps de méditer ce conseil.

Michel Noblecourt

■ **PARTI COMMUNISTE : Robert Hue reste « lucide ».** – Robert Hue a répondu, lundi 2 septembre, sur France-Inter, au discours prononcé la veille par Lionel Jospin en déclarant que les conditions d'une *« alternative progressiste à gauche ne sont pas encore réunies »*. *« Il faut rester lucide sur les obstacles qui existent encore. La pire des choses serait de créer des illusions »*, estime le secrétaire national du PCF, critiquant la logique de la monnaie unique qui *« conduit dans le mur »*.

« Une droite dure et molle à la fois... »

DIMANCHE 1er septembre, à La Rochelle, M. Jospin a notamment déclaré : *« Chacun sait que les choses vont mal, y compris le président de la République. Avant-hier, il a déclaré : "Ceux qui sapent le moral du pays prennent une lourde responsabilité." J'en suis d'accord, mais qui sont-ils, ceux-là ? Les éleveurs angoissés ? Les ouvriers licenciés par vagues ? Ceux des arsenaux restructurés ? Les parents d'élèves au pouvoir d'achat amputé ? Les entrepreneurs sans demande suffisante ? Les jeunes sans perspectives ? Non ! L'opposition, alors ? Mais qu'avons-nous à gagner à une économie atone, à un pays frileux, à des Français désabusés ? »*



VERBATIM

« Qui sape le moral des Français, a-t-il repris, *sinon ceux qui, après les avoir abreuvés de promesses dans une campagne présidentielle, les déçoivent cruellement et restent sourds à leurs demandes ? La réalité se venge. Ce pouvoir est né d'un mensonge, il se poursuit sur un échec, il voit devant lui se profiler la crise.* (...)

Partout, l'angoisse monte, et la colère gronde. Notre pays connaît un grave malaise social et politique, mais, surtout, une crise de confiance sans précédent récent. »

« Les Français, a-t-il dit, *savent qui les gouverne (...) : une droite dure et molle à la fois, dure quand il s'agit de s'en prendre aux plus faibles, molle quand il faut affronter des corporatismes puissants ou les violents en Corse. Une droite qui n'hésite pas à déployer des forces de police considérables pour chasser des femmes, des hommes et des enfants d'une église, mais qui laisse violer au grand jour la loi de la République et commettre, en Corse, assassinats, plastiquages, exactions en tous genres. »*

« Le gouvernement prétend vouloir un franc fort, a observé M. Jospin, *mais comment avoir un franc fort avec une économie flasque ? Et qui ne voit que les tentatives des spéculateurs sont commandées par leurs doutes sur la capacité du gouvernement à sortir l'économie de l'étau dans lequel il la tient serrée ? »*

Sur la Corse, il a accusé le gouvernement d'avoir *« puissamment contribué à la brutale aggravation de la situation actuelle en négociant en secret avec une tendance dure du nationalisme, pour passer soudainement à une fermeté dont on ne sait si elle est une attitude passagère ou durable »*.

Réitérant ses critiques sur l'affaire des sans-papiers, il a précisé : *« Demain, même si nous modifions la législation actuelle, tous* [les sans-papiers] *ne pourraient prétendre à* [la] *régularisation, sauf à contredire nos affirmations sur l'immigration clandestine, à bouleverser la conception française du droit d'asile ; faute, aussi, de s'exposer à être gravement incompris des Français. »*

Résumant son propos, M. Jospin a déclaré : *« Le président et le gouvernement disent : "Ça ne va pas bien, il faut garder le cap." Moi, je dis : "Ça ne va pas bien, il faut changer de politique."* (...) *Et si le gouvernement ne veut pas changer et que les Français ne veulent pas de sa politique, ils en viendront à se poser la question : "Ne faut-il pas changer le gouvernement ?"* (...) *Si la droite échoue, aucune fatalité ne saurait nous interdire l'alternance. »*

Henri Emmanuelli veut « inverser » les priorités économiques

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial

Même s'il affirme ignorer ce que signifie « l'autre politique », Lionel Jospin veut *« une autre politique »* économique. Ce sera l'objet d'une convention nationale les 14 et 15 décembre, avec comme grand ordonnateur Henri Emmanuelli. Lors de l'« université d'été » de La Rochelle, l'ancien premier secrétaire s'est appuyé sur un document de travail de soixante pages – une toute première ébauche – remis à son successeur, pour avancer certaines propositions. Rappelant que *« le débat ne fait que commencer »*, M. Jospin s'est borné à souhaiter que la préoccupation d'un *« développement durable »*, chère aux Verts, y figure.

Autour de M. Emmanuelli, quatre groupes ont été constitués – croissance-emploi, fiscalité-épargne, cohésion sociale et solidarités territoriales, culture-éducation –, chacun étant doté de trois pilotes. M. Emmanuelli est donc secondé par douze responsables, dont huit anciens ministres. Installés début septembre, ces quatre groupes doivent remettre chacun un rapport le 7 octobre. Le lendemain, ils seront réunis dans une commission centrale d'une soixantaine de membres, qui soumettra un texte au bureau national le 6 novembre, débattu en conseil national le 9 novembre. Puis les militants voteront entre le 15 novembre et le 6 décembre.

A La Rochelle, M. Emmanuelli a donné le *la* d'« une autre politique ». L'aggravation des inégalités, depuis la fin des années 80, marque, pour lui, *« l'échec des politiques de l'offre »*. *« Nous avons à construire*, a-t-il dit, *des propositions et sortir le pays du marasme et du pessimisme psychologique et moral qui est le terreau de l'extrême droite. Le moment est venu d'essayer de construire une logique de solvabilisation des besoins. »*

REDISTRIBUTION

Pour M. Emmanuelli, *« le retour à l'emploi passe par moins d'inégalités sociales et par plus de redistribution »*, ce qui doit conduire à *« déconnecter complètement le salaire des cotisations sociales et des charges fiscales qui pèsent sur lui »*. Si Michel Rocard préconise une réduction de la durée du travail pour créer des emplois, le député des Landes, lui, conçoit d'abord cette réduction (sans perte de salaire) comme un puissant facteur de redistribution. Critiquant l'autonomie croissante de la monnaie – *« longtemps elle a servi, aujourd'hui elle asservit »* –, M. Emmanuelli esquisse les contours d'une *« économie de marché où l'on aura inversé la hiérarchie des objectifs prioritaires »*.

Il devra confronter ses vues avec ses seconds. Trois d'entre eux se sont exprimés à La Rochelle. Marie-Noëlle Lienemann a réclamé une loi sur les trente-cinq heures pour tous sans perte de salaire. Elisabeth Guigou a affirmé que les socialistes doivent *« mettre l'emploi au cœur de leurs priorités »*. Dominique Strauss-Kahn s'est borné à préconiser *« une relance de l'activité économique »*.

M. N.

La Gauche socialiste réclame un « contrat de gouvernement »

BRIOUDE (Haute-Loire)
de notre envoyée spéciale

Les animateurs de la Gauche socialiste n'étaient pas mécontents d'organiser à Brioude, en Haute-Loire, l'« université d'été » de leur mouvement en même temps que le Parti socialiste réunissait ses troupes à La Rochelle. Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray (respectivement sénateur et député de l'Essonne) et Marie-Noëlle Lienemann ont pu à loisir remplir le rôle de stimulateurs, voire de provocateurs, qu'ils se sont fixé au sein du PS. Alors que Lionel Jospin ne semble pas croire à une plate-forme commune avec ses partenaires de gauche et les écologistes, M. Mélenchon affirme qu'*« il y a urgence à ouvrir une alternative à gauche »* en élaborant *« un contrat de gouvernement avec le Parti communiste, les radicaux et les écologistes »* qui aille *« au-delà d'un accord électoral »*.

Pour l'aile gauche du PS, ce dernier n'est pas encore parvenu à trouver de *« débouché politique »* au *« retour du mouvement social »* qui s'est manifesté avec vigueur en décembre 1995. *« Le PS est puissant, mais il lui reste à offrir une alternative politique de gauche »*, poursuit M. Mélenchon.

Le *« retour du social »* est également au centre des réflexions de la Gauche socialiste sur l'Europe. Madame Lienemann, qui avait rencontré M. Jospin sur ce thème le 28 août avant de se rendre à Brioude, a déclaré que *« le PS est aujourd'hui dans une impasse politique quant à l'avenir de la construction européenne »*. *« Le risque majeur pour lui, c'est l'attentisme, c'est-à-dire de ne rien promettre au cas où il reviendrait au pouvoir en 1998 »*, dit-elle, préconisant un nouveau traité européen visant à *« construire l'Europe sur un modèle politique et social fort qui ne se résume pas à une simple déclinaison européenne du modèle américain »*.

Pascale Sauvage

Gérard Le Gall préconise un combat « ciblé » contre le Front national

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial

« L'immigration, c'est une question clandestine de la vie politique française », confiait avec ironie Gérard Le Gall, samedi 31 août, à La Rochelle. Le délégué chargé des études politiques auprès de Lionel Jospin venait de présenter à des responsables fédéraux les grandes lignes du rapport que lui a demandé le premier secrétaire sur le thème « comment combattre le Front national ». Exposant son analyse personnelle, il a affirmé : *« Je suis pour un combat ciblé et non systématique contre le FN. Il ne s'agit pas de courir après Le Pen. La politique est jugée sur l'efficacité et non sur le principe de plaisir. »*

Pour M. Le Gall, le PS doit réfléchir sur son *« ennemi »*, car *« Le Pen est celui qui est le plus opposé à nos valeurs et le plus dangereux s'il approchait du pouvoir national »*. Jugeant que *« tout ce qui a été entrepris jusqu'à maintenant a été un échec »*, il estime que *« l'objectif politique est de reconquérir l'électeur du FN »*, exception faite *« des fachos et des nazis »*.

S'interrogeant sur les causes d'un phénomène FN *« complexe »* et durable, M. Le Gall estime que le procès fait au PS au sujet de l'introduction du scrutin proportionnel pour les élections législatives de 1986 relève d'une *« interprétation scélérate »*. *« Oui, nous avons une part de responsabilité*, admet-il, *car nous sommes dans la société et nous avons gouverné, mais les ingrédients de la montée du FN en 1982-1983 se sont mis en place dans les années 60 et 70. »*

POUR L'INTÉGRATION

Pour M. Le Gall, le FN relève davantage d'un nationalisme exacerbé que du populisme. Pour autant, le PS ne doit pas *« laisser le thème de la nation à Le Pen »*. *« Nous sommes en transition vers un espace européen ou mondial, mais nous ne sommes pas, ici et maintenant, dans le post-national. L'un des succès de Le Pen, c'est d'avoir placé dans la sphère du politique ce qui n'était jusqu'alors que des questions de société, comme l'immigration. »*

Distinguant les universalistes et les républicains, favorables à l'intégration, des nationalistes, qui la jugent impossible, M. Le Gall estime que le PS doit se battre pour l'intégration et récuser le concept d'« immigration zéro ».

Plus globalement, *« le PS doit créer son propre espace idéologique sur ce qu'il pense »* et, à partir de là, aller au combat *« ciblé »* contre l'extrême droite en entretenant de bonnes relations avec les groupes anti-FN, mais *« sans suivisme ni confusionnisme »*. Cette orientation, si elle est entérinée par M. Jospin, devrait amener les socialistes à débattre de thèmes comme la nation ou la sécurité.

M. N.

Les Verts modifient leurs statuts pour attirer d'autres formations écologistes

Satisfaits des propos tenus par M. Jospin et M. Hue, les amis de Mme Voynet souhaitent constituer un pôle d'une grande alliance de gauche. Mais cette stratégie est contestée au sein du mouvement

LES VERTS, réunis pour leur « université d'été » puis pour leur conseil national du 27 août au 1er septembre à Sanguinet (Landes) (*Le Monde* daté 1er-2 septembre), ont fait un premier pas vers une fusion avec Convergences écologie solidarité (CES), organisation présidée par Noël Mamère, dissident de Génération écologie, élu député européen sur la liste de Bernard Tapie. De profondes divisions sont toutefois apparues au sein du mouvement, samedi 31 août, quand le conseil national interrégional (CNIR), sorte de « parlement » des Verts, a été amené à se prononcer sur un projet de réforme des statuts, posé comme préalable à la fusion par M. Mamère. Le texte, qui propose notamment une réduction du nombre des conseillers nationaux élus dans les régions (actuellement 75 % du CNIR) et le passage de onze à une vingtaine du nombre des membres du collège exécutif, a donné lieu à des débats souvent passionnés. Certains opposants à cette modification, représentés notamment par Gérard Onessa, ancien porte-parole du mouvement, ont souligné leur attachement au *« fédéralisme »* et se sont inquiétés d'une possible perte d'influence des régions. D'autres ont manifesté leur crainte de voir arriver au sein des Verts des militants favorables à un rapprochement rapide avec la gauche, et renforcer ainsi une tendance actuellement minoritaire.

VOLONTÉ D'OUVERTURE

En revanche, Guy Hascoët, vice-président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, un de ceux qui souhaitent une alliance des Verts avec la gauche, s'est félicité du *« signe »* donné par la venue de Lionel Jospin et de Robert Hue, vendredi 30 août, à Sanguinet. Au cours de cet échange, le premier secrétaire du PS avait reconnu la justesse de la *« remise en cause de la conception productiviste de l'agriculture »* et l'opposition de son parti à la construction du canal Rhin-Rhône et à la remise en route de Superphénix. Quant au secrétaire national du PCF, il a assuré que *« la gauche a besoin de donner une dimension écologiste à son combat pour qu'il soit bien à gauche »*. Selon M. Hascoët, une fusion avec le mouvement de M. Mamère permettrait *« d'enclencher un processus »* dans lequel les Verts deviendraient un pôle attractif et dynamique.

L'adoption de la réforme statutaire par 55 voix contre 9 (avec 14 refus de vote et une abstention) n'a finalement été possible qu'avec l'adjonction d'un préambule, présenté notamment par la porte-parole du mouvement, Dominique Voynet, répondant aux principales critiques formulées. Il précise ainsi la volonté d'ouverture des Verts et souligne que le rassemblement des écologistes doit être étendu à d'autres formations que celle de M. Mamère, notamment à l'AREV (Alternative rouge et verte) et au Parti écologiste (autre regroupement de dissidents de Génération écologie, mené par François Donzel et Yves Piétrasanta). Il demande également que le texte définitif qui sera soumis au prochain CNIR, prévu en octobre, maintienne *« une organisation privilégiant la représentation régionale »*, évite de *« figer les tendances »* au sein des Verts et clarifie *« les prérogatives du CNIR et de l'exécutif »*.

Brice Lalonde renforce son pouvoir sur GE

Le conseil national de Génération Ecologie, réuni samedi 31 août à Paris, a voté, à l'unanimité moins deux voix, le principe d'une réforme des statuts. Une commission a été chargée de préparer cette réforme, qui devrait voir un renforcement des pouvoirs de Brice Lalonde à la tête du mouvement grâce au remplacement du bureau national, dont les membres sont élus par le conseil national, par un conseil exécutif *« nommé par le président »*. Patrice Hernu, qui, en juin, avait démissionné de ses fonctions de secrétaire général en dénonçant le *« virage très à droite »* de GE, a annoncé sa démission définitive, après sa nouvelle mise en minorité lors de ce conseil national.

Jean-Pierre Chevènement veut « rendre au peuple sa souveraineté »

Le Mouvement des citoyens recherche une alliance électorale avec le PS

Les amis de Jean-Pierre Chevènement se déclarent prêts à gouverner, en cas de victoire de la gauche. Tout en continuant à critiquer fortement la mise en œuvre d'une monnaie unique européenne et le rapprochement du PS avec les Verts, le MDC souhaite une alliance électorale avec « les forces de gauche et de progrès ».

RAMATUELLE (Var)
de notre envoyé spécial

Le modeste Mouvement des citoyens se prend à rêver. Une vice-présidente, Béatrice Patrie, l'a assuré, dimanche 1er septembre à Ramatuelle (Var), lors de la clotûre de l'université d'été du MDC : *« Si la gauche est majoritaire, elle gouvernera, et nous gouvernerons ! »*. Le secrétaire général, Michel Suchod, ancien député socialiste de Dordogne, a renchéri : *« Nous sommes le seul parti de gauche »*.

Devant ce que Jean-Pierre Chevènement appelle *« le fiasco de Maastricht »*, l'objectif du Mouvement des citoyens, lors des prochaines élections législatives, est de constituer un groupe autonome à l'Assemblée nationale, et donc de passer de quatre à vingt députés. Pour cela, même s'il continue volontiers de se moquer de *« la gauche bien pensante »*, le MDC *« recherchera toute alliance avec les forces de gauche et de progrès qui permettra* [une] *réorientation de fond »* par rapport à la *« politique libérale et monétariste suivie depuis 1983 »*. L'optimisme volontaire de M. Chevènement repose sur une analyse simple : *« Aucun pays ne pouvant remplir en 1997 les critères de convergence, le fiasco de la monnaie unique est désormais prévisible »*. *« Ce fiasco sera celui de toutes nos classes dirigeantes, de droite et de gauche, qui ont sacrifié, depuis 1983, la croissance et l'emploi d'une part, la démocratie et la liberté de la France d'autre part, à une idéologie et à un projet fumeux »*, a ajouté M. Chevènement.

« TÊTE-À-TÊTE INÉGAL »

Devant la montée de la crise, il faut *« rompre avec l'européisme »* et s'opposer à cette menace qui se profile, *« la fusion franc-mark »*. La conviction du député du Territoire de Belfort est, en effet, que l'Allemagne souhaite écarter l'Espagne et l'Italie de la future union monétaire, ce qui placerait, alors, la France dans *« un tête-à-tête inégal »* avec sa puissante voisine. Aussi revendique-t-il l'organisation d'un référendum portant sur le passage à la monnaie unique, qui préciserait la liste des pays éligibles. Ce sera là l'une des deux campagnes du MDC à la rentrée, l'autre portant sur la défense du service public.

Ironisant sur la venue des responsables du PS et du PCF à l'université des Verts (*Le Monde* daté 1er-2 septembre) – *« un projet de recyclage des déchets ne saurait tenir lieu de projet de société »* –, le président du MDC a invité son mouvement à demeurer *« un pôle idéologique novateur à gauche »*. *« En pesant dans le débat intellectuel, le Mouvement des citoyens doit être le catalyseur du rassemblement qui doit sortir le pays de l'ornière, sur le modèle du Conseil national de la Résistance, en 1944 »*, a indiqué M. Chevènement. Puis, après avoir évoqué *« le droit à l'insurrection »* qui pourrait, selon lui, prochainement devenir *« un devoir »*, l'ancien ministre a rectifié : *« Nous n'appelons pas à la révolte. Nous appelons à une révolution qui redonnera au peuple sa souveraineté »*.

Jean-Louis Saux

Alain Krivine critique l'alliance du mouvement de Dominique Voynet avec les socialistes et les communistes

RISOUL
(Hautes-Alpes)
de notre envoyée spéciale

En principe, avait prévenu Alain Krivine, on ne devait pas parler des *« enjeux immédiats, tactiques, politiciens »*. En principe, avaient souhaité les militants, on devait s'*« oxygéner la tête »* et oublier un peu la fatigue des manifs et des *« luttes »*. Après une année où, du mouvement social de décembre à l'église Saint-Bernard, en passant par l'ovation des militants communistes au forum des gauches de Bercy, en avril, l'action du porte-parole de l'organisation trotskiste *« a rejailli sur toute la Ligue »*, selon le philosophe Daniel Bensaïd : *« On voulait prendre du large et de la hauteur. »* A Risoul, lors de la quatrième « université d'été » de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui réunissait cette année quelque 450 participants, on a débattu de l'éruption zapatiste avec Régis Debray, on s'est interrogé sur le retour de Marx, on a discuté du monde arabe avec Abraham Serfaty et Mohamed Harbi.

> « Ce qui se prépare, estime le porte-parole de la LCR, c'est une nouvelle Union de la gauche avec les écolos »

En principe, parce que Alain Krivine aime bien l'imprévu et la provocation. Vendredi 30 août, la Ligue accueillait à Risoul Ababakar Diop, le porte-parole des sans-papiers de Saint-Bernard, venu jusque dans les Alpes du Sud avec sa femme et sa fille.

« Ce combat a été un échec pour la Ligue », a ironisé Alain Krivine en réponse aux accusations de manipulation proférées, il y a quelques semaines, par le ministre de l'intérieur. *« Nous avons bien essayé de les manipuler, mais les sans-papiers ne nous ont pas consultés avant de choisir une église, ils ne nous ont pas consultés non plus pour entamer une grève de la faim, pas avertis qu'ils l'arrêtaient. Aujourd'hui, Ababakar refuse de nous dire ce qu'il va faire »*, ajoute-t-il. Alain Krivine a aussi tenu à réagir à chaud, samedi 31 août, lors de son allocution de clôture, à la rencontre organisée, la veille, à Sanguinet (Landes) par Dominique Voynet (*Le Monde* daté 1er-2 septembre).

« Voir Jospin et Hue se précipiter à l'université d'été des Verts, à moins de deux ans des législatives, ça ne m'étonne pas trop. Mais que les Verts soient consentants, qu'ils acceptent de parler environnement et circonscriptions sans dire un mot sur le social, c'est plus inquiétant. Ce qui se prépare, c'est une nouvelle union de la gauche avec les écolos », a estimé le porte-parole de la LCR, qui milite pour une *« nouvelle entente pour l'espoir »* – en hommage au sous-commandant Marcos – alliant les forces de gauche, mais aussi les syndicats et les associations, sur dix mesures minimum.

« Militer, comme l'a fait la cellule du 18e, en lavant des kilos de linge pour les sans-papiers, c'est fatigant. Mais il faut désormais donner autant de temps, et même plus, pour construire un débouché politique et une force anticapitaliste à ces forces neuves qui se retrouvent, depuis un an, dans la rue », a conclu le responsable trotskiste.

Les débats internes à l'organisation – la montée en puissance de SUD, qui divise les « sortistes », favorables à la création d'une nouvelle confédération syndicale, et les « non-sortistes », qui restent attachés à l'opposition CFDT – comme le changement de nom de l'organisation seront au programme du prochain congrès de la LCR, en novembre.

Ariane Chemin

M. Séguin souhaite une « réelle audace dans les choix économiques et sociaux »

Le président de l'Assemblée nationale distingue les responsabilités du chef de l'Etat de celles du premier ministre et refuse de s'en remettre à la « providence des marchés »

ISTRES
(Bouches-du-Rhône)
de notre envoyé spécial

L'affaire est entendue : Philippe Séguin ne fera pas de rentrée puisqu'il n'est jamais véritablement sorti. Tout au plus, avant la prochaine convention nationale des jeunes du RPR à laquelle il participera le 6 septembre à Troyes, le président de l'Assemblée nationale a-t-il pris le soin de s'afficher, samedi 31 août à Fréjus, aux côtés du président de l'UDF, François Léotard, à l'occasion d'une fête militaire. Le lendemain à Istres, il participait à une fête locale de la majorité. *« Le président de la République doit être l'homme du pays, non d'un parti »*, a affirmé M. Séguin à cette occasion.

Alors que le président de la République et le chef du gouvernement s'emploient en commun, depuis leur week-end de travail à Brégançon, les 24 et 25 août, à combattre la morosité ambiante, le maire d'Epinal a tenu à distinguer ce qui relève du chef de l'Etat de ce qui est de la responsabilité du premier ministre.

Selon certains de ses proches, il faut du reste s'attendre à ce qu'au cours des prochaines semaines, le président de l'Assemblée nationale réserve, plus que jamais, ses commentaires au seul chef de l'Etat, avec lequel il déjeune très régulièrement. Venu à Istres sans autre intention que d'apporter son soutien au député (UDF-PR) Olivier Darrason, qui fut, au printemps, le rapporteur de la mission d'information sur le service national, M. Séguin a été conduit à répondre aux réactions d'impatience exprimées par son hôte.

« L'HOMME QUI PRÉVOIT »

Reprenant presque littéralement l'interpellation de Philippe Séguin à l'adresse de Jacques Chirac – *« Pense à ce peuple... »* – lancée de manière prémonitoire lors de la campagne présidentielle, le député des Bouches-du-Rhône venait d'estimer, quelques instants plus tôt, que les électeurs de la majorité étaient en droit de s'interroger : *« Qu'avez-vous fait de ce pouvoir que nous vous avons conféré il y a un peu plus d'un an ? »* Le président de la République, lui a répondu M. Séguin, *« n'a ni la même fonction, ni la même finalité que le gouvernement. Il n'est pas soumis aux mêmes contraintes qu'un gouvernement, régi par d'autres calendriers. Il est l'homme qui prévoit, qui conduit le pays sur la durée, qui incarne l'unité de la nation et la continuité de l'Etat. Il n'est pas un simple arbitre, il est un donneur d'impulsions »*. *« C'est pourquoi,* a-t-il ajouté, *il a besoin, lui surtout, de notre soutien. »*

Estimant que la France était *« confrontée à une situation extrêmement difficile »* en raison de la persistance du chômage, le président de l'Assemblée nationale a encore pris ses distances en observant que *« ce n'est pas toujours dans les états-majors des partis que s'élaborent les idées nouvelles »*. *« Nous savons bien,* a-t-il réaffirmé, *que le retour à la croissance ne suffira pas à entraîner à lui seul le recul du chômage. Nous avons besoin d'une réelle audace dans les choix économiques et sociaux. »*

Le député des Vosges se garde d'en dire davantage. Il récuse, sans les nommer, les thèses ultralibérales : *« On a beaucoup dénoncé l'Etat-providence, mais on ne doit pas compter sur la providence d'une doctrine, sur la providence des marchés. »* Il insiste sur la nécessaire mobilisation de *« tous les Français, quelles que soient leurs convictions »*. Evoquant la montée des *« extrémistes »*, particulièrement sensible dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il juge que *« les valeurs républicaines sont sérieusement exposées »*. C'est pourquoi, même si, *« par la force des choses »*, la gauche et la droite existent, M. Séguin continue de penser qu'il est *« des circonstances* [locales et nationales] *qui exigent qu'on les dépasse »*.

Jean-Louis Saux

François Léotard joue l'aiguillon de la majorité

LA FRANCE serait dans *« une situation meilleure »* si le gouvernement avait davantage écouté l'UDF : interrogé, dimanche 1er septembre sur France 2, François Léotard, président de la confédération libérale, a placé sa rentrée politique sous le signe de cette acide mise au point. *« Dans les derniers mois, depuis près d'un an, si on avait écouté davantage l'UDF »* sur la *« baisse des dépenses publiques, les fonds de pension, la Corse, l'immigration, et bien nous aurions probablement une situation meilleure »*, a ainsi déclaré M. Léotard, après avoir reçu, très ostensiblement, dans sa ville de Fréjus, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin.

M. Léotard joue ainsi la carte du soutien critique, en appuyant sensiblement sur le second terme. Une façon pour l'UDF de prendre ses distances par rapport à une action gouvernementale sévèrement jugée par l'opinion, à en croire les derniers sondages, tout en se déclarant indispensable. Une façon également pour son chef de file d'apparaître dans le rôle d'aiguillon.

ADMONESTATION

Cette admonestation, qui intervient une semaine tout juste après les appels à la mobilisation et à l'optimisme du chef de l'Etat et du premier ministre lancés depuis le fort de Brégançon, s'ajoute aux critiques déjà formulées par certains ténors de la majorité, qu'il s'agisse d'Alain Madelin ou d'Edouard Balladur, le premier plaidant pour une *« autre politique »*, le second pour une *« voie nouvelle »*.

Sans demander un changement de cap, M. Léotard, lui, a jugé que les Français attendaient de la part du gouvernement des *« mesures tellement plus fortes, plus claires et qui engagent leur espoir »*. L'ancien ministre du gouvernement d'Edouard Balladur n'a pas donné davantage de précisions. Il rejoint en tout cas les préoccupations d'un certain nombre de parlementaires, UDF comme RPR, qui, à dix-huit mois des législatives, réclament haut et fort du concret et du spectaculaire pour sortir de la morosité et satisfaire les électeurs.

Caroline Monnot

L'archevêque de Reims espère un débat sur l'avenir de la laïcité

Mgr Defois s'est exprimé sur la commémoration du baptême de Clovis

Lors de l'émission « Le Grand-Jury » RTL-*Le Monde*, Mgr Gérard Defois a cherché à calmer la polémique sur la commémoration du baptême de Clovis. Il souhaite qu'on débatte, à ce propos, de la laïcité et de la situation des Églises. L'archevêque de Reims s'est également exprimé sur l'occupation de l'église Saint-Bernard.

AU COURS de l'émission Le grand jury RTL-*Le Monde*, dimanche 1er septembre, Mgr Gérard Defois, archevêque de Reims, a tenté de dédramatiser la polémique en cours à propos de la célébration dans sa ville, le 22 septembre, du quinzième centenaire du baptême de Clovis en présence du pape. Ce débat pose la question de savoir, dit-il, si *« la culture française reconnaît sa mémoire chrétienne »*. C'est un débat *« déstabilisant, inquiétant, mais nécessaire, car (...) allons-nous indéfiniment occulter ces tensions qui sont constitutives de la vie de notre pays ? Si ces polémiques pouvaient déboucher sur un débat sur la laïcité et sur la situation des Eglises et des croyances dans l'ensemble de la société française, alors je dirais merci à Clovis »*.

Pour lui, le pape n'entend pas *« situer le baptême comme un sacre, comme si la France était vouée, au-delà des consciences, à être toujours catholique et chrétienne »*. Il entend seulement rappeler que *« le christianisme est l'une des semences de la culture de la France »*. La célébration de Reims autour de Jean Paul II devrait réunir, selon lui, environ 150 000 personnes, contre 70 000 prévues au départ : *« Il se produit une sorte de réaction populaire,* explique Mgr Defois, *qui montre qu'on a besoin du pape, de ses orientations, de son inspiration pour voir clair dans la situation du monde présent. »*

« A TITRE PRIVÉ »

L'archevêque a encore précisé que la participation du président de la République à la cérémonie commémorative de Reims n'était pas prévue : *« Si des membres du gouvernement ou des hommes politiques viennent, ils viendront à titre privé. Le pape ne vient pas à Reims célébrer solennellement une fête nationale. »*

A propos des occupations d'églises par des immigrés « sans-papiers », Mgr Gérard Defois s'est réjoui qu'à une époque où l'on parle tant de *« sécularisation »*, de *« séparation de l'Eglise et de l'Etat »*, *« plus que jamais les églises deviennent des lieux de rassemblement pour les paumés de la vie »*. Mais au-delà des questions posées par *« la porte fracturée de l'église Saint-Bernard »*, l'enjeu est *« le devenir de notre société avec une population immigrée qui cherche à s'implanter chez nous tout en gardant son identité. Là dessus, nos politiques raisonnent à court terme »*.

L'archevêque de Reims a encore ajouté que le discours de l'épiscopat français, à propos des manifestations hostiles aux cliniques qui pratiquent des IVG, était *« clair »*. *« L'emploi des moyens de violence n'a pas été du tout couvert par l'Eglise de France »*, a t-il dit. Mais à propos de l'avortement, il a regretté que, *« insensiblement, on arrive à faire des cas de détresse une sorte de loi, sinon d'expression de la liberté. Dans un certain nombre de cas en France, lorsqu'une naissance risque de handicaper une promotion sociale ou une activité professionnelle, on recommande l'avortement comme une sorte de solution »*.

Enfin, Mgr Defois a cherché à bien distinguer les Eglises et les sectes : *« Un catholique,* explique-t-il, *c'est quelqu'un qui sait qu'il n'a pas la vérité, qu'il n'est pas parfait, qu'il n'est pas sauvé par ses propres moyens. Une secte estime au contraire qu'elle est le lieu du bien et de la vérité et qu'en dehors c'est la mort. »*

Le RPR remporte deux sièges dans des élections cantonales

MARNE
Canton de Vertus (1er tour)
L., 4 969 ; V., 2 394 ; A., 54,83 % ; E., 2 291
Pascal Perrot, div.d., 1 473 (64,30 %) ÉLU.
Jean-Louis Gérard, PS, 410 (17,90 %) ; Bruno Ravillon, FN, 321 (14,01 %) ; Marcel Mallette, PC, 87 (3,80 %).

[Pascal Perrot (div.d.), maire de la commune viticole de Vertus, soutenu par la majorité départementale, a été élu dimanche conseiller général de la Marne dès le premier tour de cette cantonale partielle. Il succède à l'ancien secrétaire départemental du RPR, Robert Ravillon, décédé il y a quelques semaines.

20 mars 1994 : I., 4 965 ; A., 36,93 % ; E., 2 955. Robert Ravillon, Cs., RPR, 1 740 (58,88 %) RÉÉLU.]

CORRÈZE
Canton de Saint-Privat (2e tour)
I., 3 338 ; V., 3 028 ; A., (9,28 %) ; E., 2 951.
Jean-Pierre Bechter (RPR), premier adjoint au maire du 12e arrondissement de Paris, 1 502 (50,90 %), ÉLU.
Jean-Basile Sallard (PS), 1 449 (49,10 %).

[La forte mobilisation des abstentionnistes du premier tour (un peu plus de 6 %) a été fatale au conseiller sortant Jean-Basile Sallard (PS) qui a également été handicapé par un mauvais report de voix du candidat indépendant Pierre Laffaire. Ces deux éléments ont permis à son adversaire RPR, Jean-Pierre Bechter, de l'emporter de 53 voix et de reprendre le siège que le candidat socialiste lui avait ravi lors du scrutin qui a été annulé par le Conseil d'Etat.

25 août 1996 : I., 3 338 ; V., 2 824 ; A., 15,39 % ; E., 2 737 ; Jean-Bazile Sallard, C. S., PS, 1 083 (39,57 %) ; Pierre Lassaire, div., 247 (9,02 %) ; François Ducreux, FN, 53 (1,94 %) ; Daniel Bastié, PC, 84 (3,07 %) ; Jean-Pierre Bechter, RPR, 1 270 (46,40 %).

20 mars 1994 : I., 3 608 ; V., 2 898 ; A., 19,67 % ; E., 2 754 ; Jean-Pierre Bechter, RPR, 1 290 (46,84 %) ; Jean-Basile Sallard, PS, 1 199 (43,53 %) ; Daniel Bastié, PC, 212 (7,69 %) ; Claude Deguillaume, FN, 53 (1,92 %).]

DÉPÊCHES

■ **RÉFÉRENDUM : Alain Marsaud, député RPR de la Haute-Vienne,** a réaffirmé, lundi 1er février, sur RTL qu'il était favorable à un référendum sur l'immigration après l'affaire des sans-papiers de Saint-Bernard dans laquelle, a-t-il dit, *« le lamentable le dispute au grotesque »*.

■ **FRANCS-MAÇONS : Danièle Juette, 48 ans, psychiatre à Rennes,** a été réélue présidente du Droit humain, lors du convent de cette obédience maçonnique mixte réunie à Paris du 29 août au 1er septembre. Le Droit humain revendique 13 000 « frères » et « sœurs » dans 446 ateliers. Il a choisi comme thème de réflexion de l'année *« les dangers que peuvent faire courir laxisme et permissivité à un Etat républicain »*.

L'écrivain public de la poste à Gennevilliers

Après Valenciennes, Saint-Etienne, Strasbourg, Vaulx-en-Velin, Nantes, Saint-Denis, Aulon, nous continuons notre série de « cartes postales », illustrées par Killofer, sur l'état du lien social en France en 1996.

Centre de Gennevilliers, un samedi matin. Au pied de la grande tour du centre administratif, le bureau de poste principal se veut accueillant. Les vitres anti-franchissement ont été supprimées, et les guichetiers sont au même niveau que leurs clients, grâce à un faux plancher de 40 centimètres. Mais la principale innovation est ailleurs : c'est un petit kiosque à l'entrée du bureau, signalé par un panneau indiquant qu'ici se trouvent « Accueil [et] Informations ». A l'intérieur, Abdallah exerce une fonction inhabituelle dans un tel lieu : il est interprète et écrivain public.

A trente ans, d'origine berbère, cet étudiant qui prépare un doctorat de littérature fait son travail *« passionnément »* depuis quatre ans, tous les vendredis après-midi et samedis matin. *« La plupart de ceux qui viennent me voir sont analphabètes, ils appartiennent aux générations d'immigrés marocains arrivés à Gennevilliers dans les années 30, 40 ou 50. Ils viennent à la poste pour envoyer un mandat ou remplir un formulaire et, par la même occasion, se faire lire leur courrier. »*

Le rôle de l'interprète est alors de rapprocher ces personnes de l'administration ; *« il s'agit d'un service que personne ne peut assurer, sauf celui qui parle leur langue,* explique Abdallah, *sinon la communication se réduit à la demande et à la réponse »*, avec les risques d'incompréhension et de conflits que cela entraîne. Les permanences d'Abdallah à la poste de Gennevilliers sont devenues une tradition, un rendez-vous bihebdomadaire où tous, Maghrébins, Africains, personnes âgées, se rendent, sachant que l'interprète pourra les rassurer et comprendre leurs besoins.

Ceux-ci sont nombreux et divers : trois fois sur quatre, il s'agit de demandes autres que postales. Très souvent tolérées par les bureaux de poste, bien que peu rentables, ces demandes ont en fait le caractère d'un *« service vital »* rendu à ces populations : à Marseille-Nord, l'interprète, Mme Delgado, est remplacée lorsqu'elle part en vacances. Car il s'agit bien de *« maintenir le lien social »*. Les gens qui viennent voir l'interprète dans un bureau de poste attendent en effet un secours, souvent dans un domaine où ils ont du mal à se repérer, leurs finances. Dans d'autres cas, il devra rassurer les personnes âgées désorientées dans leur rapport à la technologie, notamment aux automates.

VIVRE ENSEMBLE

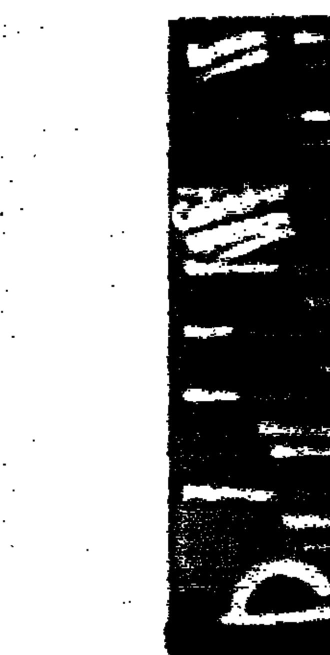
L'essentiel du travail de l'interprète est, en fait, d'instaurer un lien de confiance avec ces gens : *« Beaucoup de personnes cherchent quelqu'un qui les aide à remplir des dossiers, à aller au tribunal, ou à utiliser d'autres services que la poste, comme la Caisse d'allocations familiales, les Assedic ou les caisses de retraite. La pire des choses, pour eux, est de ne pas comprendre et de ne pas savoir comment réagir. Quand ils ont un problème, ils s'adressent à l'interprète afin de comprendre ce qu'on leur demande. De cette compréhension naît la confiance, car ce sont des gens qui se sentent en situation d'infériorité vis-à-vis de l'administration, mais qui ont besoin d'elle »*, assure Abdallah. Il affirme encore que *« rien n'avait été fait pour répondre aux besoins de ces gens »*. *« Ce travail d'interprète est déjà un bon pas »*, ajoute-t-il. Et la Poste y trouve également son intérêt : cela lui permet de diminuer les files d'attente, donc de contribuer à la baisse de l'agressivité et à l'amélioration de la qualité de l'accueil.

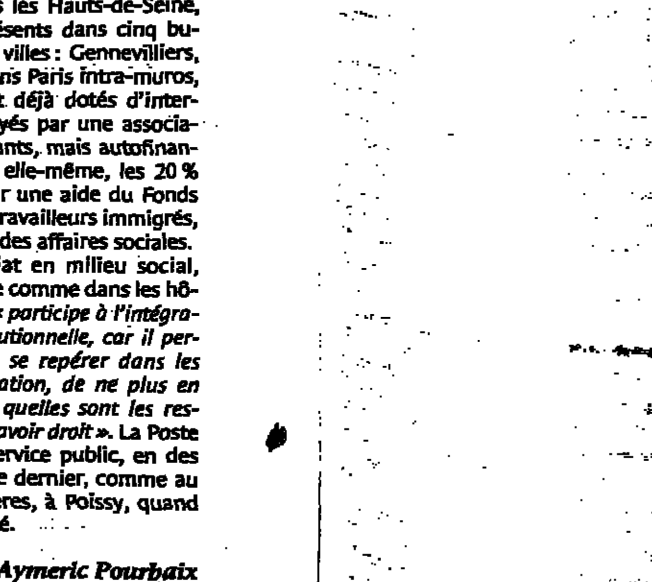
L'interprétariat dans les bureaux de poste n'est pas une initiative récente. Il est né au début des années 80, à partir d'expériences locales à Marseille-Nord, Metz, Nancy ou Roubaix, et s'est récemment étendu aux banlieues dites « sensibles ». Dans les Hauts-de-Seine, des interprètes sont présents dans cinq bureaux de poste de trois villes : Gennevilliers, Nanterre et Puteaux. Dans Paris intra-muros, vingt-deux bureaux sont déjà dotés d'interprètes. Tous sont employés par une association, Inter services migrants, mais autofinancés à 80 % par la Poste elle-même, les 20 % restants étant fournis par une aide du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés, qui dépend du ministère des affaires sociales.

Ce type d'interprétariat en milieu social, dans les bureaux de poste comme dans les hôpitaux ou les tribunaux, *« participe à l'intégration administrative, institutionnelle, car il permet, pour l'immigré, de se repérer dans les méandres de l'administration, de ne plus en avoir peur, et de savoir quelles sont les ressources auxquelles il peut avoir droit »*. La Poste assume là son rôle de service public, en des lieux où elle est parfois le dernier, comme au bureau annexe de Carrières, à Poissy, quand tous les autres ont déserté.

Aymeric Pourbaix

PROCHAIN ARTICLE
Marseille





ÉDUCATION La plupart des écoliers et des élèves des collèges effectuent leur rentrée le mardi 3 septembre. Les effectifs enregistrent une baisse cette année, en particulier dans le primaire : 58 000 écoliers de moins. Les syndicats enseignants s'inquiètent cependant des restrictions budgétaires annoncées et des nombreux problèmes d'emploi. ● LES MESURES du Nouveau Contrat pour l'école continuent à se mettre en place en cette rentrée. En primaire, la rénovation des programmes concerne les classes de CE 1 et de CM 1. Ils sont *« allégés et recentrés sur les savoirs essentiels »*. ● LE COLLÈGE concentre le plus grand nombre de nouveautés. Découpage en cycles, programmes réécrits, soutien pour les élèves les plus en difficulté, projet d'orientation. Les enseignants, qui ont été consultés, paraissent apprécier ces nouveaux programmes.

La rentrée scolaire s'effectue dans un climat de grogne des enseignants

Dans un contexte syndical crispé, en raison des restrictions budgétaires attendues, la rénovation se poursuit à l'école primaire, tandis que le découpage en cycles, de la sixième à la troisième, prend effet et que se mettent en place les nouveaux chantiers d'expérimentation

LES OISEAUX de mauvais augure fatiguent François Bayrou. En passe de battre un record de longévité rue de Grenelle, le ministre de l'éducation nationale veut faire preuve d'un optimisme irréductible pour sa quatrième rentrée scolaire : *« C'est la rentrée de l'école en mouvement. On voit maintenant l'ampleur du changement, grâce à une méthode qui refuse la brutalité et qui associe tous les acteurs »*, souligne le ministre. Malgré l'assurance du président de Force démocrate, cette rentrée, qui doit être celle du quasi-achèvement du Nouveau Contrat pour l'école, se signale surtout par un climat tendu. Augmentation croissante du nombre de titulaires académiques, chômage des maîtres auxiliaires, blocage des listes complémentaires qui permettaient aux jeunes « reçus-collés » des concours de recrutement d'obtenir un poste par le jeu des désistements : autant de signes qui mettent les nerfs du monde syndical à vif. Mais c'est surtout la perspective des restrictions budgétaires annoncées pour 1997 qui crée le doute dans le milieu enseignant. Pour beaucoup, elles marquent l'abandon d'une priorité : celle de l'éducation nationale.

François Bayrou récuse ce pessimisme avec force, assurant que, cette année, *« les moyens disponibles devant les élèves seront augmentés et le seront encore l'année prochaine »*. *« La baisse démographique ne peut justifier une réduction des moyens et devrait au contraire entraîner une amélioration des conditions de travail »*, plaident à l'unisson les syndicats. Revenues aujourd'hui de la loi de programmation sur l'école qui *« n'a servi à rien »*, selon Monique Vuaillat, secrétaire générale du Syndicat national des enseignements de second degré (Snes-FSU), les organisations d'enseignants paraissent bien amères. L'enjeu des élections auxquelles elles seront soumises en décembre les pousse sans doute, aussi, à la surenchère.

Le ministre poursuit, dans ce contexte chahuté, sa *« réforme en continu »*, tentant de ne mécontenter personne. Une gageure d'autant plus délicate que ses relations avec le président de la République ont des allures de montagnes russes. Peu désarçonné, le ministre de l'éducation nationale se félicite surtout de l'attention portée par le chef de l'Etat aux questions d'éducation, appelées *« à devenir un aspect majeur des questions de société »*. Après une année scolaire et universitaire marquée par un mouvement étudiant d'une longueur inhabituelle, l'omniprésence du problème de la violence dans les établissements et l'accouchement très médiatique du rapport Fauroux, la réforme se concentre principalement sur le collège. Voici les changements qui devraient ponctuer la nouvelle année scolaire :

● **Ecoles.** La rénovation des programmes, engagée l'an dernier au CP (cours préparatoire) et au CE2 (cours élémentaire), se poursuit pour le CE1 et le CM1 (cours moyen). Elle s'achèvera l'an prochain au CM2. *« Allégés et recentrés sur les savoirs essentiels »*, au premier rang desquels la langue française, ces programmes doivent laisser une place au développement de *« trois grands chantiers »*.

– Les langues vivantes, déjà enseignées par vidéo-cassettes à 250 000 élèves de CE1, doivent faire l'objet d'une expérimentation en CE2. Malgré les résultats mitigés de la première année (*Le Monde* du 3 juillet), le ministère souhaite étendre cette initiative, sur la base du volontariat. 5 000 cassettes supplémentaires s'ajouteront aux 20 000 déjà distribuées en CE1. De nouvelles cassettes ont été tournées par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) pour le CE2, incluant des éléments de la vie quotidienne des pays étrangers.

– L'expérimentation en sciences, que le Prix Nobel de physique Georges Charpak popularise en France avec l'opération « La main à la pâte », permettra à 8 400 élèves dans cinq départements-pilotes (Yvelines, Rhône, Loire-Atlantique, Loir-et-Cher, Meurthe-et-Moselle) de découvrir les vertus de l'expérience scientifique. Un *« cahier d'expériences »* devrait suivre l'élève pendant toute sa scolarité primaire.

– Les rythmes scolaires représentent *« un enjeu majeur pour l'école primaire »*, selon le ministère de l'éducation nationale. Mentionnant les initiatives prises par Guy Drut sur 170 sites-pilotes (*Le Monde* du 30 août), la Rue de Grenelle s'en tient à une expérimentation qui serait menée dans deux départements en 1997-1998.

Ces multiples expériences, ajoutées aux restrictions budgétaires, laissent moins de place à l'évaluation. Celles de CE2 et de sixième seront désormais conduites alternativement une année sur deux. Contrairement aux Britanniques, qui réclament davantage d'évaluation – le *Sunday Times* du 25 août faisait état des premiers tests nationaux menés sur des élèves de onze ans et dont les résultats se sont révélés catastrophiques –, la France ne mènera cette année que l'évaluation de sixième, et, l'an prochain, uniquement celle de CE2. Il y a fort à parier que l'évaluation, laissée au bon vouloir des rectorats l'année où elle n'est pas obligatoire, sera vite abandonnée, faute de crédits spécifiques.

● **Collèges.** Le nouveau découpage du collège en cycles prend effet lors de cette rentrée pour toutes les classes. La sixième devient à elle seule le « cycle d'adaptation ». Elle peut donc être redoublée dans tous les établissements et non plus seulement dans les collèges expérimentaux. La cinquième et la quatrième forment le « cycle central », et la troisième le « cycle d'orientation ».

La réforme – fondée sur les dispositifs de soutien pour les élèves les plus en difficulté, l'instauration d'études dirigées pour tous, un renforcement de l'horaire de français et d'éducation physique – est également marquée par la mise en place de nouveaux programmes. Le calendrier est le suivant : lors de cette rentrée, nouvelle sixième, expérimentation dans toutes les cinquièmes et dans 368 collèges pour la quatrième ; en 1997-1998, nouvelle cinquième et généralisation de l'expérimentation en quatrième. C'est en cinquième que l'on innove le plus : des séquences sont prévues pour construire un projet d'orientation, et un nouvel enseignement optionnel de latin, à raison de deux heures hebdomadaires, doit se mettre en place.

● **Lycées et post-baccalauréat.** Une fois achevé le redécoupage des premières et des terminales en sept nouvelles sections, le lycée poursuit sa course au baccalauréat en enregistrant des changements de détail : deux nouvelles options d'arts appliqués sont créées en seconde, une option d'arts et une d'informatique en première, une de sciences économiques et sociales en première ES.

Dans les classes préparatoires, la réforme s'achève. La « nouvelle » deuxième année des « prépas » scientifiques, littéraires et commerciales se met en place. Après la réforme du lycée, le ministère se félicite que les classes préparatoires littéraires comptent désormais davantage de littéraires (et non de scientifiques), et que les bacheliers ES soient plus nombreux dans les prépas économiques et commerciales.

Béatrice Gurrey

60 000 élèves de moins

Les effectifs scolaires continuent à fondre : on compte 12 762 000 élèves lors de cette rentrée, y compris le post-baccalauréat, soit 60 000 de moins que l'an dernier. En 1995-1996, cette perte se montait à 52 000 élèves par rapport à l'année précédente.

● **Premier degré.** La baisse des effectifs s'explique essentiellement par la diminution du nombre d'écoliers. Ils sont 6 712 000, soit 58 000 de moins, mais répartis dans plus de 60 850 écoles maternelles et élémentaires.

● **Second degré.** Les collèges perdent autant d'élèves que les lycées en gagnent : 26 000. On compte 3 387 000 collégiens et 1 152 000 lycéens. C'est une tendance qui se poursuit pour les collèges. Ceux-ci avaient déjà perdu 19 000 élèves l'an dernier. En revanche, il s'agit d'une inversion pour les lycées, qui avaient perdu l'an dernier 15 000 élèves. Les lycées professionnels, en forte augmentation l'an dernier, subissent une légère érosion (– 4 000 élèves, pour un total de 803 000).

● **Post-baccalauréat.** Les classes préparatoires progressent de 4 000 pour un total de 80 000, tandis que les sections de techniciens supérieurs en perdent 2 000, pour un total de 228 000.

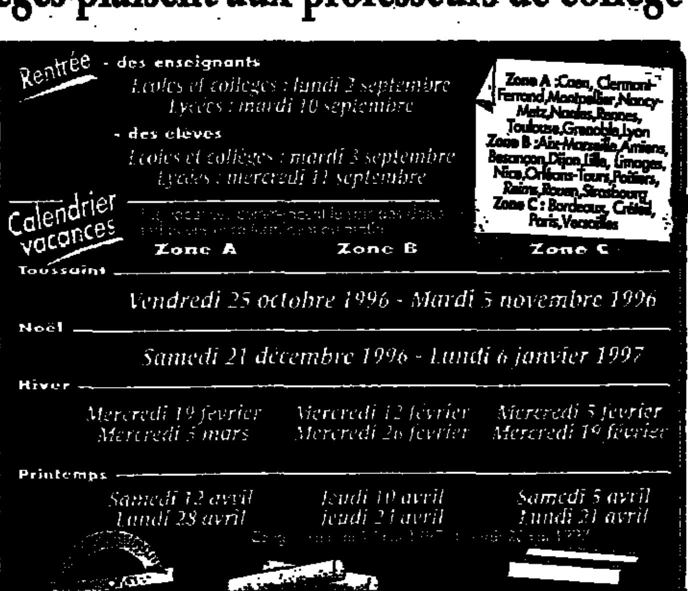
Les programmes allégés plaisent aux professeurs de collège

TROP CHARGÉS, mal découpés, inadaptés : ces péchés capitaux des programmes ne devraient plus provoquer le mécontentement des enseignants, puisqu'ils les ont écrits eux-mêmes, ou presque. Consultés sur les programmes de sixième, qui se mettent en place dès cette rentrée, et sur ceux de cinquième et de quatrième, qui seront appliqués l'an prochain, les enseignants expriment leur satisfaction *« d'avoir au moins pu parler ensemble, même si toutes* [leurs] *suggestions n'ont pas été retenues »*.

Les retraits, les ajouts, tout plaît à Françoise Terseur, dans la nouvelle mouture des programmes de français. A deux ans de la retraite, elle se sent fort aise de voir disparaître les propositions subordonnées en sixième : *« On s'arrête à la relative, et c'est très bien. Il faut étaler l'acquisition des connaissances, au lieu de faire chaque année la même chose en un peu plus approfondi »*, assure-t-elle. On est toujours parti de l'idée que les enfants finissaient leur scolarité après le collège pour concocter les programmes, plaide en substance Françoise Terseur : *« Aujourd'hui, ils quittent l'école au minimum à dix-huit ans. Nous avons le temps. »* Dans les « plus », elle compte indiscutablement l'étude de textes de la Bible : *« Cela manquait. »*

Pour elle, qui ne place rien au-dessus du plaisir de lire et d'écrire, un point obscurcit le tableau : *« On a introduit le "récit argumentatif" dès les petites classes : c'est ridicule. Il faut sans cesse démontrer comment on expose une opinion, comment on tente de convaincre son interlocuteur. Et l'aventure ? Et la joie de découvrir la suite de l'histoire ? »* Jacqueline Mary, quant à elle, verrait volontiers disparaître la grammaire telle qu'elle est enseignée aujourd'hui. *« On peut l'acquérir en lisant et en écrivant*, fait-elle valoir, *et, souvent, elle est si mal enseignée que les élèves arrivent en troisième sans rien savoir. Après quatre années de leçons, ils ne comprennent toujours pas. »*

En mathématiques, les avis sont plus nuancés. Jean-Jacques Parisot juge pertinent que l'on préfère désormais un peu plus de pragmatisme à trop de généralités. Cela n'empêche pas l'exigence, en étudiant maintenant le cosinus en quatrième, au lieu de le voir en troisième. S'il s'inquiète un instant que les élèves perdent le sens des lois fondamentales, il reconnaît qu'ils savent aujourd'hui *« beaucoup plus de choses que nous n'en savions à leur âge »*. L'arithmétique est l'absente qui manque toujours au cœur de tel autre : *« Il est dommage qu'à la faveur des nouveaux programmes on n'ait pas réintroduit le PGCD* [plus grand commun dénominateur] *et le PPCM* [plus petit commun multiple]. *Ce sont des notions faciles à comprendre, sur lesquelles on revient en terminale et qui sont indispensables dans l'enseignement supérieur. On pourrait les voir au début du collège. »*



« MAGNIFIQUES ALBUMS PHOTOS »

En sciences de la vie et de la Terre, le grand confort, pour Danielle Perotin, consiste à pouvoir retarder de la cinquième à la quatrième l'étude de la reproduction. *« Avant, selon les instructions officielles, on ne devait pas prononcer le mot de « fécondation », trop compliqué pour les élèves. »* Compliqué, en effet : *« En cinquième, il y a de trop grandes différences de maturité entre les filles et les garçons. On ne peut pas les faire réfléchir indirectement à la sexualité sans les provoquer. En quatrième, cela devient possible. »* Pour les professeurs de sciences, en sixième, la difficulté réside dans les différences de niveau des élèves, qui ont abordé des notions très variées à l'école élémentaire. A cet égard, nombre d'entre eux regrettent que les questions liées à la protection de l'environnement, bien étudiées jusqu'au CM2, soient ensuite quasiment abandonnées au collège.

L'élagage survenu en histoire – *« la préhistoire, les Indiens et les Chinois ont disparu »* – correspond à la pratique de fait des enseignants d'histoire-géographie, estime Anne Schnäbelé : *« De toute façon, on ne pouvait pas finir les programmes, même avec une bonne classe. »* La Renaissance s'est *« déplacée de cinquième en seconde »*, mais ce n'est qu'une *« réformette »*.

Selon elle, le véritable changement dans l'enseignement de l'histoire se produit au lycée. En feuilletant le nouveau manuel, Anne Schnäbelé remarque : *« Depuis quinze ans, la simplification saute aux yeux, jusqu'au décharnement. Plus le texte pédagogique rétrécit, plus l'iconographie augmente. Les manuels finissent par ressembler à de magnifiques albums photos. »*

B. G.

Un Mauritanien de l'église Saint-Bernard est remis en liberté par le tribunal

Le Haut-Commissariat aux réfugiés est intervenu auprès du gouvernement

Le Mauritanien Berke Camara, expulsé le 23 août de l'église Saint-Bernard, a été remis en liberté, dimanche 1er septembre, par le tribunal correctionnel de Bobigny. Le Haut-Commissariat aux réfugiés est intervenu auprès du gouvernement, estimant que le dossier de ce débouté du droit d'asile était *« sensible »*. Deux Africains de l'église Saint-Bernard demeuraient, le 2 septembre, au centre de rétention de Vincennes.

BERKE CAMARA, un sans-papiers de l'église Saint-Bernard ayant refusé d'embarquer sur le vol qui devait le reconduire en Mauritanie samedi 31 août, a été libéré dimanche 1er septembre par le tribunal correctionnel de Bobigny. Ce Mauritanien de trente-quatre ans, qui affirme être *« un réfugié politique »*, est débouté du droit d'asile. Sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, il avait été placé au centre de rétention administrative de Vincennes le 23 août.

Ancien ouvrier d'une usine de pêche de Mauritanie, Berke Camara avait été une première fois inquiété par la police de son pays en 1989. Lors des affrontements qui avaient opposé les communautés mauritanienne et sénégalaise, il fut emprisonné. Libéré, sur intervention de son chef d'entreprise, il se lanca dans l'opposition au pouvoir. Membre de l'Union des forces démocratiques, il mena une campagne électorale fin 1991, fut arrêté, emprisonné puis relâché, après avoir été torturé, ce qu'attestent plusieurs certificats médicaux, puis à nouveau arrêté, le 8 septembre 1992. Profitant d'un incendie de la prison, il s'enfuyait au Mali. Fin 1993, il émigrait en France, sans sa femme et ses enfants, réfugiés au Mali, et demandait l'asile politique, qui lui était refusé en 1995.

Alertés de son cas, les conseils des sans-papiers ont saisi le Haut-Commissariat aux réfugiés, qui a rendu, vendredi, un avis au ministère de l'intérieur, précisant qu'il s'agit d'un *« dossier sensible »*. *« Le dossier n'est pas vide sur le fond et mérite un peu d'attention »*, précise Darioush Bayandour, délégué en France du HCR. Parallèlement, un recours a été déposé auprès de la Commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Celle-ci a demandé au gouvernement français de surseoir à l'éloignement du Mauritanien. Samedi 31 août pourtant, Berke Camara est emmené à Roissy. Refusant d'embarquer, il est mis en garde à vue et déféré au parquet de Bobigny. Libéré, dimanche 1er septembre, par le juge délégué du tribunal, il comparaîtra, le 4 octobre, devant la 17e chambre correctionnelle, pour infraction à la législation sur le séjour et refus d'embarquement.

Réagissant à l'intervention du HCR en faveur de Berke Camara, Eric Raoult a affirmé que *« nous n'avons pas, en France, de problème de réfugiés »*. Le ministre délégué chargé de la Ville et de l'intégration a estimé que *« le HCR est une organisation internationale tout à fait remarquable, mais je préférerais qu'elle s'occupe des Bengalis en Inde et des véritables problèmes des réfugiés »*.

Dimanche 1er septembre, les Africains ont demandé à leurs avocats de renoncer aux recours déposés dès la fin de l'évacuation de l'église Saint-Bernard, dénonçant ainsi ce qu'ils considèrent être *« une parodie de justice »*. Certains sans-papiers se verraient dans l'impossibilité de présenter des dossiers complets, leurs papiers se trouvant dans des sacs qu'ils n'ont toujours pas récupérés. Lundi 2 septembre au matin, il restait deux sans-papiers de Saint-Bernard au centre de rétention de Vincennes, Albino Da Silva, Guinéen, ayant été libéré en appel samedi 31 août. La rétention administrative de Mamadou Coulibaly et Sadio Niakaté touchant à sa fin, les deux Maliens, pourraient être reconduits dans la journée du 2 septembre.

Cécile Prieur

La France est de plus en plus critiquée en Afrique

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

« Nous aussi, nous avons des opinions publiques », faisait remarquer un haut responsable malien alors qu'arrivaient à Bamako les premiers expulsés de Saint-Bernard. En matière d'immigration, cette évidence ne semble pourtant pas s'imposer aux autorités françaises. La « vocation africaine de la France » peut-elle supporter les expulsions collectives, les *contrôles d'identité au faciès*, les obstacles au regroupement familial ? Sans doute, si l'on s'en tient à l'attitude des gouvernements d'Afrique francophone. Mais, pour beaucoup d'Africains, l'image de la France n'est pas sortie indemne de la crise des sans-papiers.

Respectueux de la souveraineté française en matière de droit des migrations, et soucieux de ne pas mettre en danger l'attribution d'une aide française qui reste essentielle pour des économies fragiles, les Etats d'Afrique francophone n'ont jamais abordé le problème de l'émigration vers la France autrement qu'en termes *techniques. Ces pays, qui* accueillent eux-mêmes de fortes populations immigrées, trouvent bien des excuses à la France, même si le quotidien gouvernemental ivoirien *Fraternité Matin* s'est élevé contre la brutalité de l'assaut donné à l'église Saint-Bernard.

Et si le Mali, par la voix de son président, Alpha Oumar Konaré, s'est élevé contre la méthode des charters, ce fut pour rappeler une fois de plus que les candidats à l'émigration sont tenus de respecter la législation du pays d'accueil. *« Nous n'approuvons pas les charters*, a-t-il ainsi déclaré, vendredi 30 août. *Nous faisons beaucoup de réserves sur les charters parce que nous estimons que les conditions de renvoi de nos compatriotes violent leur dignité. » « Nous pensons*, a ajouté le président malien, *qu'il y a d'autres moyens de faire partir nos concitoyens qui ne sont pas en situation régulière. On ne saurait être ami du Mali et des Maliens sans avoir de considération pour ceux de l'extérieur. »* On imagine mal qu'un chef d'Etat puisse tenir un autre discours. Toutefois, celui-ci s'adresse avant tout à ses interlocuteurs français et n'a qu'un impact très limité sur ses destinataires théoriques, issus de communautés où la vocation au voyage ne s'accommode pas de restrictions juridiques, quel que soit le pays qui les édicte.

Les Maliens qui ne tiennent pas à émigrer vers la France, soit l'immense majorité de la population, ont en revanche fort bien entendu le message venu de Paris.

Au sud du Sahara, l'émigration peut devenir un enjeu de politique intérieure

Alimentés en images et en sons venus de France, *via* les réseaux radiophoniques internationaux, ils ont suivi au jour le jour la crise des sans-papiers. Ils y ont vu une nouvelle preuve de leur vulnérabilité face à un Etat plus puissant que le leur et qui prétend toujours jouer un rôle prépondérant dans leur vie quotidienne. Paris veut que ses anciennes colonies continuent à parler français ; mais le nombre d'étudiants d'Afrique noire en France diminue d'année en année. Paris veut que le pré carré joue le jeu du libéralisme mondial ; mais à la condition que les projets financés par de l'argent français soient menés à bien par des entreprises françaises.

Ce carcan est encore alourdi par les difficultés que rencontrent les Africains lorsqu'ils veulent se rendre en France. Un universitaire ivoirien, parmi les plus prestigieux, confiait qu'il n'envisageait plus un voyage en France sans appréhension, à force de vexations administratives, au moment de la demande de visa ou à l'entrée sur le territoire, puis de contrôles policiers pendant le séjour.

Or, les Africains sont aussi des électeurs. Leurs dirigeants ne sont plus à l'abri – comme on l'a vu au Bénin – de la dure loi de l'alternance. Au sud du Sahara, l'émigration peut devenir un enjeu de politique intérieure, et la France ne sera sans doute pas éternellement protégée d'une politique de rétorsion, voire de mouvements violents qui lui feraient payer ce que les Africains considèrent au mieux comme de mauvaises manières, au pire comme une forme d'apartheid qui n'ose dire son nom.

Thomas Sotinel

Questions sur le meurtre d'une adolescente de treize ans, à Montpellier

Selon sa mère, elle aurait été tuée par erreur

MONTPELLIER
de notre correspondant

Dimanche 1er septembre, dans l'après-midi, ils sont venus à plusieurs. Copains de Mary-Lou Legros ou simples habitants de la Pompignane, un quartier résidentiel du nord-est de Montpellier, ils ont déposé des roses rouges et des lys blancs à l'endroit où une adolescente de treize ans avait été fauchée mortellement, la veille, par une balle de 22 long rifle, dans des circonstances encore mal définies.

Il est environ 18 heures, samedi 31 août, lorsque Mary-Lou décide d'aller faire un tour de mobylette avec quelques jeunes du quartier. De retour, elle s'attarde en bas d'un immeuble devant un balcon du rez-de-chaussée pour discuter avec sa meilleure amie, Virginie. Les deux filles échangent quelques mots. Puis Mary-Lou se plaint : *« J'ai mal, j'ai mal »*, avant de s'effondrer. Une balle lui a perforé le dos. Les pompiers arriveront rapidement, mais la jeune fille décédera pendant son transport à l'hôpital.

La police passera une bonne partie de la nuit à inspecter tous les appartements situés en face de l'endroit où Mary-Lou a été tuée. En vain. Ni les perquisitions ni les auditions des habitants ne permettront de trouver une arme ou un mobile. Personne ne semble avoir entendu de détonation. Les enquêteurs ont poursuivi leurs investigations dimanche dans la plus grande discrétion, expliquant n'exclure aucune hypothèse.

Selon la famille de Mary-Lou, la jeune fille aurait déjà été la cible d'un tireur, le 9 août dernier. Dans des circonstances identiques, une balle avait alors effleuré son oreille. Une plainte avait été déposée par sa mère, mais elle n'avait pas abouti. Selon plusieurs habitants, le tir provenait alors du septième étage d'un immeuble situé en face. Mais rien, durant le week-end, n'a permis d'établir que le tireur était embusqué là.

RUMEURS

Faute d'indices, les rumeurs prospèrent. Mary-Lou a-t-elle été victime d'un déséquilibré ? Impossible de l'affirmer. D'un voisin que le bruit incommodait ? Avec les vacances, quelques pots d'échappement pétaradaient dans la résidence. Mais ce quartier plutôt tranquille n'a rien d'une cité de banlieue. S'agit-il d'un règlement de comptes ? Il y a quelques mois, la mère de Mary-Lou, Marguerite Legros, divorcée, agent d'entretien dans une école maternelle, avait hébergé deux marginaux toxicomanes qui avaient ensuite été arrêtés pour avoir cambriolé une villa du quartier. Mais il n'y a pas, là non plus, de piste tangible.

Avec une aisance devant les médias peu commune en de telles circonstances, la mère de l'adolescente se dit, quant à elle, persuadée que sa fille a été tuée par erreur. *« Elle était avec deux petits gitans »*, explique-t-elle, ajoutant que *« ce sont eux qui étaient visés »*. Mais pourquoi eux plus que Mary-Lou ? L'hypothèse d'un contentieux entre bandes rivales est, elle aussi, évoquée. Mais pas plus que les autres, elle n'apporte, à ce jour, de réponse satisfaisante aux interrogations qui hantent la cité.

Jacques Monin

DÉPÊCHES

■ **PÉDOPHILIE** : un pédophile a été mis en examen et écroué, samedi 31 août, à Angoulême (Charente), pour le viol de sept garçons âgés de moins de quinze ans. Ancien surveillant d'internat et moniteur de colonies de vacances, sans emploi stable, il a reconnu avoir abusé sexuellement de sept jeunes gens. Une plainte avait été déposée par la famille de l'une de ses victimes, un garçon âgé de treize ans.

■ **MEURTRE** : le fiancé d'une jeune femme retrouvée morte, samedi 31 août dans les Bouches-du-Rhône, a été mis en examen et écroué au cours du week-end. Agée de vingt et un ans, Christelle avait disparu après un rendez-vous, le 26 août, avec la directrice d'une maison de retraite où elle avait travaillé comme aide-soignante. Sa voiture avait été retrouvée aux abords de l'établissement, une portière ouverte, le sac à main de la jeune femme abandonné dans le véhicule avec ses papiers et de l'argent. L'information judiciaire ouverte le 29 août au parquet d'Aix-en-Provence pour *« enlèvement et séquestration »* avait été élargie, après la découverte du corps de Christelle, au chef d'*« homicide volontaire »*.

■ **FAITS DIVERS** : un dompteur a été mortellement blessé par un tigre, samedi 31 août, à Mandelieu (Alpes-Maritimes), qui s'était échappé du cirque Zavatta. Le dresseur nettoyait la cage lorsque le fauve s'est échappé. Il a voulu faire rentrer le tigre, qui s'est jeté sur lui et l'a mordu à la gorge.

■ **NOYADE** : un plongeur de la marine nationale en permission s'est noyé en mer, vendredi 30 août près de Saint-Mandrier, au sud de Toulon (Var). Il s'était rendu avec sa femme dans la partie militaire de la presqu'île de Saint-Mandrier, afin d'y pratiquer la plongée en apnée. Membre des commandos Hubert de la marine nationale, très expérimenté, le second maître est mort dans des circonstances qui ne sont pas encore élucidées. Son corps a été retrouvé, flottant entre deux eaux. Une autopsie a été ordonnée.

DISPARITIONS

Christine Pascal

Une actrice et réalisatrice passionnée

CHRISTINE PASCAL, réalisatrice et actrice, s'est suicidée, vendredi 30 août. Elle était âgée de quarante-deux ans.

Passionnée et entière, Christine Pascal, a occupé une place importante dans le cinéma français des années 70 comme comédienne, avant de devenir elle-même réalisatrice et de signer cinq films également ambitieux, même si pas forcément toujours convaincants.

Née à Lyon le 29 novembre 1953, elle est étudiante en lettres modernes et fait un peu de théâtre amateur, lorsqu'elle est remarquée par Bertrand Tavernier qui lui confie un rôle dans son premier film, *L'Horloger de Saint-Paul* (1973), adapté d'un roman de Simenon. Ce n'est toutefois qu'après *Les Guichets du Louvre* (Michel Mitrani, 1974), évocation de la tragédie de la rafle du Vel' d'Hiv', où elle interprète le rôle principal, celui d'une jeune juive qui choisit finalement de partager le sort des siens, qu'elle décide de devenir actrice. Elle apparaît notamment dans *Que la fête commence* (1974) et *Le Juge et l'Assassin*, de Bertrand Tavernier (1976), *La Meilleure Façon de marcher*, de Claude Miller (1975), *Les Indiens sont encore loin*, de Patricia Moraz (1976) et *L'Imprécateur*, de Jean-Louis Bertuccelli.

Elle devient scénariste en 1977, en écrivant avec Bertrand Tavernier *Des enfants gâtés*, dans lequel elle est aussi actrice, puis elle écrit, réalise et interprète *Félicité* (1979), film aux allures de confession impudique et provocante, expression d'un exhibitionnisme qu'elle revendiquait, mais qui lui fut souvent reproché. La même année, elle apparaît dans *Les Demoiselles de Wilko*, d'Andrzej Wajda, et *Paco l'infaillible*, de Didier Haudepin. Ses liens avec le producteur suisse Robert Boner, dont elle deviendra l'épouse en 1982, la conduisent à travailler en Suisse (*Le Chemin perdu*, de Patrica Moraz, 1980). En 1984, elle réalise *La Garce*, histoire violente et excessive d'une jeune femme (Isabelle Huppert) qui tombe amoureuse du policier (Richard Berry) qui l'a violée à deux reprises, à sept années de distance.

Tout en continuant d'être actrice (*Coup de foudre*, de Diane Kurys, 1982 ; *Train d'enfer*, de Roger Hanin, 1984 ; *Signé Charlotte*, de Caroline Huppert, 1984 ; *Autour de minuit*, de Bertrand Tavernier, 1985 ; *Elsa, Elsa*, de Didier Haudepin, 1985 ; *Le Grand Chemin*, de Jean-Loup Hubert, 1986 ; *Promis, juré*, de Jacques Monnet, et *La Travestie*, d'Yves Boisset, 1987), elle parvient peu à peu à trouver sa voie comme réalisatrice. En 1988, elle écrit et réalise *Zanzibar*, évocation très sombre mais non dépourvue d'humour du monde du cinéma, qui apparaît entièrement dominé par le mensonge et l'argent.

En 1991, elle signe sa plus belle réussite, *Le Petit Prince a dit* (avec Richard Berry et Anémone), qui traite avec une belle simplicité un sujet qui aurait pu libérer les excès du sentimentalisme. Cette description de la relation établie entre un père et sa fille de dix ans, atteinte d'une tumeur cérébrale incurable, obtient le prix Louis-Delluc et quatre citations aux Césars, dont celles pour le meilleur film et la meilleure réalisatrice. Christine Pascal avait depuis réalisé une nouvelle variation sur les thèmes du désir, de la jalousie et du mensonge, *Adultère, mode d'emploi*, dont elle avait écrit le scénario avec son mari (1995, avec Richard Berry, Karin Viard et Vincent Cassel).

Le film avait reçu un accueil partagé. On se souvient aujourd'hui que *Félicité*, son premier film, s'ouvrait sur un suicide.

Pascal Mérigeau

Ljuba Welitsch

Une chanteuse qui a marqué le rôle de Salomé

LA SOPRANO autrichienne d'origine bulgare Ljuba Welitsch est morte, dimanche 1er septembre, à Vienne. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans.

De son vrai nom Ljuba Velichkova, Ljuba Welitsch est née le 10 juillet 1913 à Borissovo, en Bulgarie. Après avoir étudié le chant à Sofia, elle y débute sa carrière en 1934. En 1937, elle est à Vienne où elle se perfectionne et chante le rôle de Musette dans *La Bohème* de Puccini, à l'Opéra de Graz. De 1940 à 1943, elle chante à Hambourg, de 1943 à 1946, à Dresde, Berlin et Munich. Elle revient en Autriche et devient membre de la troupe de l'Opéra de Vienne. Salzbourg, le Metropolitan Opera de New York, le Covent Garden de Londres l'accueillent ensuite.

Ljuba Welitsch s'est illustrée dans les rôles de Tosca, Aïda, mais c'est surtout son incarnation du rôle de Salomé qui la fait entrer dans la légende. Dès 1944, Richard Strauss devait monter au pupitre spécialement pour diriger cette chanteuse, à la voix hors de l'ordinaire et au physique de star de cinéma, dans ce rôle qu'elle aura marqué au point d'éclipser toutes les chanteuses qui l'auront suivie ou précédée – y compris Inge Borkh. En 1948, elle chanta *Salomé* dans la production que Peter Brook et Salvador Dali imaginèrent pour le festival de Glyndebourne.

Il existe peu de disques de Ljuba Welitsch, mais son interprétation de la scène finale de *Salomé*, enregistrée en 1944 sous la direction de Lovro von Matacic, fait partie des trésors du disques (1 CD EMI Référence) au même titre que les *Kindertotenlieder* de Mahler par Kathleen Ferrier ou les Valses de Chopin par Dinu Lipatti. Ljuba Welitsch s'était retirée de la scène dès les années 50, en pleine gloire et possession de ses moyens.

Alain Lompech

L'amiral José Toribio Merino

Un membre de la junte du général Pinochet chargé de la restructuration économique

L'AMIRAL CHILIEN José Toribio Merino est mort, vendredi 30 août, à Valparaiso, des suites d'un cancer. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Représentant d'une arme farouchement conservatrice, l'amiral Merino avait personnellement participé, aux côtés du général Pinochet, commandant en chef des forces armées, au coup d'Etat militaire qui, le 11 septembre 1973, renversa le président Salvador Allende.

Militaire se vantant volontiers d'appartenir à « une véritable aristocratie » qui n'a pas de compte à rendre aux civils, l'amiral Merino porte une large responsabilité dans la sanglante répression qui s'abattit alors sur le Chili.

Après le coup d'Etat, l'amiral Merino avait pris en charge la restructuration économique du pays. C'est notamment sous son impulsion que le Chili s'engagea dans une politique de dérégulation économique débridée qui constrastait avec la dictature politique régentant le pays.

Au grand dépit du général Pinochet, qui n'entendait pas rendre le pouvoir, José Merino, à partir de 1977, avait commencé à plaider pour la tenue d'élections et le retour de l'armée dans ses casernes où, disait-il, elle pourrait se consacrer à son « *véritable objectif* » qui est de défendre la nation. Ce différent au sommet avait longtemps alimenté l'espoir de voir une junte divisée passer la main.

Il faudra cependant plusieurs années supplémentaires pour que le Chili, malgré les résistances du général Pinochet, aujourd'hui toujours inamovible commandant en chef de l'armée, revienne pas à pas à la démocratie. En mars 1990, lors du rétablissement de la démocratie, l'amiral Merino avait démissionné de ses fonctions de commandant en chef de la marine et s'était retiré de la vie politique.

Georges Marion

■ **ERWIN LEISER**, cinéaste suisse d'origine allemande, est mort jeudi 22 août à Zurich, à l'âge de soixante-treize ans. Il était notamment le réalisateur d'un des plus remarquables films de montage consacré au nazisme, *Mein Kampf* (1959). Né à Berlin en 1923, il avait fui les persécutions antisémites et s'était installé en Suède en 1938, où il était devenu journaliste et critique de théâtre. Après la réalisation de *Mein Kampf*, réflexion sur le nazisme où il analyse longuement les origines historiques et socio-économiques de l'avènement de Hitler, il s'installe à Zurich. Il réalise *Eichmann, l'homme du Troisième Reich*, à l'occasion du procès du criminel nazi à Jérusalem (1961), puis consacre un film à la menace atomique, *Choisis la vie* (1963), avant de réaliser *Allemagne, réveille-toi !* (1967), composé d'extraits de films de la période nazie. Réalisateur de plusieurs documentaires consacrés à des artistes (Bram Van Velde, Hans Richter), il avait aussi réalisé deux films sur les pays du tiers-monde, *Pas de place dans le monde pour les enfants* (1972) et *Femmes dans le tiers-monde* (1975).

■ **BOGDAN POLITANSKI**, maire communiste de Longlaville (Meurthe-et-Moselle) depuis 1959, est mort, mercredi 28 août, à l'hôpital de Nancy. Né le 2 novembre 1926, ouvrier sidérurgiste à l'aciérie de Longwy et militant du PCF, il était entré au conseil municipal de Longlaville en 1951. Depuis 1967, Bogdan Politanski était aussi conseiller général du canton d'Herserange et il avait été élu, à la faveur de dissensions au sein de la droite, président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, siège qu'il a occupé de 1979 à 1982.

■ **GREG MORRIS**, acteur américain, est mort, mardi 27 août, à son domicile de Las Vegas. Né le 27 septembre 1934, il avait été un des premiers Noirs à jouer un premier rôle dans une série télévisée à succès : à partir de 1966, il interpréta l'expert en électronique Barney Collier dans de nombreux épisodes de *Mission impossible*. Après l'interruption de la série, en 1973, il ne fit plus que de rares apparitions dans d'autres séries télévisées américaines.

■ **FRED ADISON**, un des maîtres de la musique d'ambiance, est mort, le 26 août, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Né à Bordeaux le 15 septembre 1908, de son vrai nom Albert Lapeyre, Fred Adison appartenait à cette tradition de grands chefs d'orchestre « attractifs » qu'incarnèrent aussi Ray Ventura, Jacques Hélian, Raymond Legrand ou Jo Bouillon.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

François Chappellet a été nommé ambassadeur en Guinée-Bissau, en remplacement d'Eric Lem qui a fait valoir ses droits à la retraite, par décret paru au *Journal officiel* du 22 août.

[Né le 2 décembre 1935, à Bourgoin-Jallieu (Isère), François Chappellet est licencié en droit et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Il a été notamment en poste dans le territoire français des Afars et des Issas (1969-1972, puis 1974-1977), aux Comores (1972-1974), à Wallis-et-Futuna (1977-1979), aux Seychelles (1980-1984), au Gabon (1984-1989), au Sénégal (1989-1993). Depuis février 1993, François Chappellet était ambassadeur au Cap-Vert.]

Hélène Dubois, ambassadeur à Sainte-Lucie, a été nommée ambassadeur à Saint-Christophe-et-Niévès en résidence à Castries, en remplacement de Sylvie Alvarez, par décret paru au *Journal officiel* du 22 août.

[Née le 15 mai 1933, Hélène Dubois est diplômée de l'Ecole nationale des langues orientales. Elle a été notamment en poste à Belgrade (1963-1966), à Casablanca (1966-1968), à Accra (1983-1987), à Florence (1987-1991), avant d'être nommée ambassadeur au Costa-Rica (1991-1993), puis représentant permanent auprès du groupe de Minsk de la CSCE (1993-1995). Depuis avril, Hélène Dubois est ambassadeur à Sainte-Lucie.]

Albert Turot a été nommé ambassadeur en République slovaque, en remplacement de Michel Perrin qui a fait valoir ses droits à la retraite, par décret paru au *Journal officiel* du 23 août.

[Né le 2 mai 1936, à Montpellier (Hérault), Albert Turot est licencié en droit et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Il a été notamment en poste à Alger (1962-1965), à Lomé (1965-1967), à la mission permanente auprès des Nations unies à New York (1972-1976, puis 1979-1981), à Moscou (1976-1979), à Tokyo (1985-1988), à Genève (1988-1991). D'octobre 1991 à octobre 1994, Albert Turot a été ambassadeur en Finlande.]

Patrick Villemur a été nommé ambassadeur au Venezuela, en remplacement d'Henri Vignal, par décret paru au *Journal officiel* du 23 août.

[Né le 23 juin 1946, à Paris, Patrick Villemur est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1971-1973). Il a été notamment en poste à Athènes (1976-1978), à Londres (1978-1983, puis 1989-1992), à Alger (1983-1986), à Washington (1993-1996). De mai à septembre 1988, Patrick Villemur a aussi dirigé le cabinet d'Edith Cresson, ministre des affaires européennes.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Véronique et Jérôme HAMILIUS-BEDAGUE
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Hugues,

le 21 août 1996.

931 25th Street NW,
Washington DC 20037.

Anniversaires de naissance

Catherine MARTIN

Je t'aime.

Bon anniversaire.

Benoît Trezel.

Mariages

Françoise RENARD
et
Stéphane TAFROV,
ambassadeur de Bulgarie
en Grande-Bretagne,

sont heureux d'annoncer leur mariage qui sera célébré le jeudi 5 septembre 1996, à 11 h 30, à la mairie de Saint-Cloud, 3, place de l'Eglise, 92210 Saint-Cloud.

Décès

– Le président et le conseil d'administration de l'ANPE,
Le directeur général,
Et l'ensemble du personnel,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BORNARD,
ancien président de l'ANPE
de janvier à septembre 1991.

Ils s'associent à la douleur de la famille.

(*Le Monde* du 31 août.)

– *Les membres de l'Association freudienne internationale*
ont le regret de faire part du décès, après une rapide maladie, de leur talentueux collègue et ami très cher, membre du bureau,

Alain DITISHEIM,
psychanalyste à Brest.

Ils adressent à sa femme et à ses enfants l'expression de leur entière sympathie.

– Mme André Favel,
son épouse,
Anne-Marie Favel-Chauveaud,
sa fille,
Jean-Claude Chauveaud,
son gendre,
Elsa et Stéphane,
Aurélia et Christophe,
Tristan,
ses petits-enfants,
Cassandre,
son arrière-petite-fille,
Marguerite Levé,
sa cousine,
Les familles Corblet, Lecommandeur, Ugnon, Labarre,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. André FAVEL,

survenu le 30 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 septembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Clignancourt, à Paris-18e, suivie de l'inhumation dans l'intimité au cimetière de Verrières-le-Buisson (Essonne).

17, rue Championnet,
75018 Paris.
11 *bis*, allée des Briolettes,
91370 Verrières-le-Buisson.

– *Jean-Sébastien Dupuit, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture,*

Les personnels de la direction et de l'ensemble des bibliothèques de lecture publique,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

René FILLET,
conservateur en chef honoraire
des bibliothèques,
directeur des bibliothèques
centrales de prêt
de la Charente-Maritime
et de Loir-et-Cher (1951-1953),
directeur de la bibliothèque municipale
classée de Tours
et de la bibliothèque centrale de prêt
de l'Indre-et-Loire (1953-1977),
directeur de la bibliothèque
publique d'information
du Centre Georges-Pompidou
(1977-1983).

Pionnier de la lecture publique, René Fillet a été un des artisans les plus novateurs et les plus déterminés de la modernisation des bibliothèques françaises depuis la Libération.

– Mme Erika Lesk,
son épouse,
Nicole et Yves Doz,
Marc et Chantal Lesk,
ses enfants,
Marianne, Alice, Gabriel et Laura,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Boris LESK,
ingénieur civil de l'aéronautique,
ancien évadé de France
et interné en Espagne,
ancien des lignes aériennes militaires
de la France libre (1943-1944),

survenu *le 31 août 1996*, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 4 septembre, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

143, boulevard Brune,
75014 Paris.

– *L'administrateur général du* Commissariat à l'énergie atomique,

Le haut-commissaire à l'énergie atomique,

Le président de l'Institut Curie,

ont le regret de faire part du décès survenu le 19 août 1996, du

professeur Henri Paul JAMMET,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre
national du Mérite,
commandeur de l'ordre
des Palmes académiques,
grand officier de l'ordre
du Drapeau yougoslave,
chevalier de l'ordre
de Léopold de Belgique,
médaille d'honneur
du Service de santé des armées.

Président du Centre international de radiopathologie, Henri Jammet est l'un des fondateurs de la radiopathologie et a consacré sa vie à la protection contre les rayonnements, ce qui lui a valu une large reconnaissance internationale. Il a commencé une carrière hospitalière à l'Institut du radium (aujourd'hui Institut Curie), puis, à la demande d'Irène Joliot-Curie, il a fondé la Protection radiologique au CEA.

A l'Institut Curie, il a successivement été chef du département des radio-isotopes, puis directeur délégué de la section médicale et chef du département de radiopathologie. Il a créé en France les structures de radioprotection, dont il a été le responsable au CEA, puis à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Il fut également conseiller du haut-commissaire à l'énergie atomique.

– *Semezanges. Paris.*

Mme Raymond Mathey,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond MATHEY,
président de chambre honoraire
à la Cour des comptes,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 27 août 1996, à Dijon, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 31 août, en l'église de Semezanges (Côte-d'Or).

Cet avis tient lieu de faire-part.

224, avenue du Maine,
75014 Paris.

– Mme Simone Rossignol,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Yvonne Nadaud,
ses enfants et petits-enfants,
Régis et Annick,
Claude et Nicole,
Frederic Nadaud,
Ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Christophe NADAUD,

survenu *le 31 août 1996*, à l'âge de trente-quatre ans.

La levée du corps se déroulera mardi 3 septembre, à 8 heures, à l'hôpital Saint-Antoine, 23, rue de Chaligny, Paris-12e.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité au cimetière de Bègles (Gironde) le même jour, à 16 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

39, rue Pierre-Semard,
33130 Bègles.

Anniversaires de décès

– Le 3 septembre 1996, le

docteur Jacques de PARIENTE

passait à l'Orient éternel.

Gémissons mais espérons !

Nominations

Stève GENTILI

est élu président du Bureau international du forum francophone des affaires (BIFFA) ; il conserve la présidence du comité français du FFA.

Organisme international de la francophonie, le Forum francophone des affaires est la seule organisation à vocation économique reconnue par le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement francophones.

Communications diverses

– Découvrez comment **FERMAT** a démontré son théorème sur Internet :
HTTP : // WWW. PRATIQUE. FR / ~ DARRON / FERMAT. HTM

Soutenances de thèse

– M. Badayôdé André Kileou a soutenu le 26 juin 1996, à l'université Panthéon-Sorbonne-Paris-I, sa thèse de doctorat en droit : « **Le processus de privatisation des entreprises publiques en Afrique subsaharienne francophone : le cas du Togo** » et remercie tous ceux qui l'ont tant aidé et soutenu dans cette rude épreuve, mention « Très honorable. »

– **M. Fabien BRIAL** soutiendra publiquement sa thèse pour le doctorat en droit, intitulée « **Décentralisation territoriale et coopération internationale : le cas de l'outre-mer français** », le mardi 10 septembre 1996, à 15 heures, à la faculté de droit de la Réunion.

HORIZONS

REPORTAGE

La Goutte-d'Or, ou l'anti-ghetto

Si les « Africains errants » sont, au fil des semaines, devenus « les réfugiés de Saint-Bernard », couvés, aidés, protégés par tout le quartier, c'est que celui-ci a une longue tradition d'accueil, que les travaux de rénovation n'ont pas effacée



EN apparence, rien n'a changé. Autour du métro Barbès, vendeurs à la sauvette, marchands de pacotille et de maïs chaud disputent le trottoir aux marabouts et aux pickpockets. Des matronnes en boubous lestées d'énormes sacs en plastique écument les magasins Tati, le marché Dejean et les échoppes alentour. Des contreforts de la Butte jusqu'aux confins de La Chapelle, ce petit bout de 18e, grand comme une sous-préfecture, poursuit sa vie tapageuse de bazar exotique. Coqs vivants et chèvres en morceaux, grigris et babouches, bananes-figues, patates douces et calebasses, on y trouve tout, même l'interdit.

Mais il ne faut pas s'y tromper. Aux hasards de l'actualité, la Goutte-d'Or a trouvé ses héros. Dans les boutiques, les bistrots, on ne parle que des réfugiés de Saint-Bernard. Derrière les vitrines surchargées, c'est tout un quartier qui pleure ses braves. Un quartier turbulent, séduisant et invivable. Un quartier naturellement en résonance avec les sans-papiers. On ne choisit pas la Goutte-d'Or. C'est elle qui vous adopte. Comme les milliers de déracinés qui, depuis cent cinquante ans, y ont trouvé refuge, les sans-papiers ont échoué par hasard dans l'église Saint-Bernard. Mais ce n'est pas par hasard qu'ils sont restés ni que leur mouvement y a trouvé son véritable écho.

Le 28 juin, l'accueil initial avait pourtant été mitigé. Le curé, le conseil pastoral et les associations de quartier n'étaient pas ravis d'être mis devant le fait accompli, surtout le jour de leur fête annuelle. Les habitants, même immigrés, comprenaient mal l'intrusion et s'inquiétaient de la surveillance policière. Très vite, pourtant, des liens se nouaient, un réseau de solidarité s'établissait, aussi discret qu'efficace. Un mois plus tard, l'osmose était faite : les « Africains errants » étaient devenus « les réfugiés de Saint-Bernard », couvés, aidés, protégés par tout le quartier, qui, sans mot dire, repoussait les « skins », lavait le linge, occupait les enfants et se levait à l'aube pour les défendre.

On évite désormais l'église, gardée jour et nuit par cinq cars de CRS. Prudence oblige. 35 % d'immigrés, 25 % de chômeurs, sans compter clandestins et traîne-savates, personne ici ne se sent vraiment à l'aise devant la police. Mais, qu'ils aient été hostiles ou solidaires, qu'ils soient catholiques, musulmans, bouddhistes ou autre, tous ont le même soupir navré : *« Ils* [les policiers] *ne respectent rien ! Pas même les lieux saints. »* Drôle de quartier. Décrié, méprisé, redouté, symbole de cette immigration déferlante qui fait les choux gras du Front national. La Goutte-d'Or, pourtant, n'est pas un ghetto. C'est même tout le contraire. Un lieu d'accueil, ouvert à toutes les cultures, où la tolérance s'apprend dès l'école, la solidarité dans l'escalier. Un vrai village, animé d'un redoutable « esprit de clocher », où les associations pullulent, comme les lieux de culte – une église, deux mosquées, trois temples et une synagogue. Un creuset où l'étranger est plus vite et mieux intégré qu'ailleurs.

« Ici, on peut se faire des racines, assure Jean-Claude. *On est très bien reçu par les familles. Pour ne pas connaître les gens, il faut vraiment le faire exprès. »* A ses côtés, Heddi opine : *« On ne se sent pas anonyme. Hier, chez l'épicier, une vieille dame est sortie en disant :* « Bon, chéri, j'te paye demain ! » *C'est ça l'esprit du quartier. »* Rue Dejean, le nouveau venu se sent vaguement agressé, bousculé, menacé par les pickpockets, abruti par les vendeurs à la criée. Mais qu'il demande de l'aide, et tout le monde se met en quatre. Il cherche un cuiseur à riz ? On l'emmène chez *« le Chinois, où on trouve tout »*. Puis, chez l'autre. Le client n'a pas de liquide ? Peu importe. Un troisième commerçant rouvre son rideau. Il possède un terminal de carte bleue et encaisse pour toute la rue. Combines et convivialité. Dans les ateliers clandestins, la première réaction est de méfiance. Mais, dix minutes après, on partage le poisson et le riz, servis à même le sol, dans une cuvette en émail, où chacun y va de sa cuillère.

Une chaleur héritée de l'histoire. Depuis sa naissance, au début du XIXe siècle, la Goutte-d'Or a toujours été un refuge. Longtemps bourg rural, peuplé de rares guinguettes – son nom vient d'un cabaret établi depuis le début du siècle au centre du hameau –, elle est la proie, dès 1830, d'une poignée de spéculateurs qui lotissent les parcelles et multiplient les petits immeubles de rapport. En quête de loyers modiques, les ouvriers, employés, artisans et petits commerçants chassés du centre de Paris y affluent, bientôt suivis des provinciaux, attirés vers la capitale par les grands travaux de l'époque : construction des gares du Nord et de l'Est, de l'hôpital Lariboisière, destruction des murs d'enceinte, etc.

En trente ans, la population décuple. La Goutte-d'Or devient un quartier populaire, peuplé de débits de boissons, de lavoirs, de « meublés » et de petits commerces. Beaucoup moins sordide que Belleville, Charonne ou Ménilmontant, mais déjà dénigré. Zola, qui y situe *L'Assommoir*, exagère son dénuement et, assure l'historien Bertrand Lemoine, ne se prive pas *« d'importer les éléments nécessaires à son récit, comme l'immeuble-caserne qui n'existe pas dans le quartier »*.

Pendant cent ans, rien ne change ou presque. Aux provinciaux succèdent les premiers immigrés, pour la plupart venus du Nord et de l'Est (à cause des gares) : Belges, Luxembourgeois, puis Polonais, Russes et Roumains. Suivent les Méditerranéens, Italiens, Espagnols et Portugais. La Goutte-d'Or a gardé de ses origines un grand nombre d'hôtels meublés et attire en priorité des célibataires de passage ; d'où les bistrots et... les maisons de passe. Mais la proportion d'étrangers, relativement stable, est inférieure à celle de l'ensemble de la capitale (entre 5 % et 6 %). Comme la plupart des quartiers, elle vieillit et se dépeuple lentement.

Les années 50 lui redonnent une nouvelle jeunesse. Les immigrés maghrébins, attirés par les besoins de la reconstruction, s'y installent massivement. En 1963, le quartier compte 11 % d'étrangers, en 1975, près de 25 %, en 1982, 35 %. Les commerces arabes chassent les commerces traditionnels, notamment dans le sud, rue de la Goutte-d'Or, où se concentrent les Algériens. Tati se développe près du métro Barbès, remplaçant les anciens magasins Dufayel, transformés en banque. Plus au nord, vers Château-Rouge, le quartier continue de se dépeupler jusqu'à la fin des années 70 et l'arrivée des premiers Africains venus de Casamance. Peu à peu, autour du marché Dejean, les familles africaines se regroupent, occupant les logements les moins confortables abandonnés par les Français et les Maghrébins les mieux intégrés.

Car l'état des immeubles s'est considérablement dégradé. Le quartier, qui a échappé aux grandes opérations urbaines des années 60, est menacé de réhabilitation et tout le monde le sait. *« J'ai trente ans,* dit Leila ; *depuis que j'en ai six, j'entends parler de démolitions. »* Les propriétaires n'entretiennent plus les logements, des squats s'installent, la Ville n'investit pas : le square Léon, décidé en 1925, ne sera finalement construit... qu'après 1980. Faute d'équipements sportifs, il sert de terrain de jeux ; les gosses le surnomment *« la démol »*.

LA réhabilitation est finalement lancée en 1983. Non sans angoisse. La Ville a peur de s'attaquer au quartier, infesté de squatteurs, de groupuscules plus ou moins clandestins (Action directe), sans compter les voyous, dealers et proxénètes, qui risquent de donner du fil à retordre. Alain Juppé, alors député du 18e et trésorier de la Mairie de Paris, opte pour une rénovation « douce », en concertation permanente avec les associations locales, qui, spontanément, se forment, par réflexe d'autodéfense contre le béton et les tours.

Encouragées, aidées, regroupées, dotées d'un permanent et d'une salle commune, la salle Saint-Bruno, juste en face de l'église, les associations, toutes les associations, prospèrent. Aujourd'hui, on en compte une bonne vingtaine, et des plus dynamiques. Paris Goutte négocie la réhabilitation avec la Mairie, Espoir Goutte-d'Or accueille les toxicomanes, Ados les jeunes, Eureka les chômeurs, Carré d'art regroupe 75 artistes, Aidda rassemble documentation et photos, etc. 50 % des habitants du quartier déclaraient, en 1995, fréquenter au moins une association locale. S'ils ont si bien compris le pari un peu fou de « ceux de Saint-Bernard », c'est que, depuis douze ans, ils ont choisi, eux aussi, de se battre contre l'impossible... Et qu'ils ont gagné.

Aujourd'hui, toute la partie sud du quartier, autour de la rue de la Goutte-d'Or, a été rénovée, sécurisée, dotée d'équipements collectifs, mais pas défigurée. Le petit commerce arabe est mort, tué par l'expropriation et la hausse des loyers. Tant pis pour l'« atmosphère ». Mais la Ville a tenu ses promesses : la population d'origine se réinstalle peu à peu avec des mines de nantis. Les familles maghrébines, implantées depuis des lustres, se pavanent entre la poste et la maternelle toute neuve, toisant les nouveaux immigrants africains ou pakistanais qui s'entassent dans les rues mal famées du « Nord », autour de Château-Rouge. *« Il y a ceux qui vivent et ceux qui profitent. Là haut, ce sont des trafiquants ! »*, dit un épicier tout juste réinstallé. *« Chez nous, maintenant, c'est le paradis ! »*, ajoute un habitué.

Ce n'est qu'un début. Au-dessus des immeubles modernes, les grues tendent encore le cou. Le centre du quartier reste en chantier et le nord à refaire. Ce n'est pas le plus simple. La réhabilitation, en selectionnant les *« occupants de bonne foi »*, a écrémé la population et refoulé au nord les plus pauvres, les célibataires, les clandestins et les nouveaux arrivants. Faute de crédits, la Ville a réduit ses ambitions. L'opération traîne, et, les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'attente accélère la dégradation. Les immeubles vides, préemptés, sont laissés à l'abandon. Prostitution, drogue, squats, combats de coqs et magie noire : la rue Myrha est une vraie cour des miracles. *« Une rue sacrifiée »*, grognent les riverains, qui soupçonnent la police, omniprésente, de laisser faire. Tout cela ne facilite pas la délicate cohabitation entre anciens et nouveaux immigrés. Beurs, Blacks et petits Blancs, ce pourrait être explosif. Le miracle est que, justement, ça ne l'est pas.

La coexistence, ici, a ses règles, subtiles, incompréhensibles au non-initié. Dans la vie courante, on se frôle, on se cogne parfois, mais on ne se mélange pas vraiment encore. Chaque commerce, chaque bistrot est dédié à une nationalité, une ethnie, voire un village. Les Sénégalais chez les Sénégalais, les Zaïrois chez les Zaïrois ; il y a un café kabyle, un bar oranais, etc.

PRUDENTS, les dealers n'habitent pas le coin, non plus que les prostituées. On les tolère, comme un mal inévitable, mais ils restent des corps étrangers. Comme les intégristes et le Front national, qui, malgré quelques efforts, n'ont pas réussi à percer. Ici, tout le monde se connaît, se protège, se côtoie dans les associations, les squares, les gymnases, et finit, bon gré mal gré, par accepter les différences. Le conseil pastoral mélange une bonne vingtaine de nationalités : Français, Tamouls, Croates, Cap-Verdiens, Haïtiens, etc.

« Difficilement, l'intégration se fait », assure le Père Henri Coindé. La vraie cassure sépare les générations. Les plus âgés, qu'ils soient français, portugais ou maghrébins, vivent très mal l'évolution du quartier, l'insécurité, le bruit et l'explosion anarchique des commerces « ethniques ». On les retrouve sur les bancs bordant le square Léon, devisant, toutes origines confondues, sur les méfaits de l'immigration mal contrôlée... Les jeunes, eux, n'en ont cure. *« J'ai toujours grandi entourée de gens d'un peu partout. Pour moi, c'est un milieu naturel »*, dit Cathy, dont l'arrière-grand-mère, lorraine, s'est installée dans le quartier en 1906.

Lentement, une nouvelle culture émerge. La Goutte-d'Or n'a pas de librairie, mais elle a, comme les meilleurs quartiers, « son » boulanger de génie (corrézien), « ses » restaurants de choix – Les Trois Frères, Nioumté, Mère Aïda –, sa troupe de théâtre, son groupe de musique, son grand peintre (Robert Combas) et de très nombreux ateliers.

Sans compter la presse. Peu d'arrondissements possèdent leur journal. Le 18e en a deux : *Paris Goutte-d'Or*, édité par l'association du même nom, et *Le 18e du mois*, lancé il y a un an et demi par un collectif de journalistes locaux. Tous deux fort lus et bénéficiaires. Depuis une douzaine d'années, intellectuels, journalistes, peintres, photographes, musiciens et acteurs ont redécouvert la Goutte-d'Or et ses environs. Attirés d'abord par le prix du mètre carré, puis séduits par l'ambiance. *« Je suis venu en 1978, parce que j'étais coincé,* dit Jean-Claude. *Aujourd'hui, je n'en repartirais pas pour tout l'or du monde. J'adore ce quartier ! On est dans la ville, et pourtant on sort peu. L'autre jour, j'ai emmené des jeunes à un gala à La Courneuve ; ils étaient terrorisés, figés. »*

Véronique Maurus
Croquis : Jean-Pierre Cagnat

L'urgence sociale

par Pierre Moscovici

TRISTE, la France ? C'est vrai. Chacun prédit une rentrée tendue, chaude, agitée, explosive... Il n'appartient pas aux experts ou aux politiques de prendre la température avant la fièvre, mais à la société de s'exprimer. Il paraît toutefois clair que cette rentrée, difficile pour le pouvoir, le sera aussi et d'abord pour les Français.

A cela, bien des raisons objectives. Car la France est entrée en déflation : baisse des prix, consommation atone, production stagnante, chômage croissant, déficits publics toujours élevés du fait des faibles recettes publiques, croissance sans doute nulle au second semestre. Tous les indicateurs sont négatifs, nourrissant des anticipations pessimistes.

Il est certes loisible, pour expliquer cette situation, d'invoquer une médiocre conjoncture internationale. Mais cet argument n'est pas pleinement satisfaisant : si l'Allemagne souffre, si l'Europe peine, les Etats-Unis connaissent une économie forte et encore saine alors que s'affirme la reprise japonaise. Il n'y a donc pas de fatalité à la dépression.

En réalité, c'est un échec sur toute la ligne de la politique économique et sociale suivie depuis l'élection présidentielle de 1995 qui s'affirme et est ressenti par nos concitoyens. Oubliées, les promesses de la campagne de Jacques Chirac – la feuille de paie amie de l'emploi, l'impôt qui tue l'impôt, la maîtrise inutile de la dépense de santé, le CIE qui résorbe le chômage, la croissance *qui absorbe tous les déficits... Le* candidat Chirac avait promis un nouveau moteur à l'économie française ; le président serre tous les freins : frein de la dépense publique – qui ralentit la croissance et menace la solidarité –, frein salarial – qui explique la suréparene des ménages –, frein fiscal – 120 milliards de prélèvements supplémentaires ont été décidés en un an –, frein monétaire – car la *« politique des petits pas »* de la Banque de France a peu d'effet sur l'économie réelle.

Oui les Français sont tristes, mécontents. Oui, ils attendent une rupture des comportements du pouvoir, une nouvelle donne sociale et une politique différente. L'urgence d'un changement, d'une réflexion enfin tournée vers les problèmes concrets de notre société, marque cette rentrée qui hésite entre colère, découragement et angoisse. Comment en irait-il autrement ?

Et pourtant, ils ont, paraît-il, tort ! Nos concitoyens doivent savoir qu'en aspirant ainsi au changement, ils tombent dans la *« pensée unique sociale »*. C'est un spécialiste, Alain Minc, inventeur du *« cercle de la raison »*, en dehors duquel il est interdit de parler économie ou politique, inspirateur de la politique balladurienne, que les électeurs – même ceux de la droite – ont condamnée et dont ils n'ont, malgré l'insistance de l'ancien premier ministre, aucune nostalgie, qui le leur dit (*Le Monde* du 27 août) en ouvrant un débat important. Le mouvement social de décembre 1995 ? *« Pensée sociale unique »*. La défense de la protection sociale ? *« Pensée sociale unique »*. Le maintien du SMIC ? *« Pensée sociale unique »*. Les revendications des salariés ? *« Pensée sociale unique »*. Le combat pour le secteur public ? *« Social-corporatisme... »*.

En déflation, ce n'est pas de prélèvements supplémentaires mais d'une relance salariale qu'il faut attendre le retour de la consommation, de la croissance et de la confiance

Cette leçon aux Français irresponsables qui oseraient se plaindre de leur situation se *double d'une leçon aux politiques*, prolongée et tempérée dès le lendemain dans ces colonnes par Edouard Balladur lui-même, dont l'argument est simple : le problème de la croissance est dépassé. C'est un meilleur contenu en emplois de la croissance qui s'impose et suppose la baisse des charges sur les salaires moins qualifiés, *« diagnostic aujourd'hui incontesté »*. Autour de cette *« réalité unique »*, devraient s'ordonner de salutaires clivages idéologiques entre une droite sommée d'assumer pleinement le libéralisme et une gauche social-démocrate – c'est-à-dire adepte de nouveaux prélèvements sur les revenus.

Raisonnement en tous points discutable. S'il n'est pas niable que le contenu en emplois de la croissance doive être enrichi, notamment par un renoncement à l'hyperproductivisme dans les services, la France a fait à plusieurs reprises l'expérience douloureuse de l'impact d'une croissance nulle, voire d'une récession, sur l'emploi. Ce serait folie que d'ignorer le déficit de croissance français, et de renoncer à explorer les voies *pour le combler : grands travaux* européens et investissement public français, politique monétaire plus active et lisible. Plus de croissance pour plus d'emplois : cet objectif n'est pas une incantation, mais un impératif.

L'efficacité des dispositifs de baisse des charges, sans contrepartie en termes d'emploi, qui se sont multipliés depuis de nombreuses années, n'est pas, loin s'en faut, démontrée. N'est-il pas temps de passer à une démarche plus volontaire, créant des centaines de milliers d'emplois de service, à la hauteur des besoins sociaux, et répondant aux compétences et aspirations de nombreux chômeurs – y compris les moins qualifiés ? La puissance publique, au niveau national, mais aussi au niveau local, pourrait y contribuer.

Je me refuse à réduire le débat gauche-droite à une simple opposition entre des *« reaganiens »*, qui voudraient supprimer tous les minima sociaux – le RMI, le SMIC –, et des *« partageux »*, qui devraient oublier les chimères de la réduction du temps de travail et faire de l'alourdissement de la CSG l'alpha et l'oméga de toute réforme. La réalité est à la fois différente et plus complexe.

Il ne s'agit pas de négliger les tentations de la dérégulation existant au sein de la droite qui fragilise le service public et commence à sacrifier les aides à l'emploi sur l'autel de la réduction des déficits publics, ou d'ignorer la nature, profondément inégalitaire et dure pour les salariés et les plus démunis, de sa politique. Mais elle a renoncé, peut-être provisoirement et sous la pression des forces sociales, à la mutilation du SMIC... hier proposée par la commission du plan présidée par Alain Minc.

La gauche – qui a bien créé cette CSG, grande réforme hier honnie par la droite qui en fait aujourd'hui le recours contre tous ses errements financiers –, elle, doit plus que jamais promouvoir *la réduction du temps de travail*, massive, lancée par les pouvoirs publics, négociée. Sans doute n'est-ce pas la solution miracle ; mais sans doute aussi est-ce la seule à même d'empêcher la destruction ou de favoriser la création de centaines de milliers d'emplois.

La gauche ne doit pas davantage, pour mériter le label social-démocrate – du moins tel que le définit arbitrairement Alain Minc – faire sienne les thèses de la *« préférence française pour le chômage » qui opposent les salaires à* l'emploi, et supposent que, pour accroître celui-ci, il faudrait pénaliser ceux-là.

En déflation – et c'est l'erreur majeure, obstinée car hélas cumulative, du gouvernement Juppé –, ce n'est pas de prélèvements supplémentaires mais d'une relance salariale qu'il faut attendre le retour de la consommation, de la croissance et de la confiance. Les socialistes ne rejettent pas, bien au contraire, la social-démocratie. Celle-ci n'a toutefois jamais eu pour rôle de démanteler l'Etat-providence.

Elle a toujours été synonyme de rapports de force sociaux assumés, de conquêtes salariales, de réformes fiscales favorables au travail et d'avancées sociales, *notamment dans le domaine du* temps de travail. Elle doit évoluer, bien sûr, mais en aucun cas renoncer à cette mission.

Trop de raison tue la raison. Qui arrêtera, enfin, de croire et faire croire que la poursuite du progrès social est obsolète et que tout débat économique est, dans ce pays, interdit hors de ce présupposé ? Le vrai tabou à lever est peut-être là.

Pierre Moscovici *est député européen et secrétaire national aux études du Parti socialiste.*

★ Le débat économique continue demain dans *Le Monde* avec un article de Charles Wyplosz, professeur d'économie à l'Institut des hautes études de Genève.

Immigration : assez de mensonges !

par Sami Naïr

CETTE affaire des sans-papiers, la grève de la faim et l'expulsion musclée du mois d'août révèlent non seulement la cruauté mais encore la stupidité des dispositions des lois dites Pasqua de 1993 sur l'immigration. Nous sommes nombreux à l'avoir *souligné depuis cette date sans* émouvoir, il est vrai, ni les ministres successifs de l'intérieur ni leurs « conseillers » – fascinés par la ligne bleue des échéances électorales et, surtout, par les pulsations des électeurs de l'extrême droite.

Nul besoin d'être prophète en son pays pour prévoir la suite : août 1996 n'est que le début d'un vaste et profond processus de réactions, prises de conscience et mobilisations contre les lois. Ce sont ces lois, et non quelques agitateurs *oisifs*, qui préparent au gouvernement actuel dix, cent, mille affaires prochaines. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elles ne sont ni bonnes, ni justes, ni applicables dans le respect du droit (tant que l'extrême droite n'aura pas encore imposé intégralement sa « vision » du monde).

Les défenseurs de ces lois pèchent ou par fanatique aveuglement, ou par pitoyable incompétence. Jean-Claude Barreau en est le plus redoutable symptôme. Dans son article (*Le Monde* du 30 août), il affirme que le Parti socialiste partageait, lorsqu'il gouvernait, le *« mythe »* de l'*« immigration zéro »* avec toute la classe politique. C'est un mensonge pur et simple. Jamais le PS n'a fait de *ce thème son objectif politique*. Il a fallu attendre l'arrivée de M. Pasqua, que conseillait M. Barreau, pour entendre parler du *« mythe »* de l'immigration zéro comme but de la politique gouvernementale.

S'il faut critiquer le PS en matière d'immigration, ce n'est pas pour cette invention aberrante, mais pour avoir rogné petit à petit les droits des immigrés légalement installés (surtout en ce qui concerne le regroupement familial), et ainsi plus ou moins préparé le terrain à MM. Pasqua et Debré, qui eux-mêmes font inconsciemment le lit de M. Le Pen.

M. Barreau affirme qu'il y avait un *« accord »* dans la classe politique pour réduire *« au maximum »* l'immigration régulière. Il y a au moins un très sérieux désaccord sur les moyens de parvenir à cet objectif. La lutte contre les flux migratoires illégaux ne peut se faire au mépris du droit des gens. Ceci n'est pas un point de détail.

Les immigrés de l'intérieur sont les otages et de l'Etat et des nouveaux candidats à l'immigration. De l'Etat, parce que leur sécurité dépend désormais de sa capacité à lutter contre les flux nouveaux. Des nouveaux candidats, parce qu'ils sont utilisés comme une menace contre les immigrés légalement installés.

Le PS – que je ne défends absolument pas tant sa politique en la matière a été couarde et hypocrite – fait preuve, selon M. Barreau, de *« démagogie suicidaire »* parce qu'il soulève les questions du regroupement familial et du droit du sol. Il irait ainsi contre le *« sentiment des électeurs »*. S'il s'agissait de ne jamais aller contre le *« sentiment »* des électeurs, la peine de mort ne serait pas abolie dans ce pays ; le racisme pourrait même devenir la philosophie officielle de l'Etat. L'affaire des reclus de Saint-Bernard *a mis clairement en évidence* la nuisance des lois Pasqua parce qu'elle en a révélé, sur trois points, les aberrations : droit du sol, regroupement familial, droit d'asile.

Sur la remise en question du *droit du sol, jamais aucune justification* sérieuse n'a été apportée à la modification de l'article 44 du code de la nationalité, qui supprime l'acquisition automatique de la nationalité à la majorité pour l'enfant né en France de parents *étrangers. La seule excuse officiellement* avouée était qu'on ne voulait pas que ces enfants deviennent français *« malgré eux »*. Argument parfaitement cynique : on n'a jamais vu des enfants d'immigrés clamer qu'ils ne voulaient pas être français. Pourquoi placer l'enfant jusqu'à seize ans, c'est-à-dire dans la période de socialisation où il a le plus besoin d'affirmer son appartenance, dans la condition de l'étranger et lui refuser la chance d'être français ? Pourquoi, sinon parce qu'on ne veut pas de ces nouveaux citoyens en raison de leurs origines ethniques, culturelles et confessionnelles ? Pour*quoi ne pas favoriser la rupture* des liens d'allégeance pour ceux qui veulent quitter la nationalité française – et qui n'ont jamais dépassé quelques dizaines –, et renforcer les liens d'appartenance pour ceux qui choisissent la France ? M. Barreau applaudit comme une victoire le fait que des dizaines de milliers d'enfants demandent aujourd'hui la nationalité française. C'est très précisément la preuve qu'il était inutile de remettre en question le droit du sol.

Sur le droit d'asile : on nous dit maintenant que *« le droit d'asile dépend d'une convention internationale »*, en l'occurrence les accords de Schengen (la belle et blanche Europe !), et que c'est Michel Rocard qui a réformé l'Ofpra (*« à juste titre »*, écrit M. Barreau) pour remettre en cause cet accord. Deux remarques :

En acceptant la modification de l'Ofpra, M. Rocard a tenu à maintenir pour le demandeur d'asile la garantie de saisine d'un Etat tiers au cas d'un refus qui lui serait opposé par l'Etat requis. M. Pasqua a fait sauter cette clause en 1993 alors que le Conseil constitutionnel avait réaffirmé ce droit de saisine.

Il n'est pas vrai que la convention de Schengen oblige l'Etat qui ne le souhaite pas à avoir une ap*plication restrictive du droit* d'asile. Le titre II, chapitre 7, paragraphe 4 de l'article 29 de la convention d'application des accords de Schengen donne le droit à l'Etat qui le souhaite de réétudier une demande d'asile refusée par un autre Etat.

Jamais, depuis Vichy, on avait vu une telle hargne contre les immigrés et les étrangers

Le regroupement familial : il n'est pas vrai que les normes n'ont pas changé par rapport à l'époque du PS – *« à part le délai pour le demandeur »*, comme l'affirme M. Barreau. L'objectif affiché par la loi sur le regroupement familial était *« d'assurer une intégration réelle en créant un véritable statut du regroupement familial... en garantissant l'insertion paisible et durable des familles »* (intervention de M. Pasqua à l'Assemblée nationale le 15 juin 1993).

On soumet désormais ce bon principe à des conditions très strictes : instauration d'un *délai* de deux ans et nécessité de justifier de ressources personnelles stables et suffisantes (ce qui signifie que sont exclus de ces ressources un second salaire ainsi que les aides familiales).

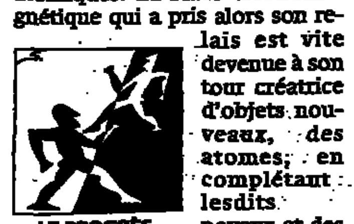
Le regroupement doit maintenant être effectué en une seule fois pour toute la famille, ce qui rend encore plus difficile la réalisation des conditions de ressources et de logement dès lors que la famille est importante. Le maire a aujourd'hui l'autorité de donner *un avis motivé sur les conditions* de ressources et de logement du demandeur. Nul besoin d'aller à Toulon, Marignane ou Orange pour savoir que dans des centaines de mairies se pratiquent aujourd'hui l'apartheid et le refus à *l'égard des demandeurs*.

Jamais, depuis Vichy, on n'avait vu une telle hargne contre les immigrés et les étrangers. Les lois dites Pasqua sont injustes et néfastes. Il faut les modifier. Il faut réinstaurer le droit du sol. Il faut *élaborer une grande politique de* l'immigration, qui en fasse un lien avec le pays d'origine et une chance pour la France.

Sami Naïr *est professeur de science politique à l'université Paris-VIII.*

Une réalité bien vivante *par Yves Coppens*

LORSQU'IL y a quinze milliards d'années l'univers s'est refroidi, la force nucléaire a permis à des quarks de s'assembler en nucléons et à des nucléons de s'assembler en noyaux atomiques. La force électromagnétique qui a pris alors son relais est vite devenue à son tour créatrice d'objets nouveaux, des atomes, en complétant lesdits noyaux et des molécules en agglomérant des atomes. La matière, avec le temps, se sera donc ainsi compliquée. Elle aura accompli un incontestable progrès de structuration.


LE PROGRÈS, UNE IDÉE MORTE ?

Lorsqu'il y a quatre milliards d'années Mars et la Terre se sont refroidies à leur tour, l'eau de leurs bassins demeurée liquide a permis à des molécules de s'y assembler en chaînes qu'individualisaient des membranes, chaînes appelées cellules et dotées de l'étrange pouvoir de duplication. La matière inerte se sera ainsi faite vivante, accomplissant un nouveau progrès d'organisation. Ces cellules, bientôt alourdies d'un noyau, se réunirent en organismes plus complexes ou en tissus spécialisés d'organismes plus complexes encore, constituant *sur* la Terre, et sur la Terre seulement, cette curieuse auréole d'animaux et de plantes.

Lorsqu'il y a trois millions d'années la Terre a frissonné, l'assèchement des savanes a permis à des Australopithèques d'inventer l'outil pour rendre plus efficace la préparation de leur nourriture, devenue rare. La matière vivante s'est ainsi faite pensante, réalisant un nouveau progrès quelque peu extravagant de réflexion. L'outil ne quittera plus le préhumain puis, à plus forte raison, son descendant, l'Homme, *développant* un savoir qui, au fur et à mesure de sa thésaurisation, réduira les instincts au profit du libre-arbitre. Et ce drôle de petit mammifère deviendra libre, de plus en plus libre, mais aussi responsable.

L'Australopithèque devait tailler sa pierre pour s'en servir sur-le-champ ou dans les minutes qui suivaient l'aménagement de l'outil. *Homo erectus*, qui peaufinait son biface, se donnait suffisamment de mal pour l'entretenir, l'économiser, l'aiguiser, le retailler plusieurs fois pour ne pas être contraint de retourner trop vite chercher à la carrière la matière première du suivant. *Homo sapiens*, qui peignait sa grotte-sanctuaire, mêlait à ses couleurs des liants très élaborés pour permettre leur conservation quelques années ou quelques générations durant. Quant à *Homo sapiens*, qui compose aujourd'hui le calendrier de l'avenir de la Terre et du ciel, il parvient à prévoir les quelques milliards, voire les quelques dizaines de milliards, d'années qui viennent. Le progrès est partout, éclatant dans son irrésistible ascension.

La contradiction vient, bien évidemment, des comportements humains à court terme qu'animent l'attrait du pouvoir, du territoire, l'instinct de défense, d'autodéfense, de défense du groupe, les réactions de passions individuelles, confessionnelles, sociales. C'est là le prix de la liberté. Le niveau de réflexion que le genre humain a atteint lui a donné cet étonnant privilège du choix, mais l'a assorti de ce subtil corollaire de la responsabilité de ce même choix.

Qu'on cesse donc de peindre l'avenir en noir ! L'avenir est superbe

Tous nos actes doivent ainsi en permanence être une savante pondération entre la liberté et ses limites. Comme, bien sûr, ces discernements sont vite, consciemment ou non, individuellement ou collectivement, bousculés, on ne cesse de pleurer sur la *folie* des hommes, leur incapacité à mériter le nom de *sapiens*, la problématique réalité du concept de progrès. Ce ne sont là pourtant que caractères normaux de la matière pensante. Il faut faire avec.

Mais ces pleurs, après tout, ont ceci de bon qu'ils remettent de l'ordre là où il n'y en a plus et redonnent cahin caha à l'humanité son équilibre chaque fois qu'elle l'a perdu. Qu'on cesse donc de peindre l'avenir en noir ! L'avenir est superbe. La génération qui arrive va apprendre à peigner sa carte génétique, accroître l'efficacité de son système nerveux, faire les enfants de ses rêves, maîtriser la tectonique des plaques, programmer les climats, se promener dans les étoiles et coloniser les planètes qui lui plairont. Elle va apprendre à bouger la Terre pour la mettre en orbite autour d'un plus jeune Soleil. Elle va comprendre le processus de l'évolution biologique et comprendre aussi que c'est l'éducation qui rend tolérant.

Elle va conduire, n'en doutons pas, l'humanité vers une réflexion meilleure, une liberté plus grande encore et une plus grande conscience des responsa*bilités qui accompagnent cette* liberté.

Le progrès est une réalité bien vivante ; il faut seulement quelquefois aller le chercher un petit peu plus loin que le bout de son nez !

Yves Coppens *est professeur au Collège de France.*

PROCHAIN ARTICLE :
« Sus au principe de séparation ! »
par Philippe Breton

هكذا من الأصل

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance
SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL. : (1) 42-17-20-00. Télécopieur : (1) 42-17-21-21 Télex : 206 806 F

Le Monde

ÉDITORIAL

Le PS, pour quoi faire ?

LIONEL JOSPIN donne une nouvelle preuve de son goût pour la tactique en empoignant le rôle de rassembleur des mécontentements qui est naturellement celui du principal parti d'opposition face à un pouvoir *menacé d'une fronde sociale au cours de* l'automne. Appuyé sur deux constats d'évidence – le président de la République n'a pas tenu les promesses qui lui avaient permis de l'emporter il y a un an et demi, et le premier ministre gouverne mal –, le premier secrétaire du PS appelle les socialistes à se porter aux côtés de tous ceux qui luttent contre la politique gouvernementale ou qui se préparent à le faire.

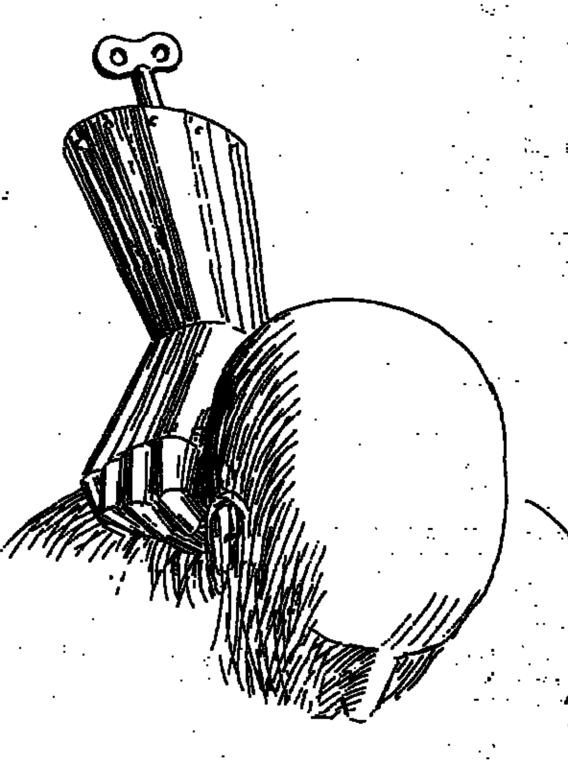
Ce faisant, l'ancien candidat à l'élection présidentielle est fidèle à la démarche qui est la sienne depuis qu'il a pris la direction du *Parti socialiste : livrer le combat d'aujourd'hui* et non pas celui d'hier ; mener le débat avec l'adversaire en place, et non avec son propre passé, c'est-à-dire avec le souvenir qu'a laissé le second septennat *« décevant »* de François Mitterrand ; se porter à la hauteur de ses responsabilités en proposant aux Français la seule alternative possible puisqu'il n'en existe ni à droite, quoi qu'en disent Philippe Séguin et François Léotard, ni – cela va sans dire – à l'extrême droite.

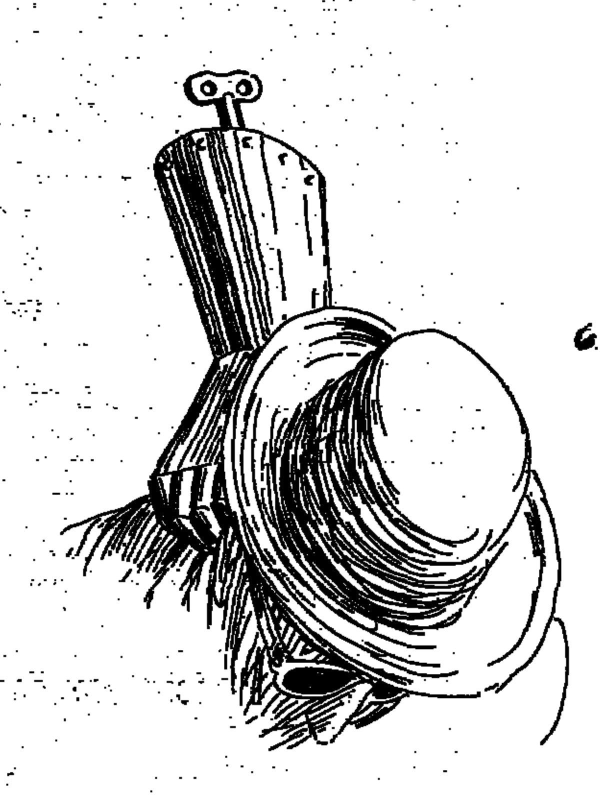
Fidèle aussi à l'enseignement de François Mitterrand, pour lequel il n'était de bon opposant que systématique, Lionel Jospin invite donc l'opposition à jouer son rôle. Cela ne saurait nuire dans un climat délétère fait de confusion, d'incertitudes, de doute et, au total, de crainte devant l'avenir, mais les socialistes ne peuvent en rester là.

Les dirigeants du PS se sont donné jusqu'à leur convention nationale de décembre pour déterminer le cap économique qu'ils adopteraient si les Français leur faisaient de nouveau confiance. Dès à présent, cependant, il ne semble guère être en passe de trouver les chemins d'une politique économique véritablement différente, non seulement de celle suivie par le gouvernement actuel, mais aussi de celle préconisée, en d'autres temps, par Pierre Bérégovoy, auquel ils *s'étaient* si souvent heurtés. Face aux conséquences sociales de la mondialisation, le PS ne défend guère ainsi que l'idée d'une taxe sur les mouvements internationaux de capitaux (la fameuse *« Tobin tax »*), dont les socialistes voient eux-mêmes très mal comment elle pourrait être instaurée. Il tente aussi de faire entendre sa différence en répétant que l'Europe sera sociale ou ne sera pas, mais il peut difficilement suggérer que la France dénonce le traité de Maastricht, dont il avait été le principal défenseur.

Au plan national, si les socialistes ont fait de la réduction du temps de travail leur principal cheval de bataille, ils n'ont guère avancé dans leurs réflexions sur les autres grands dossiers économiques et sociaux. Quelle politique *salariale recommanderaient-ils ?* Quelle réforme de la fiscalité du capital mettraient-ils en œuvre ? S'écarteraient-ils sensiblement des grands commandement de la politique du « franc fort » dont ils ont été, dans le passé, même à contre cœur, les promoteurs ? Lionel Jospin se fait fort de préparer l'alternance, mais il n'en a pas encore défini le contenu.

Estivale *par Cardon*





CARDON

A la recherche de la confiance perdue

Suite de la première page

Ce cercle pourrait fonctionner dans le bon sens : la retour de la croissance apporterait des recettes et donnerait de l'air à l'Etat. Mais il tourne vicieusement pour l'économie française depuis août 1995, selon l'Insee. Que l'Allemagne connaisse un sort assez comparable n'est pas rassurant, au contraire. Car d'une telle spirale, il n'est guère aisé de sortir.

Les critiques dénoncent la *« policy-mix »* française, c'est-à-dire le fait que les politiques économiques et monétaires seraient restrictives simultanément. S'appuyant sur une lecture de Keynes, ils affirment que le résultat en est « déflationniste », à savoir qu'il conduit à la baisse en spirale des prix et, au bout du compte, à la dépression.

Les premiers (où se rangent les séguinistes) mettent l'accent sur la politique monétaire. Ils proposent que la Banque de France descende les taux « à zéro », comme la banque du Japon l'a fait afin d'abaisser le prix des dettes (de l'Etat, des banques et des autres agents économiques). Ainsi serait créé « un choc » qui débloquerait la consommation des ménages et l'investissement des firmes. Ces critiques dénoncent aussi la force du mark réévalué de 30 % depuis six ans par rapport au dollar ; un taux de change qui « tue » les industriels. Et ils avancent que si la Bundesbank ne veut rien entendre, il faudrait au minimum laisser filer le franc au plus bas de la marge qu'autorise le Système monétaire européen (SME), c'est-à-dire aux alentours de 3,80 francs pour un mark (3,42 aujourd'hui).

Ces propositions se heurtent à l'opposition franche et déclarée de la Banque de France, qui les juge dangereuses. Dévaluer, dit-elle, inciterait les marchés à douter de la volonté de rigueur du gouvernement français et provoquerait une remontée des taux.

Les deuxièmes (schématiquement les élus UDF et les amis de M. Balladur) estiment dès lors qu'il faut plutôt agir sur la *« demande »*, celle de l'Etat et celle des ménages. M. Balladur propose un emprunt, les autres expliquent qu'il faut abaisser plus vite les impôts pour relancer la consommation, à l'instar de ce que fit M. Reagan en 1982.

Ces recettes sont difficiles à mettre en œuvre. Un emprunt est contraire aux principes de Maastricht. Une baisse des impôts prive l'Etat de rentrées et il doit couper ses dépenses d'autant : l'effet final sur la relance est incertain.

Les troisièmes (un peu tout le monde, dont la gauche) demandent une révision des engagements en faveur de l'Union économique et monétaire. Soit par abandon (le parti communistes et les partisans de M. Chevènement), soit par un report de l'échéance jusqu'à ce que la conjoncture se révèle meilleure, soit encore par assouplissement des critères. Il s'agirait alors d'accepter que le seuil d'accession à la monnaie unique ne soit plus fixé à 3 % du PIB mais puisse être d'un pourcentage supérieur. Comme il semble d'ores et déjà difficile pour certains pays d'être au rendez-vous de la fin 1997, autant le dire dès maintenant d'une même voix. Certains hommes politiques étrangers, en Italie par exemple, ont évoqué cette solution. Son risque est évidemment de provoquer une violente crise de change en Europe, les investisseurs se précipitant sur le mark refuge. Mais on pourrait éviter une explosion du SME, disent les défenseurs de cette politique, en expliquant aux marchés financiers que l'effort d'assainissement n'est que différé pour le bien de tous : mieux vaut un an de délai que la révolution sociale en Europe.

La difficulté de cette solution *vient cette fois-ci* d'Allemagne. Une *« explication franche »* avec notre partenaire d'outre-Rhin, comme en rêvent périodiquement les hommes politiques français, est utopique tant les conceptions économiques sont radicalement différentes à Bonn. Le keynésianisme y est peu populaire et les Allemands croient intimement aux vertus de la rigueur et d'une monnaie forte. Affaire d'histoire et de culture protestante.

> Il semble d'ores et déjà difficile pour certains pays d'être au rendez-vous de la fin 1997

Toute vélléité de discussion est donc vouée à l'échec face aux arguments germaniques, d'ailleurs solides : qui dit qu'une dévaluation n'entraînerait pas une hausse des taux longs (les plus importants) ? Faut-il renoncer à faire l'Europe, tâche historique préparée par des générations, à cause de la conjoncture du moment ? La rigueur, pensent certains, est la seule solution pour rétablir durablement la confiance, intérieure et extérieure.

La confiance ! Le gouvernement français la cherche désespérément depuis un an, après avoir dilapidé en trois mois son capital, de juin à août 1995, par des décisions qu'il s'efforce de corriger maintenant (120 milliards de prélèvements fiscaux supplémentaires). Mais ce tour d'horizon des solutions alternatives est limpide : le pouvoir n'a guère de réelles marges de manœuvre. Pour inverser le sens du cercle vicieux de l'économie, il en est réduit à *« l'optimisme volontaire »* de M. Chirac, vaguement soutenu par des promesses de baisse d'impôts de 20 milliards de francs.

« M. Juppé reste et on ne change pas de politique » : cette stratégie peut-elle se révéler payante malgré tout ? L'économie *« ne va pas si mal que ça »* : le chef de l'Etat n'a pas tort de l'affirmer au vu de certaines statistiques. Le verre est à moitié plein. Les ménages ont accepté de puiser dans leur épargne au premier trimestre et la consommation est moins terne qu'on le dit. Les industriels ne pourront pas indéfiniment vivre sur leurs stocks. Ils devront bien relancer leurs productions et leurs investissements. Et le meilleur vient d'Allemagne, encore elle. *« L'économie allemande est repartie sur le chemin de la croissance »*, vient de déclarer Günter Rexrodt, le ministre de l'économie, non sans raison. Autrement dit, le gouvernement peut espérer que la machine économique reparte d'elle même. M. Juppé a beau être mal aimé et brouillon, la défiance ne peut s'éterniser. L'âne finira par avoir soif ! La perspective, on l'avouera, n'est pas glorieuse. Mais elle n'est pas improbable.

Eric Le Boucher

RECTIFICATIF

PATRICK STEFANINI

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans *Le Monde* du 31 août, Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR, n'est plus directeur adjoint de cabinet de l'hôtel Matignon, mais conseiller auprès du premier ministre.

Elections américaines : sexe et macarena

ON CONNAISSAIT le chewing-gum sans sucre et les chips sans matière grasse. L'Amérique de 1996 offre maintenant les conventions nationales sans politique.

Après les républicains, dont le principal exploit, lors de leur réunion à San Diego, fut de parvenir à faire taire tout débat, les démocrates américains ont réussi à tenir la semaine dernière, à Chicago, une convention dont les événements les plus saillants furent les escapades sexuelles du principal stratège présidentiel, Dick Morris, et le succès de la macarena, désormais passée des stades de base-ball à l'arène politique.

Tous âges, sexes et races confondus, les délégués, à l'ouverture de chaque session, dansèrent sur cette musique venue d'Espagne avec un tel entrain que le vice-président Al Gore, présenté par le maire d'Atlanta, Bill Campbell, comme *« le meilleur danseur de macarena »*, menaça de s'y mettre aussi. Lorsque, en marge de la convention, des protestataires homosexuels vinrent troubler un meeting présidé par des responsables démocrates, une déléguée expliqua : *« Ils veulent qu'on parle du sida plutôt que de la macarena. »*

Chicago 1996 fut, à double titre, la convention de Dick Morris. Le rôle le plus spectaculaire de l'ancien conseiller de Bill Clinton n'a cependant pas été le plus important. L'épisode peu glorieux de sa démission subite le jour où un journal populaire révélait sa liaison avec une prostituée, qu'il aurait fait profiter en avant-première des discours de la convention, avait déjà disparu, dimanche 1er septembre, de la « une » des quotidiens américains pour aller nourrir les colonnes des chroniqueurs, émerveillés qu'une femme, de petite ou grande vertu, pût trouver quoi que *ce soit d'aphrodisiaque dans un* discours d'Al Gore ou d'Hillary Clinton. L'ironie a voulu que ce mini-scandale arrivât en point d'orgue d'une convention toute entière consacrée à la défense de la famille américaine et de ses valeurs, et que l'architecte de cette stratégie fût, précisément, Dick Morris, dont ce fut là le rôle fondamental. En quatre ans, les Américains ont eu le temps de s'habituer aux turbulences de la Maison Blanche de Bill Clinton et, si l'on en juge par les premières réactions, cette turbulence-ci n'a pas l'air de les émouvoir beaucoup plus que les précédentes. D'autant que Dick Morris était un homme de l'ombre : plus d'un délégué démocrate interrogé jeudi soir à Chicago avouait ne pas savoir de qui il s'agissait. Mais cet épisode est finalement révélateur d'une campagne électorale beaucoup plus personnelle que politique, et totalement dominée par un homme : Bill Clinton.

ABSENCE D'IDÉOLOGIE

A *San Diego, hormis* peut-être le général Colin Powell qui y fit un discours très politique, les orateurs se sont attachés à définir, à humaniser, à personnaliser l'image de leur candidat, Bob Dole, mal connu des électeurs malgré sa longue carrière au Congrès. Ils y sont si bien parvenus qu'à défaut de formuler un vrai programme pour son second mandat, le président Bill Clinton n'a eu, deux semaines plus tard, qu'à se présenter comme le candidat de l'avenir contre celui du passé. La principale différence entre les deux candidats est ainsi ramenée à leur différence d'âge, vingt-trois ans.

Car sur le fond, les deux candidats sont si soucieux de s'attirer les voix du centre qu'ils gomment de leur discours tout ce qui, théoriquement, oppose leurs deux partis. Celui qu'a prononcé le président américain, la semaine dernière, *était si peu idéologique qu'il aurait* pu être prononcé par Colin Powell, dont il n'a jamais été si clair que lui seul, cette année, aurait pu permettre aux républicains de poser un vrai défi au bulldozer Clinton, que les sondages, à huit semaines à peine de l'élection, crédite à nouveau d'une avance de vingt points sur Bob Dole. Chez les républicains, la droite du parti et son fer de lance opérationnel, la Christian Coalition, ont été priés de mettre une sourdine ; chez les démocrates, les ténors de l'aile gauche, de Jesse Jackson à Mario Cuomo, en ont été réduits à rallier leurs troupes à Bill Clinton, dont la réélection, malgré tous ses virages à droite, leur apparaît comme la seule planche de salut.

Les critères sur lesquels les électeurs américains se prononceront le 5 novembre risquent donc de se limiter à la proposition républicaine d'une baisse d'impôts de 15 % et à la personnalité des candidats. Devenu le champion des valeurs, Bill Clinton a réussi à faire oublier les grands débats des élections *législatives de 1994*, en particulier celui sur l'étendue du rôle de l'Etat dans la vie quotidienne des Américains, remarquablement escamoté dans son « discours d'acceptation » de l'investiture à Chicago. Comme Hillary Clinton, deux jours avant, le président a préféré parler de l'aide de *« la communauté »*, omettant de préciser que la plupart de ses propositions devraient être mises en œuvre, précisément, par l'Etat.

Interrogé, dimanche 1er septembre, par CBS, Bob Dole a affirmé que *« la vraie course à la présidence »* ne faisait que commencer et que *« d'ici la mi-octobre, elle serait très serrée »*. Pour y arriver, le candidat républicain compte notamment sur le déblocage d'importants fonds électoraux fédéraux qui vont lui permettre de lancer une grande offensive télévisée. A moins d'un nouvel imprévu du côté de la *Maison Blanche*, il en aura bien besoin.

Sylvie Kauffmann

DANS LA PRESSE

LE FIGARO
Franz-Olivier Giesbert

■ Si Saddam Hussein n'existait pas, les Etats-Unis l'auraient probablement inventé. (...) C'est l'épouvantail contre lequel le président américain du moment décide de partir en croisade, pour se refaire une santé politique. Le président irakien est l'ennemi qui manque tant à l'Occident depuis la chute du communisme : un ennemi dénué de bon sens et facile à corriger, que l'on se garde bien d'éliminer. Il est si pratique...

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

■ Un Allemand de l'Ouest sur deux se déclare insatisfait de l'unification de l'Allemagne, 38 % des citoyens de l'Est sont du même avis. Ces derniers ont un problème plus psychologique qu'économique. Alors que les Tchèques et les Polonais sont fiers de construire leurs nations, victorieuses du communisme, chaque jour vient rappeler aux anciens Allemands de l'Est qu'ils ont perdu la guerre froide. Pour beaucoup d'entre eux, la fermeture d'une usine n'est pas le résultat d'une exigence économique mais un châtiment du capitalisme. Même si Dresde devenait du jour au lendemain aussi riche que Düsseldorf, ils resteraient amers envers un processus d'union qui ressemble plus à une adoption qu'à un mariage.

THE ECONOMIST

■ Chaque année, lorsque les Français, retour des plages, reprennent le travail, ils marmonnent la même triste rengaine : *« La rentrée sera chaude »*. Cette année, elle pourrait être plus chaude que l'an dernier lorsqu'elle déboucha sur un automne de grèves et un effondrement de la popularité de Jacques Chirac. Le chômage, déjà à un taux record, continue de monter. La relance, longtemps promise, tarde à se concrétiser. *« Le pire est derrière nous »*, déclarait la semaine dernière un Chirac bronzé, sur fond de Méditerranée. Ses compatriotes craignent que le pire soit surtout à venir.

CONCURRENCE Le Salon aéronautique de Farnborough, qui a ouvert ses portes lundi 2 septembre, va être l'occasion pour l'industrie aéronautique européenne de définir une stratégie d'alliances afin de faire face à la concurrence américaine. ● APRÈS AVOIR DÉVELOPPÉ depuis plusieurs années des programmes de coopération transnationaux (Airbus, Eurofighter, Eurocopter, etc.), les industriels européens ont l'intention de passer à l'étape supérieure en établissant des liens structurels durables. Les partenaires européens réfléchissent à une organisation qui permette de conserver l'identité de chaque entreprise tout en intégrant les différentes branches d'activités. ● LA RÉFORME à venir du consortium européen Airbus pourrait servir de modèle à d'autres regroupements. ● L'AEROSPATIALE considère enfin sa position renforcée par son mariage avec Dassault.

L'aéronautique européenne veut présenter un front uni face aux Américains

La réforme du consortium Airbus pourrait servir de modèle à d'autres regroupements. Aerospatiale a révélé pour la première fois que l'avion civil constituait sa principale source de profits. Le français, qui prépare sa privatisation, renoue avec les bénéfices en 1996

FARNBOROUGH
de notre envoyé spécial

« L'allemand Daimler-Benz Aerospace, l'anglais British Aerospace et l'espagnol Casa sont d'accord avec nous : il faut regrouper à la fois nos activités civiles et militaires. » A la veille de l'ouverture, lundi 2 septembre, du Salon aéronautique de Farnborough, Yves Michot, le nouveau président de l'Aerospatiale, a tracé les contours de l'industrie aéronautique européenne de la fin du siècle.

Engagés depuis le 8 juillet dans une phase active de négociations pour proposer, avant la fin de l'année, une nouvelle organisation pour Airbus, la structure qui commercialise les avions civils européens, Britanniques, Allemands, Espagnols et Français ont choisi d'inscrire leur réflexion dans une perspective plus large en souhaitant y inclure leurs activités militaires. Plus qu'un volontarisme européen, cette démarche découle d'un constat lucide : d'une part, Airbus, même doté d'une plus large autonomie mais toujours centré sur l'aéronautique civile, ne pourra rivaliser avec ses concurrents américains. Ces derniers s'appuient sur les commandes militaires pour financer leurs recherches et amortir les cycles de l'industrie civile. D'autre part, la réduction de 30 % des budgets militaires entre 1990 et aujourd'hui rend nécessaires les rapprochements dans la branche militaire. Face aux 27,7 milliards de dollars (140 milliards de francs) de chiffre d'affaires de Lockeed Martin et aux 23 milliards de dollars de chiffre d'affaires de Boeing, l'Europe est en mesure d'opposer un front uni qui totaliserait environ 30 milliards de dollars (11,6 milliards de dollars pour Aerospatiale-Dassault, 9 milliards pour British Aerospace et 9 milliards pour Daimler-Benz Aerospace).

ORGANISATION NOUVELLE

Après avoir développé depuis plusieurs années des programmes de coopération transnationaux (Airbus, Eurofighter, Eurocopter etc.), les industriels européens ont l'intention de passer à l'étape supérieure en établissant des liens structurels durables. Les modalités de ce rapprochement restent toutefois à inventer. *« Nous ne savons pas encore si Airbus sera le noyau de l'industrie aéronautique européenne, regroupant en son sein la défense et l'espace, mais cela est une possibilité clairement identifiée »*, a estimé Manfred Bischoff, le président de Daimler-Benz Aerospace, à l'occasion d'un colloque organisé à la veille du Salon de Farnborough. Les Européens ne s'acheminent pas en tout cas vers des fusions à l'américaine. L'autorité politique européenne manque pour impulser ce type de rapprochement radical. Les liens entre les autorités nationales et leurs industriels doivent donc rester forts. *« Les Etats contribuent au financement des programmes de recherche militaires et accordent des avances remboursables. Le pouvoir politique exerce en outre une influence sur les contrats à l'exportation »*, explique Yves Michot.

Les partenaires européens réfléchissent donc à une organisation nouvelle qui permette de conserver l'identité de chaque entreprise tout en intégrant les différentes branches d'activités (Airbus, avions militaires, hélicoptères, missiles, etc.). Plus qu'un creuset d'intégration (hypothèse que les proches du dossier baptisent *« l'Airbus aspirateur »*), la réforme du consortium européen pourrait, au contraire, servir de modèle à d'autres regroupements d'activités.

Les grandes lignes de cette transformation d'Airbus seront déclinées avant la fin 1996. *« Il faut qu'Airbus acquierre un véritable pouvoir de décision et de maîtrise d'œuvre. Il doit regrouper toutes les fonctions jusqu'à présent dévolues aux partenaires, qui lui permettront d'améliorer son contact avec ses clients et d'assurer l'architecture industrielle »*, explique M. Michot. Même si Aerospatiale *« voit Airbus avec les yeux de Chimène »*, son président estime que les partenaires doivent conserver leurs compétences propres (bureaux d'études, usines, etc.).

Dans cette vaste révolution copernicienne qui s'annonce, Aerospatiale considère sa position renforcée par son mariage en voie de réalisation avec Dassault. Les trois industriels européens disposent désormais d'une taille et d'une structure de chiffre d'affaires (civile, militaire) et d'un périmètre de produits comparables. Reste à uniformiser le statut des trois groupes. S'estimant injustement dévalorisée par son statut d'entreprise publique, Aerospatiale est passée à l'offensive en investissant le terrain financier. Le contexte y est favorable. En avance d'un an par rapport aux prévisions, Aerospatiale va renouer avec les bénéfices en 1996 (avec un résultat net positif de quelques centaines de millions de francs). En 1997, compte tenu des couvertures de change et du portefeuille d'avions livrés, on peut raisonnablement attendre un résultat supérieur à 1,5 milliard de francs. Dans le même temps, l'endettement a été ramené à 3,6 milliards de francs à la fin juin 1996 (contre 16,5 milliards en 1992).

Fort de ce redressement spectaculaire, le groupe français a détaillé, pour la première fois, ses résultats pour faire ressortir la part des contributions de ses différentes lignes de produits. Ainsi, en 1995, son activité liée aux avions Airbus lui a rapporté plus d'un milliard de francs de résultat d'exploitation. En revanche, la branche hélicoptères enregistre des difficultés importantes (817 millions de francs de pertes d'exploitation en 1995) en raison de l'étroitesse du marché des hélicoptères civils et des retards de programmation dans les budgets militaires européens (les programmes Tigre et NH90 ont été repoussés dans le temps et sensiblement réduits pour des raisons budgétaires).

Aerospatiale a ainsi voulu *« donner un coup d'envoi au processus de privatisation de l'entreprise et d'information des futurs investisseurs »*, selon Yves Michot. La création d'une nouvelle société regroupant Aerospatiale et Dassault, probablement dans le courant de l'année 1997, constituera la première étape de ce processus.

Christophe Jakubyszyn

Le rapprochement franco-allemand en panne

« *Je ne sais pas si les problèmes que nous rencontrons avec Daimler-Benz Aerospace pour la constitution des filiales communes EMS dans les missiles et ESI dans les satellites sont dus à la lourdeur inhérente du fonctionnement allemand ou à autre chose.* » Yves Michot, le président d'Aerospatiale, désespère de porter sur les fonts baptismaux les deux filiales franco-allemandes. Les deux projets auraient dû être soumis aux autorités bruxelloises fin juillet. Il n'en a rien été. La publication prochaine des comptes semestriels des deux parents va contraindre les banques conseils à refaire leurs évaluations, ce qui retardera encore la décision finale.

Les autorités allemandes et françaises doivent se réunir à l'automne pour décider des programmes qui pourront être poursuivis en dépit des annonces de réduction des budgets militaires des deux côtés du Rhin (satellites Helios 2 et Horus, missiles Trigat...). Sur le plan industriel, la privatisation de Thomson et la constitution d'un pôle d'électronique de défense (autour de Matra ou d'Alcatel-Alsthom) expliqueraient la prudence de Daimler-Benz Aerospace,

La banque britannique Flemings se trouve mêlée à un scandale comparable à l'affaire Barings

« Trader » à la forte personnalité comme Nick Leeson, Colin Armstrong, le responsable d'une filiale à Hongkong, a trompé ses clients

LONDRES
de notre correspondant dans la City

Les spectaculaires déboires de la banque d'affaires britannique Flemings, l'un des derniers établissements de renom de la City toujours indépendants, met une nouvelle fois en lumière les risques représentés par les contrôles insuffisants sur les transactions concernant les marchés émergents, en particulier en Asie.

Au cœur de ce nouveau scandale financier, révélé le 29 août par les autorités de Londres et de Hongkong, on trouve Colin Armstrong, quarante-deux ans, directeur de Jardine Fleming Investment Management, la firme de gestion de patrimoine de la plus importante banque d'affaires de Hongkong, Jardine Fleming. « Un gars lunatique, populaire avec certains, détesté par d'autres, mais uniformément respecté par nos concurrents » : c'est ainsi que ses supérieurs ont décrit ce banquier écossais, en poste depuis 1990 à Hongkong. Considéré comme le roi des « Fund Managers » de la Jardine Fleming, il avait tout, la fortune, la chance et, bien sûr, l'admiration de ses employeurs, Flemings à Londres et Jardine Matheson en Asie, dont il alimentait la trésorerie. Mais depuis 1993, le jeu était biaisé...

M. Armstrong s'est vu reprocher par les limiers de l'IMRO (Investment Management Regulatory Organisation), l'organisme de surveillance britannique, et par son *alter ego* de Hongkong, d'avoir grugé ses clients de 20 millions de livres (160 millions de francs) et de s'être personnellement enrichi de 3 millions. Grâce à un mécanisme très ingénieux, le banquier attendait quarante-huit heures avant de réaliser ses ordres de vente et d'achat. Résultat : si un titre montait entre-temps, il empochait la mise... Si le cours tombait, il faisait supporter la perte à ses clients. Le plus gros des bénéfices illicites était par la suite réinvesti dans un fonds d'arbitrage de valeurs japonaises à haute volatilité.

A la suite de la découverte de la fraude, les autorités de la City et de Hongkong ont imposé à Jardine Fleming une amende de 700 000 livres et le remboursement de 12,4 millions de livres aux clients escroqués. Accusé de faute professionnelle grave, Colin Armstrong, qui avait été mis à pied à la fin 1995 lors de la découverte du pot aux roses par Fleming, est passible de poursuites judiciaires. Il a proposé de rendre à son employeur les 3 millions empochés...

L'Asie en plein boom économique, des transactions à terme de tous les risques, un trader à forte personnalité, une hiérarchie comblée qui ferme les yeux sur le contournement des procédures de contrôle... la comparaison entre l'affaire Flemings et la chute, l'an dernier, de la Barings, mise au bord de la banqueroute par l'opérateur indélicat Nick Leeson, est dans tous les esprits (la seule différence significative est l'ampleur des pertes qui ont atteint 1,38 million de dollars pour Nick Leeson, purgeant actuellement une peine de six ans et demi de prison à Singapour).

MÉPRIS POUR LES CONTRÔLEURS

Comme Barings, Flemings a connu, ces dernières années, une *formidable expansion, au point* qu'en 1994 la firme avait été contrainte d'arrêter toutes transactions pendant une douzaine de semaines, pour permettre le règlement du négoce en retard. Comme M. Leeson, M. Armstrong éprouvait le plus grand mépris pour les contrôleurs des risques que les traders surnomment dédaigneusement les « Helens », allusion à Helen Keller, la jeune Américaine aveugle et sourde-muette immortalisée au cinéma. Alerté dès octobre 1994, ce n'est qu'un an plus tard que l'état-major de Flemings a averti l'organisme de tutelle des fonds d'investissement des dérapages de son collaborateur. Enfin, la gestion de patrimoine était à Flemings ce que les opérations sur les produits dérivés étaient à Barings : une « vache à lait » permettant de satisfaire les deux actionnaires principaux : d'un côté, la famille *Fleming*, propriétaire de 35 % des parts de la banque britannique ; de l'autre, les célèbres frères Keswick qui contrôlent le holding Jardine Matheson, héritiers des fameux « Taipans » du XIX[e] siècle, célèbres aventuriers écossais en Extrême-Orient. Flemings, qui a fait la réputation de la City depuis 1873, va-t-elle à son tour connaître le sort de Barings ?, s'interroge aujourd'hui la City.

Superbe « success story » jusqu'à présent, la banque d'affaires est jugée toutefois trop petite, victime d'un manque chronique de capitaux et d'un réseau international insuffisant, pour offrir toute la gamme des opérations sur actions et obligations à sa clientèle. Dès lors, certains évoquent la possibilité d'un rapprochement avec Jardine Matheson, à la recherche de nouvelles opportunités en prévision de la cession de Hongkong à la *Chine en juillet 1997, voire la reprise* pure et simple par un gros établissement bancaire, américain ou européen.

Marc Roche

Obut, les boules qui se prennent pour des planètes

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles, illustrée par Jacques Valot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

HISTOIRES DE PRODUITS

AUSSI SÛREMENT que la Terre gravite autour du Soleil, la boule de pétanque tourne autour du cochonnet. Inutile de vouloir contester cette astronomie copernicienne révélée au genre humain par le ras du sol. Le jeu de boules est d'ordre cosmique. Admettons ici que chaque joueur, qu'il tire ou qu'il pointe, se présente avec ses planètes, noires ou satinées, brillantes ou mates, lisses ou striées. Toute équivoque sera levée sur-le-champ : au moindre frôlement douteux, quelqu'un déploiera son mètre pliant à tirette ou son double mètre avec compas pour points rapprochés.

La pétanque – du provençal *ped tancó*, pieds tanqués, ou pieds joints – est un art de la mesure. On y côtoie Uranus et Jupiter, Saturne ou Mars, le grand boulier du ciel enfin à portée de main. Le but de buis verni, appelé encore bouchon ou cochonnet, devient un centre d'attraction inversement proportionnel à sa taille. Une étoile du berger qui s'éclaire quand tombe le jour. On le baptise alors cocholume. Certains en rêvent la nuit. Le savant Ptolémée aurait perdu la boule pour moins que ça.

C'est en 1955 qu'un fabricant de serrures, Frédéric Bayet, dépose la marque Obut, secondé par un ingénieur mécanicien, Antoine Dupuy, qui donnera naissance et consistance à la boule moderne. Lorsque, trois ans plus tard, les fondateurs s'adressent à la famille Souvignet, réputée pour ses chaises pliantes, Obut est définitivement sur orbite. Loin des platanes ombreux et de la gouaille pagnolesque, son berceau est installé à Saint-Bonnet-le-Château (Loire), un village proche de Saint-Etienne, la capitale du haut Forez jusqu'ici célèbre pour la boule... lyonnaise. Célèbre aussi pour ses aciers.

A l'origine, la pétanque est une grosse bille en bois polychrome finement cloutée à la main pour l'empêcher de dévaler les chemins pentus. *Son héritage est ancien : un bas-relief* du XVIII[e] siècle aux incrustations d'ivoire représente des soldats occupés à pointer, au lieu de sacrifier à l'exercice militaire. Le jeu proprement dit est apparu en 1907 à La Ciotat, codifié par un certain Jules Noir. Quant à la boule d'acier lancée dans l'entre-deux-guerres, elle connaîtra une expansion universelle sous la bannière Obut.

LE CHOIX DES ARMES

A examiner les collections de boules cloutées de l'autre siècle, leurs sphères maladroites enfermant en creux les ondulations et les petits cailloux du sol, l'empreinte des doigts, la nervosité du joueur, on ne peut que saluer l'apport de l'acier. Il confère à chaque minuscule planète sa rotondité, presque impassible *malgré les chocs et les « carreaux »*, son homogénéité, sa solidité, cette dureté à cœur que donne l'épreuve du feu dans une forge à 1 100°. Les premières boules métalliques étaient juste zinguées, dénuées de grâce et de brillant. Obut les a chromées avant de les jeter, plus tard, dans un bain d'inox. Du cisaillage des lopins d'acier (sous forme de deux coquilles en demi-boule) au polissage des boules gris perle, sept opérations sont nécessaires. Un chanfrein permet de souder les hémisphères. Comme la souris de la comptine, l'ensemble est trempé dans l'eau et dans l'huile après avoir été strié, poinçonné, labellisé, le cas échéant gravé au nom du propriétaire. La boule ainsi équilibrée (et calibrée) sera appréciée pour son faible rebondissement.

Chacun, ensuite, aura le choix des armes. Boule tendre ou très tendre, au carbone trempé, ou dure, voire très dure, au carbone forgé et chromé. Boule lisse du tireur, boule sculptée du pointeur. Les accessoires ne manquent pas : ni la sacoche, ni l'étui, ni la *« lanière trois boules avec porte-but »*, ni la chamoisine pour essuyer la sphère magique, ni le ramasse-boule magnétique pour oublier que la terre est basse. On a sa fierté. Nul ne se bouscule devant les fesses rondes de la Fanny – l'effigie coquine et populaire d'une belle Lyonnaise – que le pétanqueur se doit d'embrasser s'il a encaissé un vilain 13 à zéro... Il faut avoir suivi le regard d'un joueur lançant sa dernière boule : *« Il la couve, il la protège des yeux, il la conseille. Il voudrait la voir obéissante »*, nous dit le guide du tourisme Michelin (1994). *« Il l'encourage du geste et la pousse de l'épaule, il la tempère de la main, suspendu sur la pointe du pied, le bras tendu (...). On dirait que son âme est passée dans sa boule. »* Un rêve de planète, non ?

Eric Fottorino

★ Créée en 1955 à Saint-Bonnet-le-Château (Loire-Forez), la société Obut produit chaque année 4 millions de boules de pétanque, détenant 80 % du marché mondial des boules d'acier. Elle occupe 140 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 106 millions de francs. Ses modèles vont de la boule de loisir à la triplette haut de gamme, sans oublier la boule noire pour les champions...

PROCHAIN ARTICLE
Le Guide bleu

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILE : les immatriculations de voitures particulières en France ont progressé** de 23 % en août par rapport au même mois de 1995, grâce à la prime à la qualité automobile, appelée « juppette », qui expire le 30 septembre. Les immatriculations de voitures neuves pourraient atteindre 2,070 millions en 1996, soit le meilleur chiffre depuis 1990. Si la « balladurette » a été favorable aux constructeurs français, la « juppette » semble mieux exploitée par les constructeurs étrangers, dont la part de marché ne cesse d'augmenter. – *(AFP.)*

■ **CRÉDIT LYONNAIS : l'agence de Rennes de la banque publique** s'est montrée particulièrement généreuse avec le Trésor public en juillet. Au lieu d'une somme de 1,3 million de francs qu'elle devait acquitter au titre de la TVA perçue auprès des entreprises, c'est un chèque de 1,3 milliard de francs que la banque a versé à l'administration fiscale. Cette dernière vient d'accepter de rembourser le trop-perçu en capital mais discute des intérêts réclamés par la banque. Au fisc comme au Lyonnais, l'affaire devait rester secrète. Des fonctionnaires et des employés de la banque ont estimé qu'il y avait des comptes à rendre sur cette nouvelle erreur. – *(Corresp.)*

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 2 SEPTEMBRE

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,75
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,18 %
CAC 40 : 1974,18

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	885	876	- 1,01	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	810	802	- 0,98	- 2,78
Renault (T.P.)	1646	1653	+ 0,42	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	1946	1955	+ 0,46	+ 3,45
Saint Gobain(T.P.)	1170	1171	+ 0,08	+ 3,17
Thomson S.A (T.P)	985	995	+ 1,01	[illegible]
Accor	613	613	—	[illegible]
AGF-Ass.Gen.France	131	130,90	- 0,07	[illegible]
Air Liquide	862	871	+ 1,04	[illegible]
Alcatel Alsthom	392	396	+ 1,02	[illegible]
Axa	284,20	284,20	—	[illegible]
Axime	592	592	—	+ 57,00
Cipe France Ly #	460	460	—	+ 56,45
Clarins	739	736	- 0,40	+ 57,93
Club Mediterranee	379,10	383,50	+ 1,16	[illegible]
Coflexip	201	203	+ 0,99	+ 11,25
Colas	775	773	- 0,25	[illegible]
Comptoir Entrep.1	10,55	10,40	- 1,42	+ 25,66
Comptoir Moder.	2180	2185	+ 0,22	+ 37,42
CPR	410	408	- 0,48	+ 2,02
Cred.Fon.France	68,95	—	—	- 2,41
Credit Local Fce	417	414	- 0,71	+ 5,61
Credit Lyonnais CI	111,60	111,60	—	[illegible]
Credit National	325	326	+ 0,30	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	196,80	197,10	+ 0,15	- 1,45
Damart	3600	3505	- 2,63	[illegible]
Danone	699	697	- 0,28	+ 13,79
Dassault-Aviation	798	800	+ 0,25	+ 150,78
Dassault Electro	310	309,10	- 0,29	[illegible]
Dassault Systemes	197	198,60	+ 0,81	[illegible]
De Dietrich	212,50	216,50	+ 1,88	[illegible]
Degremont	456	456	—	+ 8,84
Dev.R.N-P.Cal Li #	38,15	38	- 0,39	- 32,38
DMC (Dollfus Mi)	202	201	- 0,49	+ 0,55
Docks France	1250	1251	+ 0,08	+ 68,14
Dynaction	126,70	129,80	+ 2,44	+ 42,68
Eaux (Gle des)	488,40	488,90	+ 0,10	[illegible]
Ecco	1251	1250	- 0,07	+ 68,68
Eiffage	395	383	- 3,03	+ 42,26
Elf Aquitaine	368,80	374,50	+ 1,54	+ 3,29
Eramet	332	335	+ 0,90	+ 4,68
Eridania Beghin	712	730	+ 2,52	- 13,09
Essilor Intl	1340	1345	+ 0,37	+ 43,69
Essilor Intl ADP	961	969	+ 0,83	+ 41,66
Esso	575	566	- 1,56	+ 19,51
Eurafrance	2050	2040	- 0,48	+ 38,26
Euro Disney	11,45	12	+ 4,80	+ 7,62
Europe 1	1069	1075	+ 0,56	+ 8,58
Eurotunnel	8,05	8,05	—	+ 21,85

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	% variation 31/12 (1)
Unilever #	725	[illegible]	+ 1,79	+ 7,89
United Technol. #	568	[illegible]	+ 0,70	+ 25,16
Vaal Reefs #	438,50	[illegible]	+ 0,38	+ 37,13
Volkswagen A.G #	1873	[illegible]	- 0,16	+ 14,30
Volvo (act.B) #	107,60	[illegible]	+ 0,74	+ 27,11
Western Deep #	197	[illegible]	+ 1,04	+ 28,38
Yamanouchi #	106,10	[illegible]	- 0,47	+ 5,52
Zambia Copper	4,58	[illegible]	- 10,48	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.
DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection   Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 2 SEPTEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	—	7,525 ↓
CEPME 8,5% 88-97CA	103,31	1,537
CEPME 9% 89-99 CA#	110,48	8,419
CEPME 9% 92-06 TSR	—	3,825 ↓
CFD 9,7% 90-03 CB	118,45	5,645 ↓
CFD 8,6% 92-05 CB	113,55	4,887
CFF 10% 88-98 CA#	109,85	8,716 ↑
CFF 9% 88-97 CA#	104,51	8,517
CFF 10,25%90-01CB#	116,35	4,886
CLF 8,9% 88-00 CA#	111,52	2,438
CLF 9%88-93/98 CA#	106,02	5,336 ↑
CNA 9% 4/92-07	—	3,058
CRH 8,6% 92/94-03	112,50	7,682 d
CRH 8,5% 10/87-88#	108,43	4,285 ↓
EDF 8,6% 88-89 CA#	110,18	4,720
EDF 8,6% 92-04 #	113,36	3,511
Emp.Etat 6%93-97 #	101,49	4,638
Finansder 9%91-06#	117,50	6,984

ACTIONS ÉTRANGÈRES

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	140,20	[illegible]
Commerzbank AG	1189	[illegible]
Fiat Ord	18	[illegible]
Gevaert	302	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection   Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 2 SEPTEMBRE

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	◆	53	53
AFE #		448	448,80
Aigle #		182	182
Albert S.A (Ns)	◆	120,10	132,40
Altran Techno. #		1650	1648
Montaignes P.Gest.		750	750
Assystem #		459	459
Bque Picardie (Li)	◆	558	558
Bque Tarneaud(B)#		229,70	227
Bque Vernes	◆	330	328
Beneteau #	◆	537	537
B I M P		65	66
Boiron (Ly) #		610	610
Boisset (Ly)#		260	260
But S.A.		314	312
Cardif SA		657	655
C.E.E #		219	209

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 2 SEPTEMBRE

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	◆	107	[illegible]
Coil		230	[illegible]
Electronique D2		400	[illegible]
FDM Pharma n.		190	[illegible]
Genset		269,70	[illegible]
High Co.		220	[illegible]
Infonie		230	[illegible]
Joliez-Regol		95,10	[illegible]
Mille Amis		110	[illegible]
Picogiga		132,80	[illegible]
Proxidis		58	[illegible]
Stelax		4,90	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 2 SEPTEMBRE

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Beghin Cl.	◆	680	[illegible]
Crédit Gén.Ind.	◆	29	[illegible]
Générale Occidentale	◆	56	[illegible]
Mumm	◆	1450	[illegible]
Nobel	◆	152	[illegible]
Sté lecteurs du Monde	◆	200	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 30 août

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		118,20	[illegible]
BANQUES POPULAIRES			
Valorg	◆	2429,83	[illegible]
BANQUE TRANSATLANTIQUE			
Arbitr. Court Terme	◇	9512,19	[illegible]
Arbitr. Première		9144,46	[illegible]

SOCIETE GENERALE

Actimonétaire C		37174,52	[illegible]
Actimonétaire D		31639,95	[illegible]
Cadence 1 D		1064,30	[illegible]
Cadence 2 D		1052,30	[illegible]
Cadence 3 D		1055,93	[illegible]
S.G. France oppor. C		1617,39	[illegible]
S.G. France oppor. D		1559,71	[illegible]
Sogenfrance C		1453,32	[illegible]
Sogenfrance D		1341,24	[illegible]
Sogépargne D		314,69	[illegible]
Soginter C		1748,93	[illegible]
Fonds communs de placements			
Favor D	◆	1187,26	[illegible]
Sogeflance D	◆	1616,94	[illegible]
Sogenfrance Tempo D	◆	139,21	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

AUJOURD'HUI

SPORTS

TENNIS Deux Français restent en lice aux Internationaux des Etats-Unis. Samedi 31 août, Arnaud Boetsch s'est qualifié pour le quatrième tour en battant l'Américain Jeff Tarango et, dimanche, Guy Forget a dominé le Néerlandais Sjeng Shalken. Cédric Pioline (n° 16) a été battu par l'Australien Mark Philippoussis. ● LE CHOC des huitièmes de finale sera la confrontation entre l'Américain Pete Sampras et Mark Philippoussis. Aux Internationaux d'Australie, l'Australien avait éliminé le n° 1 mondial, qui l'a battu ensuite à Wimbledon. ● LES DEUX premiers quarts de finale féminins opposeront Conchita Martinez (n° 4) à l'Américaine Linda Wild, qui a créé une surprise en dominant sa compatriote Lindsay Davenport (n° 8). La Sud-Africaine Amanda Coetzer rencontrera l'Américaine Monica Seles (n° 2), victorieuse dimanche de la Française Sandrine Testud.

Mark Philippoussis se retrouve sur le chemin de Pete Sampras

L'Australien rencontre le n° 1 mondial pour la troisième fois de l'année dans un tournoi du Grand Chelem. A Melbourne et à Wimbledon, les deux hommes l'ont emporté chacun une fois

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Mark Philippoussis a dix-neuf ans. S'il n'avait pas cette carcasse de déménageur surmené et l'air des gosses trop vite poussés, il serait beau. Sur son visage encore enfant sont posés des yeux sombres et effarouchés, une bouche sensuelle et des pommettes brillantes. Sa timidité auréole le tout d'un air candide. Aux superlatifs qui accueillent son tennis, il répond sur le mode minimaliste. *« J'ai bien joué, je suis fou de joie d'être là »*, dit-il, d'une douceur polie.

US OPEN

Dimanche 1er septembre, dans la langueur du long week-end du *Labour Day*, l'Australien a fait sensation auprès du public américain en se qualifiant en trombe pour les huitièmes de finale, vainqueur de Cédric Pioline en une heure et demie. Car, lorsqu'il joue, Mark Philippoussis transgresse toutes ses timidités. Il a un service plus que puissant : depuis quelques jours, il partage avec le Britannique Greg Rusedski, le record de vitesse d'une mise en jeu à 220 km/h.

Pris à la gorge, le Français a fini par en rire. Sur la balle de deuxième set, il a retourné sa raquette en batte de baseball. Interloqué mais toujours sérieux, Mark a servi pour gagner. Depuis le début du tournoi, il est intraitable. Son service qui transforme une balle en ace ou en service gagnant soulève les cris, et, quand il ne sert pas, il décoche son formidable coup droit, et un éclair de force illumine le court.

SERVICE GAGNANT

A Flushing Meadow, Mark Philippoussis est une fureur. Il a bâti sa légende un soir d'été austral, en janvier, aux Internationaux d'Australie, à Melbourne, en éliminant Pete Sampras dès le troisième tour. En trois sets, dont deux tie-breaks, l'Australien intimide le n° 1 mondial en contenant son service et en lui faisant découvrir le sien, puissant et varié.

Déjà sacré en héros par les Australiens, Mark Philippoussis devient une vedette. Il est d'origine grecque et vit sous la houlette assez autoritaire de son père, Nick. Mark a aussi été repéré par le gourou américain du tennis Nick Bollettieri qui, depuis deux mois, a accepté de partager les fonctions d'entraîneur avec le père. Autour de Mark, l'histoire s'écrit. Pour sa force et la foudre de son service, on le considère comme le joueur de tennis de l'an 2000.

Deux jours après, il s'effondre en huitième de finale pour laisser la vedette à un « vieil » Australien, Mark Woodforde, qui l'étrille en trois minuscules sets. Ses faiblesses, alors, sont partout. Derrière le service, les coups sont trop lents et le jeu de jambes poussif ; la confiance, surtout, inexistante. Mark, quand même, est trentième joueur mondial.

Depuis son exploit à Melbourne, il n'a pas fait grand-chose et n'a surtout pas battu plus fort que lui. Sa meilleure prestation reste une demi-finale à Memphis, en février. Sur la terre battue de Roland-Garros où il n'est évidemment pas à son aise, il s'en va au deuxième tour. A Wimbledon, au deuxième tour, Pete Sampras prend sa revanche. Entre-temps, Nick Bollettieri est parti. Il lui est impossible de partager son autorité avec celle du père. Celui-ci cède la sienne à l'ancien joueur australien Peter McNamara.

Mark, lui, a grandi, tirant silencieusement les leçons de sa jeune carrière. Il a voulu étoffer son tennis trop minimaliste et cela a toujours été difficile. Il ne cesse de s'apercevoir de ses lacunes et travaille. Quelques étincelles sont venues. Ce jeu de jambes plus rapide, cette acuité plus affûtée qui lui permet de voler des services. Il lui manque toujours un toucher de balle qui permet de caresser une amortie ou de lifter un revers croisé.

Pour battre Cédric Pioline, Mark Philippoussis s'est surtout contenté de l'essentiel, son service : *« J'ai toujours eu un grand service, même quand j'étais junior*, dit-il. *Depuis, cela est devenu une composante importante de mon entraînement. Tous les jours, pendant une heure et demie, je sers aussi fort que possible. C'est ainsi que je trouve mon rythme qui est très régulier. »* Essaie-t-il de servir des aces par-dessus tout ? *« Quand je sers bien, je sais que je peux tirer dans le mille. Sur les points importants, si j'ai le bon rythme et confiance en moi, je me dis :* " celui-là, ce sera un ace plein centre et il est plein centre". »

Huitième de finaliste, il entre parmi les vingt meilleurs joueurs du monde pour la première fois de sa carrière. De cette promotion, il avait l'objectif de sa saison : *« Je sais, maintenant, que je peux faire encore mieux. L'année n'est pas encore finie. »* Curieusement, la route de Mark Philippoussis est liée à celle de Pete Sampras dans les tournois du Grand Chelem 1996 puisqu'il le rencontre en huitième de finale, mardi. Sans appréhension. *« J'ai appris beaucoup et je sais beaucoup de choses »*, dit l'Australien.

Bénédicte Mathieu

Lindsay Davenport chute, Tim Henman passe

Lindsay Davenport a la défaite adorable. Elle rit amèrement, mais elle rit. Oui, son adversaire a joué un tennis magnifique ; non, elle n'a rien pu faire pour contenir des coups de plus en plus insolents de Linda Wild. Elle perd le troisième set 6-0 sans jamais avoir vraiment eu le match en main. Dommage, elle est championne olympique depuis peu, après avoir battu l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, n° 3 mondiale, et elle venait de gagner le tournoi de Manhattan après avoir battu Steffi Graf, n° 1 mondial. Tête de série n° 8, Lindsay était l'une des favorites.

L'Américain Todd Martin, tête de série n° 12, tombe devant Tim Henman, qu'il avait battu en quart de finale de Wimbledon. Le Britannique, qui atteint un quart de finale d'un tournoi du Grand Chelem pour la deuxième fois consécutive, confirme son talent. Mardi, il rencontrera le Suédois Stefan Edberg.

Les Bleus d'Aimé Jacquet font une rentrée timide

CE FRANCE-MEXIQUE amical, disputé samedi 31 août au Parc des Princes et remporté sans émotion par les Français (2-0), était censé marquer l'entrée des Bleus dans leur « prépa », ces deux ans de bachotage intensif qui leur sont promis jusqu'au grand examen du Mondial 1998.


FOOTBALL

Ce fut plutôt un devoir de vacances, un de ceux auxquels on se résigne, la tête ailleurs, sans crainte de faire des pâtés et des ratures. La première mi-temps en fut pleine. Un brouillon de football. Aimé Jacquet, il est vrai, avait changé les données du problème. La leçon ânonnée pendant les éliminatoires de l'Euro, puis rabâchée par cœur jusqu'à la demi-finale contre les Tchèques, n'est plus au programme.

La page du 0-0 est tournée, il s'agit d'ouvrir le chapitre consacré au football offensif. Aimé Jacquet a eu beau séparer les turbulents (Djorkaeff, Zidane) et reconstituer, au premier rang, la ligue dissoute des surdoués nantais (Ouédec, Loko, Pedros), l'attention était dissipée en première mi-temps.

UNE DÉFENSE SOLIDE

La balle avait du mal à trouver les deux attaquants de pointe (Ouédec, Loko), qui gâchèrent chacun une belle occasion. Les Mexicains, d'un niveau pourtant faible, parvenaient même à chahuter Lama, malgré l'assurance de redoublants dont faisaient preuve Lizarazu, Desailly, Blanc et Thuram en défense.

Le salut est venu du retour de Zinedine Zidane à la mi-temps. Youri Djorkaeff s'est trouvé libéré des tâches obscures de la récupération. Entièrement disponible pour l'offensive, il a pu copiner sans retenue avec Nicolas Ouédec. C'est lui qui donna le centre sur lequel l'attaquant de l'Espanol de Barcelone ouvrit la marque (49e). C'est Ouédec qui le mit, peu après, en position de crucifier le gardien adverse (54e). Le camp mexicain devenait alors cour de récréation, dans laquelle les petits nouveaux (Pirès, Maurice) montrèrent leur capacité à se mêler au jeu de leurs aînés.

Les multiples assemblages tentés contre le Mexique, et leurs fortunes diverses, donneront matière à réflexion au sélectionneur d'ici au 9 octobre, date de France-Turquie. Les vacances seront alors finies, même pour les travailleurs émigrés en Italie et en Espagne.

Les Bleus pensent pourtant déjà à partir en classe verte et à jouer loin de Paris, où un public stupide a pris en grippe l'un des leurs, Reynald Pedros, jugé responsable du tir au but éliminatoire en demi-finale de l'Euro, et coupable, sans doute, d'avoir rejoint l'OM sur *ces entrefaites*.

Jean-Jacques Bozonnet

Le surf professionnel cherche un statut de sport de haut niveau

A Biarritz, l'absence de vagues perturbe l'étape du championnat du monde

BIARRITZ
de notre envoyée spéciale

Par précaution, Robert Rabagny, le directeur du Surf masters de Biarritz, avait lancé sa compétition, lundi 26 août, avec deux jours d'avance sur le calendrier initial. Il a été bien inspiré. Cette année encore, les caprices de l'Atlantique paresseux n'ont fait que bouleverser la dernière des trois étapes françaises – après Lacanau et Hossegor – comptant pour le championnat du monde professionnel. Dimanche 1er septembre, à l'heure où la compétition devait s'achever, les femmes devaient encore disputer les huitièmes de finale et il restait deux tours à passer aux hommes avant d'atteindre ce stade de l'épreuve.

Les compétiteurs ne se mettent pas à l'eau dans n'importe quelles conditions. L'ASP (Association of surfing professionnals), qui régit le circuit professionnel, décide chaque jour en dernière instance s'il est est opportun de maintenir les épreuves prévues. *« Il semble que les conditions pour surfer ici soient irrégulières à cette époque de l'année »*, constate Graham Stapelberg, directeur exécutif de l'ASP. C'est aussi l'avis de Gary Elkerton, puissant Australien, qui a rechigné, mercredi 28 août, devant la perspective de barboter dans une faible houle plutôt avantageuse pour les petits gabarits.

Ces prises de position obstinées, de plus en plus courantes sur le circuit, ne relèvent pas du caprice. Elles traduisent au contraire une véritable volonté de la part des surfeurs d'être reconnus comme des sportifs à part entière. Leur discipline souffre encore trop à leur goût de son *« image d'activité marginale pratiquée par une poignée de hippies »*. *« Les surfeurs sont de véritables athlètes et avant tout des nageurs hors pair »*, dit Rob Rowland-Smith, préparateur physique pour les surfeurs du team Quiksilver. Grâce à la préparation physique, la plupart des surfeurs tentent d'anticiper le type de vague qui les attend. Ainsi Kelly Slatter, l'Américain triple champion du monde (1992, 1994 et 1995) âgé de seulement vingt-quatre ans, met-il l'accent sur le travail musculaire à l'approche des épreuves hawaïennes ou du Sud-Est asiatique aux gigantesques murs d'eau.

Pratiquant passionné de surf et conscient des exigences physiques de ce sport, Robert Rabagny est néanmoins le patron d'une étape de championnat du monde dont il doit satisfaire tous les protagonistes. Les yeux fixés sur l'horizon, il espère toujours un réveil de l'océan. *« Notre intérêt serait de prolonger la compétition*, admet-il, *mais on ne peut pas faire surfer les concurrents n'importe où. Ils sont avant tout des êtres passionnés en recherche perpétuelle du spot et de la vague parfaite, des puristes. Je les comprends, mais nous avons également besoin des sponsors privés et du soutien des collectivités locales. »*

La dotation totale pour Biarritz est de 105 000 dollars pour les hommes et 25 000 dollars chez les femmes. *« L'argent ne justifie pas qu'on oblige les surfeurs à concourir dans des vagues de cinquante centimètres*, continue Robert Rabagny, *alors je surfe sur les difficultés. Il faut s'accrocher. Le surf en France est apparu il y a seulement trente-neuf ans. C'est un sport en plein essor, mais encore fragile, et il serait dommage qu'une crise vienne tout gâcher alors qu'on a fait le plus dur, que ce sport fait un tabac auprès des jeunes et dans les medias. »*

> « Les surfeurs sont de véritables athlètes et avant tout des nageurs hors pair »

Les équipementiers, eux, se plaigent rarement de l'absence de vagues qui fait traîner en longueur la compétition. Leurs protégés, alors désœuvrés, flânent et étrennent sous les regards envieux des jeunes fans les nouveautés coûteuses des lignes de vêtement. Souriants et disponibles, ils signent des autographes ou devisent avec la presse. A quelques rares exceptions près, le surf professionnel n'a pas encore ses divas.

Le circuit fonctionne selon un règlement semblable à celui du circuit professionnel du tennis (ATP Tour). Mais au surf, le spectacle est garanti puisque le « Top 44 » masculin mondial et le « Top 8 » féminin mondial dans leur ensemble sont tenus de participer aux quatorze événements du Coca-Cola World Champions Tour (WCT). Des « wild cards » sont attribuées par le sponsor de chaque événement à de jeunes espoirs qui s'aguerrissent généralement sur le World qualifiers tour (WQS). Enfin, le surf soigne son image dynamique et sympathique. Il est fortement conseillé aux surfeurs de *« coopérer avec la presse et de se rendre aux conférences de presse organisées après les compétitions »* sous peine d'amende.

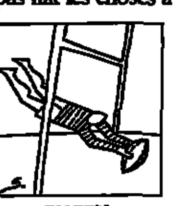
Si quelques surfeurs professionnels commencent à pouvoir vivre décemment de leur art, bien d'autres « rament » encore. Un Kelly Slater n'a amassé « que » 400 595 dollars en bientôt six ans de carrière, contre déjà 895 660 dollars pour les huit premiers mois de la saison 1996 au tennisman André Agassi, numéro 9 mondial à l'ATP Tour. Les adeptes de la vague ne songent même pas à comparer. *« Plus qu'un sport, le surf est un style de vie*, remarque l'Américaine Lisa Andersen (championne du monde 1994 et 1995), *même quand on n'a pas envie d'y aller, le contact de l'eau suffit à vous motiver, c'est une sorte de réflexe, un besoin vital de gagner. »*

Patricia Jolly

John Hart, l'entraîneur des All Blacks, plaide pour un « rugby global »

JOHANNESBURG
correspondance

Pour sa première saison à la tête du XV néo-zélandais, John Hart n'a pas fait les choses à moitié. Avec un bilan de neuf victoires en dix matches internationaux, son équipe a non seulement balayé l'Ecosse, l'Australie et les Samoa, mais elle est entrée dans la légende en remportant la série de tests en *Afrique du Sud, laissant derrière elle* une empreinte du rugby de l'avenir.


RUGBY

Les All Blacks rentrent triomphalement à Auckland, lundi 2 septembre. Une réception gouvernementale et un défilé à l'américaine les attendent dans la rue principale, malgré la défaite (22-32) samedi 31 août à Johannesburg, où des Springboks très motivés ont su éviter le déshonneur de quatre défaites sur quatre sur leur propre sol.

Les Sud-Africains, grâce notamment à la formidable prestation de leur arrière André Joubert, ont sans *doute retrouvé un peu de leur fierté* nationale. Mais, par rapport aux trois matches précédents, la fatigue et le relâchement psychologique des Néo-Zélandais sautaient aux yeux. *« On avait déjà atteint notre objectif. Notre mission était de gagner la série et inconsciemment on avait déjà un pied dans l'avion »*, a remarqué Zinzan Brooke, le vice-capitaine néo-zélandais.

Pour John Hart, désigné entraîneur national le jour de son cinquantième anniversaire, en décembre 1995, la réussite *néo-zélandaise* et le style de jeu pratiqué ne sont que l'aboutissement des théories qu'il a introduites voici une douzaine d'années avec la province d'Auckland. Des théories et des méthodes d'entraînement qui ont fini par révolutionner le jeu en Nouvelle-Zélande.

« Ce que je cherche avant tout, c'est le côté athlète dans un joueur. Physiquement, les Néo-Zélandais aujourd'hui sont moins grands que la plupart de leurs adversaires, donc c'est par la vitesse et l'adresse manuelle qu'ils doivent essayer de s'imposer, dit-il. *Regardez nos troisième ligne : ils ne sont ni grands ni très lourds, mais ce sont des athlètes. De la puissance et de la force pures, il en faut toujours, mais c'est une question d'équilibre. »*

Honnête demi de mêlée, souvent sélectionné pour la province d'Auckland, Hart n'a jamais porté le maillot noir, mais il a l'œil pour débusquer le talent. C'est lui qui a « découvert » en 1986 le jeune Michael Jones ou l'ancien ailier John Kirwan, et les éléments clés du XV actuel, tels Sean Fitzpatrick et Zinzan Brooke, sont de purs produits de l'époque Hart.

Ses entraînements sont basés sur la répétition à grande vitesse des gestes les plus élémentaires. Des choses d'une simplicité banale, comme recevoir et donner une passe, mais dont les bienfaits sont évidents sur le terrain.

HABILETÉ GESTUELLE

« Pour moi, un pilier ou un deuxième ligne doit posséder la même habileté gestuelle qu'un trois-quarts. Non seulement ça fait du bien aux avants d'apprendre ces techniques, mais ils y prennent plaisir. Plus un joueur touche le ballon, plus il s'implique dans le jeu, et plus il s'amuse sur le terrain », confie-t-il. Avec les fautes de mains réduites au minimum et le soutien permanent du porteur du ballon, les Néo-Zélandais arrivent à enchaîner des séquences de jeu qui en font une équipe à part.

Après un mois de tournée (8 matches, 6 victoires, 1 défaite, 1 nul) en Afrique du Sud, Hart porte un jugement critique sur le rugby des Springboks. Selon lui, malgré le résultat de samedi, les Sud-Africains se sont endormis sur leurs lauriers de champions du monde et sont en train de se faire dépasser. *« Le jeu sud-africain est unidimensionnel, dominé par la défense, le physique, la pression sur l'adversaire*, dit-il. *Bien sûr, on peut toujours jouer comme ça, mais je ne crois pas que ce soit l'avenir du rugby. »*

Sa vision de l'avenir du jeu est différente : *« Nous sommes là pour divertir le public, pour apporter du spectacle, et les nouvelles règles nous ont permis de faire de gros progrès. »* Mais on vient, selon lui, d'assister peut-être à la dernière grande tournée d'une équipe nationale. *« On ne pourra plus trouver le temps de faire des tournées pareilles*, dit-il, appelant de ses voeux une compétition pour l'hémisphère nord sur les mêmes bases que la « tri-nations », avec une rencontre annuelle entre les vainqueurs du Nord et ceux du Sud. Il plaide pour *« un championnat du monde tous les ans »*, à condition qu'*« il n'y ait qu'une seule saison »*. *« Il faudrait de gros changements dans les attitudes des dirigeants*, insiste-t-il, *s'ils veulent vraiment que le rugby devienne un sport global. »*

Ian Borthwick

هكذا من الإصل

2

L'exploit de Flo...
...que la grande...

Le football américa...

L'exploit de Florian Rousseau en vitesse masque la grande misère des pistards français

Le champion olympique du kilomètre s'est reconverti avec bonheur

Les championnats du monde de cyclisme sur piste, qui se sont achevés dimanche 1er septembre à Manchester, ont confirmé la domination des pistards français, Florian Rousseau est devenu le premier Français champion du monde de vitesse depuis Daniel Morelon en 1975. Félicia Ballanger est champion du monde du 500 mètres et Marion Clignet de la poursuite. Au total, la France a remporté neuf médailles.

MANCHESTER
de notre envoyé spécial

Daniel Morelon s'est contenté de quelques foulées, les bras en l'air, son long visage encore bronzé d'Atlanta fendu d'un large sourire. Ces gestes banals de victoire représentaient déjà beaucoup pour un homme soucieux de ne jamais quémander d'inutiles miettes de gloire. Mais l'avènement de son héritier, Florian Rousseau, premier pistard français sacré, dimanche 1er septembre, champion du monde de vitesse, vingt et un ans après la victoire de Daniel Morelon à Liège, méritait bien une petite extravagance.


CYCLISME

Cela n'a duré que quelques secondes. Tandis que Florian Rousseau effectuait quelques tours de décrassage en murmurant *« je n'y crois pas »*, Daniel Morelon se défendait d'avoir joué un quelconque rôle dans le succès de son élève. *« C'est la grande classe »*, répétait-il simplement, heureux de voir son équipe améliorer les brillants résultats obtenus aux Jeux olympiques d'Atlanta. En empochant quatre titres, deux médailles d'argent et quatre de bronze, les tricolores ont également embelli le butin des championnats du monde de Bogota en 1995. Ils confirment leur troisième titre de *vainqueur de la Coupe du monde* par équipes, décerné lors de la cérémonie d'ouverture à Manchester.

Mais cette santé sportive florissante se révèle en complet décalage avec l'état global du cyclisme sur piste. Dimanche, l'euphorie passée, les athlètes français espéraient d'abord attirer un peu plus l'attention des sponsors sur une discipline cantonnée dans l'ombre des héros de la route. Seuls des rendez-vous prestigieux comme les Jeux olympiques permettent aux pistards de remplir leur cagnotte, grâce aux primes octroyées aux médaillés par le ministère de la jeunesse et des sports.

La piste aux records

La piste du vélodrome de Manchester s'est révélée très rapide. Samedi 31 août et dimanche 1er septembre, deux nouveaux records du monde sont tombés. En poursuite par équipes, les Italiens Adler Capelli, Christiano Citton, Andrea Collinelli et Mauro Trentini ont établi un nouveau record en 4 min 0 s 958, effaçant celui réalisé par l'équipe d'Australie, en 1993 à Hamar (Norvège), en 4 min 03 s 840. En poursuite individuelle, la Française Marion Clignet a battu, en 3 min 30 s 974, le précédent record détenu par l'Italienne Antonella Belluti, également établi à Manchester en 3 min 31 s 526.

Le reste de l'année, les coureurs sous contrat avec une équipe professionnelle de routiers doivent compléter leurs revenus lors de quelques épreuves de six jours. Même Florian Rousseau, le seul garçon à vivre confortablement de ses résultats sur piste, pourrait partir disputer la généreuse tournée de Keirin organisée chaque hiver au Japon. Pour les filles, victimes de l'indigence du cyclisme professionnel féminin, la situation est encore plus compliquée. Nathalie Even-Lancien, *championne olympique de la course* aux points, n'a toujours pas trouvé de sponsor, et bénéficie, grâce à une convention de sportive de haut niveau, d'un emploi à la SNCF qui lui garantit 6 000 francs de revenus mensuels. Sa coéquipière Félicia Ballanger, pourtant liée à plusieurs partenaires, ne perçoit que 10 000 francs chaque mois grâce à ses contrats.

Cette situation reflète l'état du cyclisme sur piste en France. *« Notre discipline se porte on ne peut plus mal*, concède Daniel Baal, président de la Fédération française de cyclisme (FFC). *Si l'Union cycliste internationale (UCI) exigeait que les fédérations équilibrent leurs comptes, le cyclisme sur piste n'existerait plus. »* Ainsi, les responsables de la FFC s'inquiètent déjà de l'organisation du prochain championnat du monde de 1998, en France.

Faute de vélodrome dans la capitale, la compétition est prévue au Palais omnisports de Paris-Bercy. Mais le coût de la location, 3 millions de francs pour douze jours, oblige la FFC à revoir ses plans. *« Sortir cette somme sans être certains des retombées, est impossible pour nous. Il faut que la Ville de Paris nous aide en baissant le tarif. Dans le cas contraire, nous nous rabattrons sur le vélodrome de Bordeaux, mais cela semblerait incroyable de ne pas pouvoir organiser un championnat du monde à Paris »*, explique Daniel Baal.

Ecrasée par l'impact du cyclisme sur route, la piste ne survit que grâce au bon vouloir de l'Etat. Onze des *17 millions de francs consacrés* à l'entraînement et aux moyens techniques mis à la disposition des pistards sont apportés par le ministère de la jeunesse et des sports. Contrairement à d'autres fédérations, la FFC n'est pas propriétaire de l'événement majeur de la saison cycliste, le Tour de France, détenu par la Société du Tour de France. Les organisateurs des autres courses, et notamment ceux des épreuves sur piste, peinent à dénicher des sponsors.

LE BON VOULOIR DE L'ÉTAT

Autre handicap de taille, la course sur piste ne séduit toujours pas les télévisions, en dépit de compétitions souvent spectaculaires. Les championnats du monde de Manchester se sont conclus par un large déficit, notamment dû à la faible couverture télévisée. La limitation à trois minutes de la technique du surplace dans l'épreuve de vitesse n'a pas suffi à convaincre les opérateurs. La BBC a même refusé d'assurer la production de l'événement, laissée à la charge de l'UCI. En France, les organisateurs d'épreuves tentent juste de s'assurer quelques minutes de retransmission, sans songer à réclamer des droits.

Le rendez-vous de Manchester a pourtant un peu rompu l'isolement des pistards. Pour la première fois, *ce championnat du monde s'est tenu* sans subir la concurrence de l'élite mondiale des routiers, dont le rendez-vous est prévu du 9 au 13 octobre à Lugano, en Suisse.

Fabrice Tassel

Le Britannique Damon Hill quittera Williams-Renault

DAMON HILL QUITTERA L'ÉCURIE WILLIAMS-RENAULT à la fin de cette saison, a annoncé, dimanche 1er septembre, Michael Breen, le manager du pilote britannique. La nouvelle a été confirmée peu après par Frank Williams. D'après Michael Breen, Frank Williams aurait rompu, mercredi 28 août, de façon *« inexplicable »* les négociations entamées à la mi-août pour le renouvellement du contrat du pilote pour 1997. L'année passée déjà, son employeur avait tardé à renouveler sa confiance à Damon Hill, et, depuis plusieurs semaines, il laissait planer la menace de l'arrivée à sa place de l'Allemand Heinz-Harald Frentzen, qui aurait déjà signé l'an dernier un accord avec l'équipe britannique pour 1997.

Cette saison, Damon Hill – qui a effectué presque toute sa carrière chez Williams-Renault et lui a apporté vingt victoires – espérait bien *monnayer son probable titre mondial. Il comptait obtenir un salaire* de 64 millions de francs, contre une quarantaine cette saison. Prudent, il avait tout de même entamé des pourparlers avec d'autres écuries : McLaren-Mercedes, Jordan-Peugeot, mais aussi avec la nouvelle écurie de Jackie Stewart, qui, selon des rumeurs, serait prêt à investir pour débuter en F1 avec le numéro « 1 » de champion du monde sur sa voiture.

Daniel Komen pulvérise le record de Noureddine Morceli sur 3 000 mètres

LE KENYAN DANIEL KOMEN A ÉTABLI, dimanche 1er septembre, un *nouveau record du monde du 3 000 mètres lors du meeting d'athlé*tisme de Rieti, en Italie. A la poursuite du record détenu par Noureddine Morceli, le Kenyan avait échoué jusqu'alors dans ses tentatives. Au meeting de Monaco, le 10 août, il avait terminé à cinq centièmes de la performance de l'Algérien après avoir relâché son effort dans la dernière ligne droite. Komen a pulvérisé de plus de quatre secondes, en 7 min 20 s 67, l'un des quatre records du monde que détenait jusqu'alors Morceli (7 min 25 s 11, le 2 août 1994 à Monaco).

Lors de la même réunion, le Danois Wilson Kipketer s'est approché à un dixième de seconde du record du monde du 800 mètres. Kipketer est devenu le troisième athlète à passer sous les 1 min 42 s sur le double tour de piste après le Britannique Sebastian Coe, recordman du monde en 1 min 41 s 93 depuis 1981, et le Brésilien Joaquim Cruz.

■ **La Tchèque Daniela Bartova a battu le record d'Europe féminin du saut à la perche**, en franchissant 4,23 mètres, dimanche 1er septembre à Jablonec (République tchèque). Ancienne recordwoman du monde, elle a amélioré d'un centimètre le record qu'elle avait établi en septembre 1995. – *(AFP.)*

■ **RUGBY : Jacques Fouroux revient au rugby à XV**, une discipline qu'il avait quittée en novembre 1994 en démissionnant de la présidence du Comité Armagnac-Bigorre pour se consacrer au rugby à XIII. *Dimanche 1er septembre, il a expliqué qu'il entendait constituer* une liste de succession à l'actuel comité directeur démissionnaire du FC Auch (Groupe A2). L'ancien international et ex-entraîneur du XV de France, qui avait abandonné en juin la présidence de la France Rugby League (Ligue professionnelle), dont il avait été l'initiateur en novembre 1994, a également quitté ses fonctions de dirigeant au Paris-SG XIII créé en décembre 1995. – *(AFP.)*

A Dallas, le football américain est un feuilleton

Le championnat de NFL reprend après une intersaison mouvementée

ATLANTA
correspondance

Connu dans tous les stades du pays pour la rudesse de son jeu et le volume de ses biceps, Nate Newton l'est assez peu pour son humour. Il n'en manque pourtant pas. Il en a donné la preuve en début de semaine dernière, à la fin d'un entraînement, par une courte remarque lancée comme un os à ronger vers le groupe des journalistes qui se pressaient au bord du terrain : *« Les gens qui pensaient que le feuilleton « Dallas » était fini se trompaient lourdement. Nous en avons repris la diffusion depuis le début de l'été. »*

La plaisanterie semble beaucoup l'amuser. Elle n'est pourtant pas tellement drôle. Ces derniers mois, la meilleure équipe actuelle de la National Football League (NFL), les « Dallas Cowboys », a été plus souvent citée dans les rubriques justice ou faits divers que dans les colonnes sportives des journaux américains. Et l'odeur qui s'échappait de ses vestiaires, à quelques heures de l'ouverture de la *saison 1996-1997*, dimanche 1er septembre, sentait encore le soufre, mais toujours pas la sueur.

Le premier épisode, et à coup sûr le plus suivi, a eu pour sobre décor une chambre d'hôtel d'un faubourg chic de la ville. Le 4 mars dernier, la police de Dallas cogne à la porte, en fin de soirée, avant de prier sans ménagement ses occupants de l'ouvrir au plus vite. A l'intérieur, elle découvre Michael Irvin, *wide receiver* de l'équipe de Dallas et gloire locale au verbe souvent épique, accompagné d'un ami d'enfance et de deux jeunes personnes connues pour leur activité d'hôtesses dans un bar de nuit. Le joueur prend assez mal cette intrusion dans ce qu'il explique être sa *« soirée d'anniversaire »*. Seul ennui : la police met également la main sur 60 grammes de cocaïne, plusieurs sachets de marijuana et une collection d'objets sexuels à l'utilisation assez peu équivoque.

A Dallas, l'affaire fait grand bruit. Mais Michael Irvin se croit longtemps protégé par le rempart que dressent devant lui une carrière exemplaire et l'amour que lui porte le public du football américain. Il plaide non coupable, nie les faits et répète comme un refrain n'avoir jamais eu le moindre problème de drogue. Avant de se raviser et de reconnaître sa culpabilité dans une affaire dont l'écho se fait rapidement entendre bien *au-delà du seul Etat* du Texas. Aujourd'hui, l'issue de son procès est encore à venir. Mais les « Dallas Cowboys » devront se passer pendant plusieurs semaines de leur meilleur atout offensif, suspendu par la NFL pour les cinq premières rencontres de la saison.

INDESTRUCTIBLES ?

La suite ? A peine moins trouble. L'enquête menée par la police de Dallas sur l'« affaire Irvin » en découvre bientôt une autre. Un deuxième épisode qui fait apparaître l'existence d'une mystérieuse demeure, curieusement appelée « White House », que plusieurs joueurs de l'équipe loueraient à l'année pour des raisons peu avouables : cette luxueuse garçonnière leur servirait à *« mieux supporter la pression du championnat et de leur existence de vedette du sport »* par la fréquentation extraconjugale de jeunes et jolies compagnes. Idéalement située à quelques minutes de voiture du centre d'entraînement des « Dallas Cowboys », la « Maison Blanche » semblait connue de tous au sein du club, depuis le propriétaire de l'équipe jusqu'au balayeur des vestiaires. Elle existe encore. Et n'est que rarement vide.

Pour leur premier match de la saison, lundi 2 septembre sur le terrain des « Chicago Bears », les « Cowboys » seront également privés de leur meilleur marqueur, Emmitt Smith, blessé au genou. Et ils s'interrogent encore sur la forme de Deion Sanders, leur attaquant le plus insaisissable, dont le nom a souvent circulé dans les conversations des magistrats texans depuis le début de l'été. Mais l'« affaire Sanders » est de celles qui font plus souvent rire que grincer des dents. Arrêté pour *« pêche à la ligne dans un lac interdit »*, une activité pratiquée pendant ses vacances, le joueur a fait quelques remous et menacé de mettre en place son armée d'avocats. Puis il a accepté de payer sans faire plus de bruit le montant de son amende, guère plus de 5 000 francs, et de reprendre en silence le chemin de l'entraînement.

A la veille des trois coups du championnat, les experts semblaient encore *divisés sur la cote à attribuer* aux « Cowboys » pour la saison à venir. Les uns leur prédisaient le pire, certains que ces nombreux incidents de parcours mettraient un frein à leur allure. Les autres les croient trop solides pour se laisser bousculer par une vilaine rumeur et quelques faux pas.

Les joueurs, eux, s'amusent volontiers de cette indécision. *« C'est toujours quand les balles sifflent au-dessus de nos têtes que nous sommes les meilleurs*, assure Bill Bates, un costaud toujours pas usé par plus dix années passées en mêlées. *Nous enfilons alors notre armure, nous nous serrons les coudes. Et, là, nous devenons indestructibles. »*

Alain Mercier

RÉSULTATS

CYCLISME

Championnats du monde sur piste à Manchester (Grande-Bretagne)

● *Messieurs*

Poursuite par équipes : 1. Italie ; 2. France ; 3. Allemagne ; 4. Russie ; 5. Etats-Unis.

Vitesse : 1. F. Rousseau (Fra.) ; 2. M. Nothstein (EU) ; 3. D. Hill (Aus.).

Course aux points : 1. J. Llaneras (Esp.) ; 2. M. Sandstod (Dan.) ; 3. S. Martinello (Ita.).

● *Dames*

500 m : 1. F. Ballanger (Fra.), 34 s 829 ; 2. A. Neumann (All.), 35 s 202 ; 3. M. Ferris (Aus.), 35 s 694.

Poursuite dames : 1. M. Clignet (Fra.) ; 2. L. Tyler-Sharman (Aus.) ; 3. A. Bellutti (Ita.).

FOOTBALL

Match amical

France-Mexique	2-0

Championnat d'Espagne
(Première journée)

Deportivo La Corogne-Real Madrid	1-1
Atletico Madrid-Celta Vigo	2-0
Hercules Alicante-Extremadura	2-1
Betis Séville-Athletic Bilbao	3-0
Rayo Vallecano-Valladolid	1-2
Racing Santander-Valence	3-2
Real Sociedad-FC Séville	1-0
Saragosse-Logrones	2-2
Oviedo-FC Barcelone	2-4
Tenerife-Compostelle	6-0
Espanyol Barcelone-Sporting Gijon (lundi)	

Classement : 1. Tenerife, 3 pts ; 2. Betis Séville, FC Barcelone, Atletico Madrid, Racing Santander, Valladolid, Hercules Alicante et Real Sociedad, 3 ; 9. Saragosse, Logrones, Deportivo La Corogne et Real Madrid, 1 ; 13. Espanyol Barcelone, Sporting Gijon, Valence, Rayo Vallecano, Extremadura, FC Séville, Oviedo, Celta Vigo, Athletic Bilbao et Compostelle, 0.

Championnat d'Europe espoirs

● Groupe 3

Norvège-France	1-1
Hongrie-Finlande	0-1

Classement : 1. Finlande, 3 pts ; 2. France et Norvège, 1 ; 4. Hongrie et Suisse, 0.

GOLF

Masters britannique

1. R. Allenby (Aus.), 284 ; 2. M. Martin (Esp.), 284 ; 3. C. Rocca (Ita.), 285.

MOTOCYCLISME

Grand Prix de Saint-Marin

● *250 cc* : 1. R. Waldmann (All., Honda), les 23 tours en 44 min 2 s 620 ; 2. O. Jacque (Fra., Honda), à 4 s 770 ; 3. T. Ukawa (Jap., Honda), à 5 s 298.

Classement du championnat du monde : 1. M. Biaggi (Ita.), 224 pts ; 2. R. Waldmann (All.), 212 ; 3. J. Fuchs (All.), 136.

● *500 cc* : 1. M. Doohan (Aus., Honda), les 17 tours en 29 min 40 s 732 ; 2. A. Crivillé (Esp., Honda), à 0 s 104 ; 3. T. Okada (Jap., Honda), à 2 s 286.

Classement du championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus.), 256 pts ; 2. A. Crivillé (Esp.), 199 ; 3. L. Cadalora (Ita.), 136.

RUGBY

Championnat de France (groupe A1)
(Première journée)

● Poule 1

Béziers-Agen	22-31
Bourgoin-Castres	23-16
Périgueux-Grenoble	28-15
Nîmes-Dax	21-22
Biarritz-Toulouse	25-20

Classement : 1. Périgueux, Agen, Bourgoin, Biarritz et Dax, 3 pts ; 6. Nîmes, Toulouse, Castres, Béziers et Grenoble, 1.

● Poule 2

Colomiers-Pau 30-21
Perpignan-Brive 31-19
Bègles-Bordeaux - Narbonne 40-12
Montferrand-Paris UC 47-10
Dijon-Toulon 12-26

Classement : 1 Montferrand, Bègles-Bordeaux, Toulon, Perpignan et Colomiers, 3pts ; ; 6. Pau, Brive, Dijon, Narbonne et Paris UC, 1.

TENNIS

Internationaux des Etats-Unis à Flushing Meadow

● *Simple messieurs*

Seizièmes de finale : T. Enqvist (Suè., nº 13) b. P. Campana (Equ.), 6-4, 6-4, 6-2 ; M. Chang (EU, nº 2) b. V. Spadea (EU), 6-4, 5-7, 2-6, 7-5, 6-3 ; A. Boetsch (Fra.) b. J. Tarango (EU), 6-4, 6-2, 7-6 (8/6) ; J. Sanchez (Esp.) b. J. Stoltenberg (Aus.), 6-4, 3-6, 4-6, 6-2, 7-6 (8/6) ; D. Wheaton (EU) b. A. O'Brien (EU), 1-6, 7-5, 6-1, 6-2 ; A. Agassi (EU, nº 6) b. J. Siemerink (P-B), 6-4, 6-2, 7-6 (9/7) ; J. Hlasek (Sui.) b. H. Gumy (Arg.), 7-5, 6-1, 6-2 ; T. Muster (Aut., nº 3) b. S. Bruguera (Esp.), 6-2, 6-4, 6-3 ; S. Edberg (Suè.) b. P. Haarhuis (P-B), 6-4, 7-6 (7/4), 6-1 ; *G. Ivanisevic (Cro., nº 4) b. H. Dreekmann (All.), 6-3,* 6-2, 7-6 (13/11) ; G. Forget (Fra.) b. S. Schalken (P-B), 6-2, 7-5, 4-6, 4-6, 6-0 ; T. Henman (GB) b. T. Martin (E-U, nº 12), 6-2, 7-6 (7/4), 6-4

● *Simple dames*

Seizièmes de finale : S. Graf (All., nº 1) b. N. Zvereva (Blé.), 6-4, 6-2 ; J. Wiesner (Aut.) b. P. Langrova (Tch.), 6-2, 6-0 ; R. Grande (Ita.) b. E. Callens (Bel.), 7-5, 6-1 ; M. Hingis (Sui., nº 16) b. N. Kijimuta (Jap.), 6-2, 6-2 ; J. Novotna (Tch., nº 7) b T. Whitlinger-Jones (EU), 6-2, 6-3 ; K. Habsudova (Slvq. nº 7) b S. Dopfer (Aut.), 6-2, 6-3 ; A. Sanchez (Esp., nº 3) b. E. Likhovtseva (Rus.), 6-1, 6-0 ; A. Kournikova (Rus.) b. B. Paulus (Aut., nº 14), 3-6, 6-2, 6-4.

Huitièmes de finale : C. Martinez (Esp., nº 4) b. A. Carlsson (Suè.), 6-2, 6-1 ; L. Wild (E-U) b. L. Davenport (E-U, nº 8), 6-2, 3-6, 6-0.

هكذا من الأصل

Nuageux sur le Sud soleil ailleurs

UN ANTICYCLONE est centré sur les îles Britanniques et protégera *le nord de la France* pour les prochains jours. Une dépression située en Méditerranée donnera du mauvais temps sur l'extrême sud du pays.

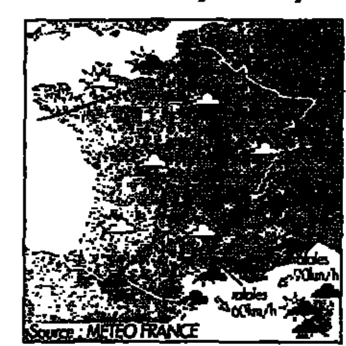
Mardi matin, les nuages et les éclaircies alterneront sur les côtes de la Manche. Du Nord-Pas-de-Calais jusqu'à la Picardie, les quelques brouillards matinaux se dissiperont rapidement, pour laisser place au soleil. De la région Midi-Pyrénées *aux Alpes*, les *nuages seront* nombreux, avec de courtes éclaircies. Sur le pourtour méditerranéen et en Corse, le temps sera le plus souvent couvert, avec des ondées et des orages. Le vent de nord-est soufflera à 90 km/h en rafales entre la Corse et le continent. Sur le reste du pays, le temps sera ensoleillé.

Mardi après-midi, quelques nuages sans importance se développeront du Nord-Est à la Franche-Comté, jusqu'au Massif Central. Sur les régions méditerranéennes, le mauvais temps persistera avec des ondées et des orages. Des Pyrénées aux Alpes, le ciel restera très nuageux, avec quelques averses sur le relief. Ailleurs, le soleil brillera largement.

Les températures minimales iront de 8 à 11 degrés en général, jusqu'à 16 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre marquera 21 à 23 degrés, jusqu'à 25 degrés sur le Sud-Est et la Corse.

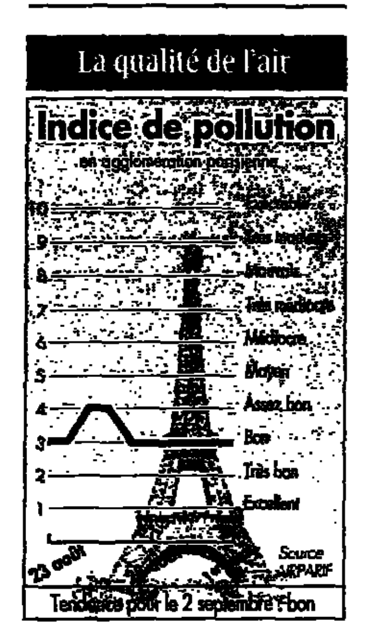
Mercredi, du Nord-Pas-de-Calais à l'Alsace, les nuages et les éclaircies alterneront. Du pourtour méditerranéen aux Alpes jusqu'à la Corse, les nuages seront abondants, avec des ondées et des orages. Sur les Pyrénées, les nuages seront parfois porteurs d'averses, surtout en fin de journée. Sur le reste du pays, le soleil sera encore au rendez-vous. Les températures seront encore fraîches le matin, avec 8 à 12 degrés du nord au sud du pays. L'après-midi, il fera 20 à 23 degrés au nord, et 22 à 25 degrés au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

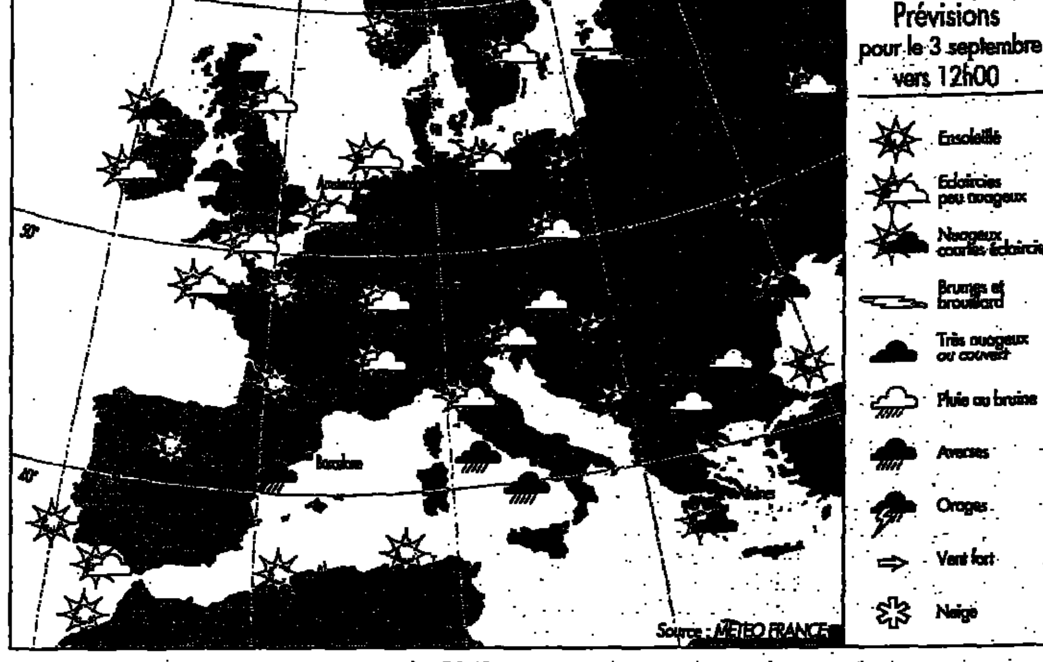


Prévisions pour le 3 septembre vers 12h00

La qualité de l'air

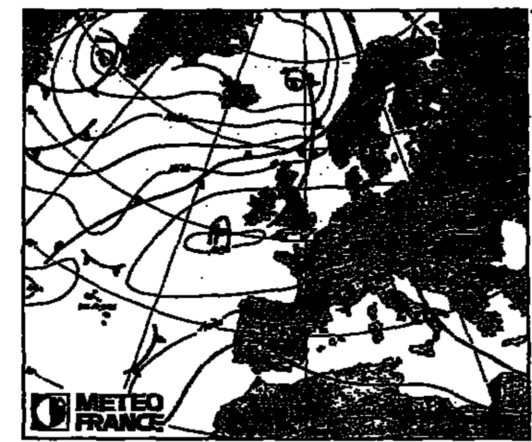


Tendance pour le 2 septembre : bon

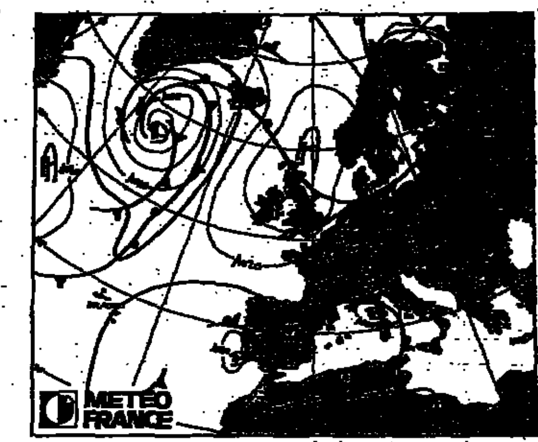


TEMPÉRATURES du 1er septembre maxima/minima

Ville	max/min
FRANCE	
AJACCIO	25/15
BIARRITZ	21/10
BORDEAUX	24/10
BOURGES	20/9
BREST	19/10
CAEN	20/9
CHERBOURG	20/8
CLERMONT-F.	20/8
DIJON	19/9
FORT-DE-FR.	32/24
GRENOBLE	19/9
LILLE	19/8
LIMOGES	20/8
LYON	20/10
MARSEILLE	25/15
NANCY	18/8
NANTES	23/9
NICE	25/18
PARIS	20/11
PAU	23/8
PERPIGNAN	25/16
POINTE-À-PIT.	33/25
RENNES	22/8
ST-DENIS-RÉUNION	27/19
ST-ÉTIENNE	19/7
STRASBOURG	17/8
TOULOUSE	23/10
TOURS	22/9
ÉTRANGER	
ALGER	27/19
AMSTERDAM	19/8
ATHÈNES	32/24
BANGKOK	36/27
BARCELONE	26/19
BELGRADE	22/16
BERLIN	20/8
BOMBAY	31/25
BRASILIA	23/17
BRUXELLES	17/7
BUCAREST	28/16
BUDAPEST	22/16
BUENOS AIRES	18/7
CARACAS	31/27
CHICAGO	27/17
COPENHAGUE	19/10
DAKAR	30/26
DJAKARTA	32/24
DUBAI	40/29
DUBLIN	19/13
FRANCFORT	18/8
GENÈVE	19/12
HANOÏ	30/26
HELSINKI	18/11
HONGKONG	32/27
ISTANBUL	27/20
JÉRUSALEM	30/27
KIEV	28/16
KINSHASA	32/22
LE CAIRE	34/23
LIMA	17/14
LISBONNE	33/18
LONDRES	22/15
LOS ANGELES	28/20
LUXEMBOURG	17/9
MADRID	28/12
MARRAKECH	32/18
MEXICO	23/13
MILAN	23/12
MONTRÉAL	27/15
MOSCOU	26/10
MUNICH	16/10
NAIROBI	26/13
NEW DELHI	34/27
NEW YORK	26/17
PALMA DE M.	26/14
PÉKIN	30/17
PRAGUE	17/8
PRETORIA	23/12
RABAT	35/21
RIO DE JAN.	24/20
ROME	26/14
SAN FRANC.	19/11
SANTIAGO	16/6
SÉVILLE	31/19
ST-PÉTERS.	28/13
STOCKHOLM	23/10
SYDNEY	20/10
TENERIFE	28/20
TOKYO	30/25
TUNIS	29/20
VARSOVIE	20/14
VENISE	26/16
VIENNE	18/13



Situation le 2 septembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 4 septembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Le retour du roi Georges

COMME il était prévu, le plébiscite qui a eu lieu hier en Grèce est en faveur du roi Georges. Les résultats connus jusqu'à cette heure, qui portent sur près des deux tiers des voix, lui donneraient une majorité de 80 %. Même si cette proportion ne se maintient pas, elle dépassera sans doute celle de 60 % à 65 % généralement escomptée.

Certaines régions, comme la Thessalie ou la Crète, ont voté pour la République. La majorité monarchiste est plus forte dans les campagnes que dans les grandes villes : dans ces dernières, la population ouvrière, hostile au retour du roi, est plus nombreuse, et la pression officielle s'y exerce moins. la Grèce est un pays plus agricole qu'industriel. Normalement l'*opinion de* l'élément paysan doit y prévaloir dans une consultation populaire.

On peut considérer comme probable, sinon certain, le retour prochain du roi Georges en Grèce. On murmurait dans son entourage qu'il hésiterait à rentrer si la majorité en sa faveur n'était pas suffisante. Le bruit court déjà qu'il rejoindrait le prince Paul en Egypte. Un navire grec, qu'escorteraient des vaisseaux américains et anglais, le ramènerait dans son pays à la mi-septembre.

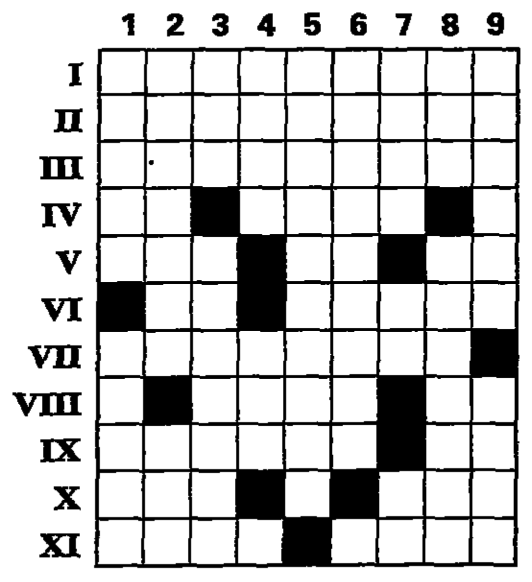
On sait qu'en 1935 un plébiscite l'avait déjà rétabli sur le trône, d'où les républicains l'avaient chassé quinze mois après son avènement. Il était demeuré onze ans en exil. Cette fois la situation est différente : le vote d'hier ne fait que le maintenir dans des fonctions d'où il n'a jamais été exclu, auxquelles il n'a jamais renoncé. Il a simplement quitté la Grèce lors de l'invasion, deux jours avant l'arrivée des Allemands.

L'avenir de la Grèce dépendra dans une large mesure de la politique qu'il fera, ou qu'il sera en mesure de faire.

(3 septembre 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6900



HORIZONTALEMENT

I. Entre dans le monde en dansant. – II. Un appareil pour distribuer l'essence. – III. Bien frappées et secouées. – IV. D'un auxiliaire. Dieux du Nord. – V. Station étrangère. En Touraine. Un métal mou. – VI. La moitié de rien. Tissu pelucheux. – VII. Faire sauter les ficelles. – VIII. Pour celui qui mange comme un cochon. Particule. – IX. Une belle poule. Fin de bail. – X. A son siège à Genève. Donna des fleurs à un poète. – XI. Un cri de ralliement. Une île où ça a manqué de bras.

VERTICALEMENT

1. Firent la paix à Cambrai. Fait courir quand il arrive à midi. – 2. Bouchée avec du chanvre. Elément d'une paire. – 3. Récipient pour prendre l'air. Ville de Sibérie. – 4. Ville de Suède. Riposta brutalement. – 5. Permet de faire de bonnes affaires en Afrique. – 6. Des étoiles que l'on ne voit pas dans le ciel. – 7. Pas vilaines. Bande d'étoffe. Peut se trouver en première ligne. – 8. Pas annoncée. Pris pour remonter. – 9. Pour fixer l'aviron. Réponse à un appel.

SOLUTION DU N° 6899

HORIZONTALEMENT

I. Ivresse. Picador. – II. Mauviette. Hardi. – III. Plein. Ouste ! Aod. – IV. Ri. Ecouteurs. Ri. – V. Isère. Er. Arac. – VI. Mer. Rôde. Bus. Tu. – VII. Raidillons. – VIII. Uvéite. Tiercé. – IX. Rouleur. Lit. Ai. – X. Ire. Racines. GH. – XI. Dessus. Mess. Tua. – XII. Es. Emeu. – XIII. Age. Otrante. – XIV. Meringuée. Oasis. – XV. Eventait. Hélène.

VERTICALEMENT

1. *Imprimeur.* Derme. – 2. Valise. Voies. EV. – 3. Rue. Erreurs. Are. – 4. Evier. Ailes. Gin. – 5. Sincérité. Usent. – 6. Se. Odeurs. Ga. – 7. Etourdi. Râ. Roui. – 8. Tut. Elu. Cm. Têt. – 9. Pesée. Lierre. – 10. Turbotins. – 11. Cher. Unités. Noé. – 12. Aa. Sasse. Etal. – 13. Dra. Ra. Tmèse. – 14. Odorat. Ciguë. In. – 15. Ridicule. Hausse.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements 24, avenue du Gal Leclerc - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
☐ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
☐ 3 mois	536 F	572 F	790 F

Abonnements USA/Canada : « LE MONDE » (USPS = 0009729) is published daily for $ 892 per year « LE MONDE » 21 bis, rue Claude Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of N-Y Box 1518, Champlain N.Y. 12919-1518. Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA Tel. : 800/428.30.03

Nom : .... Prénom : ....
Adresse : ....
....
Code postal : .... Ville : ....
Pays : .... 601 MQ 001
Ci-joint mon règlement de : .... FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

PP. Paris DTN

Changement d'adresse :
- par écrit 10 jours avant votre départ.
- par téléphone 4 jours. *(Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)*

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
- Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels. 33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
- Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe : Adresse Internet : http:// www.lemonde.fr	GO LEMONDE
Documentation sur minitel	3617 LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 44-08-78-30
Index et microfilms :	(1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

PARIS EN VISITE

Mercredi 4 septembre

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : *La Diane d'Anet*, 12 h 30 ; les cinq piliers de l'islam, 14 h 30 ; le village des artisans de Deir el Medineh, 19 h 30 ; le trésor de Saint-Denis, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE 2e ARRONDISSEMENT** (40 F), 14 heures, sortie du métro Etienne-Marcel (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'ÉGLISE DE LA MADELEINE** et la chapelle expiatoire de *Louis XVI (50 F)*, 14 heures, *en* haut des marches de l'église (Odyssée).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (36 F + prix d'entrée) : les Thermes de Lutèce et les galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **LES CATACOMBES** et exposition photographique (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).

■ **DU QUARTIER GAILLON** aux grands boulevards (50 F), 14 h 30, sortie du métro Quatre-Septembre (Paris pittoresque et insolite).

■ **LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE** (50 F), 14 h 30, 4, rue de la Roquette (Mme Cazes).

■ **HÔTELS DU MARAIS** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, *sortie du* métro Saint-Paul (Isabelle Hauller).

■ **LE SENTIER** et la cour des Miracles (50 F), 14 h 30, 3, place des Victoires (Frédérique Jannel).

■ **LA BOURSE DU COMMERCE** (37 F), 15 heures, devant l'entrée côté rue de Viarmes (Monuments historiques).

■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Daru (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE BOURDELLE** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Antoine Bourdelle (Monuments historiques).

■ **LE PANTHÉON** (55 F), 15 heures, place du Panthéon devant la mairie du 5e arrondissement (Paris et son histoire).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **BULGARIE.** Dans les stations balnéaires bulgares de la mer Noire, le nombre des touristes originaires d'Europe centrale et orientale a augmenté de 62,2 % depuis le début de la saison d'été par rapport à l'an dernier. Au total, 380 000 personnes, dont 76 % d'étrangers et 24 % de Bulgares, ont séjourné sur le littoral bulgare cet été. – *(AFP.)*

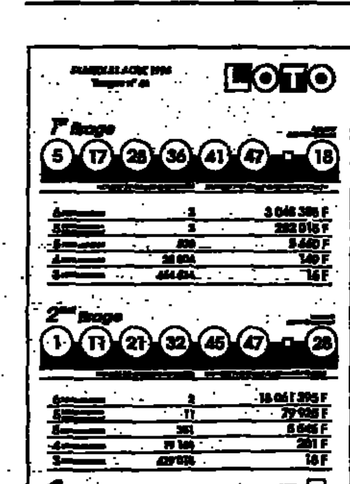
■ **ÉTATS-UNIS.** Shuttle by United, la compagnie court-courriers à bas tarifs d'United Airlines, va ajouter, le 31 octobre, six nouvelles villes à *son réseau reliant* douze villes de la côte ouest des Etats-Unis : Eugene, Boise, Santa Barbara, Medford, Salt Lake City et Spokane. Le nombre de liaisons quotidiennes, au départ ou à l'arrivée de San Francisco et de Los Angeles, passera ainsi de 364 à 410.

■ **EUROPE.** Le nombre des passagers transportés par des compagnies aériennes européennes n'a progressé que de 4,8 % en juillet par rapport au même mois de 1995, contre une moyenne de 8 % de hausse pour les six premiers mois de cette année. Quant au taux d'occupation des avions, traditionnellement bon pendant les mois d'été, il a diminué de 1,5 % à 74,6 % en juillet. – *(AFP.)*

■ **PORTUGAL.** Les conducteurs de locomotive des chemins de fer *portugais sont en grève depuis* vendredi 30 août à l'appel de leur syndicat. Le mouvement doit se prolonger jusqu'au 6 septembre. *Le trafic est interrompu sur la plupart* des lignes de banlieue et des lignes interurbaines ; pour les liaisons internationales, le transport jusqu'à la frontière est assuré par autobus. – *(AFP.)*

■ **SCANDINAVIE.** La compagnie aérienne scandinave SAS a réduit de plus de 50 % ses tarifs les plus bas sur la ligne Copenhague-Bruxelles, afin de faire face à la concurrence des bas prix appliqués par la compagnie britannique Virgin Express sur cette liaison à partir du 5 septembre. – *(AFP.)*

JEUX



ART On s'est beaucoup interrogé *sur l'art des années 1945-1950*, le début de la période de la reconstruction, après la seconde guerre mondiale. Rares furent toutefois les grandes expositions satisfaisantes sur ce sujet. Mais Maurice Fréchuret, conservateur en chef du Musée d'Antibes, a eu la bonne idée de concentrer son propos sur une seule année de l'après-guerre, pour garder une cohérence. ● 1946, à laquelle est consacrée l'exposition présentée en ce moment, est une année charnière pour le Musée d'Antibes. Picasso s'y installa, y peignit, et quitta les lieux en y laissant ses tableaux, notamment le fameux *Joie de vivre*, célébration du bonheur de la fin de la guerre. ● « La joie de vivre, *et après ?* », se demande cependant, et fort justement, l'un des textes du catalogue. Car, après l'embellie, arrive la guerre froide et une peinture plus sombre...

A Antibes, les surprises de l'après-guerre

Une exposition montre un remarquable accrochage d'œuvres réalisées en France durant l'année 1946. Un choix qui permet de montrer, malgré quelques lacunes, la variété des créateurs de cette période charnière

1946, L'ART DE LA RECONSTRUCTION. Musée Picasso, *château Grimaldi*, 06600 Antibes, tél. (16) 92-90-54-20, jusqu'au 30 septembre. Catalogue, 128 p., 190 F.

ANTIBES
de notre envoyé spécial

On n'en finit pas de découvrir l'art des années 1945-1950. Lequel résiste assez bien à l'examen : rares furent les grandes expositions qui ont été satisfaisantes sur ce sujet. Face au foisonnement et aux nuances de cette époque, difficultés sur lesquelles achoppent toutes les grandes rétrospectives, l'idée de Maurice Fréchuret, conservateur du Musée d'Antibes, est bonne : centrer son propos sur une seule année de l'après-guerre.

Claire Ftoulig, au Musée de Genève, s'y était essayée avec succès en proposant, durant l'automne 1995, une passionnante exposition baptisée *Figures de la liberté*, consacrée au renouveau de l'art en 1945. Le goût des cinquantenaires conduit aujourd'hui Maurice Fréchuret à aborder l'année suivante avec *1946, l'art de la reconstruction*. Si la série continue, la fin du millénaire permettra peut-être d'avoir, enfin, une idée juste des bouleversements artistiques des années 50. Pour le Musée d'Antibes, 1946 est cependant une année charnière. Son conservateur d'alors, Romuald Dor de la Souchère, en confia les clés à un locataire prestigieux, Pablo Picasso. Lequel fit quelques dégâts, repeignant par exemple sur la toile d'un confrère moins illustre, mais *surtout quitta* les lieux *en* y laissant les œuvres qu'il y avait réalisées, dont la célèbre *Joie de vivre*. Son titre résume assez bien l'état d'esprit de l'époque : la seconde guerre mondiale est terminée, la guerre froide n'a pas encore commencé. Il s'agit de fêter la victoire et de reconstruire.

« *La Joie de vivre*, et après ? », se demande un des excellents articles du catalogue de l'exposition. *Dès l'automne 1946*, le monde de Picasso, brièvement ensoleillé par sa compagne Françoise Gilot, s'assombrit à nouveau : son amie Nusch Eluard meurt le 28 novembre. Crânes *décharnés et tristes chouettes* resurgissent dans son oeuvre. Et la situation politique internationale ne prête plus guère aux sourires qui suivirent la Libération. Le 5 mars, Churchill prononce un discours à Fulton (Missouri), dénonçant la mainmise des Soviétiques sur l'Europe de l'Est, et parle du *« rideau de fer qui s'est abattu sur le continent »*. Le 30 juin et le 24 juillet, l'atoll de Bikini, dans les îles Marshall, est soufflé par deux nouveautés : des explosions atomiques médiatisées, filmées par des centaines de caméras posées alentour par la marine américaine et dont les champi*gnons prolifèrent à la « une »* de tous les journaux. Enfin, les troupes françaises bombardent Haïphong, c'est le début de la guerre d'Indochine et des surlendemains qui déchantent.

Mais en France, les peintres n'en sont pas encore à s'engager avec la virulence qui sera de mise ensuite, après la fin du tripartisme. Dans la presse communiste, un débat s'engage entre Roger Garaudy, Louis Aragon et Léon Degand sur l'existence d'une ligne esthétique du Parti.

Ce pluralisme dure peu : à la fin de 1947, seul sera toléré par le PCF le réalisme socialiste déjà im*posé par Jdanov en URSS*. En 1946, il semble encore possible d'être peintre moderne et communiste. Ainsi, Fernand Léger rentre de son exil américain pour retrouver Paris et adhérer au Parti en octobre 1945. Et pour mieux signifier sa nouvelle vie, il peint *Adieu New York*, aux antipodes de ses préoccupations sociales ; Matisse brosse un *Fauteuil rocaille*, aigre-doux, mais confortable comme sa peinture, et illustre l'album *Jazz* qui prélude aux ultimes développements de son œuvre.

La trilogie Picasso-Léger-Matisse est classique. Elle ouvre toutes les expositions sur le thème de l'après-guerre, et celle d'Antibes ne déroge pas à cette règle. C'est, passées les salles consacrées à ces trois grands anciens, que l'on en croise une quatrième d'artistes moins souvent convoqués. Bonnard, avant de s'éteindre au Cannet en 1947, y lance ses derniers feux, avec d'éblouissants tableaux, dont trois exemples, rarement vus, figurent dans l'exposition : un curieux triptyque, où seul le centre des toiles est peint, et une toile étonnante, tout en longueur, baptisée *La Terrasse ensoleillée*.

> Passées les salles consacrées à Picasso-Léger-Matisse, de grands oubliés des rétrospectives classiques resurgissent, et ce n'est que justice

C'est ici que se révèle un des mérites de ce thème concentré sur une année : contrairement aux grandes expositions, condamnées à ne sélectionner que les toiles consacrées, les chefs-d'œuvre, les moments charnières exemplaires, il est possible ici d'exposer des instants plus intimes et, partant, moins souvent montrés. Ils n'en sont pas moins admirables et surtout, passé le plaisir de la découverte, se révèlent infiniment plus nuancés.

Trois grands oubliés des rétrospectives classiques resurgissent ainsi, et ce n'est que justice. Atlan, dont l'importance pour les jeunes peintres de l'après-guerre est primordiale, pourtant maigrement représenté par la lithographie *Description d'un combat* ; mieux lotis, Schneider avec une toile et quatre dessins, et Olivier Debré avec de surprenants fusains de la série *L'Assassin, le mort et son âme*.

Les réussites réelles remarquablement servies par le parcours labyrinthique imposé par les couloirs du château Grimaldi, qui abrite le musée, forment un accrochage séduisant et plein de surprises. Au point qu'on en oublie de relever quelques lacunes, que corrige pour une bonne part le catalogue. Pourquoi exposer Poliakoff et pas Lanskoy ? Magnelli et pas Domela ? Soulages et pas Georges Mathieu ? Difficultés de prêts, ou manque de place, sans doute. Quant aux acteurs du réalisme socialiste à la française, Fougeron et Tasslitzky, ils sont singulièrement absents. Comme ceux du réalisme tout court, Gruber en tête. A l'inverse extrême de l'échiquier artistique, manque également une évocation des premières manifestations lettristes.

Pour le reste, les acteurs de la scène parisienne d'alors sont fort bien représentés. Les « jeunes peintres de tradition française » Alfred Manessier, Jean Le Moal, Charles Lapicque, Gustave Singier, Maurice Estève, Jean Bazaine, ont droit à leur salle. L'abs*traction géométrique, pour sa* part, est dans l'escalier. Cela ne dessert aucunement les tableaux bien choisis de Vasarely, ni les deux œuvres rares de Jean Dewasne, qui reçoit cette année-là le premier prix Kandinsky, et qui utilise, dans des formes très modernes, l'antique et précieuse technique du glacis.

La même exigence a présidé à la sélection des œuvres des monstres sacrés et solitaires de l'après-guerre, Dubuffet, Fautrier ou Nicolas de Staël... et si l'exiguïté des lieux n'a pas permis d'évoquer la reconstruction (promise par le titre) d'une architecture ruinée par la guerre, chaque salle du Musée d'Antibes offre à l'amateur de sacrés morceaux d'une peinture qui sort peu à peu d'un trop long purgatoire.

Harry Bellet


SPADEM

« La Joie de vivre », peint par Picasso en 1946, à Antibes.

Picasso et les femmes

LA PARUTION, en 1965, des souvenirs de son ancienne compagne, Françoise Gilot, n'avait pas ravi Picasso. Il avait même tenté d'en empêcher la publication. Trente ans ont passé, et Françoise Gilot s'est confiée à nouveau, au conservateur du Musée d'Antibes cette fois. Maurice Fréchuret publie ces entretiens avec elle, sous le titre *1946, Picasso et la Méditerranée retrouvée*.

On l'aura deviné, la conversation porte sur le séjour de Picasso à Antibes. Françoise Gilot y précise quelques dates, restées floues jusqu'alors, souligne le rôle du sculpteur Michel Sima (auteur également des photographies insérées dans le livre), la rencontre entre Picasso et Dor de la Souchère, rappelle les relations que son amant entretenait alors avec son concurrent de toujours, Henri Matisse.

Elle *évoque* également le lien entre les femmes de Picasso et sa peinture, un terrain sur lequel on lui laissera la responsabilité de ses propos : *« Il lui fallait une muse... C'est ce qui explique les différences et la spécificité des périodes de Pablo Picasso. Fernande Olivier et la "période rose" ; Olga et "les géantes", bien qu'elle fût petite et mince, il dépeignait son caractère, non son corps. Marie-Thérèse Walter et "les arabesques" en écho à sa souplesse d'adaptation. Dora Maar et "les femmes qui pleurent", image de son drame intérieur ; et autour de moi, prévalent l'aspect floral et le leitmotiv d'accord vert et bleu. »*

Ha. B.

★ Françoise Gilot, Entretiens avec Maurice Fréchuret, photographies de Michel Sima, publiés sous le titre *1946, Picasso et la Méditerranée*, Saint-Laurent-du-Var, Grégoire Gardetta éditions, 72 p., 140 F.

Peintre, cartonnier, graveur et, bien sûr, sculpteur : tout Maillol en deux expositions

ARISTIDE MAILLOL (1861-1944). Musée cantonal des beaux-arts, place de la Riponne, Lausanne, Suisse. Tél. : (021) 312-83-32. Jusqu'au 22 septembre. Et hôtel de Campredon, 20, rue du Docteur-Tallet, L'Isle-sur-la-Sorgue. Tél. : 90-38-17-41. Jusqu'au 27 octobre.

Dans un dessin sur le vif, Maurice Denis a bien saisi son ami Aristide Maillol : grand chapeau de paille, long nez aquilin, barbe opulente. Les yeux sont intenses. Vieux, le regard toujours aigu, le poil foisonnant sous le béret, il a l'air d'un berger catalan à la sagesse rusée. Un photographe des dernières années le montre ainsi, la spatule à la main, méditant sur l'épiderme d'une statue.

Le temps de Maillol est venu ou revenu. Son musée s'est ouvert à Paris, en mars 1995, par les soins de Dina Vierny, qui fut son dernier modèle. Deux expositions lui sont consacrées cet été, à Lausanne dans l'imposant palais de Rumine, qui abrite le Musée cantonal, et, à l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), dans le charmant hôtel Campredon, non loin des roues à aubes de la rivière et à quelques kilomètres des tumultes d'Auguste Rodin, hélas en réduction, dans le Palais des papes d'Avignon.

La rétrospective lausannoise est considérable. Maillol y est représenté sous toutes ses formes, peintre, dessinateur, cartonnier, graveur, illustrateur, sculpteur enfin. Les organisateurs ont fait appel aux collections publiques et privées d'Amérique et d'Europe. Les auteurs savants du catalogue, qui ont puisé dans le journal en partie inédit du comte Kessler, le mécène allemand de Maillol, font le point sur la biographie, la chronologie des œuvres, l'évolution stylistique, les méthodes de travail du sculpteur, ses rapports avec Rodin, Denis, et son époque. Comme l'exposition met l'accent sur les débuts de l'artiste, qui quitta Banyuls-sur-Mer et Perpignan en 1881 pour apprendre la peinture à Paris, successivement dans les ateliers de Cabanel et de Laurens, on y évalue justement sa situation à cheval sur le XIX[e] et le XX[e] siècle, entre les préciosités symbolistes et cette forme pure qu'il devinera dans une approche obstinément artisanale.

Ses peintures évoquent de gracieuses jeunes filles au profil à la Pisanello, soit dans un métier au fini académique, soit avec de légères vibrations de touche. On retrouve ces créatures allégoriques et réalistes dans les tapisseries, par lesquelles il se fit connaître. Maillol appartient alors à l'art décoratif. Vases peints et objets d'ornement en témoignent. Ses tapisseries ont aujourd'hui perdu de leur éclat, même si elles ont été brodées au gros point avec des laines teintées aux couleurs végétales, selon des procédés particuliers à Maillol, toujours intéressé par *la technique*.

> « Je soulève un pan de sa chemise, je trouve le marbre »

Tapisserie et sculpture interfèrent un moment, puis les statues viennent seules sous les doigts prodigues de Maillol, qui n'a même pas besoin de modèle. Sa belle épouse et compatriote, Clothilde, suffit à l'informer. *« Je soulève un pan de sa chemise, je trouve le marbre »*, dira-t-il. En tout cas, c'est vers ces années 1895-1904 que la transition s'opère, que le symboliste ami des nabis préfère la simplicité d'une Grèce archaïque au charme des tanagras 1900 si bien identifiables, avec leur voluptueux chignon et leur chair épanouie, dans les tableaux du bonheur conjugal de Maurice Denis.

Cette période féconde des premières statuettes ou statues éclaire la suite, parce que Maillol y balance entre le réalisme et l'in*temporalité*, un *certain* sourire et un certain silence. Ce silence, que Gide célébra dans la monumentale *Méditerranée*, qu'il trouvait belle parce qu'elle ne signifiait rien qu'elle-même, ce silence l'emportera *mais non sans retours en* arrière, non sans abandons à une sensualité franche qui incite Maillol à modeler de vraies femmes plutôt que des déesses mères à l'immortalité sereine.

A la virtuosité des statuettes taillées dans le bois – proches de Gauguin quelquefois – modelées, coulées en bronze, succède le travail patient d'un artiste-artisan en quête de l'Harmonie. C'est le titre de sa dernière pièce inachevée. Il n'y a de masculin dans son œuvre que *Le Cycliste*. Pour Maillol, le corps de la femme peut tout symboliser, les morts de la guerre, les aviateurs accidentés aussi bien que l'action révolutionnaire de Blanqui. Ces volumes larges trouvent leur plénitude dans un dépouillement intransigeant. Dès lors, Vénus, Pomone et nymphes sont quasiment *interchangeables*. L'atelier du vieux maître devient un cabinet de pièces anatomiques. Il suffit d'ajouter des bras à un torse, de planter une tête sur un col pour changer l'affectation première de la création. D'ailleurs, insatisfait, il modifie constamment ses compositions comme le montrent, à Lausanne, les maquettes successives du *Monument à Cézanne*.

A L'Isle-sur-la-Sorgue, Dina Vierny elle-même a réglé l'ordonnance des très beaux dessins et des statues. Beaucoup d'entre elles sont les mêmes qu'à Lausanne. Elles paraissent pourtant plus familières. *Les plus grandes se* dressent sur les carreaux frais du sol, à hauteur de regard. On tourne autour. Elles font des groupes, gracieuses, prêtes à s'ébattre, ou bien muettes, presque gauches à force d'être pure architecture. La lumière provençale leur sied, elle les caresse. *Harmonie* s'élève dans la cour de Campredon. Derrière elle, des cyprès et un dauphin de pierre mutilé qui crache l'eau dans un bassin. Dans son soleil, la Vénus classique de Maillol profile, pourrait-on croire, une abstraction lisse et sans fin comme celle de Brancusi.

Jean-Jacques Lerrant

Julien Lourau et sa bande au Parc floral de Vincennes

En créant de nouvelles relations avec un public attentif et bigarré, le Groove Gang, féroce et provocant, a endiablé l'un des samedis jazz de ce magnifique endroit parisien

EXPLOSIONS, fragments de bombes, bruitages, sirènes free, déchirures du saxophone, cymbales jetées sur la scène, vociférations narquoises, trombone à coulisse, glapissements de trompettes, le tout comme une catastrophe à peine apprivoisée dans le plus bel endroit du monde – le Parc floral de Vincennes – déchaînant les rires : « *Voilà*, dit Julien Lourau. *Nous dédions ceci aux CRS pour l'ensemble de leur œuvre d'hier. Nous dédions la suite à leurs victimes.* » Ni indignation ni vertu. *Une joie assez froide. Comme* Mingus lorsqu'il insultait le sénateur raciste Faubus ? Oui, *comme* Mingus dans *Les Fables de Faubus*. Ce n'est qu'un combat, continuons le début.

Le Groove Gang de Julien Lourau (saxophones) est passionnant. Ni claviers ni guitares. L'affaire tourne autour des cuivres, sur fond de percussions. Avec un contrebassiste solide (Jules Bikoko) qui sort de l'ancienne contrebasse le gros son des basses funky. Terminé pour l'outillage. Le Groove Gang s'est adjoint récemment un pistolet qui manquait au tableau : le percussionniste le plus énergumène de la place de Paris : Minino Garay. Il fait le spectacle. Déménage. Assure. Il a des numéros de pitre très au point. Mais surtout, sans quoi le reste serait insupportable, il est d'une exactitude rythmique parfaite, jouant de tout, de son corps raide aux épaules, de ses mimiques, de ses gestes, avec ce qu'il faut de démonstration et de déraillement.

De toute façon, le Groove Gang travaille en férocité. Quand on voit le vibraphoniste juché sur l'instrument, en position de presque grand écart, son tambour maghrébin entre les jambes, on se dit qu'on est assez loin de Marsalis et de l'Ircam. Tout ça tourne rond, sur fond de salsa et de funk, sans souci, sinon celui d'une juste mise en place et de faire mousser le jeu. Les interventions vocales sont plus soignées que la moyenne, en jazz (drôlerie, gags pas trop ringards, huitième degré). Les cuivres assurent avec précision et un poil de manque d'affirmation dans les ensembles : *Daniel Casimir* est au trombone, Nicolas Genest à la trompette, Julien Lourau aux saxophones. Un des meilleurs groupes du moment. Avec de vrais chorus, coupants, bizarres, arrachés. Bizarrement sans concession, alors que tout est fait pour tourner.

FARCE ET FREE

Le groove, c'est un peu ça. C'est ce qui roule, ce qui pousse ; et, de proche en proche, c'est devenu un mot à peine utile, à croire que l'on prend l'air malin. C'est un plaisir de le voir repris par ces élégants zigotos. Récupération à l'envers, une fois n'est pas coutume.

Le plus intéressant n'est pas là. Ça, c'est pour les principes de base, le scrupule lexical et la musicologie de carnaval. De toute façon, on n'y arrivera plus : les gens ne veulent le jazz que pimpant et commode, sans avoir à y penser, un peu comme les femmes – écervelées, mais si fraîches.

Le plus intéressant, c'est cette opération où des garçons – Julien Lourau et sa bande, son ancien alter ego (Noël Akchoté) et quelques autres – sont lancés. Ils créent de nouvelles relations avec le public. Ils foncent. Ils définissent de nouvelle lignes de force. Ils pensent. Ils réfléchissent à l'acte de jouer. Ils jouent sur fond de farce et de free. Ils réinventent le monde comme l'ont toujours fait les musiciens qu'on aime. Ils annoncent un temps neuf. Tout le mois, se sont succédé sur une radio ordinairement plus intelligente (France-Culture) une clique de petits ego prétentieux dont l'unique point commun était de se raccrocher névrotiquement à la mode, à leurs trente ans et à des goûts musicaux affligeants de conformisme.

Cela s'appelait témérairement *L'Age des possibles. Et était sous-titré Le Magazine des nouveaux talents.* Les musiciens qui débarquent, ceux dont on parle, quand ils ont évité le pompiérisme et le goût bourgeois, ce qui est tout un boulot, sont le contraire de ces « trentagénaires nouveaux ».

C'est qu'ils ont trente ans aussi, mais ailleurs. Pour les saluer, un dernier samedi d'août au Parc floral, il y a foule, une foule à la fois attentive et enjouée, dansante, sage, bigarrée, jeune ou pas, le Photomaton le plus exact de la France aujourd'hui. N'en déplaise aux divers manieurs de bache, aux Cassandre et, en passant, à ceux qui voudraient enterrer le jazz.

Francis Marmande

★ Discographie : Voodoo Dance, LBLC 6593, HM 29.
Prochains concerts au Parc floral de Vincennes, tous les samedis à 16 heures, entrée 10 F : Richard Galliano, J.-F. Jenny-Clark et Daniel Humair (le 7 septembre), Jean-Marc Jafet Agora (le 14), Michel Portal, Jenny-Clark, Humair (le 21). Rens. : 43-43-92-95.

Liam Neeson et David Bowie dominent le week-end à la Mostra

Les cinéastes s'interrogent sur l'avenir de leur art

Trois productions américaines sur les quatre films présentés ont donné une idée de l'état de l'industrie cinématographique d'aujourd'hui. Le doyen Manoel de Oliveira, avec « Party », signait la seule production européenne de ce week-end à Venise, où le ministre italien de la culture, Walter Veltroni, s'était rendu.

VENISE
de notre envoyé spécial

Qu'en sera-t-il du cinéma du XXIe siècle ? Le symposium réuni dans le cadre de la Mostra le samedi 31 août et le dimanche 1er septembre avait pour ambition de susciter un ensemble de réflexions autour de l'avenir du cinéma, confronté dès à *présent à des évolutions techniques* qui remettent en cause aussi bien ses modes de consommation que sa fabrication et le placent devant des concurrences nouvelles. Des cinéastes (parmi lesquels Ken Loach, Jacques Doillon, Mrinal Sen, Bernardo Bertolucci, Roman Polanski, Ettore Scola et Robert Zemeckis) et des producteurs (Marin Karmitz, Leo Pescarolo, Aurelio De Laurentiis), des universitaires et des chercheurs, des vidéastes et des spécialistes des « nouvelles images » sont intervenus, après que le vice-président du conseil et ministre italien de la culture Walter Veltroni eut déclaré en ouverture que ce congrès avait *« pour objectif de démontrer que Lumière avait tort »* lorsqu'il déclara le cinéma *« une invention sans avenir »*.

LETTRE DE VENISE

Pendant ce temps, la Mostra a continué de livrer son lot d'informations sur l'état du monde cinématographique de cette fin de siècle. Si l'on s'en tient aux films présentés en compétition depuis vendredi 30 août au soir, la carte est assez vite dessinée : sur les quatre films projetés, trois sont des productions américaines. Le seul non-américain présent en compétition en cette fin de semaine était le portugais Manoel de Oliveira. Celui qui, à quatre-vingt-sept ans, est le vétéran des cinéastes encore en activité, s'est amusé, dans *Party*, à mettre en scène une variation sur la séduction et l'amour, le désir et l'absence, autour des deux rencontres, à cinq années de distance, celle de Leonor et Rogerio, qui sont mari et femme, et celle d'Irène, ancienne actrice devenue agent, et son *amant, Michel, séducteur expérimenté*. Face à Leonor Silveira *et Rogerio Samora, se tiennent* donc Irène Papas et Michel Piccoli, dont la personnalité et le talent font merveille. Pour le reste, le film donne à entendre beaucoup de platitudes, proférées sur le ton de celui qui n'est pas dupe du vide des formules qu'il avance, mais qui ne résiste pas à les produire quand même, assuré qu'il s'en trouvera toujours pour les juger irrésistibles. Les applaudissements qui ont salué la fin de la projection ont paru lui donner raison.

Applaudissements également pour le film de Neil Jordan *Michael Collins*. Peu heureux dans ses pérégrinations hollywoodiennes (*Nous ne sommes pas des anges*), le réalisateur de *Mona Lisa* et *The Crying Game* a choisi de revenir dans son Irlande natale pour y raconter, avec l'argent de Hollywood, une histoire irlandaise. Celle de Michael Collins, personnage contesté de la lutte de l'Irlande pour son indépendance, dont le parcours est retracé de 1916 à sa mort, à l'âge de trente-deux ans, en 1922. Il s'agit donc d'une confortable superproduction, rien n'ayant été épargné pour que la reconstitution historique soit impressionnante. Elle l'est en effet et, en tête d'une distribution remarquable, Liam Neeson donne à ce maître de la guérilla que fut Michael Collins (avant d'en être lui-même victime) une force et un élan qui renversent les préventions que pouvait inspirer le projet. Du cinéma très *classique, sans doute, mais* au service d'une certaine ambition et avec la *volonté de faire* découvrir au plus grand nombre de spectateurs une page *d'histoire* qui demeure peu connue.

DÉCEPTION SYMPATHIQUE

Basquiat part également à la rencontre d'une personnalité ambiguë. Peintre lui-même, Schnabel a filmé un portrait de Jean-Michel Basquiat, mort en 1988 à l'âge de vingt-sept ans (*Le Monde* du 31 août). Là non plus, l'argent n'a semble-t-il pas manqué, qui a notamment permis au réalisateur débutant de confier à David Bowie le rôle d'Andy Warhol. La composition du chanteur constitue d'ailleurs la grande réussite d'un film qui, en fait, dessine moins le portrait d'un homme et d'un artiste qu'il ne compose le tableau d'un monde, celui des « branchés » new-yorkais des années 70 et 80. En restant toujours, malheureusement, à la surface des êtres et des choses, dans une succession d'images clipées qui n'aboutissent jamais qu'à l'affirmation de la grandeur de l'artiste qui rend le monde plus beau alors que lui-même est irrémédiablement malheureux. La personnalité et le talent de Basquiat auraient mérité un vrai cinéaste, qu'il ait été ou non son ami, qu'il soit également peintre ou pas.

Amérique toujours, mais cette fois-ci en marge de Hollywood. Pour une nouvelle déception, sans doute, mais qui inspire néanmoins la sympathie. Tom DiCillo (*Johnny Suede, Ça tourne à Manhattan*) suit dans *Box of Moonlight* la dérive d'un ingénieur de Chicago (John Turturro, une nouvelle fois magnifique de sobriété, d'intelligence et d'humour) qui, plutôt que de rejoindre sa femme et son fils, choisit de rester pour quelques heures dans un trou perdu du Kentucky, en compagnie d'un garçon bizarre, affublé d'une panoplie de Davy Crockett. Le film part quelque peu à vau-l'eau, l'idée initiale se révèle vite assez mince, mais personne ne se prend au sérieux. Qualité appréciable, et réconfortante, car devenue fort rare.

Pascal Mérigeau

Les faillites du théâtre de langue allemande

PONT-À-MOUSSON
de notre envoyée spéciale

Du lundi 26 au samedi 31 août, soixante stagiaires (des professeurs, des animateurs, de jeunes acteurs) se sont retrouvés dans l'abbaye des Prémontrés, pour la deuxième *Mousson d'été*. Créée par le comédien et metteur en scène Michel Didym, cette *Mousson* est au théâtre ce que les universités d'été sont à la politique. On y vient pour apprendre, se connaître, flairer l'air du temps, conforter son désir. Les « ténors » s'appellent Olivier Py, Gildas Milin, Xavier Durringer ou Noëlle Renaude – des auteurs français d'aujourd'hui, dont les pièces sont lues, mises en espace ou en scène. Le rythme laisse peu de temps pour la méditation sur les bords de la Moselle : entre les tables rondes, les conversations et les spectacles, les stagiaires sont pris de 9 heures à minuit – et alors commence *Le Cabaret*, dans une cave de l'abbaye où résonnent du rock et des chansons.

Michel Didym appelait de ses vœux *« une pluie de mots qui ruisselle sur nos sens »*. Ce fut un torrent. Désireuse de s'ouvrir sur l'étranger, *La Mousson* a axé une partie de sa programmation sur le théâtre de langue allemande. Un déversoir de haines inutiles. *Tatouage*, de Dea Loher, et *Doberman/Rottweiler*, de Thomas Jonigk, ressassent les clichés sur la trilogie des trois « f » – famille, fascisme, fesses. Ces pièces voudraient témoigner d'une violence sociale et politique à travers des drames quotidiens familiaux. Toutes deux établissent une connivence entre Hitler et l'inceste.

Quel intérêt y a-t-il à écrire ainsi *aujourd'hui ? Quand l'actualité* étouffe sous l'horreur de pratiques *pédophiles, on se sent gêné par* l'impudeur de ce déballage malvenu, et dépassé. *L'écoute des* pièces de Werner Schwab – qui est pourtant un roi de la violence, autrichien – laisse un tout autre sentiment. Question de style : Werner Schwab – mort en 1989, à trente et un ans – se servait des mots comme Jean Genet. C'était un flamboyant lanceur de couteaux, qu'on rêve de voir traduire en français par Gildas Milin – l'auteur remarqué de *L'Ordalie* (*Le Monde* du 12 mai 1995), venu lire sa nouvelle pièce, *Le Triomphe de l'échec* : du théâtre, incontestablement.

Michel Didym, qui projette de mettre en scène *Extermination*, de Werner Schwab, a créé *Chasse aux rats*, de Peter Turrini, un autre écrivain autrichien. La pièce date de 1967. Quand il l'a écrite, Peter Turrini n'en pouvait plus de son métier de rédacteur en publicité. Il est parti sur une île grecque, où il a déversé son désespoir en racontant un samedi soir dans une décharge. Un homme, une femme, une voiture et des rats. L'homme et la femme viennent de se rencontrer.

PEUR DE L'AUTRE

Tout pousse à penser qu'ils vont faire l'amour dans la voiture. Mais la femme joue les pudiques – ça la rassure. Mais l'homme tire sur les rats avec un fusil – ça le défoule. Ils parlent – ça cogne : ils sont faits pour s'entendre. Ils finiront morts sans comprendre pourquoi, sous les balles d'autres chasseurs de rats, après s'être livrés à un strip-tease (vêtements, postiche et fausses dents).

Hantée par la pourriture, la pièce de Peter Turrini appelle à la liquidation d'une société datée : la violence qu'elle dégage appartient à l'avant-68. D'où la question (*bis*) : quel intérêt y a-t-il à jouer *Chasse aux rats* ? La nervosité de la mise en scène, la performance des comédiens (Catherine Kocher-Matisse et Jean-Claude Leguay), et, *malgré* tout, *la mise* à nu d'une peur de l'autre, intemporelle. *Reste qu'aujourd'hui* on attend d'autres formes, qui prennent en *compte les nouveaux visages* de la violence sociale.

A sa *manière, plus modeste* et humoristique, Xavier Durringer y parvient en cadrant son Polaroid sur des laissés-pour-compte qui, eux, pèsent leur poids de chair. Meurtrie.

Brigitte Salino

■ **ARTS : la Biennale de Venise va être réformée et en partie privatisée,** a annoncé, vendredi 30 août, le vice-président du conseil italien et ministre des biens culturels, Walter Veltroni. La grande manifestation consacrée au cinéma, arts plastiques, théâtre, musique et architecture, victime de lourdeurs administratives et politiques, serait transformée en une structure à capitaux mixtes à hauteur de 40 % pour le secteur privé. Les instances dirigeantes seraient réduites de 50 membres à 13, et le conseil d'administration composé de 5 membres nommés par le ministère, la région et les sociétés privées. Le maire de Venise, Massimo Cacciari a approuvé le projet.

■ **Londres achète un Dürer. La National Gallery** a acquis *Saint Jérôme*, tableau à l'huile d'Albrecht Dürer, peint il y a cinq cents ans. Cette œuvre, le dernier Dürer détenu par des particuliers, est exposée dans l'aile Sainsbury de la National Gallery, consacrée à la Renaissance. Son acquisition s'inscrit dans le cadre de la politique du conservateur du musée britannique, Neil Mac Gregor. Depuis *1987*, il essaie de rattraper le retard pris par les musées britanniques en matière d'achat d'œuvres d'origine germanique. *Saint Jérôme* est, en *effet*, le premier tableau à l'huile de Dürer jamais possédé par un *musée britannique*. L'historien d'art Andrew Graham-Dixon affirme qu'*« il faut remonter au prince Albert pour assister à une politique culturelle si ouvertement progermanique »*.

Musiques croisées en « Etats d'urgence »

A Saint-Sever (Landes), un festival différent fait circuler les genres musicaux



AU FESTIVAL Musiques croisées de Saint-Sever, il y a du rap, de l'accordéon, du rock, de la chanson et du jazz. Tel quel, ce pourrait être assez banal. On peut trouver en été cent festivals qui présentent le même menu pour tenter de plaire à tout le monde. Mais, ici, on se veut différent. Le rap est celui qui est chanté par André Minvielle et Bernard Lubat, le jazz a les allures libres de l'And His Orchestra de Daunik Lazro, le rock extrême de Prohibition accueille en soliste un créateur du jazz comme le tromboniste Yves Robert, l'accordéon est celui de Daniel Mille, et l'une des voix sera celle d'Elise Caron, merveilleuse exploratrice de toutes les époques et de tous les styles du chant. On y entendra aussi Lex Leo, Pascal Mathieu, Marcel Azzola, Khaled...

Et, comme on aime bien le débat, l'échange, Musiques croisées ne se conçoit pas sans ses colloques, intitulés cette année « Etats d'urgences ». Comme un mot d'ordre.

★ Les 5, 6, 7 et 8 septembre. Renseignements et réservations, tél. : 58-06-86-86. De 75 F à 140 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

The Melvins
La rythmique et les guitares rivalisent de lourdeur pachydermique, battues sur le fil par un chanteur qui semble s'enliser dans un angoissant bourbier. Précurseurs, il y a des années, du grunge de Seattle (Nirvana a commencé en première partie du groupe), les Melvins n'ont pourtant jamais décroché le jackpot.
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. Mº Place-d'Italie. 20 heures, le 2 septembre. Tél. : 53-79-00-11. De 80 F à 90 F.

Buru
Fine guitare, chant ample à la manière des griots, souffle intense et animal de la flûte font le charme de Buru, un duo inventif formé par le chanteur sénégalais Pape Amath N'Diaye et la saxophoniste-flûtiste Sine, originaire de Suisse. Dans une atmosphère intimiste, un langage pertinent, un univers très personnel, sans déballage de clichés.
La Guinguette Pirate, 157, Quai-de-la-Gare (au pied de la Bibliothèque Nationale de France), Paris 13e. Mº Quai de la Gare. 21 h 30, le 2 septembre. Tél. : 44-24-89-89. Entrée libre.

Les Namas Pamos
A l'instar de 3 Mustapha 3, des Négresses Vertes ou de Lo'Jo Triban, les Namas Pamos ont l'oreille nomade. Ils picorent leurs influences de ci de là, du côté de la culture celte, du cajun, des tziganes ou des musiques latines et orientales. Pour donner vie à leur mixture espiègle et débridée, ils misent sur les effets de scène, jouant la carte de la farce et de l'opérette.
L'Archipel, 50, rue Basfroi, Paris 11e. Mº Voltaire. 21 heures, le 2 septembre. Tél. : 43-70-37-26. 30 F.

Maurice Vander Trio
Un trio d'excellences à l'opposé des jeunes techniciens glacés qui se veulent défenseurs du jazz classique : Maurice Vander au piano, Pierre Michelot à la contrebasse et Philippe Combelle à la batterie.
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 22 h 30 et 0 h 30, du 2 au 14 septembre ; relâche dimanche. Tél. : 40-68-30-42. 130 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

LE CRI DE LA SOIE
Film français d'Yvon Marciano, avec Marie Trintignant, Sergio Castellitto, Anémone, Adriana Asti, (1 h 50).
Gaumont Les Halles, 1er (40-39-99-40; réservation : 40-30-20-10); Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18); Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14e (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27; réservation : 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18e (réservation : 40-30-20-10).

DERNIÈRE DANSE
Film américain de Bruce Beresford, avec Sharon Stone, Rob Morrow, Randy Quaid, Peter Gallagher, Jack Thompson, Jayne Brook (1 h 42).
VO: UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1er; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, dolby, 8e; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (47-70-33-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation: 40-30-20-10).
VF: Rex, dolby, 2e (39-17-10-00); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43; réservation: 40-30-20-10); Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12e; UGC Gobelins, 13e; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15e; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96; réservation: 40-30-20-10).

HOMMES, FEMMES : MODE D'EMPLOI
Film français de Claude Lelouch, avec Bernard Tapie, Fabrice Luchini, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Caroline Cellier, Ophélie Winter (2 h 02).
UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1er; Rex, dolby, 2e (39-17-10-00); UGC Danton, dolby, 6e; UGC Montparnasse, dolby, 6e; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08; réservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8e; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31; réservation: 40-30-20-10); UGC Opéra, dolby, 9e; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12e; UGC Gobelins, dolby, 13e; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation: 40-30-20-10); Mistral, dolby, 14e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79); UGC Convention, dolby, 15e; Majestic Passy, dolby, 16e (42-24-46-24; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17e; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96; réservation: 40-30-20-10).

I LOVE YOU... I LOVE YOU NOT...
Film franco-britannique de Billy Hopkins, avec Jeanne Moreau, Claire Danes, Jude Law, (1 h 35).
VO: 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55); Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10).

THE CELLULOID CLOSET
Film américain de Rob Epstein, Jeffrey Friedman, avec Tony Curtis, Shirley MacLaine, Whoopi Goldberg, Tom Hanks, Susan Sarandon (1 h 41).
VO: 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55); Action Christine, 6e (43-29-11-30); Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81).

THE VAN
Film britannique de Stephen Frears, avec Colm Meaney, Donald O'Kelly, Ger Ryan, Caroline Rothwell, Brendan O'Carroll, Stuart Dunne (1 h 45).
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77; réservation: 40-30-20-10); UGC Rotonde, dolby, 6e; UGC Odéon, dolby, 6e; La Pagode, dolby, 7e (réservation: 40-30-20-10); UGC Champs-Elysées, dolby, 8e; UGC Opéra, dolby, 9e; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81); Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (45-80-77-00; réservation: 40-30-20-10); Mistral, dolby, 14e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation: 40-30-20-10).
VF: Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27; réservation: 40-30-20-10).

UN SAMEDI SUR LA TERRE
Film français de Diane Bertrand, avec Elsa Zylberstein, Eric Caravaca, Johan Leysen, Kent, Sylvie Laguna (1 h 35).
UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1er; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23; réservation: 40-30-20-10); Le Balzac, dolby, 8e (45-61-10-60); La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (47-07-55-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50; réservation: 40-30-20-10); Miramar, 14e (39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10).

MUSIQUE

Une sélection de concerts, classique, jazz, chanson et musiques du monde à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

Ensemble Ars Antiqua de Paris
L'Amour courtois au Moyen Age. Musique au temps de Charles Quint. Danseries et airs de cour au XVIe et XVIIe siècles.
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1er. Mº Cité, Saint-Michel, Châtelet. 19 h 15 et 21 h 15, le 2 septembre. Tél. : 42-05-25-23. De 130 F à 190 F.

Chœur et orchestre Sinfonietta de Paris
Mozart : *Requiem*. Haydn : *Concerto pour clavier et orchestre*. Corinne Laporte (soprano), Axelle Ekeland (mezzo-soprano), Stuart Patterson (ténor), Thierry de Gromard (basse), Julio Lazarte (piano), Eduardo Alonso-Crespo (direction).
Eglise de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris 8e. Mº Madeleine. 21 heures, le 2 septembre. Tél. : 42-77-65-65. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 150 F.

Chœur Rimes et Accords
Haendel : *Le Messie*. Marie-Louise Girod-Parrot (orgue), Margaret Petty (direction).
Eglise luthérienne Saint-Marcel, 24, rue Pierre-Nicole, Paris 5e. Mº Port-Royal. 21 heures, les 2 et 4 septembre. Tél. : 43-70-69-40. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 120 F.

Laure Le Monnier (violoncelle)
Bach : *Suites pour violoncelle seul BWV 1007 et 1009.*
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1er. Mº Cité, Saint-Michel, Châtelet. 19 h 15, le 3 septembre. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac, Virgin. 100 F.

Sinfonietta de Paris
Vivaldi : *Concertos op. 8 pour violon et cordes, « Les Quatre Saisons ».* Pergolèse : *Stabat Mater.* Corinne Laporte (soprano), Sophie Pondjiclis (mezzo-soprano), Jérôme Akoka (violon), Eduardo Alonso-Crespo (direction).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 21 heures, le 3 septembre. Tél. : 42-77-65-65. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 150 F.

Frédéréric Moreau (violon)
Œuvres de Paganini et Bach.
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1er. Mº Cité, Saint-Michel, Châtelet. 19 h 15, les 4 et 9 septembre. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac, Virgin. 100 F.

Ensemble vocal Saint-Pétersbourg
Chants orthodoxes et populaires russes.
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1er. Mº Cité, Saint-Michel, Châtelet. 21 heures, le 4 septembre. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 150 F.

Pascal Lelièvre (hautbois), Jean-Yves Kasala (guitare).
Œuvres de Bach, Vivaldi et Villa-Lobos.
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1er. Mº Cité, Saint-Michel, Châtelet. 19 h 15, les 6, 14 et 18 septembre. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac, Virgin. 100 F.

Thomas Sprauel (violoncelle)
Bach : *Suites pour violoncelle seul.*
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 21 heures, les 6 et 7 septembre. Tél. : 42-77-65-65. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 130 F.

Laure Le Monnier, Anne Le Cour (violoncelle)
Œuvres de Boismortier, Rossini, Schubert et Offenbach.
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1er, Mº Cité, Saint-Michel, Châtelet. 19 h 15, les 7 et 13 septembre. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac, Virgin. 100 F.

The Queen's Baroque Ensemble
Œuvres de Haendel et Purcell. Joanna Burton (soprano), Ryland Angel (haute-contre).
Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 19, rue Saint-Louis-en-l'Ile, Paris 4e. Mº Pont-Marie. 20 h 45, le 7 septembre ; 17 heures, le 8 septembre. Tél. : 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. De 75 F à 120 F.

Orchestre les Franciliens
Œuvres de Vivaldi. Brice Thomas (direction).
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1er. Mº Cité, Saint-Michel, Châtelet. 21 heures, les 7, 8, 14, 15 et 18 septembre. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 150 F.

Christophe Leonetti (piano)
Œuvres de Beethoven, Debussy, Schumann et Liszt.
Eglise Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris 4e. Mº Hotel-de-Ville. 21 heures, le 7 septembre. Tél. : 42-71-93-93. Entrée libre.

Sophie Fournier (soprano), Nathalie Steinberg (piano).
Œuvres de Poulenc, Strauss et Schubert.
Royaumont (95). Abbaye. 18 heures, le 7 septembre. Tél. : 34-68-05-50. De 90 F à 115 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
Œuvres de Rossini, Bellini, et Verdi. Sharon Coste, Raphaëlle Farman, Stéphanie Mugnier (sopranos), Roselyne Allouche, Claire Brua, Sylvia Marini (mezzo-soprano), Jean-Luc Maurette (ténor), Reda El-Wakil (basse), Jonathan Darlington (direction).
Royaumont (95). Abbaye. 20 h 45, le 7 septembre. Tél. : 34-68-05-50. De 90 F à 115 F.

Trio Sartory
Mozart : *Divertissement KV 563.* Beethoven : *Trio à cordes op. 9 nº 3.* Schoenberg : *Trio à cordes op. 45.*
Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. Mº Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 7 septembre. Tél. : 46-61-00-66. De 95 F à 135 F.

Yuuko Suzuki (piano)
Œuvres de Mozart, Schubert et Beethoven.
Eglise Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris 4e. Mº Hotel-de-Ville. 16 heures, le 8 septembre. Tél. : 42-71-93-93. Entrée libre.

Christian Ott (orgue)
Œuvres de Mendelssohn, Liszt et Duruflé.
Eglise de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris 8e. Mº Madeleine. 16 heures, le 8 septembre. Entrée libre.

Craig Goodman (flûte), Marc Viellefon (violon), Dimitri Khlebtsevitch (alto), Igor Kiritchenko (violoncelle)
Œuvres de Mozart, Rossini et Boccherini.
Hôpital Cochin. Cloître de Port-Royal, 123, boulevard du Port-Royal, Paris 14e. Mº RER Port-Royal. 16 heures et 18 heures, le 8 septembre. Entrée libre.

Quatuor Esteban
Œuvres de Mendelssohn et Debussy.
Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, Paris 4e. Mº Saint-Paul. 16 h 30, le 8 septembre. Tél. : 44-61-85-85. 70 F.

Hervé Morin (orgue)
Œuvres de Bach, Tournemire et Elgar.
Eglise Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, Paris 5e. Mº Luxembourg. 17 h 45, le 8 septembre. Entrée libre.

Iegor Tretiakoff (direction)
Chants orthodoxes et traditionnels russes.
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 21 heures, le 8 septembre. Tél. : 42-64-83-16. Location Fnac. De 80 F à 120 F.

Nadine et Leslie Wright (piano)
Schubert : *Fantaisie D 940.* Rachmaninov : *Suite op. 17.* Brahms : *Variations sur un thème de Haydn, Variations sur un thème de Schumann.*
Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. Mº Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 8 septembre. Tél. : 46-61-00-66. De 95 F à 135 F.

JAZZ

Maurice Vander Trio
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 22 h 30 et 0 h 30, les 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 septembre. Tél. : 40-68-30-42. 130 F.

Jam Session avec François Constantin
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 2, 9 et 16 septembre. Tél. : 42-33-37-71. Location Fnac, Virgin. De 35 F à 80 F.

Georges Arvanitas Trio
Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 2, 3, 4, 5, 6 et 7 septembre. Tél. : 45-48-81-84. 120 F.

Amasing Gospel
Eglise luthérienne Saint-Marcel, 24, rue Pierre-Nicole, Paris 5e. Mº Port-Royal. 21 heures, le 3 septembre. Tél. : 43-70-69-40. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 120 F.

Laurence Ponthieu
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, le 3 septembre. Tél. : 42-33-37-71. Location Fnac, Virgin. De 35 F à 80 F.

Bobby Few Trio
Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 3 septembre. Tél. : 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.

Christian Escoudé Trio
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 3 et 4 septembre. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.

Brice Wassy Tchokola Band
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mº Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, le 4 septembre. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Jean-Paul Amouroux Quartet
Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris 5e. Mº Luxembourg. 21 h 30, le 4 septembre. Tél. : 43-26-28-59. De 95 F à 260 F.

Alain Giroux & Jean-Louis Mahjun
Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris 14e. Mº Pernety. 22 heures, le 4 septembre. Tél. : 43-22-79-66.

Alby Cullaz Trio
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 4 et 5 septembre. Tél. : 40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Gilbert Leroux, Fabrice Eulry
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, le 5 septembre. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Eric LeLann Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 6 et 7 septembre. Tél. : 40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Laurent Fickelson Sextet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 6 et 7 septembre. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.

Emmanuel Bex, Xavier Richardeau
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 6 et 7 septembre. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Richard Galliano, J.-F. Jenny Clark, Daniel Humair
Parc floral de Paris (Bois de Vincennes), Bois de Vincennes, Paris 12e. Mº Château-de-Vincennes. 16 heures, le 7 septembre. Tél. : 43-43-92-95. 10 F.

Georges Brown Quartet
Studio des Islettes, 10, rue des Islettes, Paris 18e. Mº Barbès-Rochechouard. 19 heures, les 7 et 8 septembre. Tél. : 42-58-63-33.

Megaswing Quintet & One
Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 7 septembre. Tél. : 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.

Megaswing Quintet
Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 8 et 15 septembre, jusqu'au 29 septembre. Tél. : 45-48-81-84. 120 F.

Marc Ducret, Boby Previte
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 6 septembre. Tél. : 42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

ROCK

The Melvins
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. Mº Place-d'Italie. 20 heures, le 2 septembre. Tél. : 53-79-00-11. De 80 F à 90 F.

Howlin Winds
Slow Club, 130, rue de Rivoli, Paris 1er. Mº Châtelet, Pont-Neuf. 22 heures, les 3, 4, 5, 6 et 7 septembre. Tél. : 42-33-84-30. De 60 F à 75 F.

Wod
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mº Saint-Augustin. 23 h 30, les 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13 et 14 septembre. Tél. : 42-25-18-06. Entrée libre.

CHANSON

Les Années twist
Folies Bergère, 32, rue Richer, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre, Cadet. 21 heures, les 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13 et 14 septembre ; 15 heures, les 8 et 15. Tél. : 44-79-98-98. De 150 F à 280 F.

Ciné qui chante
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mº Sentier. 21 heures, jusqu'au 28 septembre. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 42-36-37-27. De 60 F à 80 F.

L'Enfer du Dante
Théâtre des Déchargeurs-La Bohème, 3, rue des Déchargeurs, Paris 1er. Mº Châtelet. 20 h 30, les 6, 7, 13 et 14 septembre ; 15 heures, les 8 et 15 septembre, jusqu'au 29 septembre. Tél. : 42-36-10-29. De 60 F à 80 F.

MUSIQUES DU MONDE

Ensemble artistique et culturel Towara
Ecole nationale supérieure des Arts et Métiers, 155, boulevard de l'hôpital, Paris 13e. 20 h 30, le 3 septembre. Entrée libre.

Ensemble national de Bolivie
Ecole nationale supérieure des Arts et Métiers, 155, boulevard de l'hôpital, Paris 13e. 20 h30 le 4 septembre. Entrée libre.

Claudia Philips
Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris 14e. Mº Pernety. 22 heures, le 5 septembre. Tél. : 43-22-79-66.

La Bourrée gannatoise
Ecole nationale supérieure des Arts et Métiers, 155, boulevard de l'hôpital, Paris 13e. 20 h 30, le 6 septembre.

Mario Canonge Group
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 6 et 7 septembre. Tél. : 42-33-37-71. Location Fnac, Virgin. De 35 F à 80 F.

Cécile M
Théâtre des Déchargeurs-La Bohème, 3, rue des Déchargeurs, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 6, 7, 13, 14, 20 et 21 septembre, jusqu'au 28 septembre. Tél. : 42-36-10-29. Entrée libre.

Une sélection de concerts en région

CLASSIQUE

ABBEVILLE
A Sei Voci, les Sacqueboutiers de Toulouse
Des Prés : *Missa Hercules Dux Ferrariae.* Maîtrise de Notre-Dame, Bernard Fabre-Garrus (direction).
Eglise du Saint-Sépulcre, 80 Abbeville. 20 h 30, le 11 septembre. Tél. : 22-97-37-49. De 90 F à 130 F.
Et le 12 septembre, à 20 h 30, à la cathédrale de Senlis.

AMBRONAY
Collegium Vocale de Gand
Bach : *Cantates, Motets.* Vasiljka Jezovzek (soprano), Andreas Scholl (alto), James Taylor (ténor), Peter Kooy (basse), Philippe Herreweghe (direction).
Abbaye, 01 Ambronay. 20 h 30, le 13 septembre. Tél. : 74-35-08-70. De 60 F à 300 F.

AMIENS
Orchestre philharmonique du Luxembourg
Britten : *War Requiem.* Phyllis Cannan (soprano), James Oxley (ténor), Charles Van Tassel (baryton), Solistes de l'Orchestre de Picardie, Maîtrise des Pays de la Loire, Chœur du Festival de Brighton, Laszlo Heltay (direction).
Cathédrale, 80 Amiens. 20 h 30, le 13 septembre. Tél. : 22-97-37-49. De 90 F à 130 F.

BEAUMONT-HAGUE
Orchestre régional de Basse-Normandie
Bach : *Concerto pour deux claviers et orchestre BWV 1062.* Mozart : *Concerto pour deux pianos et orchestre KV 365.* Chostakovitch : *Kammersymphonie.* Saint-Saëns : *Le Carnaval des animaux.* hélène et Marie Desmoulin (piano), Dominique Debart (direction).
Salle polyvalente, 50 Beaumont-Hague. 20 h 30, le 7 septembre. Tél. : 33-01-57-20. 30 F.

BESANÇON
Françoise Pollet (soprano), Anne-Marie Fontaine (piano).
Œuvres de Puccini, Verdi, Brahms, Wagner, Strauss, Massenet, Duparc, Fauré et Debussy.
Opéra-Théâtre, place du Théâtre, 25 Besançon. 17 heures, le 7 septembre. Tél. : 81-82-82-85. De 130 F à 200 F.

Jean-Claude Pennetier (piano)
Schubert : *Sonate pour piano D 664.* Beethoven : *Sonate pour piano op. 109.* Liszt : *Saint François d'Assise prêchant aux oiseaux.* Brahms : *Sonate pour piano op. 2.* Wagner-Liszt : *La Mort d'Isolde.*
Opéra-Théâtre, place du Théâtre, 25 Besançon. 20 h 30, le 7 septembre. Tél. : 81-82-82-85. De 130 F à 250 F.

Orchestre de Besançon
Haydn : *Symphonie nº 24.* Mozart : *Airs de concerts, Symphonie nº 40.* Françoise Pollet (soprano), Peter Csaba (direction).
Opéra-Théâtre, place du Théâtre, 25 Besançon. 20 h 30, le 8 septembre. Tél. : 81-82-82-85. De 130 F à 250 F.

Claire-Marie Le Guay (piano)
Liszt : *Etude d'exécution transcendante nº 11.* Schumann : *Kreisleriana.* Albeniz : *Iberia, extraits.*
Opéra-Théâtre, place du Théâtre, 25 Besançon. 17 h 30, le 13 septembre. Tél. : 81-82-82-85. 130 F.

Melos Quartet
Bruckner : *Quintette à cordes.* Schubert : *Quatuor à cordes « la Jeune Fille et la mort ».* Gérard Caussé (alto).
Opéra-Théâtre, place du Théâtre, 25 Besançon. 20 h 30, le 13 septembre. Tél. : 81-82-82-85. De 130 F à 200 F.

CHANCELADE
Concerto Italiano
Bononcini : *Sinfonia nº 3 et 4, Stabat Mater.* Scarlatti : *Motet.* Rossana Bertini (soprano), Claudio Cavina (alto), Sandro Naglia (ténor), Sergio Foresti (basse), Rinaldo Alessandrini (direction).
Abbaye, 24 Chancelade. 20 h 15, le 13 septembre. Tél. : 56-48-58-54. De 110 F à 140 F.

CHARTRES
Todd Wilson (orgue)
Œuvres de Couperin, Franck et Dupré.
Cathédrale, 28 Chartres. 16 h 45, le 8 septembre. Tél. : 37-21-50-00. Entrée libre.

COLMAR
Freiburger Barockorchester
Œuvres de Pisendel, Fasch, Telemann, Goldberg et Bach. Nancy Argenta (soprano), Gottfried von der Goltz (direction).
Eglise Saint-Pierre du lycée Bartholdi, 68 Colmar. 20 h 45, le 7 septembre. Tél. : 89-20-29-02. 200 F.

GOUMOIS
Christine Icart (harpe), Renaud Capuçon (violon)
Œuvres de Corelli, Parish-Alvars, Schubert, Ysae, Saint-Saëns et Bartok.
Eglise, 25 Goumois. 17 heures, le 8 septembre. Tél. : 81-82-82-85. 130 F.

GRAY
Quatuor hélios
Krommer : *Quatuor pour flûte et cordes.* Mozart : *Quatuors pour flûte et cordes KV 285.* Rossini : *Quatuor pour flûte et cordes.*
Hôtel de ville, 70 Gray. 20 h 30, le 13 septembre. Tél. : 81-82-82-85. 120 F.

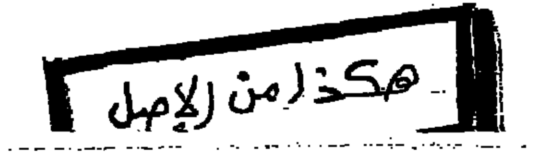
LONS-LE-SAUNIER
Orchestre national de chambre de Toulouse
Mozart : *Divertissement KV 138.* Schubert : *Rondo D 438.* Bartok : *Danses populaires roumaines.* Tchaïkovski : *Sérénade pour cordes.* Alain Moglia (direction).
Eglise des Cordeliers, 39 Lons-le-Saunier. 20 h 30, le 13 septembre. Tél. : 81-82-82-85. 130 F.

LURE
François Leleux (hautbois), Yves Laurent Lefèvre (basson)
Œuvres de Telemann, Mozart, Bach, CPE Bach et Devienne.
Auditorium, 70 Lure. 20 h 30, le 13 septembre. Tél. : 81-82-82-85. 130 F.

LYON
L'Elisir d'amore
de Donizetti. Angela Gheorghiu (Adina), Roberto Alagna (Nemorino), Roberto Scaltriti (Belcore), Simone Alaimo (Dulcamara), Elena Dan (Gianetta), Chœur et orchestre de l'Opéra de Lyon, Evelino Pido (direction), Frank Dunlop (mise en scène), Sylvie Kay (chorégraphie).
Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon. 17 heures, le 8 septembre ; 20 h 30, le 10 septembre. Tél. : 72-00-45-45. De 185 F à 470 F.

PESMES
Monique Simon (mezzo-soprano), Juan-Manuel Quintana (viole de gambe)
Œuvres de Couperin, Marais, Bernier, Bach, Telemann et Haendel.
Eglise, 77 Pesmes. 15 h 30, le 8 septembre. Tél. : 81-82-82-85. 130 F.

SENS
Les Jeunes Solistes
Œuvres de Gesualdo, Huber, Gabrielli et Scelsi. Rachid Safir (direction).
Abbatiale Saint-Jean de l'ancien hôpital, rue Alsace-Lorraine, 89 Sens. 20 h 45, le 13 septembre. Tél. : 86-65-19-49. De 80 F à 100 F.



Le groupe belge LBO est intéressé par la privatisation de la Société française de production

LE GROUPE BELGE LBO a fait part de son intérêt pour le dossier de privatisation de la Société française de production (SFP), auprès de la banque OBC, qui conseille le gouvernement pour cette opération. LBO a repris récemment la société d'animation Pixi Box. LBO est un des principaux prestataires audiovisuels en Belgique (plateaux post-production, image de synthèse, effets spéciaux, multimédia). LBO réalise un chiffre d'affaire de 40 millions de francs. Il appartient au groupe industriel Convoy qui réalise environ 200 millions de francs de chiffres d'affaires dans la communication. Cette demande-surprise intervient alors que la candidature de Walter Butler, président du conseil de surveillance de l'agence de publicité BDDP associé à Euro Média, suscite l'hostilité des syndicats.

L'offre du consortium de Walter Butler, Global Studios, prévoit une reprise pour 50 millions de francs, assortie d'un lourd plan social : 667 salariés sur un peu plus de 1 000 personnes. Le projet prévoit une recapitalisation préalable de la Société et fixe une contribution de l'Etat (plan social et apurement des pertes) de 1,2 milliard de francs (*Le Monde* du 13 août). La SFP a perdu 270 millions de francs en 1995.

Le personnel et les syndicats ont multiplié les lettres ouvertes et les protestations, dans lesquelles ils critiquent en termes souvent virulents l'offre de Walter Butler. Dans une récente lettre au président de la République, ils dénoncent *« l'unique et douteuse candidature retenue par l'administration du Trésor »* qu'ils qualifient d'*« imposture »*. *« Il n'est pas concevable,* poursuit la lettre, *qu'en ces temps de rigueur budgétaire l'Etat dilapide 1 222,12 millions de francs pour permettre la réalisation d'une opération aussi scandaleuse. »*

Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, en charge de la communication, a confirmé vendredi 30 août, à Hourtins (Gironde), que *« la privatisation de la SFP constitue l'unique option propre à assurer son avenir »*. Il a notamment écarté le rapprochement, souhaité par les syndicats, avec France Télévision : *« Le rapprochement de cette entreprise avec France Télévision ne peut en aucun cas constituer une solution et il faut lever cette alternative. En effet, cette option ne ferait que se fermer à une clientèle extérieure au secteur public et ne permettrait donc pas d'assurer la reprise de la croissance de son chiffre d'affaires. »* (*Le Monde* daté 1 et 2 septembre).

Par ailleurs, la cour d'appel de Paris a donné raison, vendredi 30 août, à la direction de la SFP. Le 8 août, le tribunal de grande instance de Créteil avait donné raison au comité d'entreprise, qui avait assigné la direction pour *« entrave à son fonctionnement »*, et avait condamné la direction à payer 8 000 francs. La cour d'appel a estimé que la direction ne disposait pas à l'époque d'informations suffisantes pour répondre à la demande des salariés.

Marin Karmitz se lance dans le numérique

Une filiale du groupe du producteur de cinéma prépare trois chaînes thématiques qui seront diffusées dans le bouquet de Canalsatellite

APRÈS LA PRODUCTION, l'exploitation et la distribution de films, Marin Karmitz, homme de cinéma, a annoncé, dimanche 1er septembre, son irruption dans le secteur de la télévision numérique. MK2 Holding, une filiale du groupe MK2, va en effet *« développer de nouveaux concepts de chaînes axées sur le thème fédérateur de la télévision du citoyen »*. Selon Marin Karmitz, président de MK2 Holding, les trois premières chaînes qu'il espère concevoir rapidement seront consacrées à la justice, à la santé et au savoir.

Avec une participation de 25 % dans le capital de cette société, le groupe Havas est le premier partenaire de Marin Karmitz dans cette opération. Jean Stock, président de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion-USA (CLT-USA), filiale de la CLT basée à Los Angeles (Etats-Unis), depuis 1994, a quitté l'opérateur luxembourgeois pour prendre la direction de MK2 TV, filiale de MK2, chargée des activités télévision du groupe de Marin Karmitz. Pour le PDG, *« la présence de Jean Stock est essentielle »*, il affirme même que *« le projet n'aurait pas été lancé sans lui »*.

Selon Véronique Cayla, directeur général de MK2, les trois chaînes *« seront lancées au début de 1997 »*. Elles devraient être reprises dans le bouquet numérique de Canalsatellite. Après Claude Berda, PDG d'AB Sat, filiale d'AB Productions, Marin Karmitz est le deuxième producteur à tirer parti des propriétés techniques et économiques liées à la télévision numérique. Le coût habituel de diffusion d'une chaîne (20 à 30 millions de francs par an pour un programme diffusé en mode analogique) passe, grâce au numérique, à 4 à 5 millions de francs annuels pour une chaîne numérique. En outre, toute la chaîne de production et de conception des programmes pourrait voir ses prix baisser.

ANCRÉES DANS L'ACTUALITÉ

« La notion de chaîne en tant que telle va disparaître avec la mise en œuvre du numérique », prédit Marin Karmitz. Selon lui, *« la tendance s'orientera vers une programmation nouvelle, plus ciblée »*. De même, *« la notion de prime time [heure de forte écoute] de ces nouvelles chaînes ne sera plus forcément centrée sur le 20-22 heures »*. Pour Marin Karmitz, l'avènement de la télévision numérique devrait avoir les mêmes conséquences que l'arrivée *« des radios libres par rapport aux stations généralistes »*. Selon lui, *« avec le numérique, la télévision est peut-être en passe de devenir adulte »*.

D'emblée, le PDG de MK2 rejette *« la télé-frigo »* qui ne diffuse que des cassettes préenregistrés pour affirmer sa volonté de réaliser une *« télévision de producteur »*. Selon lui, la présence de MK2 dans la télévision numérique *« s'intègre à sa démarche de producteur et d'exploitant de salles de cinéma »*. Dans cette optique, MK2 TV sera *« la vitrine télévisuelle du groupe MK2 »*.

Toutefois, assure Marin Karmitz, les productions diffusées sur les chaînes du savoir, de la justice et de la santé ne seront *« surtout pas élitistes »*. Elles auront pour mission d'être *« le plus de Canal Plus »*. Selon le président de MK2, Pierre Lescure, PDG de la chaîne cryptée, aurait fait connaître sa bienveillance à l'égard des projets de MK2 TV. Les trois premières chaînes de MK2 TV seront *« ancrées dans l'actualité »*. Il assure que si elles avaient été lancées aujourd'hui les trois chaînes auraient consacré leur antenne *« aux immigrés, aux lois Pasqua et à la pédophilie »*.

Selon Véronique Cayla, chaque chaîne sera dotée d'*« un budget annuel d'environ 20 millions de francs »* et qu'elle devra équilibrer. Même si pour Marin Karmitz *« le contenu prime les profits »*, le PDG de MK2 tente de *« trouver deux ou trois mécènes pour chaque chaîne »*. Les grands groupes, telle la FNAC, seront sollicités pour apporter leur écot. Ils pourraient trouver là *« une façon moderne de penser la publicité »*. Pour Véronique Cayla, cette démarche s'inscrit dans la ligne de la nouvelle législation européenne de l'audiovisuel qui pourrait *« obliger les grands groupes de communication, comme Canal Plus ou la CLT-UFA, à laisser une place aux producteurs indépendants »*.

Guy Dutheil

L'avenir du regroupement Arte-La Cinquième

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, ministre de la culture chargé de la communication, l'a annoncé, vendredi 30 août, à Hourtin : le regroupement des deux chaînes qui partagent actuellement le cinquième réseau sera placé *« sous une présidence unique »* (*Le Monde* daté 1er-2 septembre).

Jean-Marie Cavada, créateur et PDG de La Cinquième, est longtemps apparu comme le favori pour assurer cette présidence commune. Puis le vent semble avoir tourné en faveur de Jérôme Clément, le président du directoire de la Société européenne de programmes de télévision La Sept-Arte. Même si Philippe Douste-Blazy s'est refusé à toute déclaration sur ce sujet et si, dans le monde de l'audiovisuel, on affirme, non sans ironie, *« on ne sait pas si Jérôme Clément sera président de La Cinquième-Arte mais lui le dit beaucoup »*, il demeure que c'est l'ancien compagnon d'étude d'Alain Juppé à l'ENA qui semble aujourd'hui être le mieux placé pour prendre la tête de la future société commune.

D'abord préoccupée par la garantie des emplois, *« la préservation des acquis sociaux »*, *« le respect des lignes éditoriales des deux diffuseurs »*, le syndicat CFDT Radio-Télé, reste critique sur ce rapprochement annoncé : *« Contrairement à ce qu'affirme le ministre, la CGC et la CFDT de la Sept-Arte considèrent qu'aucune véritable économie ne pourra être attendue de cette fusion. »*

LUNDI 2 SEPTEMBRE

TF 1

13.00 Journal, Météo, Météo des plages.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.30 Dallas. Feuilleton. Ça, c'est la vie.
15.25 Hôtel. Série. Le poids du passé.
16.20 Une famille en or. Jeu.
16.50 Club Dorothée vacances.
17.35 Jamais 2 sans toi...t. Série. Grève-party.
18.00 Le Rebelle. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

PERDU DE VUE
Magazine présenté par Jacques Pradel.
Les séquences : abandon, disparitions de mineur, retrouvailles, appel à témoin, cri et suite des appels
(140 min). 44767840

23.10

COLUMBO
Série. Etat d'esprit, de Harvey Hart, avec Peter Falk, George Hamilton (80 min). 7881802
Un médecin qui dirige une unité de recherche en psychiatrie devient l'amant d'une de ses patientes. Celle-ci est la femmme d'un des membres du conseil d'administration de l'université. Le mari découvre leur liaison et menace de briser la carrière du chercheur...

0.30 Journal, Météo.
0.40 et 1.45, 3.25, 4.25, 5.10 Histoires naturelles. 1.35 et 2.40, 3.15, 4.15, 4.55 TF 1 nuit. 2.50 Nul ne revient sur ses pas. 5.05 Musique.

France 2

12.59 Journal.
13.45 INC. Magazine.
13.55 Derrick. Série. La faim.
15.00 Le Renard. Série. Refroidissement en été.
16.05 et 4.55 La Chance aux chansons.
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.40 Sauvés par le gong. Série. Le match de l'année.
18.10 Code Lisa. Série. Elle est vivante.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. Retour de vacances.
19.20 et 1.55 Studio Gabriel. Invités : Niels Arestrup et Myriam Boyer.
19.59 Journal, A cheval, Météo.

20.55

LES FEMMES ET LES ENFANTS D'ABORD
Téléfilm de Sandra Joxe (110 min). 9195043
Une femme qui a renoncé à devenir peintre pour fonder une famille est abandonnée par son mari...

22.45

HAUT LES FLINGUES ■
Film de Richard Benjamin avec C. Eastwood, B. Reynolds (1984, 98 min). 9899173
Action à toute vapeur, humour nostalgique, réunion pittoresque de Clint Eastwood et Burt Reynolds.

0.20 Journal, Bourse, Météo.
0.40 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Retours (75 min). 6448067
2.30 Cordée. Les chiens. 3.00 Aventures en montgolfière. Crocodile ballon. 3.15 24 heures d'info. 3.25 Météo. 4.30 D'un soleil à l'autre (rediff.).

France 3

12.35 Journal, Météo des plages.
13.04 Keno.
13.10 La Boîte à mémoire. A Carnac.
13.40 La croisière s'amuse.
14.30 Les Enquêtes de Remington Steele.
15.20 Matlock. Série. [1/2] La cour martiale.
16.10 Les deux font la loi.
16.40 Les Minikeums. Tintin ; Les Tortues Ninja ; Cendrillon.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

BALANCE MAMAN HORS DU TRAIN
Film de Danny De Vito (1987, 88 min). 602966
Un écrivain voue une haine féroce à son ancienne femme et rêve de tuer sa vieille mère.
22.20 Journal, Météo.

22.55

RENDEZ-VOUS
Pièce de Neil Simon, mise en scène de Claire Nadeau, Gérard Rinaldi avec Valérie Mairesse, Georges Beller (110 min). 896463
L'heureux propriétaire d'un restaurant prospère et époux comblé d'une charmante femme depuis vingt-trois ans cherche dans des aventures féminines sans lendemain un improbable bonheur qu'il trouvera alors qu'il est là sous ses yeux.
0.45 Hondo. Un chapeau de cent dollars. Série. *Hondo accompagné de son fidèle chien Sam a pour mission de traverser la frontière mexicaine pour convaincre un chef indien de vendre ses chevaux à Fort Lowell qui en a grand besoin.* 1.35 Musique Graffiti (20 mn).

La Cinquième

13.00 Telle est ta télé. L'Italie.
13.30 The Endless Summer (L'Été sans fin) ■ Film de Bruce Brown avec Robert August (1967, v.o. 90 min). 533227
15.00 La Tentation de Thomas. 15.15 Déclics été. [1/5]. 15.30 Les Jardins du monde. 16.30 Alf. 17.00 Les Chevaux du soleil. Feuilleton [8/12] 18.00 La France aux mille villages. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Lucky Luke. Dessin animé. [1/26] La ville fantôme, de Philippe Landrot, d'après Morris et Goscinny (26 min). 33173
19.25 Chiome d'oro. Court métrage de Klaartje Schrijvers (5 min). 5385444
19.30 ▶ 7 1/2. Magazine. « La vache folle » ; l'avortement en France (30 min). 2956
20.00 La Légende du sport. Documentaire. Peak Performance. [1/6] Natation : vaincre le mur, de Richard Broad (30 min). 9869
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

MON ONCLE D'AMÉRIQUE ■ ■
Film d'Alain Resnais (1980, 121 min). 595192
Les théories du professeur Henri Laborit, biologiste, sur le déterminisme des comportements humains, s'accompagnent d'une fiction (scénario Jean Gruault) où se rencontrent une jeune femme et deux hommes, d'âge et de milieu différents.

22.45

LA LÉGENDE DE PAUL ET PAULA
Téléfilm de Heiner Carow, avec Winfried Glatzeder, Angelica Domröse (v.o., 105 min). 8892550
Une mère de deux enfants, qui vit seule depuis qu'elle s'est débarrassée d'un amant trop volage, rencontre un père de famille, malheureux en ménage. Coup de foudre réciproque. Mais l'homme, trop soucieux des conventions sociales – cela se passe en Allemagne de l'Est dans les années 70 –, hésite à s'engager plus avant.
0.30 Court-circuit. Comme les autres, court métrage de Didier Bivel, avec Sabrina Perret (1995, 28 min). 1769488
1.00 Les Risques du métier ■ ■ Film d'André Cayatte avec Jacques Brel, Emmanuelle Riva (1967, 105 min). 6760357

M 6

12.25 Docteur Quinn, femme médecin. Série.
13.25 L'Ombre d'un scandale. Téléfilm d'Ivan Nagy (88 min). 6493531
Une avocate, candidate au poste de procureur général, est photographiée sortant d'un motel en compagnie de son amant.
14.55 Drôles de dames.
16.25 Hit Machine. Variétés.
17.00 Rintintin junior. Série.
17.30 Classe mannequin.
18.00 V. Le champion. Série.
19.00 Highlander. Série. Le dernier rendez-vous.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Une nounou d'enfer.
20.35 Ciné 6. Magazine.

20.45

L'AMBULANCE ■
Film de Larry Cohen (1990, 91 min). 779376
Un dessinateur courtise une jeune fille dont il ne connaît que le prénom. Un jour, prise de malaise, elle est emmenée par une ambulance et disparaît. Un « thriller » d'humour macabre.

22.30

EXTREMITIES ■
Film de Robert M. Young avec Farrah Fawcett (1986, 84 min). 2241482
Tiré d'une pièce de théâtre, un thriller psychologique avec de dramatiques retournements de situation.
0.10 Sonny Spoon. L'examen final. Série.
1.05 Jazz 6. Antoine Hervé Trio (60 min). 3850048
2.05 Best of Bernard Lavilliers. Musique. 3.35 Fréquenstar. Magazine. 4.30 Turbo. Magazine. 4.55 Sous le signe de l'eau. Documentaire. 5.20 Vahinée Tahiti. Documentaire (30 min).

Canal +

▶ En clair jusqu'à 13.55
12.00 Le Tour VTT. Sport.
12.30 La Grande Famille. (60 min). 53005
13.55 L'Ex. Téléfilm de Patrick Jamain, avec Bernard Giraudeau (94 min). 4771173
15.10 Le Client. Film de Joel Schumacher (1994, 116 min). 2508051
17.10 Tennis. US Open.
17.55 Montana. Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.45
18.20 Cyberflash. Magazine.
18.35 Nulle part ailleurs. (115 min). 9236918

20.30

FOOTBALL
En direct. Championnat de France (5e journée) : Nantes-Lyon. 20.45, coup d'envoi (135 min). 4852024
Après deux défaites consécutives à domicile, le FC Nantes se doit de réagir.
22.45 Flash d'information.

22.55

MARIE-LOUISE OU LA PERMISSION
Film de Manuel Flèche (1994, 84 min). 6430173
Un jeune soldat en permission arrive avec quatre copains à la gare du Nord à Paris, alors que la fille qui l'aime, une Américaine, l'attend à la gare de l'Est. Début d'une suite de quiproquos pour un vaudeville sans âge, sans saveur et sans rythme approprié.
0.20 Tennis. En direct. Huitième journée de l'US Open Flushing Meadow (360 min).

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Les porteurs de tradition : Bali (1).
20.30 L'Histoire en direct. Tintin (1).
21.30 Fiction. Avignon 96 : Six Métamorphoses d'Ovide, traduites et adaptées en vers libres par Gilbert Lely.
22.40 Accès direct. Avec Jean-Pierre Pincemin pour son exposition Epiphanie au musée de l'hôtel-Dieu, à Mantes-la-Jolie.
0.05 Du jour au lendemain. Louis-Charles Sirjacq (Comment j'ai tué mon chat). 0.50 Coda. Les musiques dans les films de Jacques Rozier (1). 1.00 Les Nuits de France-Culture (Rediff.). A la recherche d'Emmanuel Berl (1892-1976) ; 2.25, Le Gai Savoir : Betty Schwartz ; 3.09, L'art et la vie de Gustave Flaubert ; 5.25, Les Quatre Rencontres, d'Henry James ; 6.04, La diaspora noire (3).

France-Musique

20.30 Concert. Donné en direct du Royal Albert Hall de Londres, par l'Orchestre symphonique de la ville de Birmingham, dir. Simon Rattle : Œuvres de Messiaen, Bruckner.
22.30 Musique pluriel. Sinfonia Austera (1er mouvement), de Norgard, par l'Orchestre symphonique national de la Radio danoise, dir. Leif Segerstam ; Time into pièces pour piano et informatique, de Fuller, Catherine Fuller, piano ; Menuet pour trio à cordes, de Schnittke, Gidon Kremer, violon, Yuri Bashmet, alto, Mstislav Rostropovitch, violoncelle.
23.07 Entre les lignes.
0.00 La rose des vents. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Ken Russel et la musique. Danse macabre, de Liszt, par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Ozawa, Zimerman, piano ; Sextuor à cordes, Souvenir de Florence, de Tchaïkovsky, par le Quatuor Borodine, Yourov, 2ème alto, Milman, 2ème violoncelle ; Alexander Nevski op.78, de Prokofiev, par la Chorale et l'Orchestre de Paris, dir. Bychkov, Lipovsek, alto ; Symphonie nº 3, de Mahler, par le Concertgebow d'Amsterdam, dir. Haitink.
22.45 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Sir Elgar, Holst, Delius, Debussy, R. Strauss, Bartok. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Thalassa
21.00 Le Point médias.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Adieu les roses.
0.00 Perfecto.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 10e Fête Renaissance du Roi de l'Oiseau.
21.30 Au pays des kangourous. [4/6] Dans la fournaise du centre.
22.25 François Mitterrand. [6/6] 1916-1991 : Mosaïque et caractères.
23.20 L'Exception culturelle anglophone.
23.50 Sports équestres. [4/8] Le rodéo.

Paris Première

21.00 Paroles et musique ■ Film d'Elie Chouraqui (1984, 110 min) 88749840
22.50 Paris déco.
23.15 Concert : Gil Scott Heron. Enregistré à Londres, en 1990 (65 min). 43870802

France Supervision

20.30 Y a-t-il un Français dans la salle ? ■ Film de Jean-Pierre Mocky (1982, 105 min) 11274395
22.15 Cassiopée. Invité : Nicolas Angel.
23.10 Du côté de chez nous. De Daniel Karlin et Rémi Lainé. [10/10] Juillet.
0.15 Jet Star.
1.15 Free-style.
1.30 Dragsters.
1.55 Golf (25 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Gloria ■ Film d'Yvan Noé et Hans Behrendt (1931, N., 90 min) 9852111
22.00 Les Petites du quai aux fleurs ■ ■ Film de Marc Allégret (1943, N., 95 min) 7395227
23.35 Brainstorm ■ Film de William Conrad (1965, N., v.o., 110 min) 73232289

Ciné Cinémas

20.30 Docteur Françoise Gailland ■ Film de Jean-Louis Bertucelli (1975, 95 min) 7378550
22.05 Le Petit Train du Far-West ■ Film de Richard Sale (1950, v.o., 90 min) 5354208
23.35 Le Procès du roi ■ Film de Joao Mario Grilo (1989, 95 min) 32387598

Série Club

20.45 et 23.30 Les Anges de la ville. Enlèvements.
21.30 et 1.00 Madame le Juge. Le feu.
23.00 La Famille Addams. Lurch se rend utile.
0.15 Sweeney. Chalk and Cheese (45 min).

Canal Jimmy

20.30 Show Hallyday-Vartan.
21.35 New York Police Blues. Episode nº 64.
22.25 Chronique de la combine.
22.30 This Is Spinal Tap ■ Film de Rob Reiner (1984, 80 min) 34103880
23.50 La Saga de la F1. L'ère turbo.

Eurosport

20.00 Les Jeux de l'extrême 96.
21.00 Speedworld.
23.00 Eurogoals.
0.00 VTT (30 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.10 Priez pour nous. Film de Jean-Pierre Vergne (1994, 95 min). Avec Samuel Labarthe. *Comédie.*

RTL 9

20.20 Rire express. 20.30 Doc Hollywood. Film de Michael Caton-Jones (1991, 110 min). Avec Michael J. Fox. *Comédie.* 22.20 MASH. Film de Robert Altman (1969, 115 min). Avec Elliott Gould. Comédie. 0.30 Votre dévoué Blake. Film de Jean Laviron (1954, N., 95 min). Avec Eddie Constantine. *Policier.*

TMC

20.35 La Star de Chicago. Film de Daniel Stern (1993, 105 min). Avec Thomas Ian Nicholas. *Comédie.* 22.20 La Galette du roi. Film de Jean-Michel Ribes (1986, 90 min). Avec Jean Rochefort. *Comédie.*

TSR

20.05 Little Buddha. Film de Bernardo Bertolucci (1993, 150 min). Avec Keanu Reeves. *Conte.*

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

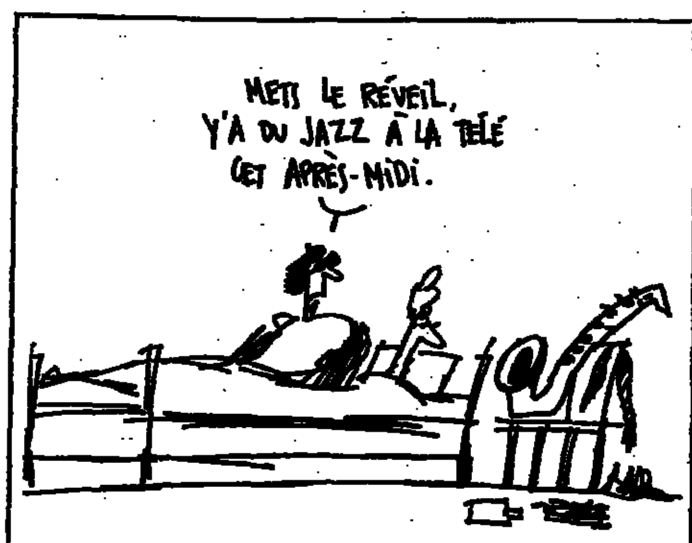
Deux manières de raconter le jazz sur le câble

En compagnie du photographe Guy Le Querrec, France Supervision inaugure une série en cinq volets, « Around jazz ». Avec « Lady Day », Paris Première rend hommage à Billie Holiday

UNE FOIS DE PLUS, à l'exception de l'hebdomadaire « Jazz 6 » sur M 6, d'Arte et de la série de portraits de musiciens épisodiquement proposée par Philippe Koechlin sur Canal Plus, c'est sur le câble que le jazz trouve un espace d'existence. Même si France 2 lance le 10 septembre une émission trimestrielle, « Wap Doo Wap », animée par Michel Leeb, qui, au vu des premiers invités (Michel Petrucciani, Michel Legrand, Didier Lockwood, Toots Thielemans...) ne devrait pas briller par un excès d'originalité.

Coïncidence des grilles de rentrée, deux programmes débutent en même temps. L'un sur France Supervision, la chaîne diffusée au format 16/9 : « Around jazz », cinq émissions de Frank Cassenti ; l'autre sur Paris Première, avec des documentaires américains extraits d'une série intitulée « Masters of American Music », réalisée en 1990 et retitrée pour l'Europe « Masters of Jazz ». On peut voir là non pas deux façons de filmer le jazz, mais deux manières de le raconter. Avec les vivants ou avec les morts.

Raconter le jazz contemporain, Frank Cassenti le fait depuis plus de vingt ans. Il pose ses caméras, ramène des images de concert, questionne les artistes. Il n'est pas le seul mais il le fait avec une discrétion amoureuse, un respect immense, attentif à des détails hors champ. Sa série « Around Jazz », tournée cette année, débute par une *rencontre plus qu'un portrait* biographique avec un autre homme d'image, le photographe Guy Le Querrec. Et ce que l'on écrit sur l'un peut s'appliquer à l'autre.



Filmé à la maison de la culture d'Amiens, Le Querrec se promène sur les lieux d'une exposition qui lui est consacrée. Trente ans de photographies – des dizaines de milliers de clichés – résumés en cent trente-huit tirages. On s'arrête devant une photographie. Il parle des musiciens, des circonstances qui ont permis à cette image d'exister. *Le Querrec, infatigable conteur, ne théorise pas.* Il ne croit pas à une photographie *spécifique de jazz*, mais plutôt à des photographes inspirés par le jazz, sensibles à ses syncopes, ses mouvements. Au-delà, Le Querrec est un photographe qui réagit à l'être humain. Ses images le montrent, les musiciens qui parlent de lui le confirment. On lui connaît des relations privilégiés avec certains : *Michel Portal, Henri* Texier, Louis Sclavis, Archie Shepp, Daniel Humair.

RIEN QUE LA VOIX

Et comme il est souvent question des autres dans les paroles de Le Querrec, Frank Cassenti donne priorité à la musique avec de longs extraits de concerts filmés par Patrick Savey. Shepp toujours, Enrico Rava, le quintette de Roy Hargrove, Pat Metheny.

Et puis il y a l'autre manière de raconter le jazz, à partir des artistes disparus. Le genre est balisé : biographie sommaire, témoignages de proches, documents divers. Ce qui différencie alors un film d'un autre, c'est le parti pris, *le souci du réalisateur de pointer* tel ou tel aspect d'une carrière. « Lady Day », de Robert O'Meal et Matthew Seig, est consacré à la chanteuse Billie Holiday. D'elle on a tout dit ; la souffrance, la vie en dents de scie, les hommes qui ont profité d'elle, *la drogue... Souvent* la télévision s'arrête là. « Lady Day » évoque d'abord et avant tout Billie Holiday, chanteuse, musicienne, magnifique interprète de quelques-unes des plus belles chansons du jazz.

Buck Clayton, Harry Edison, Mal Waldron, la chanteuse Carmen McRae, l'écrivain Albert Murray, ne parlent que de cela, de la voix de Billie, du son du jazz, des actes artistiques. Alors qu'importe que les documents s'enchaînent dans un désordre chronologique parfois déroutant, que des thèmes soient tronqués un peu vite. Ce « Lady Day » *touche au mystère de la* musique.

Sylvain Siclier

★ **« Around jazz : [1/5] Jazz et photographie, Guy Le Querrec », France Supervision, mercredi 4 septembre à 16 h 30, jeudi 5 à 12 h 30, vendredi 6 à 19 heures.**
★ ***« Lady Day », Paris Première,* mardi 3 à 21 heures, mercredi 4 à 14 heures.**

Brel *par Agathe Logeart*

C'ÉTAIT un temps où il arrivait aux femmes de garder leur chapeau, quand elles se rendaient au music-hall. Sur leurs genoux, elles posaient des sacs aux fermoirs qui claquaient, et leurs gants, l'un contre l'autre. Il semble que les hommes avaient tous la même chemise blanche, dont le col raide enserrait la nuque rasée de près. On s'apprêtait *ainsi*, dans ces années fanées, corsetées de principes, pour aller écouter les artistes. Et si l'on applaudissait follement, chaviré d'émotions, on respectait les fauteuils sur lesquels on restait assis le dos bien droit. Là-bas, *bien loin sur la scène, dans* le rond blanc de la lumière, se démenait un diable d'homme qui savait faire rouler les mots comme il aurait pétri le pain.

Avec ses joues creuses, cette sueur qui lui dévalait les joues et dont on se demandait toujours si elle n'était pas coupée de larmes, ces grandes dents de cheval dont il se moquait lui-même, Jacques Brel ne ressemblait à personne. Il cravachait de temps en temps sa guitare, sèche compagne qu'il forçait à galoper le long de ses chansons ou laissait à l'orchestre resté dans l'ombre le soin de faire lever les tempêtes, de vent ou de passions. Ses mains volaient en mouettes autour du micro. Elles battaient la mesure de la pendule des vieux, celle du salon, *qui dit oui, qui dit non, qui dit je vous attends*. Elles se transformaient en *lilas*, pour Madeleine, en bonbons pour Germaine, en vagues pour la Fanette. Elles se tendaient en bouée vers Jef, qui n'était pas tout seul, non, et dessinaient les clochers et les *dunes du plat* pays qui était le sien. Il ouvrait la porte de *ces gens-là*, et l'on entendait le chuintement de la soupe, l'on sentait l'odeur rance des esprits étriqués. La musique avait le goût amer de la bière dans la bouche des marins et celui de la morue jusque dans le cœur des frites. Les yeux hurlaient la douleur que causent les femmes infidèles, ou s'éblouissaient de la splendeur de Frida la blonde.

On les connaissait, tous ces personnages, ses tout petits personnages, comme il disait. On *finissait les couplets* avec un temps d'avance, étonné de les porter encore ainsi, avec le temps, malgré le temps, au plus profond de soi, compagnons si familiers qui ne demandaient qu'à être réveillés pour surgir... L'image, *en noir et blanc*, de ce cadeau que nous offrait Arte – une soirée thématique consacrée à Jacques Brel – commence à pâlir. Un peu piquée, un peu fondue, elle n'en paraissait que plus précieuse par sa fragilité. La force qui s'en dégageait tenait du sortilège. Elle nous tenait là, assoiffés, quémandant, encore, encore une... Mais la télévision n'autorise pas les rappels, elle vous laisse en plan, quand elle a décidé de faire sa dernière révérence.

La nuit n'aurait pas dû finir pourtant, qui nous laissait ainsi *éblouis de poésie, gorgés de* mots. Longtemps après que la lumière avait été éteinte, ils dansaient encore dans nos têtes leur valse à mille temps.

MARDI 3 SEPTEMBRE

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 *Journal*, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.30 Dallas. Feuilleton. Le fantôme du vieux puits.
15.25 Hôtel. Série. Retour de flammes.
16.10 Une famille en or. Jeu.
16.50 Club Dorothée.
17.35 Jamais 2 sans toi...t. Série. Je thème.
18.00 Le Rebelle. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.50

CASQUE BLEU
Film de Gérard Jugnot avec Gérard Jugnot, Victoria Abril (1994, 95 min). 716087
Un groupe de touristes français en vacances dans une île des Balkans se trouve pris dans une guerre civile.
22.40 Ciné mardi.

22.45

LE CHASSEUR ■
Film de Buzz Kulik (1980, 95 min). 9877951
Un citoyen des Etats-Unis poursuit les délinquants pour toucher une prime donnée en récompense de leur arrestation... Le dernier film tourné par Steve McQueen.
0.30 Les Rendez-vous *de l'entreprise*. Lotfi Belhassine, PDG d'Air Liberté.
0.50 Formule Foot. *5e journée de D 1.*
1.25 Journal, Météo.
1.35 Reportages (rediff.). 2.05 et 2.45, 3.20, 4.20 TF 1 nuit. 2.15 et 3.30, 4.30, 5.05 Histoires naturelles. 2.55 Nul ne revient sur ses pas. 5.00 Musique.

France 2

12.59 Journal.
13.50 Derrick. Série. Alerte.
14.55 Le Renard. Série.
15.55 Tiercé. En direct d'Evry.
16.10 et 4.55 La Chance aux chansons. Régine, la voix de Paris.
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.45 Sauvés par le gong. Série. Le chocolat Memoris.
18.10 Code Lisa. Série. Télécommande de choc.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. Nounours apporte du miel et le mange.
19.20 et 2.05 Studio Gabriel. Invité : Eddy Mitchell.
19.59 Journal, A cheval, Météo.

20.55

LA FOLIE DES GRANDEURS ■ ■
Film de Gérard Oury *(1971, 115 min).* 9130118
Ruy Blas, *de Victor Hugo, transformé en comédie burlesque. Une réussite souvent diffusée.*

22.50

VANESSA PARADIS EN CONCERT
Elle interprétera, entre autres : «les Histoires d'amour», «Marilyn et John», «Get off my Clothes», «Dis-lui toi que je t'aime», «Malaise en Malaisie», «Old Day, Old Night»... (65 min). 718425
23.55 Journal, Bourse, Météo.
0.10 Le Cercle de minuit. Magazine. L'emploi : l'horreur économique. Invitée : Viviane Forrester (85 min). 1305891
1.35 Histoires courtes. Allégorie, où sont passés les chameaux ? Court métrage d'Elsa Cayo avec Armand Délcros. 2.35 Eurocops. Série. La bête de Bisamberg. 3.30 24 heures d'info. 3.40 Météo. 4.45 Nuit blanche.

France 3

12.35 Journal.
13.04 Keno.
13.10 La Boîte à mémoire. A Carnac.
13.40 La croisière s'amuse. Série.
14.30 Les Enquêtes de Remington Steele. Succursales. Série.
15.20 Matlock. Série. [2/2] La cour martiale.
16.10 Les deux font la loi. Série.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LA CARTE AUX TRÉSORS
Jeu. La presqu'île de Saint-Tropez (95 min). 335116
C'est pour ses curiosités touristiques que les hélicoptères vont survoler la région de Saint-Tropez.
22.25 Journal, Météo.

23.00

ENQUÊTE MORTELLE
Téléfilm de Joyce Chopre, avec Elizabeth Montgomery, Denis Farina (90 min). 81574
Une journaliste enquête sur la mort d'une jeune Cubaine tuée par un mari jaloux. Elizabeth Montgomery (Ma sorcière bien-aimée) *troque son balai pour la carte de presse.*
0.30 Saga-Cités (rediff.). 1.00 Sidamag. Magazine (rediff.). 1.15 Hondo. Le faux coupable. Série. *Hondo escorte un sergent de la cavalerie vers San Pueblo où il doit être jugé pour le meurtre d'un prêtre.* 2.05 Musique Graffiti (20 min).

La Cinquième

14.30 La Musique selon Marsalis. Pourquoi répéter ? [4/4]. 15.30 Déclics été. Graines d'avenir : toute nos pensées [2/5]. 15.40 *Les Jardins du monde.* Jardins de campagne. 16.30 Alf. 17.00 Les Chevaux du soleil. Feuilleton [9/12]. 18.00 La France aux mille villages. Ariège : Castillon. 18.30 *Le Monde des animaux. Le dragon de Komodo.*

Arte

19.00 Lucky Luke. Dessin animé. [2/26] Le juge, de Philippe Landrot, d'après Morris et Goscinny (26 min). 5390
19.30 ▶ 7 1/2. Magazine présenté par D. Bethge. Allemagne-République tchèque, je t'aime moi non plus ; l'avortement en Bavière (30 min). 4681
20.00 Archimède. Magazine (30 min). 1574
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : LA HAINE DE LA DROGUE
Documentaire. Des mères en révolte, de Reimar H. Allerdt (55 min). 8768241
La lutte de mères de toxicomanes (les Madres contra la droga) *dans le sud de l'Espagne pour sortir de l'isolement et faire cesser la discrimination sociale dont elles souffrent, au même titre que leurs enfants.*

21.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : ANTONIN ARTAUD
proposée par Jérôme Prieur et Gérard Mordillat et présentée par Bertrand Poirot-Delpech.
21.41 et 23.15, 0.15 Artaud, présentation.
21.45 En compagnie d'Antonin Artaud. *Film de Gérard Mordillat* (1993, N., 90 min). 1680357
23.20 Histoire d'Artaud le Mômo. Documentaire de Gérard Mordillat et Jérôme *Prieur (50 min).* 2739884
0.15 Jacques Prevel, de colère et de haine. Documentaire de Jérôme Prieur et Gérard Mordillat (20 min). 291471
0.35 Bibliographie.

M 6

12.25 Docteur Quinn, femme médecin. Série.
13.25 Scène de rupture conjugale. Téléfilm de Richard Michaels (94 min). 6460203
14.55 Drôles de dames. Qui perd gagne. Série.
16.25 Hit Machine.
17.00 Rintintin junior. Le caméléon. Série.
17.30 Classe mannequin. Série.
18.00 V. Les cougars. Série.
19.00 Highlander. Volte-face. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Une nounou d'enfer. La nuchslep. Série.
20.35 E = M 6 junior. Magazine.

20.50

SLIDERS, LES MONDES PARALLÈLES
Série. *Un monde pour Rembrandt*, de Vern Gillum.
Dans ce monde, Rembrandt est devenu une immense vedette de la chanson, mystérieusement disparue depuis huit ans.
Un monde parfait, de Les Landau.
Dans ce San Francisco, tout respire le bonheur. Dès la semaine prochaine, « sliders » atterrit dans la tranche quotidienne de 18 heures (110 min). 815864
22.35 Les Soupçons d'une mère. Téléfilm d'Eric Laneuville *(88 min).* 5098883
Alors que l'enquête de la police sur la disparition de sa fille s'enlise, une femme mène ses propres recherches et suspecte l'un de ses voisins.
0.15 Capital. Magazine.
2.05 Culture pub. Magazine. 2.30 Best of 100% français. Musique. 3.30 Hot forme. Magazine. 3.55 Jazz 6. Magazine (65 min). 5.00 Culture pub. Magazine (25 min).

Canal +

▶ En clair jusqu'à 13.35
12.00 Le Tour VTT. Sport.
12.30 *La Grande Famille.*
13.35 Marie-Louise ou la Permission. Film de Manuel Flèche *(1994, 84 min).* 8747828
15.00 La Corne du rhinocéros. Documentaire *(45 min).* 33870
15.45 Un Anglais sous les tropiques. Film de Bruce Beresford *(1993, 91 min).* 5234845
17.15 Tennis. US Open.
17.55 Montana. Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

THE MASK ■
Film de Charles Russell avec Jim Carrey, Peter Riegert (1994, 98 min). 509883
Un employé de banque découvre un masque ancien dont le pouvoir magique lui permet de se transformer en héros. Les effets spéciaux sont réussis.

22.15

JOUR DE FOOT
Magazine présenté par Philippe Bruet. Tous les buts de la cinquième journée du championnat de France (45 min). 8497222
23.00 Flash d'information.
23.05 Génération 90. *Film de Ben Stiller* (1994, v.o., 95 min). 5954408
0.40 Tennis. En direct. *Neuvième journée de l'US* Open Flushing Meadow (360 min).

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Les porteurs de tradition : Bali (2).
20.30 Archipel science.
21.32 Grand angle. *(rediff.). Les cafés chantants.*
22.40 Nuits magnétiques. Voyage en cette époque fin de siècle.
0.05 Du jour au lendemain. Nadine Diamant (L'Ombre des étoiles). 0.50 Coda. La musique dans les films de Jacques Rozier (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (Rediff.). Coup de feu ; 2.58, L'art et la vie de Gustave Flaubert ; 4.58 Le rire et le sacré ; 6.25, La Passion des palmiers, d'Alain Hervé.

France-Musique

20.00 Concert. Donné en direct du Royal Albert Hall, à Londres, par l'Orchestre symphonique de la ville de Birmingham, dir. Simon Rattle, Alfred Brendel, piano : Le Corsaire, ouverture, de Berlioz ; Œuvres de Beethoven, Tippett, Haydn.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Harvey.
23.07 Atout chœur. Le Chœur de Radio-France : *Œuvres de Gounod, Florentz.*
0.00 Des notes sur la guitare. Suite compostelana, de Mompou, André Segovia, guitare ; Œuvres de Visée, Rodrigo, Pujol. 1.00 Les Nuits de *France-Musique.*

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert. Enregistré le 16 mai 1966, au Théâtre des Champs Elysées, par l'Orchestre symphonique de Tokyo, dir. Akiyama, Horie, piano : Quartettino, de Yoshida ; Concerto nº 5, de Saint-Saëns ; Requiem pour cordes, de Takemitsu ; *Symphonie nº 1, de Brahms.*
22.30 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Mozart, Beethoven, Bach. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Intervilles
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Passe-moi les jumelles.
23.30 Histoires naturelles. Le tour de pêche de deux enfants.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 1914-1918 : Vols de guerre. [1/4].
21.25 Que font-ils de leurs vingt ans ?
22.05 Code Isabella.
23.15 10e Fête Renaissance du Roi de l'Oiseau.
0.05 Au pays des kangourous.
[4/6] Dans la fournaise du centre.
1.05 François Mitterrand. [6/6] 1916-1991 : Mosaïque et caractères (55 min).

Paris Première

21.00 Lady Day. De Matthew Seig.
● Lire ci-dessus
22.00 Premières loges.
22.30 Un homme pour l'éternité ■ ■. Film de Fred Zinnemann (1966, v.o., 120 min) 5482999

France Supervision

20.30 Je t'aime quand même ■. Film de Nina Companeez (1993, 100 min) 11240338
22.10 Concert : Festival Musiques métisses d'Angoulême (55 min). 57182319
23.05 Cap'tain Café. *Invitée : Princess Erika.*

Ciné Cinéfil

20.30 Les Petites du quai aux fleurs ■ ■. Film de Marc Allégret (1943, N., 95 min) 7343884
22.05 L'Etrange Madame X ■ ■. Film de Jean Grémillon (1951, N., 90 min) 5312222
23.35 Le Don d'Adèle. Film d'Emile Couzinet (1950, N., 95 min) 32345512

Ciné Cinémas

20.30 Barnabo des montagnes ■ ■. Film de Mario Brenta (1993, v.o., 120 min) 3486999
22.30 Desperate Hours. Film de Michael Cimino (1990, v.o., 100 min) 71440338

Série Club

20.20 L'Etalon noir. Héros d'un jour.
20.45 et 23.30 Les Champions. L'expérience.
21.35 Madame le Juge. Deux et deux font quatre.
23.00 La Famille Addams. La politique des Addams.
0.20 Sweeney. Faces.
1.10 Madame le Juge (85 min).

Canal Jimmy

21.00 Friends. Celui qui rêve par procuration.
21.25 Le Fugitif. L'obsession.
22.15 Chronique de la route.
22.20 Automobiles : Citroën.
23.10 Angela, quinze ans. La lettre.
0.00 Earth Two. Le projet Eden.
0.45 Mister Gun. Pilote (25 min).

Eurosport

19.00 Monster Truck.
20.00 Les Jeux de l'extrême 96.
21.00 Boxe. En direct de Belfast. *Championnat d'Irlande : poids* lourds-légers. Darran Corbett (Belfast) - Ray Kane (Dublin, 120 min). 191932
23.00 Football.
0.00 VTT (30 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 La Femme de ma vie. Film de Régis Wargnier (1986, 105 min). Avec Christophe Malavoy. *Drame.* 22.15 Le Vieil Homme et la Mer. Film de John Sturges (1958, 90 min). Avec Spencer Tracy. *Drame.*

TMC

20.35 Marco Polo. Film de Piero Pierotti (1961, 105 min). Avec Rory Calhoun. *Aventures.*

TSR

20.35 L'Avocat du diable. Film de Sidney Lumet (1993, 105 min). Avec Rebecca de Mornay. *Policier.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

هكذا من الأصل

Au bleu fixe

par Pierre Georges

DANS le cartable, une pomme, une gomme, un taille-pensée et plein de bonnes résolutions. Devoir de rentrée. Le maître d'école, qui est corse, et donc vaguement dans le souci ces temps-ci, l'a ordonné : *« Me ferez cent lignes pour vous apprendre à revenir ! »* Et pas des lignes tristes, ni moroses, ni ronchonnes, ni antinationales. Pas des lignes de pisse-vinaigre, nourri à la vache folle et au fiel de canard mutant. Pas des lignes de nature à saper définitivement le moral de la population et des masses lectrices. Ni pédophilie. Ni chômage. Ni dépression. Ni pessimisme outrancier. Ni sans-papiers. Ni charters. Ni attentats. Rien, en somme, de ce qui fit l'agrément extrême de cet été radieux.

A part cela, sujet libre. Dans les limites évidemment de la liberté et les nécessités d'un devoir national d'optimisme. Soit ! C'est donc en bon citoyen de France, indemne présumé de toute maladie à caractère spongiforme, doté de papiers franco-français depuis au moins six générations, en règle avec le fisc et sa conscience, ne craignant pas le regard de sa concierge et à peine les reproches de son banquier, bronzé comme le pain et fauché comme les blés, en un mot Français, monsieur, et fier de l'être, qu'on va s'y atteler.

La peste soit des moroses et de la morosité ! Heureux, *lou ravi* de la chronique ! Enfants des écoles, numérotez vos abattis et tendez vos rouges tabliers ! Il fera beau demain mardi, à la Saint-Grégoire, fête du grand patron des chantres et des écoliers. Donc, une rentrée scolaire par grand bleu, à la Saint-Grégoire, ne saurait être que radieuse. Aussi radieuse que l'avenir de notre école, de nos écoles, rurales comme urbaines. Car rien, ni l'introuvable et mythique question des rythmes scolaires, ni les préavis de grèves des enseignants, ne saurait masquer l'objectif. C'est le ministre de l'éducation qui l'a confié au *Journal du dimanche*, on cite de mémoire : *« Notre école peut devenir la meilleure du monde »*. Pas d'Europe, du monde ! La meilleure école française du monde !

Voilà bien un ministre qui a tout compris de la nécessité de gouverner au bleu fixe. Optimisme, optimisme et dix de der ! Il fera beau demain. Il fait beau aujourd'hui. Ciel bleu pour tout le monde et double ration de moral. Tout va bien, *tutto va bene* ! La gauche vire à gauche. La droite vire à droite. Et le Front national s'installe. Les syndicats se préparent. Les plans sociaux se mitonnent. Le chômage a baissé un instant, ce qui est moins grave que si c'était pire.

Bleu fixe ! Des paysans français ont marché sur Paris au pas lent de leurs bovidés français vers une belle et bonne ferme de France nommée Elysée. Et ils y furent reçus par le Grand Agriculteur avec les honneurs dus à leur rang et à celui des races bovines qui ont fait la réputation de l'élevage national. Pour ainsi dire le meilleur du monde, lui aussi. Arrivés avec le moral dans les chaussettes, ils en repartirent, dit-on, avec l'oeil au bleu fixe justement.

Optimisme, optimisme ! Nous irons tous à l'Elysée ! Nous irons voir le saint Grégoire du lieu, réputé pour ses miracles, le toucher salvateur des écrouelles nationales, la guérison du borgne pessimiste, du paralytique défaitiste. Nous irons boire, nous abreuver jusqu'à plus peur, à la source bleue des jardins d'Euphorie.

Un Français passera quatre mois à bord de la station Mir en 1999

Atterrissage réussi pour Claudie André-Deshays

Un astronaute français passera quatre mois à bord de la station russe Mir en 1999 a annoncé, lundi 2 septembre, dans une déclaration exclusive au *Monde*, François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace. L'accord, signé lundi matin à Moscou, prévoit un séjour de 120 jours d'un astronaute français sur la station Mir. Il sera précédé d'une mission préparatoire de trois semaines fin 1997. Le ministre n'a pas précisé le prix que devra payer le CNES. Le tarif consenti par les Russes serait cependant *« très intéressant »*, affirme-t-on de source proche de la délégation française.

M. Fillon était venu à Moscou pour accueillir l'astronaute française Claudie André-Deshays. Cette dernière a atterri sans encombre, lundi 2 septembre à 9 h 41 (heure de Paris), dans la steppe du Kazakstan, à une centaine de kilomètres de Tsélinograd, ville située à 800 km au nord-est du cosmodrome de Baïkonour d'où elle était partie le 17 août. Le vaisseau Soyouz TM-23, dans lequel avaient aussi pris place les deux cosmonautes russes Youri Onufrienko et Youri Oussatchev, s'était détaché de la station russe Mir vers 6 h 20 (heure de Paris). Claudie André-Deshays rapporte 12 kilos de matériel scientifique sur les quelques 300 kilos qui lui avaient été nécessaires pour mener ses expériences durant ses quatorze jours de séjour en orbite (*Le Monde* du 17 août).

Plusieurs des instruments français resteront à bord de Mir. C'est le cas notamment de Physiolab, que les cosmonautes russes continueront à utiliser régulièrement. Cet appareil vise à comprendre la manière dont l'absence de pesanteur affecte le système cardio-vasculaire humain. Il comporte une série de capteurs reliés à un ordinateur. L'ensemble permet de suivre en temps réel depuis le sol les principales données caractéristiques de l'état cardio-vasculaire du cosmonaute qui s'y est *« branché »*.

ENNUIS D'ORDINATEUR

L'ordinateur de Physiolab a donné quelques soucis à Claudie André-Deshays et à ses compagnons. Il a fait preuve de sautes d'humeur dès le premier jour, une *« panne aléatoire »* l'empêchant périodiquement de transmettre les données au sol. Il s'est cependant remis à fonctionner sans problème mardi 27 août et, moyennant la répétition de plusieurs expériences, le programme a pu être réalisé dans sa quasi-totalité, affirme-t-on au Centre national d'études spatiale (CNES). Les ingénieurs français attendent d'en savoir davantage sur les causes de cette panne avant de décider d'envoyer un ordinateur de remplacement, lors d'un prochain vol du cargo automatique de ravitaillement Progress vers Mir, ou d'une visite de la navette américaine.

Trois personnes sont restées à bord de Mir. Les Russes Valéri Korzoun et Alexandre Kaléri, coéquipiers de Claudie André-Deshays pour le voyage aller, assureront la relève de leur collègues Onufrienko et Oussatchev qui séjournaient en orbite depuis le 23 février. L'Américaine Shannon Lucid, pour sa part, attendra l'arrivée de la navette américaine Atlantis qui – le 14 septembre en principe – doit décoller de cap Canaveral avec son remplaçant, John Blaha. Shannon Lucid réalisera ainsi, samedi 7 septembre, un nouveau record féminin de séjour en orbite sans interruption, détenu jusqu'à présent par la Russe Elena Kondakova avec 169 jours.

Les responsables du spatial français souhaitaient, eux aussi, avoir accès à ces vols de longue durée, seuls susceptibles de fournir des données vraiment intéressantes en matière bio-médicale et de préparer les astronautes français pour des séjours de plusieurs mois à bord de la future station internationale Alpha. L'accord de Moscou leur donne satisfaction.

Jean-Paul Dufour

Le groupe Unilever envisage de céder 20 % de ses activités

NIALL FITZGERALD, nouveau coprésident du groupe anglo-néerlandais Unilever depuis le 1er septembre, entend redynamiser ce conglomérat qui vend des produits de grande consommation aussi divers que le thé Lipton, la lessive Persil, les glaces Miko ou les parfums Calvin Klein. Cet Irlandais de cinquante ans étudie de près la cession du cinquième des activités de Unilever.

Dans un entretien accordé au *Wall Street Journal Europe* du 2 septembre, Niall FitzGerald déclare que, si certaines activités *« ne créent pas de valeur, nous ne devrions pas y être présent »*. Né de la fusion en 1929 du néerlandais Margarine Unie et du britannique Lever Bros, Unilever (environ 240 milliards de francs de chiffre d'affaires) est devenu un paquebot difficile à manoeuvrer, présent dans 57 activités, dont moins de la moitié sont jugées stratégiques. Le groupe, qui a pour priorité les crèmes glacées, les margarines, le thé, les détergents, les cosmétiques et les parfums, devrait adopter désormais une politique de cessions agressives. Selon le *Wall Street Journal Europe*, Unilever pourrait céder l'entreprise britannique John West et allemande Nordsee, spécialisées dans le poisson.

Niall FitzGerald compte donner une plus grande cohésion à la direction de groupe. Depuis le début des années 90, Unilever, qui a dû lancer trois plans de restructuration successifs, a souffert de l'atonie de la consommation en Europe, de la concurrence du lessivier américain Procter & Gamble et de l'échec du lancement de la poudre à laver Skip Power en 1994.

Timide reprise à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS a débuté la semaine sous le signe de la hausse. Après cinq séances consécutives de recul, les valeurs françaises reprenaient un peu de hauteur sans réelle conviction. En progression de 0,10 % au début des transactions, l'indice CAC 40 gagnait 0,15 % quelques minutes plus tard. Aux alentours de 12 h 15, après bien des hésitations, l'indice des valeurs vedettes gagnait 0,17 % à 1 973,98 points.

Quelques heures plus tôt, touchée par le recul du Dow Jones à la veille du week-end, la Bourse de Tokyo a terminé sur une perte limitée à 0,30 %, après avoir âprement lutté pour éviter de passer au-dessous de la barre des 20 000 points. L'indice Nikkei a finalement perdu 59,79 points à 21 107,11 points.

Sur le front des changes, le dollar se redressait à 5,0727 francs, contre 5,0560 francs vendredi. Face à la devise française, le deutschemark fléchissait à 3,4220 francs contre 3,4230 francs.

Le contrat notionnel du Matif, qui avait ouvert en baisse de 14 centièmes, évoluait en début d'après-midi sur ses niveaux de vendredi à 123,14.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	02/09 Titres échangés	Capitalisation en KF
Elf Aquitaine	193586	71988933,30
Total	145606	54792822,60
Danone	50288	35121030
Alcatel Alsthom	78957	31063509,20
LVMH Moet Vuitton	26860	28728795
Bouygues	53533	26441611,80
Carrefour	8424	21567681
Thomson-CSF	138766	19986036,60
Air Liquide	22555	19578835
SCOR	80977	16975759

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 30/08	% 29/08	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	342,1900	[illegible]	330	354
Écu	6,4450	– 0,05	—	[illegible]
États-Unis (1 usd)	5,0740	[illegible]	4,7500	5,3500
Belgique (100 F)	16,6145	[illegible]	16,0300	17,1500
Pays-Bas (100 fl)	305,2100	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,3515	[illegible]	3,1000	3,6000
Danemark (100 krd)	88,5100	– 0,12	83	[illegible]
Irlande (1 iep)	8,2070	[illegible]	7,8000	8,5600
Gde-Bretagne (1 L)	7,8965	[illegible]	7,4500	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,1385	[illegible]	1,9000	[illegible]
Suède (100 krs)	76,5300	[illegible]	71	[illegible]
Suisse (100 F)	421,8900	[illegible]	407	[illegible]
Norvège (100 k)	79,0100	[illegible]	74	[illegible]
Autriche (100 sch)	48,6290	[illegible]	47,0500	50,1500
Espagne (100 pes.)	4,0475	[illegible]	3,7300	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,3350	[illegible]	2,9500	[illegible]
Canada 1 dollar ca	3,7113	[illegible]	3,4000	[illegible]
Japon (100 yens)	4,6641	[illegible]	4,4500	[illegible]

PARITES DU DOLLAR 02/09

FRANCFORT : USD/DM	[illegible]
TOKYO : USD/Yens	[illegible]

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 30/08	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,45	[illegible]
Allemagne	3	[illegible]
Grande-Bretagne	5,81	[illegible]
Italie	8,59	[illegible]
Japon	0,50	[illegible]
Etats-Unis	5,25	6,86

MATIF

Échéances 30/08	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 96	109283	[illegible]
Déc. 96	19671	[illegible]
Mars 97	1983	[illegible]
Juin 97	—	[illegible]

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 2 septembre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20166,90	– 1,88	+ 1,20
Honk Kong index	11159	– 1,49	+ 11,61

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 30/08	Var. en % 29/08	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	1970,61	– 0,35	+ 5,27
Londres FT 100	—	—	+ 5,91
Zurich	1753,40	– 0,31	+ 14,61
Milan MIB 30	1021	– 0,49	+ 9,66
Francfort Dax 30	2536,82	– 0,91	+ 12,55
Bruxelles	—	—	+ 12,42
Suisse SBS	1419,32	– 0,38	– 2,62
Madrid Ibex 35	355,69	– 0,78	+ 11,12
Amsterdam CBS	377,30	– 0,74	+ 17,35

Tirage du *Monde* daté dimanche 1er-lundi 2 septembre 1996 : 545 271 exemplaires. 3

Dans « Le Monde » cet été

Plusieurs séries d'articles ont été publiées dans Le Monde *cet été. Les lecteurs désireux d'acheter des numéros qui leur manquent peuvent s'adresser à la Boutique du* Monde, *21* bis, *rue Claude-Bernard - 75242 Paris Cedex 05 (Tél : 42-17-29-85. Fax : 42-17-21-68).*

DES NOUVELLES INÉDITES DE LA « SÉRIE NOIRE », éditées en cahier séparé, avec la collaboration de Gallimard, dans nos numéros datés 13 juillet, 20 juillet, 27 juillet, 3 août, 10 août, 17 août et 24 août. Signées Daniel Pennac, Jerome Charyn, Henri Raczymov, Didier Daeninckx, Thierry Jonquet, Daniel Picouly et Marc Villard, ces nouvelles sont regroupées dans une brochure, en vente chez les marchands de journaux (50 francs). Les commandes, accompagnées du règlement, peuvent être adressées, avec la référence « HS Série noire » à : *Le Monde* Vente au numéro, 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.

ATLANTA, VILLE OLYMPIQUE, un cahier spécial de huit pages dans *Le Monde* daté 19 juillet, suivi d'une large couverture des Jeux, occupant chaque jour plusieurs pages, jusqu'au 5 août.

GENS DE MER, une série de sept reportages d'Annick Cojean, dans *Le Monde* daté 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21-22 juillet.

NOUVELLES VAGUES, douze portraits de jeunes de moins de trente ans qui sont déjà des acteurs de la vie sociale ou culturelle dans leurs pays respectifs. Dans *Le Monde* daté 6, 7, 9, 10, 11-12, 13, 14, 15, 16, 17, 18-19 août.

LE PIÉTON DES BALKANS, un journal de voyage de l'écrivain François Maspero avec, en contrepoint, les photographies de Klavdij Sluban. Dans *Le Monde* daté 20, 21, 22, 23, 24 et 25-26 août.

L'EUROPE DANUBIENNE, une visite de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz à Bratislava, Belgrade, Sofia et Bucarest. Dans *Le Monde* daté 25 juillet, 1er, 8 et 15 août.

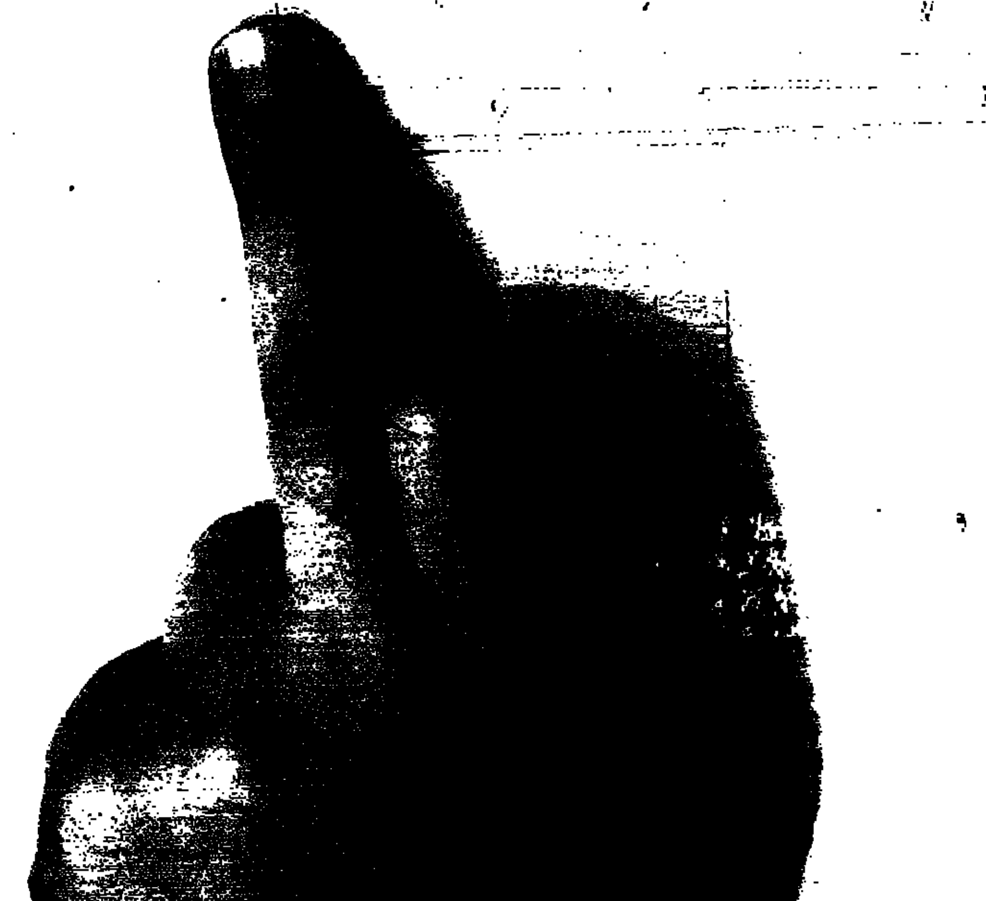
HISTOIRES D'AMÉRIQUE, six cas exemplaires où s'exprime la volonté d'innover ou de rebondir après un échec aux Etats-Unis. Dans *Le Monde* des 27, 28, 29, 30 août et daté 1er-2 septembre.

VIVRE ENSEMBLE, une série de « cartes postales » françaises, illustrant comment le lien social est mis à mal par la crise et comment certains tentent de le renouer. Dans *Le Monde* daté 10, 11-12, 20, 21, 23, 25-26 et 29 août.

HISTOIRES DE PRODUITS, une présentation, par Eric Fottorino, de divers produits ou objets associés à l'été et aux vacances. Dans *Le Monde* daté 2, 3, 4-5, 7, 9, 10, 11-12, 13, 15, 16, 18-19, 20, 22, 23, 25-26 et 29 août.

LA SAGA DES PÉRIPHÉRIQUES, Europe 1, RMC, Sud-Radio et RTL, dans notre cahier « Télévision, radio, multimédia » daté 28-29 juillet, 4-5, 11-12 et 18-19 août.

LE PROGRÈS, UNE IDÉE MORTE ? Un débat ouvert dans *Le Monde* daté 20 août par des points de vue de Jacques Attali et Pascal Bruckner, et qui se poursuit depuis dans tous nos numéros.



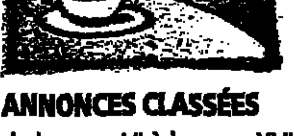
COMPÉTENCES
Les détectives d'entreprise améliorent leur qualification
page II



PORTRAIT
Josette Théophile, DRH de la RATP page III

Le Monde des INITIATIVES

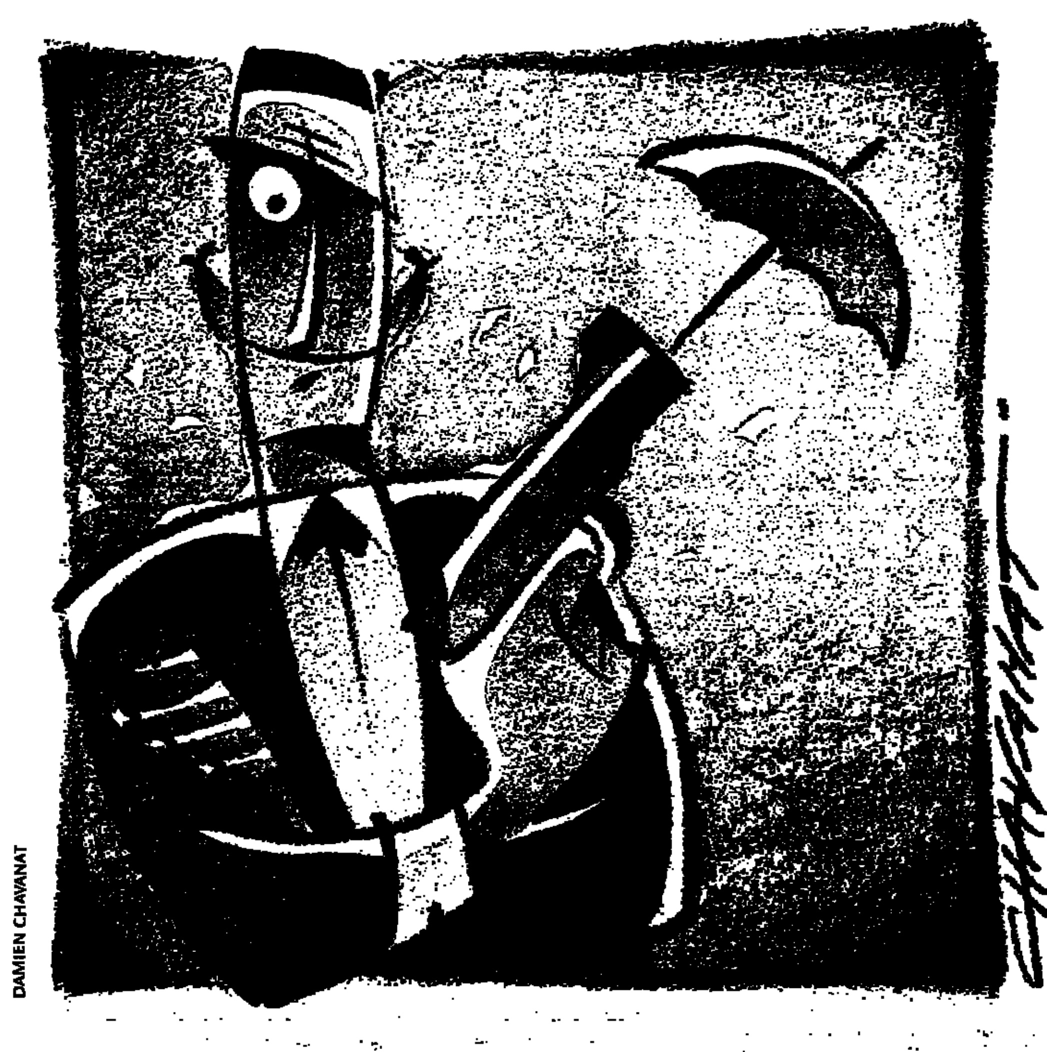
ANNONCES CLASSÉES
de la page VI à la page XVI



DEMAIN DANS INITIATIVES EMPLOI
Les grands dossiers de la rentrée

MARDI 3 SEPTEMBRE 1996

▼ ▼ ▼ ▼ ▼ ▼ ▼ ▼ ▼ ▼ ▼ ▼ **MÉTIERS**



DAMIEN CHAVANAT

L'agent général d'assurances change de statut

Soumise à une vive concurrence, la profession développe la couverture des risques des particuliers

TALONNÉE par les banques, la profession d'agent général d'assurances réagit. Après un an de discussions, un accord *signé en avril 1996* par ses représentants – la FNSAGA d'une part (Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances), la FFSA d'autre part (Fédération française des sociétés d'assurances) – prévoit de moderniser cette activité jusque-là régie par un statut d'ordre public hérité de l'après-guerre (décrets du 5 mars 1949 et du 28 décembre 1950).

L'agent général est un mandataire nommé par une compagnie d'assurances à la tête d'une agence locale. Il exerce une profession indépendante. Véritables chefs d'entreprise, les 17 440 agents généraux en France forment, avec leurs collaborateurs, un corps social de 52 000 personnes. En principe, leur mandat est exclusif mais des dérogations sont permises : par exemple, si un client refuse les conditions de souscription d'une compagnie, l'agent général peut être autorisé à placer le risque chez un concurrent. Cela pour éviter que la politique d'une entreprise d'assurances ne compromette l'activité de l'agent général, payé à la commission. La profession compte aussi des syndicats puissants. Schématiquement, chaque entreprise d'assurances a le sien, l'ensemble étant fédéré par la FNSAGA, qui compte 7 000 agences adhérentes sur un total de 16 000, soit près de 70 % du chiffre d'affaires des agents généraux (150 milliards de francs en 1994).

Pourquoi cette profession nécessite-t-elle un nouveau cadre ? Comme l'explique Dominique Denis, délégué général de la FNSAGA : *« Les agents généraux représentent 42 % du marché de la distribution des assurances de dommages* [NDLR : *incendies, accidents et risques divers*] *mais seulement 14 % du marché de l'assurance de personnes. Or, c'est bien ce marché qui constitue le secteur d'avenir (maladie, prévoyance, retraite, dépendance...). »*

MARCHÉ D'AVENIR

En dix ans, l'évolution est nette : de 1983 à 1993, le marché de l'assurance-dommages a évolué à un rythme de croisière – de 100 à 170 milliards de francs – alors que le chiffre de l'assurance de personnes a été multiplié par six – de 60 à 370 milliards de francs !

Les agents généraux ont du mal à prendre le tournant pour deux raisons au moins. D'une part, 70 % en moyenne de leur portefeuille proviennent de l'assurance-dommages. L'agent se tourne donc naturellement vers cette activité. D'autre *part, de nouveaux acteurs ont fait irruption* sur le marché de la distribution d'assurances, grignotant de plus en plus les parts de marché : les banques (et d'autres organismes financiers) viennent en première ligne, réalisant plus de la moitié du chiffre de l'assurance-vie et de la capitalisation. De plus, elles font des débuts prometteurs dans le secteur de l'assurance-dommages, même si elles ne détiennent encore que 4 % du marché : *« D'ici à la fin de l'année, la quasi-totalité d'entre elles proposeront de l'assurance-dommages à des tarifs plus compétitifs du fait d'un service aux clients réduit »*, observe Philippe de Robert, agent général à Montpellier (mandataire du GAN), qui ajoute cependant : *« Nous avons les moyens de réussir grâce à notre professionnalisme. Ensuite, tout dépendra des prix pratiqués par les compagnies : plus elles parviendront à réduire les coûts des produits et à rationaliser la gestion des services, meilleures seront nos marges de manœuvres. »* Certaines compagnies d'assurances ont pour leur part choisi de s'orienter vers des secteurs où la concurrence est moins vive.

Un exemple d'actualité est celui des AGF qui, lors de leur récente privatisation, ont clairement annoncé leur stratégie : priorité au développement du risque d'entreprises, allègement et rationalisation des risques incendies, accidents et divers. Actuellement moins de 20 % des agences sont spécialisées dans le risque entreprises, tel Olivier Schaupp, trente-trois ans, mandataire de l'UAP.

Il dirige avec un associé une agence à Rennes spécialisée dans ce type de risque qui occupe le deuxième rang national en termes d'encaissement pour l'UAP. Outre les banques, les autres concurrents sont, dans une moindre mesure, la vente directe développée par des compagnies d'assurances, La Poste, les mutuelles sans intermédiaire, la grande distribution comme Carrefour...

Clarisse Fabre

Lire la suite page IV

Améliorer le niveau de formation

Il est âgé de trente-cinq à quarante-cinq ans, possède dix ou quinze années d'expérience dans la finance, la banque ou l'industrie, et est titulaire au minimum d'un bac+2 : tel est le profil actuel – et d'avenir – du candidat au poste d'agent général d'assurances. L'accord d'avril 1996 prévoit l'amélioration du niveau de formation : tout agent recruté doit suivre un stage professionnel de six cents heures auprès de l'entreprise d'assurances mandante ou d'un établissement agréé.

Par ailleurs, les entreprises d'assurances et les syndicats professionnels d'agents généraux s'engagent à élaborer un plan de formation permanent permettant à l'agent général qui le souhaite de se spécialiser (risques d'entreprise, gestion du patrimoine...). Les collaborateurs de l'agent général ne sont pas en reste, puisqu'un accord *collectif national de 1990 permet de consacrer 1,20 % de la masse salariale* à la formation continue des salariés d'agence de moins de dix personnes, alors que l'obligation légale est de 0,15 %.





La gestion paritaire a évolué mais doit encore corriger ses insuffisances

La loi quinquennale a allégé son fonctionnement, notamment en réduisant le nombre d'organismes collecteurs

DANS la formation professionnelle comme dans d'autres secteurs, les organismes paritaires se multiplient, mais qui connaît vraiment le paritarisme, cette formule qui confie un certain nombre de responsabilités – en matière de gestion, de contrôle, d'orientation, etc. – à un nombre égal de représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs ? « *Ce qui est en jeu est pourtant important pour un grand nombre de personnes mais la plupart n'en savent rien* », estime Jean-Claude Fiemeyer, directeur de l'OPCA Habitat-Formation (organisme paritaire collecteur agréé spécialisé dans les secteurs professionnels touchant à la vie urbaine (logement, accompagnement social, urbanisme...).

Les OPCA se trouvent être l'un des piliers du paritarisme. Comme les entreprises sont tenues par la loi de consacrer 1,5 % de leur masse salariale à la formation, ils ont pour mission de rassembler et gérer les fonds que les employeurs n'utilisent pas directement. « *Voilà deux ans que cet argent donne lieu à des empoignades homériques entre les différentes branches professionnelles et même entre le CNPF et la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)*, commente M. Fiemeyer. *Pour conquérir une plus grande part des quelque quinze milliards de francs en jeu, de véritables lobbies se sont constitués. Mais la technicité du débat fait qu'il ne paraît concerner que quelques initiés !* » De la même façon, l'amendement à la loi de finances 1996 qui a décidé de ponctionner 60 % de la trésorerie du congé individuel de formation (CIF) pour assurer l'équilibre du budget de l'Etat a été voté dans une indifférence presque complète. Aux dernières nouvelles, le CIF pourrait pourtant y perdre près d'un milliard et demi de francs.

Un autre débat n'a eu aucun écho dans le public : celui qui concernait la création d'un Fonds national du paritarisme. Destiné à couvrir les dépenses qu'entraîne pour les organisations patronales et de salariés leur implication dans les instances paritaires de la formation professionnelle, il a fait l'objet de discussions orageuses avant d'être finalement institué par un décret du 7 août 1996. L'enjeu financier pour les syndicats est très élevé. L'enjeu éthique et politique également : ne vont-ils pas y perdre toute indépendance ? Cela aurait mérité des débats sur la place publique. Il n'y en a pas eu. Dernier signe du peu d'intérêt que suscite le paritarisme, on ne trouve guère que deux chercheurs pour se consacrer à son étude : Laurent Duclos et Olivier Mériaux, auteurs notamment d'un dossier dans la revue *Travail* (numéros 31 et 32. Automne-hiver 1994-1995).

Le fonctionnement des OPCA est l'une des illustrations les plus significatives des problèmes et des enjeux du paritarisme. Après vingt ans d'existence, le dispositif est à un tournant. Ses points faibles ont été largement soulignés dans plusieurs enquêtes réalisées par les corps d'inspection de l'Etat à partir de 1992 puis par l'Assemblée nationale en 1994 (rapport Ueberschlag-Goasguen) : multiplication excessive du nombre des organismes collecteurs – on en comptait 244 il y a deux ans –, lien trop étroit de ceux-ci avec l'activité de formation nuisible à la fois à la qualité de cette dernière et à la transparence des comptes, tendance à thésauriser plutôt qu'à agir vite, manque de rigueur dans la gestion des fonds et le contrôle des formations.

Sous la pression de l'Etat, notamment à travers la loi quinquennale du 20 décembre 1993, ces failles ont déjà fait l'objet de corrections : le nombre des organismes collecteurs a été réduit, il leur est désormais interdit d'intégrer des activités de formation, les fonds qu'ils n'ont pas dépensé dans l'année sont obligatoirement versés à un organisme centralisateur qui en assure la redistribution. Les frais de gestion ont été plafonnés et l'Etat assure qu'il remplira désormais mieux le rôle de contrôle qu'il a longtemps gravement négligé. La période de confusion occasionnée par ces réformes n'est pas terminée et il n'est pas certain qu'elles soient bien adaptées et suffisantes. L'essentiel est néanmoins fait.

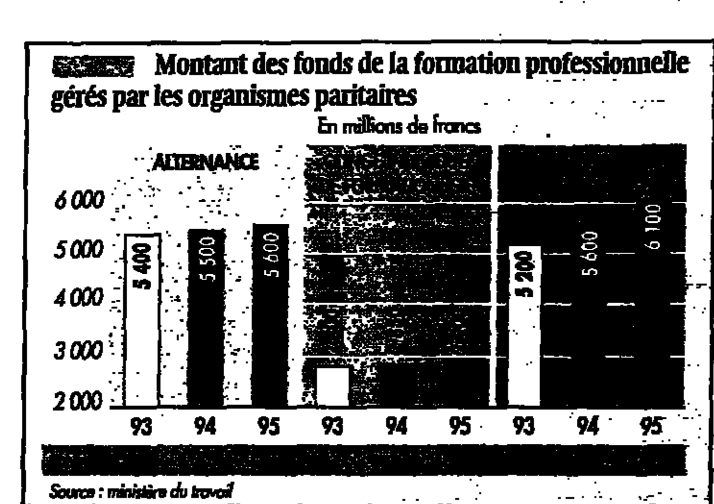
SAUPOUDRAGE

Mais d'autres problèmes restent à régler. En l'absence de tensions sociales importantes, le système paritaire a tendance s'endormir. Souvent, plutôt que de s'opposer pour définir des choix précis, les administrateurs patronaux et syndicaux optent pour un saupoudrage de l'argent qui permet à chacun d'avoir quelques satisfactions. Et quand un problème grave vient à se poser, ils se révèlent incapables de le résoudre : on l'a vu notamment lors d'une négociation interprofessionnelle en 1991 quand il a été question de réformer de l'intérieur certaines insuffisances, l'accord s'est révélé impossible et il a fallu que ce soit le législateur qui intervienne autoritairement deux ans plus tard. L'extrême faiblesse des syndicats tant patronaux que des salariés explique largement cette situation. Aux uns comme aux autres, les militants manquent. Ce qui les condamne à faire appel à leurs permanents et à des retraités qui connaissent souvent mal le terrain. Cette pénurie aboutit également à un cumul des mandats aux effets très néfastes : « *Certains*, note un observateur, à la fois féroce et désolé, *passent leur vie à aller d'un conseil d'administration à l'autre, d'une réunion de bureau à l'autre, d'un repas à l'autre* » et « *tandis qu'ils somnolent en attendant les petits fours, les opérationnels, ceux qui sont payés pour gérer au jour le jour la structure OPCA, se substituent progressivement à eux.* »

Les OPCA souffrent également de ce que leurs administrateurs ne sont pas assez formés pour prendre leurs décisions en connaissance de cause ce qui ne signifie pas qu'ils doivent se transformer en experts au risque d'oublier que leur rôle est d'abord politique, comme l'explique Sylvain Zlizi dans *La Formation des partenaires sociaux siégeant dans les structures de la formation professionnelle (une ambition pour demain)*. (Mémoire de DESS Paris I, Panthéon-Sorbonne mai 1995). Il leur faut des connaissances de base et un intérêt suffisamment vif pour leur fonction pour qu'ils aillent chercher auprès des techniciens de leur OPCA les connaissances complémentaires.

En dépit de ces insuffisances, les OPCA et plus généralement le paritarisme, constituent un espoir. Ils ont besoin d'être améliorés. Mais il n'est presque personne pour en rejeter le principe. D'une part, parce que certains ont fait la preuve de leur efficacité et généré des réussites remarquables. D'autre part parce que le paritarisme constitue l'une des voies par lesquelles la démocratie pourrait reprendre chair et couleur. A condition que l'on en parle davantage, que l'intérêt des citoyens s'éveille à son sujet. A condition aussi que le mouvement social retrouve, lui aussi, du souffle.

Marie-Claude Betbeder



Un sujet très politique

La naissance et le premier grand tournant historique du paritarisme sont liés à deux secousses sociales majeures : la Libération et Mai 1968. La première le voit apparaître au sein des organismes de sécurité sociale. La seconde dans la formation continue. Car si la loi qui organise cette dernière ne remonte qu'à 1971, le principe d'une grande négociation entre patronat et syndicats avait été posé dès les entretiens de Grenelle.

Dans ce contexte de prise de conscience brutale par les responsables politiques du fossé séparant l'Etat et les citoyens, va se mettre en place une pratique qui deviendra la règle, sans qu'aucun texte l'institue. « *L'accord précède la loi.* » Autrement dit : les partenaires sociaux négocient et s'entendent sur un certain nombre de points et les pouvoirs publics reprennent ces dispositions en y apportant éventuellement des retouches mineures. Patronat et syndicats participent à la mise en œuvre des décisions.

Comment devenir chef de projet Internet

Le Crefac propose un cycle de formation long, Inforweb

« *Il se crée actuellement quarante sites Internet par jour en France. Et nous sommes très en retard sur les autres pays : l'Allemagne, par exemple, possède déjà deux fois plus de sites que nous.* » Selon Yves Lasfargue, directeur du Crefac, un centre d'étude et de formation, et expert auprès de l'Union européenne sur les autoroutes de l'information, cet engouement récent pour le web devrait générer deux types d'emplois : des chefs de projet capables de créer et de programmer un site Internet, et des « cyberanimateurs » chargés d'animer des cybercafés ou d'autres espaces dotés d'un site Internet. Pour les premiers, le Crefac (tél : (16-1) 49-42-22-76) proposera dès le mois d'octobre un cycle long intitulé Inforweb. Pour les seconds, le projet de formation est encore à l'étude, mais le directeur du Crefac espère pouvoir le lancer dès la fin de l'année.

PIONNIERS

Annoncé en juin dernier, le cycle Inforweb a d'emblée séduit bon nombre de candidats : « *Rien à voir avec nos traditionnels stages de gestion et de comptabilité, nous croulons sous les appels* », raconte Yves Lasfargue. Prévue sur dix-neuf semaines, dont six en entreprise, cette formation, financée par les pouvoirs publics, s'adresse en priorité aux cadres informaticiens demandeurs d'emploi. Quelques places sont également accessibles pour les salariés connaissant bien l'informatique traditionnelle ou la publication assistée par ordinateur (PAO). René, informaticien depuis quinze ans, fait partie de la centaine de candidats qui se sont déjà manifestés. Pour ce directeur informatique dans une administration, le but ne serait pas de changer de fonction mais plutôt d'être mieux à même de juger les différentes offres qu'on pourrait lui faire dans ce domaine : « *Comme c'est une technologie nouvelle, il y a actuellement un no man's land qui laisse la porte ouverte aux abus de tout genre. N'importe qui peut se prévaloir d'être un spécialiste du web, c'est un peu la jungle...* »

> « Comme c'est une technologie nouvelle, il y a actuellement un no man's land qui permet tous les abus »

L'objectif de ce cycle long est précisément de permettre aux stagiaires de se sentir à l'aise à la fois avec les techniques informatiques spécifiques au web, la mise en page, le traitement des images, des sons, du texte, mais aussi d'être capable de calculer le coût et la rentabilité d'un projet. Côté débouchés, ces pionniers désiraient pouvoir, dès la fin de leur stage, rejoindre les entreprises de taille moyenne désireuses de développer un site Internet ou alors intégrer de petites entreprises de conseil, ou encore entrer chez un fournisseur d'accès Internet.

Yves Lasfargue, en tout cas, se montre résolument optimiste quant aux perspectives d'insertion : « *Même si Internet ne compte actuellement que 200 000 abonnés en France, je ne crois pas que ce soit un gadget dont on ne parlera plus d'ici deux ou trois ans. Au contraire, je pense qu'il va peu à peu remplacer le Minitel et devenir un outil de marketing. Pour ma part, je suis persuadé que l'on s'oriente à terme vers quatre ou cinq millions d'abonnés.* »

Nathalie Mlekuz

e n b r e f

■ **FRAGILITÉ DES PETITS ORGANISMES DE FORMATION**
Le ministère du travail et des affaires sociales a communiqué en juin les résultats d'une étude sur l'état du marché de la formation continue en 1994. Quelque 35 500 organismes de formation ont eu une activité cette année-là, dont 10 600 nouveaux ; et 7 800 sont considérés comme ayant arrêté la leur puisqu'ils ont cessé de déclarer le moindre chiffre d'affaires. Plus de 90 % de ces derniers étaient de petits organismes déclarant moins de 1 million de francs de chiffre d'affaires. En revanche, les cessations d'activité des gros organismes déclarant plus de 10 millions de francs de chiffre d'affaires sont peu nombreux. Enfin, ce sont les formateurs individuels qui ont le taux d'entrée et le taux de sortie les plus élevés. (*Premières synthèses*. Dares. 31 juillet 1996.)

c o m p é t e n c e s

Les détectives d'entreprise améliorent leur qualification

Un nouveau centre de formation décide de redorer l'image de la profession

L'INSTITUT de formation des agents de recherche (IFAR) ouvre ses portes à la rentrée 1996. Cette école a été créée à l'initiative de la Coordination nationale des détectives et enquêteurs professionnels (CNDEP), située à Montpellier, qui revendique la plus forte représentativité dans la profession. L'IFAR traduit la volonté d'élever le niveau de formation d'une profession très peu réglementée. Pour exercer, il suffit de se déclarer à la préfecture du département, qui vérifie que le postulant n'a pas été condamné et qu'il n'a pas commis d'actes incompatibles avec sa fonction : crimes ou agissements contraires à l'honneur et aux bonnes mœurs, mises en liquidation judiciaire, etc.

Des policiers à la retraite aux jeunes séduits par l'image du « *gentleman cambrioleur* », la porte est donc ouverte à tous. Or, selon un projet de loi déposé en juin 1995 au Sénat, le détective doit désormais justifier d'une aptitude professionnelle dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat. Comme l'explique Roger-Marc Moreau, responsable de communication à la CNDEP, « *nous avons voulu prendre les devants, et nous espérons que le diplôme délivré par l'IFAR sera reconnu par l'Etat* ».

Pour s'inscrire, le candidat doit avoir le niveau bac + 2. L'enseignement, composé de cours théoriques, de travaux pratiques et de stages en entreprise, est sanctionné par des examens, et prend acte de l'évolution de la profession. Aujourd'hui, 80 % de l'activité relèvent de missions en entreprise (espionnage industriel, vols en usine, contrefaçons), contre 20 % pour les affaires privées (adultère, chantage).

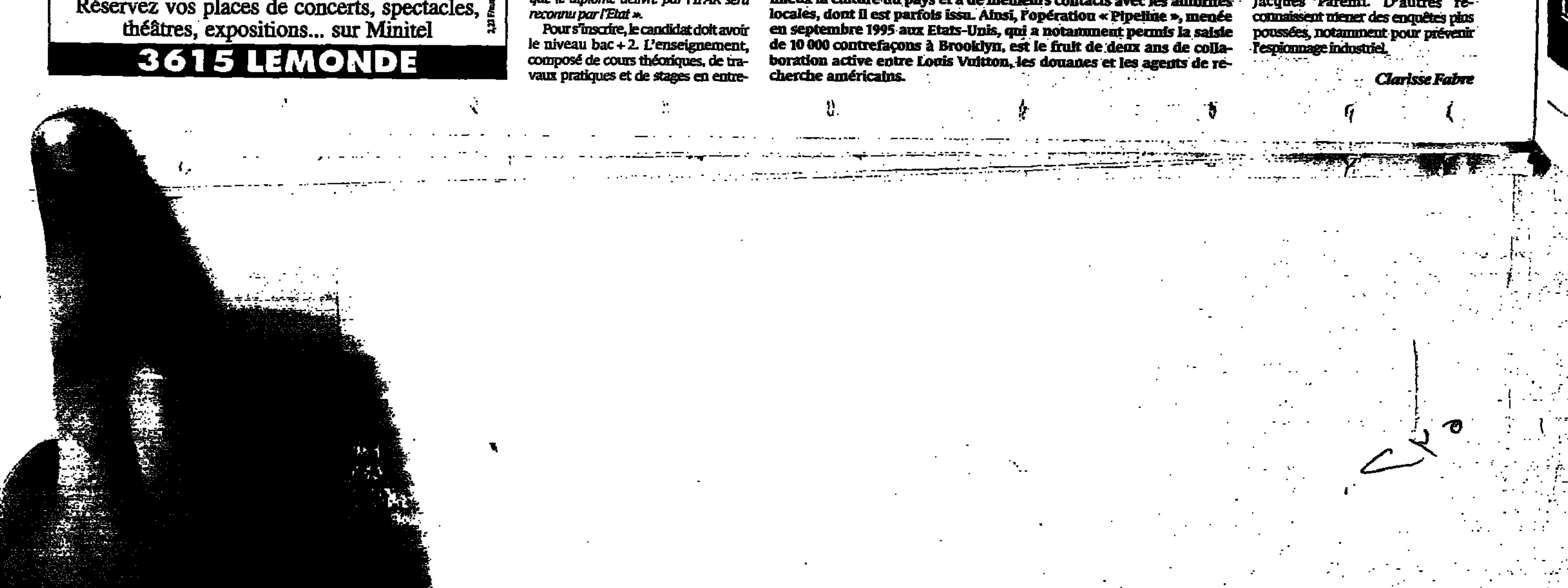
DÉONTOLOGIE

Durant la première année, le stagiaire acquiert les compétences traditionnelles – filatures, rédaction de rapports, techniques d'enquête, – mais il étudie aussi le droit commercial, la comptabilité, la gestion, etc. Ce premier cycle débouche sur les postes de salariés en agence. S'il veut s'installer à son compte, le stagiaire devra suivre une deuxième année de formation. Le tout pour un investissement non négligeable de 12 000 francs de frais d'inscription par an. « *Mais les étudiants pourront bénéficier d'aides de l'Etat* », assure-t-on à la CNDEP. Il y aurait aujourd'hui 75 inscrits répartis dans les trois centres de Paris, Lyon et Montpellier. On peut toutefois s'étonner qu'à l'heure de l'internationalisation aucun cours de langues ne soit prévu. L'objectif de l'IFAR est aussi de renforcer l'image d'une profession méconnue du public et de combattre la méfiance des milieux d'affaires. « *Longtemps, les entreprises françaises ont fait appel aux cabinets anglo-saxons, persuadées qu'ils étaient plus compétents. Or, souvent, ces mêmes cabinets nous sous-traitaient les missions !* », affirme Roger-Marc Moreau. « *Les premiers contacts avec les dirigeants sont parfois de véritables courses d'obstacles : ils nous posent des questions techniques pour vérifier nos connaissances* », explique Jean-Jacques Parenti, fondateur de l'agence SOS-Détecte en 1975, spécialisée à 80 % dans les missions d'entreprises. Quelles garanties offre la profession ? Depuis le mois d'avril 1995, il existe une carte professionnelle nationale délivrée par l'ACIPAR (Association de la carte d'identité professionnelle des agents de recherche). Elle prouve que l'enquêteur exerce légalement et qu'il a un an d'expérience. Les règles de déontologie se résument essentiellement à l'obligation de défendre des causes légales, légitimes et morales, et au respect du secret professionnel. Mais leur application peut s'avérer délicate. Par exemple, les enquêtes de pré-embauche sont-elles légales ? Cela semble *a priori* contraire à l'article L. 121 7 du Code du travail, qui résulte de la loi « Lyon-Caen » du 31 décembre 1992 sur le recrutement. Selon cet article, le candidat à un emploi doit être expressément informé des méthodes et des techniques d'aide au recrutement utilisées à son égard. « *J'estime qu'on a le droit de contrôler la validité d'un CV, mais pas d'enquêter sur la vie privée* », affirme Jean-Jacques Parenti. D'autres reconnaissent mener des enquêtes plus poussées, notamment pour prévenir l'espionnage industriel.

Clarisse Fabre

Contrefaçons en tout genre

Sur dix marques contrefaites, sept sont françaises. La lutte contre la contrefaçon est incontestablement un créneau pour les détectives, et nombre d'entreprises françaises font appel à leurs services pour remonter les filières situées, pour la plupart, à l'étranger. Elles emploient soit des détectives français, soit des agents résidant dans le pays de contrefaçon. Le malletier Louis Vuitton a opté pour la seconde stratégie. Le budget détective représente près de 20 % du budget total pour la défense de la marque. Selon le département propriété intellectuelle de Louis Vuitton, le détective du cru connaît mieux la culture du pays et a de meilleurs contacts avec les autorités locales, dont il est parfois issu. Ainsi, l'opération « Pipeline », menée en septembre 1995 aux Etats-Unis, qui a notamment permis la saisie de 10 000 contrefaçons à Brooklyn, est le fruit de deux ans de collaboration active entre Louis Vuitton, les douanes et les agents de recherche américains.



Josette Théophile, directrice des ressources humaines de la RATP

Une femme de pouvoir dans un univers hiérarchisé

ELLE a choisi des fauteuils jaune vif *« pour mettre un peu de gaieté et de chaleur »* dans son bureau. Elle-même portait, cet après-midi d'été, un tailleur jaune à motifs fuchsia. Petite, gracieuse, Josette Théophile, cinquante ans, mère d'une petite fille de sept ans, détonne par sa féminité dans cet univers masculin et hiérarchisé qu'est la RATP, dont elle est la directrice des ressources humaines (DRH). Les femmes ne constituent qu'à peine 20 % des 38 500 agents de l'entreprise. Une féminité qui va cependant de pair avec un parler franc, direct, parfois provocateur. *« Elle est très mordante et manifestement elle a l'air de savoir ce qu'elle veut faire »*, observe un représentant de la CGT, premier syndicat de la RATP. *« C'est une femme courageuse, de parole, et en même temps une main de fer dans un gant de velours »*, estime Bernard Failliot, ex-président de la CGC-RATP. Elle aime *« beaucoup être proche des mécanismes du pouvoir, côté ombre plutôt qu'à la lumière »*, ajoute l'une de ses relations.

Son parcours de formation brouille aussi les pistes. *« Fascinée par les mathématiques »*, elle passe le bac C en 1963. Mais, saisie brutalement d'un *« engouement »* pour la philosophie, elle décroche quelques années plus tard une maîtrise dans ce domaine. A quelle profession se destine-t-elle ? Elle n'a pas d'idée très précise si ce n'est *« quelque chose d'orienté vers l'entreprise, dans une activité intégrant les problèmes de relations entre groupes sociaux »*. Elle étudie alors au Celsa, qui vient d'ouvrir ses portes à Paris, et y obtient un DESS en relations du travail. Des études que cette *« bosseuse qui aime creuser, regarder les choses de près »*, comme le dit une de ses amies, suit parallèlement à un doctorat de philosophie. Dès lors, Josette Théophile va embrasser petit à petit presque l'ensemble du domaine des ressources humaines, guidée par *« la confiance dans la capacité des gens à évoluer »*, indique-t-elle.

DAMIEN CHAVANAT

En 1971, alors que la loi sur la formation continue est votée, elle est embauchée chez Lesieur-Cotelle, où elle devient, deux ans plus tard, responsable de la formation et des conditions de travail. Automatisation, polyvalence, enrichissement des tâches, horaires variables : les grands sujets à la mode dans ces années 70 sont aussi les grands chantiers auxquels Josette Théophile participe. En 1976, elle rejoint le centre de formation et de conseil en management (CFCM) créé en 1972 par plusieurs grandes écoles d'ingénieurs. Le CFCM innove, en mettant notamment en place des formules de *« stages longs, des mémoires, etc., plein de choses qui n'existaient absolument pas à l'époque »*. Josette Théophile se fait également remarquer en 1978 lorsqu'elle présente, à la demande de la Conférence des grandes écoles, un rapport sur la formation des ingénieurs qui *« fait scandale »*. Elle avait, par exemple, défendu l'idée que *« la formation est un instrument de la stratégie de l'entreprise »*. Et elle le confirme aujourd'hui. Mais à l'époque, *« l'articulation entre le système social et la politique de l'entreprise n'était pas évidente »*, constate-t-elle.

« Ce n'est pas Josette Théophile qui a décidé de l'accord du 11 juin. Elle a un mandat, elle l'applique. Mais elle n'a pas eu d'états d'âme non plus »

En 1978, elle est nommée directeur général du CFCM et connaît *« une vie de patron de PME, désespérément à la recherche de contrats »*. Puis elle intègre Bull en 1984 en tant que directeur de la formation. Ce qui l'a le plus marquée durant cette période, c'est l'*« internationalisation du groupe »*, Bull ayant racheté les activités informatiques d'Honeywell. *« Le plus passionnant a été de fusionner un ensemble de cultures. »* Elle organise notamment des programmes internationaux de management avec les Américains, à base de voyages d'observation. *« Parce que*, dit-elle, *l'évolution des comportements ne peut se faire que si l'on favorise un changement dans la représentation du monde qu'ont les gens. »*

Mais, en 1990, un autre pari l'attend. Christian Blanc, alors président de la RATP, et Jean-Paul Bailly – son PDG actuel –, à l'époque directeur général adjoint, lui proposent la direction du département potentiel humain et formation. Coup de foudre. *« J'ai dit oui en l'espace d'une heure. » « La décentralisation de la RATP venait d'être lancée, dans un objectif de "qualité de service", et, pour une fois, l'évolution de l'organisation précédait la volonté de transformer les comportements. »* En 1995, Josette Théophile est promue DRH. Baptême du feu, avec les attentats de l'été, la baisse de la fréquentation du métro qui s'ensuit, puis les grèves de l'hiver. Mais *« nous avons bien rebondi en 1996 »*, se félicite-t-elle.

L'année débute avec la négociation de l'accord salarial qui commence par un *« bras de fer »* d'une journée sur le paiement des jours de grève, *« demandé par la CGT et FO, relayées ensuite par les autres syndicats »*, indique-t-elle. La direction ne cède pas. Cependant, Josette Théophile amène habilement la CGC à accepter des augmentations de salaires non hiérarchisées, qui, habituellement, déplaisent aux cadres. *« La seule solution, pour arriver à cela, était de faire appel au civisme des cadres, au nom de la paix sociale*, explique Bernard Failliot, de la CGC. *Et Josette Théophile sait admirablement exploiter les contradictions des uns et des autres. »* Le 26 avril, l'accord « générations solidaires pour l'emploi des jeunes » est signé, qui conjugue notamment préretraite et embauche de jeunes en contrats de qualification. Neuf syndicats approuvent, dont une branche de la CGT, GISO (Groupement intersyndical des services ouvriers). Un événement.

Enfin, le 11 juin est signé par *tous les syndicats, sauf la CGT*, l'accord « droit syndical et amélioration du dialogue social », qui organise notamment la décentralisation de la concertation dans les dix établissements de la RATP. Un autre volet porte sur un « code de déontologie » et en particulier une procédure dite d'« alarme sociale ». Ce dispositif, qui a pour but de prévenir les grèves et donc de rehausser l'image de la RATP auprès des voyageurs, peut être activé par les syndicats – ou une direction – lorsque survient un problème susceptible de déboucher sur un conflit. La direction concernée doit alors organiser une réunion paritaire dans les cinq jours. L'accord du 11 juin modifie également la répartition entre les syndicats des moyens accordés par la RATP. *« La CGT y perd un peu »*, admet la directrice des ressources humaines. *« Nous perdons 50 % de nos heures de délégation »*, rectifie Marc Grassuello, secrétaire général de la CGT bus, en ajoutant que, certes, *« ce n'est pas Josette Théophile qui a décidé de cela : elle a un mandat, elle l'applique. Mais elle n'a pas eu d'états d'âme non plus. Elle est l'une des DRH les plus dures que j'aie connues. »* La CGT a d'ailleurs décidé d'attaquer cet accord en justice. De toute sa carrière, la signature de ce texte reste néanmoins le *« meilleur souvenir »* de Josette Théophile. *« Peu de gens y croyaient. Et c'est la première fois dans ma vie de DRH que j'ai le sentiment de traiter une action au service de la collectivité et pas seulement de l'entreprise et de ses agents. »*

Francine Aizicovici

Parcours

● Josette Théophile est née en 1946 à Périgueux, où elle vit jusqu'à l'âge de vingt ans. Bac C, classes préparatoires à Normale sup, doctorat de philosophie, DESS en relations du travail : sa formation la prépare à tout ou presque. Sa carrière débute en 1970. Parallèlement à sa deuxième année de DESS, elle travaille à mi-temps sur une enquête « psycho-sociale » auprès du personnel aéronautique Messier-Hispano.

● En 1971, elle intègre Lesieur-Cotelle (6 000 salariés), dont elle devient responsable de la formation et des conditions de travail, deux ans plus tard. Cinq ans plus tard, elle rejoint le Centre de formation et de conseil en management (CFCM), qui a pour but de former à la gestion les jeunes ingénieurs, en formation initiale ou continue. En 1978, elle en devient la directrice générale. Six ans plus tard, elle entre chez Bull, dont elle sera la directrice de la formation jusqu'à son embauche, en 1990, à la RATP, en qualité de directrice du département potentiel et formation. Elle y est promue DRH en 1995.

La technique des « assessment centers » se développe en France

Déjà pratiquée par Texas Instrument, cette démarche consiste à détecter et évaluer, tout en les soutenant, les compétences des cadres à haut potentiel

ILS sont huit à se présenter en cet après-midi de juin *aux portes du Centre de développement personnel de Texas Instruments* (European leadership development center – ELDC), à *Villeneuve-Loubet*, tout près de Nice. De formations, d'âges, de nationalités différents, ces cadres ont tous accepté de venir suivre une session d'évaluation de deux jours et demi, sur proposition de la direction des ressources humaines, après accord de leur patron opérationnel. Une aubaine, en principe, comme le leur rappelle, à la première réunion de présentation, Alain Barbarella-Coll, responsable du site : *« Nous ne sommes pas là pour vous sélectionner, mais pour aider à votre développement. »* Il ne s'agit donc pas de valider le *passé professionnel* des huit managers, tous en charge d'une *équipe*, *mais de repérer parmi eux* ceux qui seraient susceptibles d'occuper un poste *supérieur*, c'est-à-dire un niveau N – 1 au sein de l'organigramme européen du groupe américain. Bref, l'idée est de détecter les hauts potentiels.

Inauguré en avril 1995, l'ELDC appartient à la famille des *assessment centers*, terme difficilement traduisible. Le verbe *to assess* vient du latin *assidere*, qui signifie « être assis à côté de quelqu'un ». Plutôt « accompagner » que se contenter d'évaluer, donc. Ainsi, quatre *coaches*, majoritairement des psychologues, sont là pour encadrer les nouveaux arrivants et leur donner, en temps réel, une appréciation de leurs forces et faiblesses. Ces dernières seront synthétisées par la suite dans un rapport écrit détaillé qui leur permettra de faire rapidement, s'ils le désirent, le choix des *formations susceptibles de combler* l'une ou l'autre de leurs lacunes, bref d'élaborer un plan de développement personnel.

Sur place, à Villeneuve-Loubet, le *calendrier est serré* : entretiens, travail individuel et en groupe, tests *psychologiques*... *Elaboré* avec Personnel Decisions International *(PDI), société de conseil spécialisée* dans l'évaluation et le développement *des individus*, le *programme* de la session repose sur un principe-*clé : évaluer les compétences* en observant les comportements des stagiaires confrontés à des problèmes concrets, ceux qu'ils auraient à affronter s'ils occupaient des fontions hiérarchiques supérieures. A cette fin, PDI a imaginé les mettre en situation au sein d'une entreprise fictive, Ecotex, sans rien négliger de la tension habituelle à un tel niveau de responsabilités. *« Ecotex n'existe pas dans la réalité*, précise Joëlle Guillemot, consultante chez PDI-France. *D'ailleurs, les candidats sont transportés en 2014. Mais, dès qu'ils exploitent les informations qui leur sont communiquées, ils retrouvent le terrain familier de l'entreprise. »*

Avec un centre comme celui de Villeneuve-Loubet, Texas Instruments reconnaît avoir réalisé un investissement *« conséquent »* qui le place, de l'avis de nombreux experts, *« à l'avant-garde de la gestion des compétences »*. En effet, si les *assessment centers* sont monnaie courante aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, ils restent en revanche assez rares en France, où *quelques groupes* (Accor, Rhône-Poulenc Chimie...) ont ouvert la voie. *Cela dit, la démarche* commence à intéresser : *« Elle permet*, résume Jean-Luc Spriet, directeur associé de G. B&A Trajectoires, cabinet de conseil en développement professionnel, *d'éviter de confondre jugement et évaluation en associant trois critères majeurs : l'objectivité, le concret et la transparence »*. L'objectivité, parce que les individus sont tous soumis au même processus, le concret parce qu'ils sont observés *in situ*, et la transparence puisque les appréciations leur sont restituées. *« Ce qui explique*, confirme Claude Lévy-Leboyer, directrice du DESS de psychologie *du travail à l'université* René-Descartes Paris-V et auteur de *La gestion des compétences* (les Editions d'organisation, mars 96) *le fort degré d'acceptabilité par les cadres des outils développés dans les* assessment centers *qui respectent ces principes. »*

Dans le cas de Texas Instruments, qui ne doit certainement pas être isolé, la création d'un *assessment center* règle aussi d'autres problèmes : laisser espérer une évolution de carrière à cinq ans permet ainsi de fidéliser les meilleurs des cadres dont le turnover dans un groupe de haute technologie est élevé. En outre, la démarche permet *de valoriser davantage les qualités* humaines d'ingénieurs. Finalement, l'ELDC accompagne le changement en cours au sein de TI, qui, après une forte secousse en 1994, à l'origine de restructurations importantes, a décidé de faire de la capacité des cadres à animer leurs équipes, une véritable priorité.

Les pionniers anglais

Les premiers *assessment centers* sont apparus, comme l'explique le professeur Claude Lévy-Leboyer, dans l'armée britannique au cours de la seconde guerre mondiale afin d'aider au choix des officiers. Depuis, les pays anglo-saxons ont gardé une nette avance sur le développement de cette démarche. Généralement, trois types de mise en situation sont utilisés pendant une session : individuel, en face-à-face ou collectif.

STRATÉGIE

« Le cas de TI est assez classique, remarque Jean-Luc Spriet. *Je ne connais pas d'entreprise où la mise en place d'un* assessment center *ne soit pas la conséquence d'un accident économique qui l'a conduite à repenser sa stratégie et à s'intéresser aux cadres qui vont devenir les responsables de demain. »* Cette nécessaire maturité explique en partie pourquoi les *assessment centers* ne sont pas encore très développés, notamment en France. C'est un premier frein.

Le deuxième tient au fait que leur mise en œuvre implique qu'une direction générale définisse clairement les *compétences nécessaires* dans l'entreprise à dix ou quinze ans. *Un* travail en amont indispensable. A l'instar de celui réalisé par TI, qui a sondé à ce sujet 2 000 managers dans l'ensemble du groupe, qui ont défini seize compétences majeures, justement celles testées auprès des cadres qui prennent le chemin de Villeneuve-Loubet.

Marie-Béatrice Baudet

L a c h r o n i q u e

Marie-Béatrice Baudet

L'équation de Vroom

PRENEZ un grand groupe automobile étranger, un de ces directeurs dont l'esprit carbure assez sec pour proposer tous les mois à ses collaborateurs un « bon mot » et on obtient *« l'équation de Vroom »* délivrée à la suite des résultats mensuels. « Vroom », ça chante bien aux oreilles de salariés qui ont le nez dans les capots, à condition, bien sûr, qu'on leur donne entre dix-huit et ving-quatre mois d'âge mental. L'équation est, il faut bien le reconnaître, un petit peu plus compliquée sur le papier. Elle donne : $M = V \times I \times E$ avec un astérisque bienvenu en face duquel on lit : *« Demandez à vos responsables de service »*. Chargés de délivrer *le précieux message, ces derniers* ont décidé d'envoyer à tous ceux dont le démarreur neuronique n'avait pas marché un texte explicatif. Et là, les ténèbres. *L'équation de Vroom, c'est la mo-ti-va-tion qui se* définit donc ainsi : Motivation = valence × instrumentalité × expectance. A nos dicos... Rien à « instrumentalité » ou à « expectance », mais une réponse tout de même pour « valence ». On y apprend que c'est le nombre de liaisons chimiques qu'un atome *ou un ion engage* avec d'autres atomes ou ions *dans une combinaison*. Vraiment, ces dicos d'affaires racontent n'importe quoi. Qu'est-ce que cela a à voir avec les définitions données par l'homme d'esprit et son fan club ? L'expectance, *« c'est-à-dire la chance que j'ai d'y arriver »*, la valence *« c'est-à-dire la valeur que j'attribue à ce gain »*. Seule chose qui rassure, c'est que ce bijou de finesse et d'érudition n'est même pas anonyme. Il est *revendiqué* par le département *« syntaxe, communication et motivation »*.

> Ça chante bien aux oreilles de salariés qui ont le nez dans les capots, à condition, bien sûr, de ne pas leur donner plus de dix-huit mois d'âge mental

Après, les deux questions d'usage : à quoi joue-t-on ? Et de qui se moque-t-on ? Plusieurs hypothèses. On pourrait facilement penser que l'auteur de l'équation de Vroom ne s'en remet pas d'être tout à la fois un ingénieur et un littéraire raté. Comme son talent caché doit s'exprimer malgré tout, on peut aussi imaginer qu'il paie très cher un gourou de la communication, cousin de l'oncle d'un ami proche. Troisième possibilité, ces digressions mentales lui évitent d'aborder les vrais problèmes tels que la politique salariale et l'intéressement par exemple. Quoi qu'il en soit, que se passe-t-il une fois l'éclat de rire passé ? Un grand désœuvrement.

L'agent général d'assurances change de statut

Suite de la page I

Dans un tel contexte, les agents généraux ont plus ou moins bien tiré leur épingle du jeu. Si le montant des commissions est à la hausse depuis dix ans et atteint 785 000 francs en 1994, certains gagnent très mal leur vie. Conséquence, le statut hérité de l'après-guerre est de plus en plus dénoncé comme un carcan et la profession s'adapte parfois à la hussarde : ainsi, un agent qui souhaite racheter un portefeuille ne bénéficie pas toujours d'une information *transparente, en particulier sur l'évolution* du revenu net de l'agence.

La convention signée en avril 1996 – et approuvée à 67 % par les représentants de la profession – vise donc à relever les défis de la concurrence et des nouveaux marchés. L'évolution du profil de l'agent général constitue l'un des axes majeurs.

Traditionnellement, il n'était pas rare de devenir agent général de père en fils mais, progressivement, la profession s'est ouverte et recrute de plus en plus dans les milieux de l'industrie, de la banque et du commerce. Prenant acte de ces nouvelles tendances, l'accord prévoit *l'élévation du niveau de formation* initial (un bac + 2 est désormais exigé) et le développement de la formation continue. Il ouvre aussi la possibilité d'exercer sous forme de société de capitaux.

Comme le résume Dominique Denis, *« l'agent général de demain utilisera davantage les technologies commerciales et développera son activité de conseil. Les agences auront une taille moyenne plus élevée et représenteront des compagnies de plus en plus grosses. »* Autres chevaux de bataille de l'accord, la garantie d'une information préalable complète du nouvel agent général, la pérennisation du système de retraite par répartition et l'incitation au développement de la retraite par capitalisation.

> Le statut hérité de l'après-guerre est de plus en plus dénoncé comme un carcan

Reste à mettre en œuvre la convention : les compagnies d'assurances et les syndicats professionnels d'agents généraux négocieront d'ici à la fin de l'année des accords d'entreprises et la profession d'agent général d'assurances sera réglementée par un nouveau décret qui devrait paraître dans le courant de l'été. En pratique, l'accord d'avril 1996 sera donc applicable aux agents nommés à partir de 1997 ou aux agents en exercice qui le souhaitent. Pour Philippe de Robert, *« il est encore trop tôt pour savoir si nous allons demander l'application de l'accord. Tout dépendra des négociations entre syndicats et compagnies »*. Les représentants de la profession sont assez confiants : le délégué général de la FNSAGA, Dominique Denis, est persuadé que *« les partenaires ont compris que soit nous réussissons ensemble, soit nous irons droit à l'échec ensemble »*.

Clarisse Fabre

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Mensuel n° 240 septembre 1996

Il faut évaluer l'école

LYCÉE

10/20

11/20

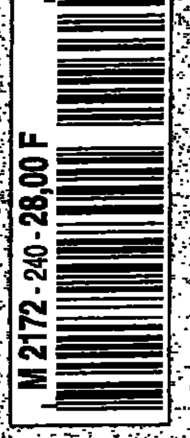
Le Monde DE L'ÉDUCATION

Cahier supplémentaire du n° 240 de septembre 1996 / Ne peut être vendu séparément

FRANÇAIS
LETTRES PHILO

Tous les sujets 1996
Le bilan des épreuves
Préparer le bac 1997

■ Parascolaire : 85 ouvrages au banc d'essai



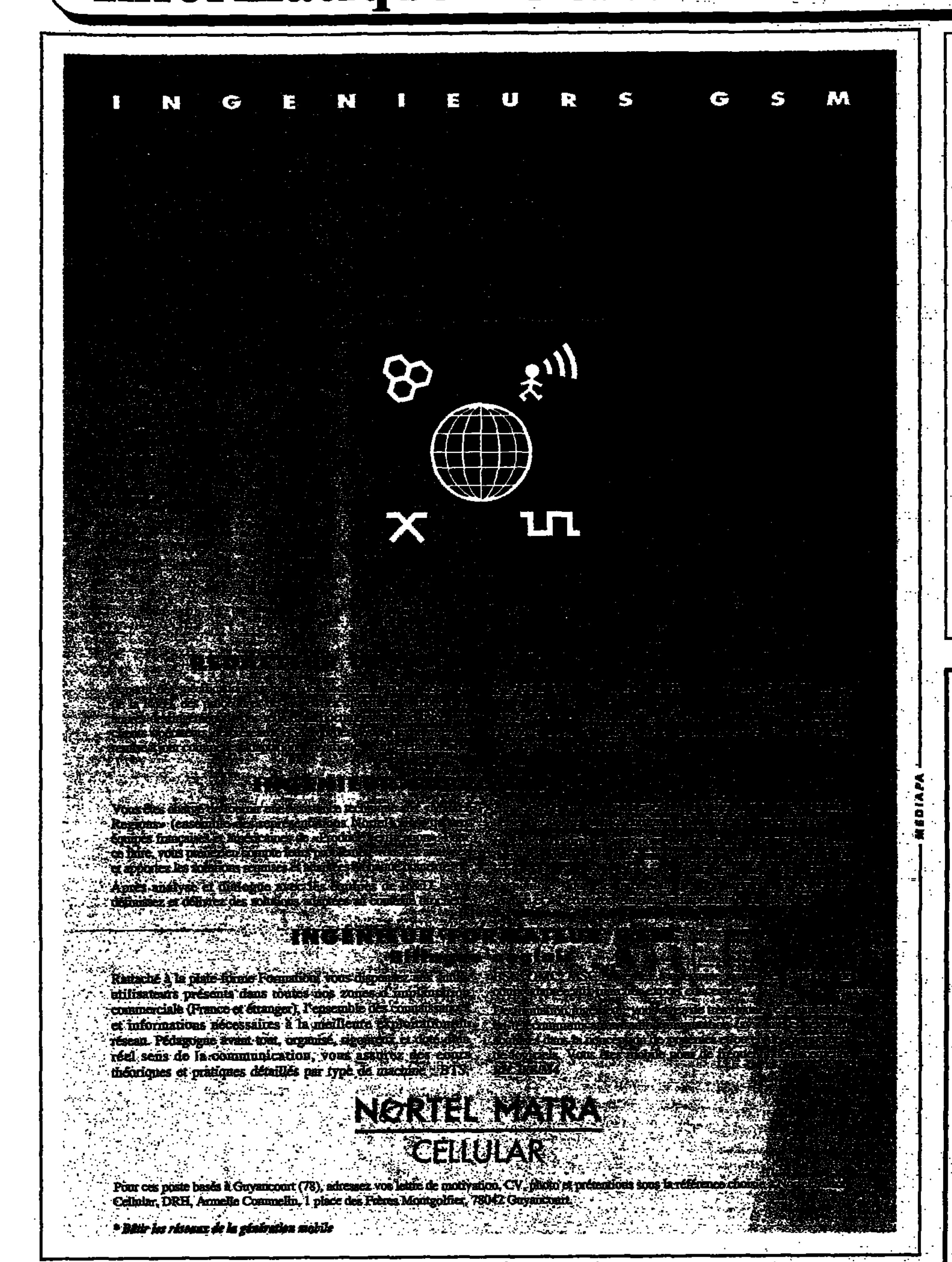
NUMÉRO DE SEPTEMBRE

28 F

EN VENTE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Informatique - Réseaux Télécommunications



هكذا من الأصل

Informatique
Réseaux Télécommunications

■ *LA SOCIETE : Acteur majeur de l'ingénierie informatique, notre groupe de service (2 500 personnes, 1,2 milliard de Frs de CA) intervient auprès de ses clients à travers des missions de conseil et d'expertise, de conception et de réalisation informatique, d'intégration de système, de formation...*
La conduite d'un projet majeur (environnement Nouvelles Technologies) pour une société d'assurance de personnes justifie la consolidation de l'équipe. Nous recrutons un

Chef de Projet Confirmé

Afrique du Nord

■ *LE POSTE : Vous assurerez la maîtrise d'œuvre (15 personnes), depuis l'élaboration et la conception des spécifications techniques jusqu'aux phases de livraison. Vous coordonnerez les différents interlocuteurs (Clients-Prestataires de services) et assurerez la formation et le support aux utilisateurs.*

■ *LE CANDIDAT : De formation supérieure (Ingénieur ou Universitaire), vous pouvez justifier de 10 ans d'expérience environ, vécue dans la conduite de grands projets dont une partie significative en environnement CLIENT/SERVEUR.*
Autonome et créatif, organisé et rigoureux, la réussite dans cette mission (1 à 2 ans) garantira votre réaffectation à d'autres projets en France.

■ *Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous référence 3193 à NORMAN PARSONS, **Division Informatique et Multimédia**, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS ou par fax au (1) 47.23.38.00 ou par e-mail «norman@parsons.grolier.fr».*



LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS



Groupe International spécialisé dans les outils de Network Management recherche dans le cadre de son développement constant, pour son laboratoire basé à GRENOBLE :

Développeur
Réf. DE 1096 - Langue maternelle américaine
Une expérience de développement réussie dans les environnements Réseaux et Télécom serait appréciée. Vos qualités relationnelles et votre expertise technique sont un atout dans le cadre de vos missions avec nos clients internationaux.
Langages : C, ASM (Intel, RISC) - Operating System : OS / 2, Windows NT

Ingénieur support technique
Réf. SU 1196 - Langue maternelle américaine ou anglaise.
Vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos clients utilisateurs à l'international.
Vous leur apportez les solutions les mieux adaptées. Vous participez aux tests de nos solutions logicielles. Disponibilité, sens de l'écoute et du service sont indispensables. Compétences : Réseaux et Télécom.

Ingénieurs commerciaux France
Réf. IC 1296
A 25/35 ans, vous avez une expérience prouvée dans la distribution de logiciels. Vous gérez en équipe notre réseau de VAR et une clientèle de Grands Comptes au niveau national. Salaire fixe + intéressement + véhicule.

Ingénieur commercial Export
Réf. EX 1396
Langue anglaise indispensable + espagnole ou italienne souhaitée.
Vous gérez un portefeuille de Grands Comptes européens et de distributeurs partenaires.

Assistant(e) P.A.O.
Réf. AS 1496 - Langue maternelle américaine
Vous êtes chargé(e) de la rédaction de divers documents en anglais (manuels, plaquettes ...). Familiarisé(e) avec le vocabulaire informatique, vous maîtrisez les outils P.A.O.

Tous ces postes basés à Grenoble, nécessitent une grande mobilité géographique (sauf assistant(e) P.A.O.).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo s/ réf. choisie à notre Conseil :
PARTNER'S & DROUAULT Consult
1 rue Jean Moulin - 38180 SEYSSINS.

PARTNER'S & DROUAULT Consult

OPOCM

Rédacteur en chef
coordination internationale

Editeur de presse, filiale d'un des plus importants groupes de communication européens recherche, pour accompagner le lancement et assurer la gestion quotidienne d'un magazine européen dans le secteur de l'informatique, un professionnel confirmé de la presse. Vous avez au minimum 5 ans d'expérience dans un poste de même niveau, bilingue français/anglais. Vous avez connu une expérience significative en matière de coordination internationale. Vous saurez allier la rigueur imposée par une excellente maîtrise de la chaîne graphique à un réel talent dans la recherche des consensus. Familier des chiffres comme des mots, vous garantirez la pérennité de la ligne éditoriale sans jamais perdre de vue la réalité économique du titre. Rémunération et évolution motivantes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 32129, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

PLASTIC OMNIUM (5.7 milliards de F de CA dont 50 % hors de France, 8700 personnes), un des leaders Européens dans la transformation des matières plastiques, recherche pour le département environnement de sa division Plastic Omnium Systèmes Urbains, spécialisé dans les équipements et les services aux collectivités locales dans le domaine de la gestion des déchets, un :

Chef de Produit
Prestations Informatiques

Rattaché au Directeur du Marketing, vous êtes chargé d'analyser le marché : cible technologique, concurrence, élaboration et suivi des normes françaises et internationales.

Vous recueillez les besoins et les attentes de vos clients en fonction des remontées fournies par le réseau commercial, vous concevez en conséquence les solutions progiciels adéquates et les prestations associées en intégrant les contraintes techniques et économiques, vous élaborez une offre commerciale complète et réalisez les lancements produits au sein du réseau tout en assurant la mise à jour permanente de l'offre en fonction des évolutions possibles du marché.

De formation supérieure du type Sup Telecom ou Ingénieur praticien en électronique, vous bénéficiez d'une expérience d'au moins 5 ans en qualité de chef de Produit solutions informatique. **Vous maîtrisez parfaitement les produits** et **les technologies de l'identification et de la reconnaissance.** La connaissance du secteur des collectivités publiques serait un plus.

Vous êtes rigoureux, inventif et doté d'excellentes qualités relationnelles. Vous avez le goût du travail en équipe et vous aimez relever les challenges les plus ambitieux. La pratique de l'anglais est nécessaire et de bonnes connaissances en allemand seraient un plus.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. RP9608 à PLASTIC OMNIUM, Service Recrutement Division, 1 rue du Parc, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

PLASTIC OMNIUM



mmunications

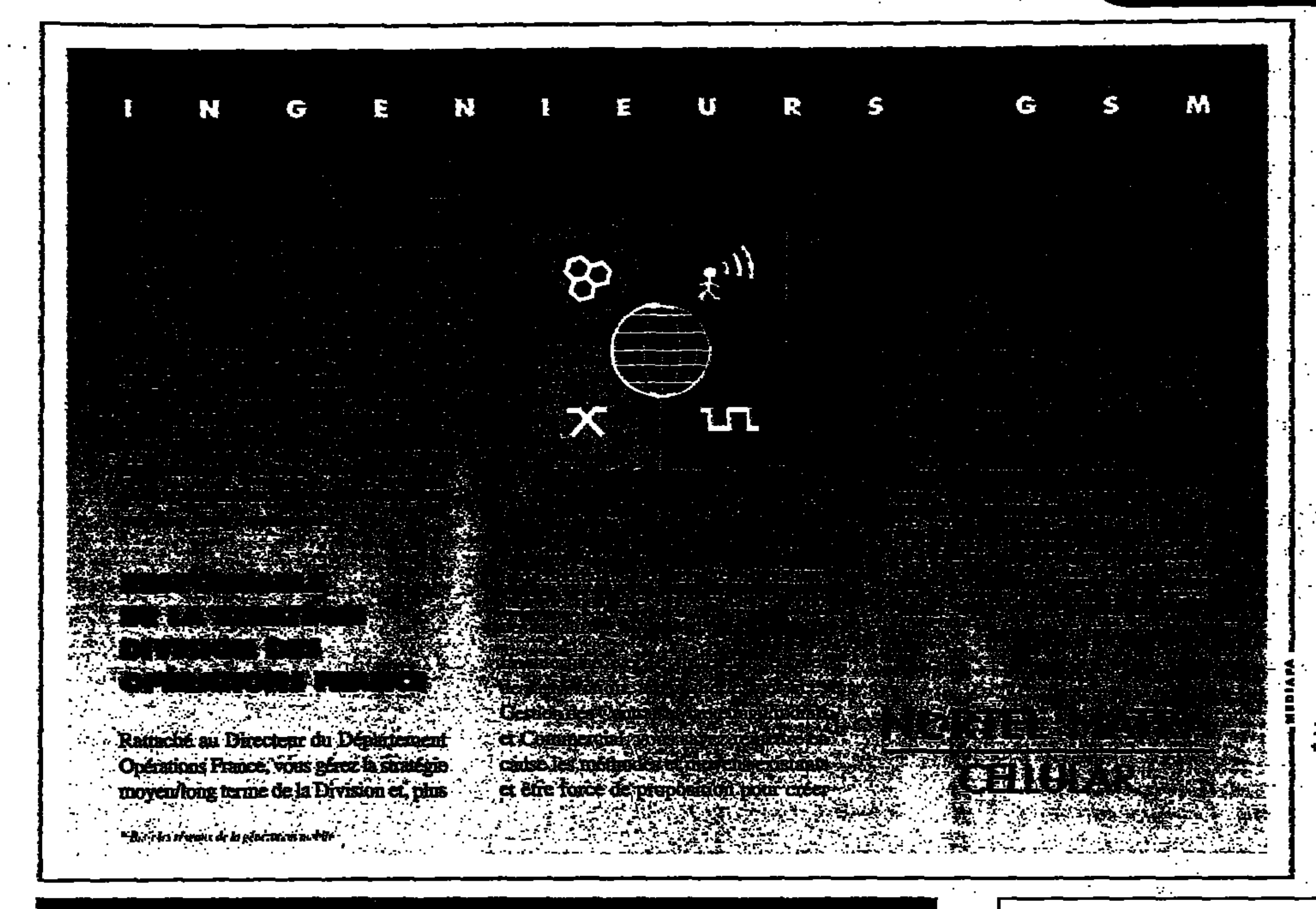
CONSULTANT SYSTEMES D'INFORMATION

INGENIEUR MECANICIEN

NMR/MRI Specialist (Theorist)
USA based

هكذا من الأمل

Informatique - Réseau



Groupe International recherche, pour ses activités "TÉLÉCOMMUNICATIONS" dans le cadre de programmes militaires ou civils

INGÉNIEUR EN RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS

Missions : il participera à la définition de réseaux de communications satellites, au dimensionnement des équipements et assurera l'ingénierie des projets.
Profil : ingénieur diplômé avec spécialisation en télécommunications, une expérience de 5 à 6 ans en réseaux de communications d'un programme important, la connaissance des réseaux satellites. Réf. RC

INGÉNIEUR D'ÉTUDE DE SYSTÈMES DE TRANSMISSIONS

Missions : il participera au dimensionnement des réseaux de communications satellites dont l'aspect Transmission/Propagation ; il assurera la conduite des développements correspondants.
Profil : ingénieur diplômé avec spécialisation en télécommunications, une expérience de 5 à 6 ans dans les domaines Transmission/Propagation, Satellites et réseaux civils ou militaires. Réf. ST

INGÉNIEUR ARCHITECTE RÉSEAUX NUMÉRIQUES

Missions : sur des réseaux de transmissions et des systèmes d'information et de commandement, il assurera les études d'architecture des réseaux numériques pour des centres informatiques distribués avec contraintes de temps réel, traitement réparti de données, administration de réseaux à haut débit d'échanges de données hétérogènes, sécurité de l'information. Il conduira le développement et participera à l'intégration.
Profil : ingénieur diplômé (électronique/informatique), une expérience de 5 à 6 ans en conception de systèmes informatiques distribués, maîtrise d'Ethernet, x 25, x 400, FDDI, ATM. Réf. ARN

Pour ces postes, basés en Région Parisienne Ouest, la pratique courante de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV + photo + prét.) en indiquant la référence choisie à notre Conseil MOMENTUM - 27, rue Garnier - 92200 Neuilly-sur-Seine. Confidentialité assurée.

MOMENTUM
Ressources Humaines



GROUPE ALGOE

Avec une équipe pluridisciplinaire de 250 personnes, un portefeuille d'activités diversifiées dans le domaine des prestations intellectuelles, le Groupe Algoe est l'un des premiers groupes de conseil français, allié à un solide réseau de partenaires internationaux.

Nous vous proposons de rejoindre à **PARIS** l'une de nos équipes, spécialisée dans le recrutement de cadres et dirigeants et la gestion des carrières comme

CONSULTANT SENIOR

A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, bilingue anglais, vous avez une expérience significative des ressources humaines, acquise dans le conseil et/ou dans une grande entreprise internationale.

Vous souhaitez développer votre expertise, vos qualités relationnelles à haut niveau au sein d'un groupe pour qui le métier de conseil est synonyme de rigueur, professionnalisme, esprit d'équipe et passion.

Merci d'adresser votre dossier à Carole de CHILLY, sous réf. 654M, qui le traitera en toute confidentialité.
ALGOE - 9 bis route de Champagne - 69134 ECULLY cedex.

Responsable [illegible]rations expérimenté

Evoluant dans le secteur de la santé (1 000 personnes, 300 postes de travail), nous recherchons dans le cadre de la mise en oeuvre de notre schéma directeur informatique.

Ingénieur informaticien, il sera responsable de l'ensemble des aspects opérationnels du système informatique : systèmes, réseau, SGBD, exploitation, support des utilisateurs.
Compétences requises : fortes capacités dans la résolution de problèmes de toutes natures, connaissances approfondies des environnements systèmes VMS, Windows NT..., maîtrise de l'optimisation des performances des SGBD, autonomie, bonnes capacités de management, sens du contact et du service, capacités de synthèse et aptitudes rédactionnelles, curiosité technique, goût de la recherche dans le cadre de la mise en œuvre de projets novateurs.

Ce poste est à pourvoir rapidement à Paris.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV en précisant sur l'enveloppe la réf. 506 à Communiqué, 50/54 rue de Silly, 92513 Boulogne Billancourt Cedex qui transmettra.

Global One
Deutsche Telekom · France Telecom · Sprint

ATLAS FRANCE

VOTRE AVENIR EST DANS LES TELECOMMUNICATIONS

Dans le cadre de son expansion, **ATLAS FRANCE**, opérateur de réseaux d'entreprise internationaux, renforce ses Départements Ingénierie/Développement et Déploiement/Exploitation de réseaux, et recherche des Ingénieurs Télécoms, **pratiquant impérativement l'anglais.**

Chefs de projet
Conception et réalisation de réseaux (réf. RC)

Responsables de la conception et de la production de réseaux privés internationaux dans le cadre de l'offre «Voix» de Global One, vous assurez l'ingénierie de réseaux clients en phase d'avant-vente, le déploiement de ces réseaux, la négociation d'options techniques, la conduite de projets.

A 30 ans environ, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans qui vous a permis d'acquérir des compétences en matière de transmission, commutation sur PABX et réseaux téléphoniques privés, et également en conduite de projet.

Ingénieurs Commutation (réf. IC)

En étroite coordination avec les différentes équipes concernées, vous assurez l'ingénierie et la mise en place des systèmes de commutation, et participez très activement au développement des produits «Voix» de Global One.

Ingénieur Installation équipements (réf. IE)

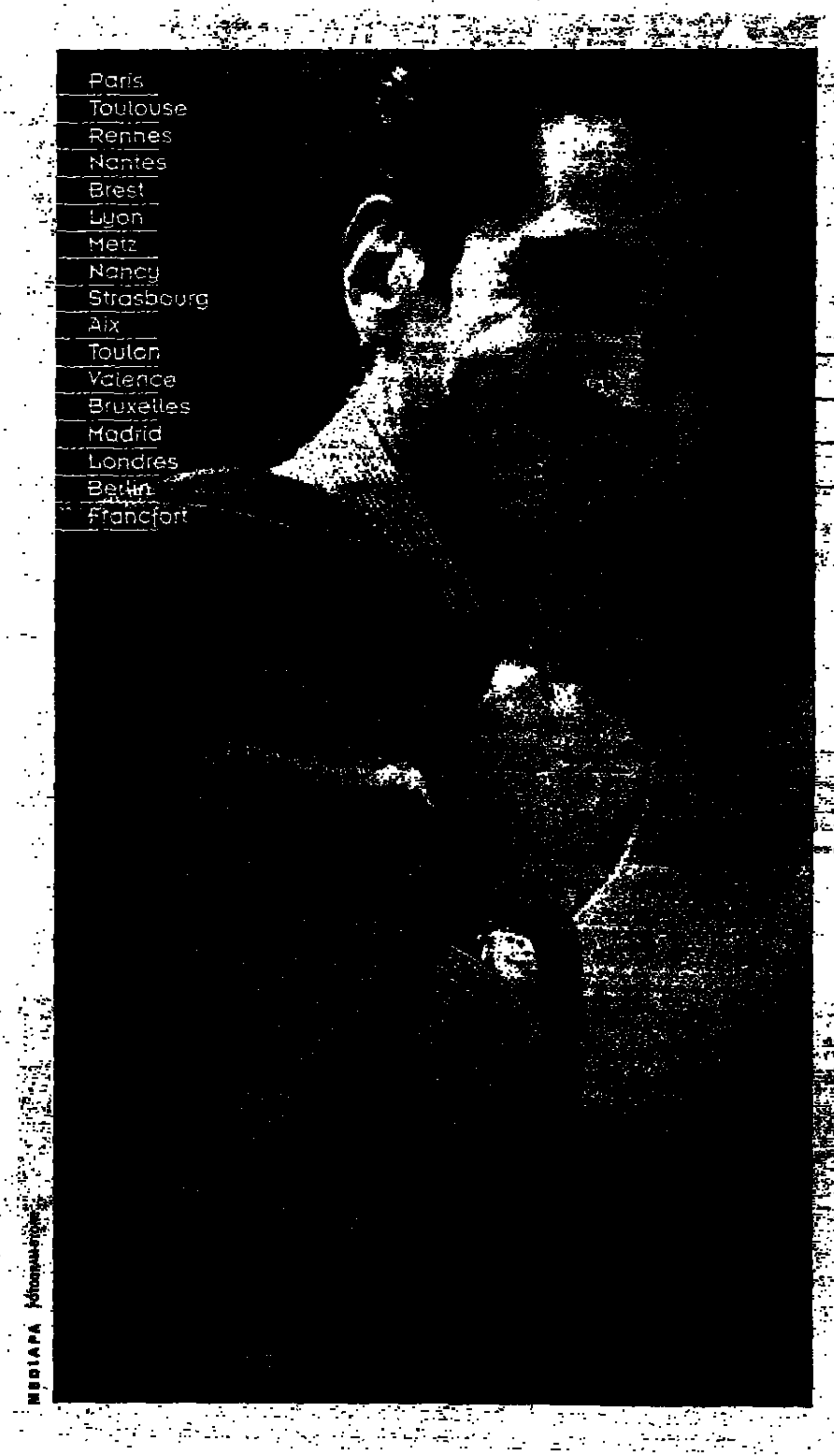
En étroite relation avec les fournisseurs, les partenaires extérieurs et les différentes entités du Groupe, vous coordonnez les opérations d'installation d'équipements de réseaux sur les sites.

A 27 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de 2 ans environ, qui vous a permis d'acquérir de bonnes connaissances en matière de commutation, signalisation, protocoles...

Tous les postes sont basés à Paris, avec de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger.

Outre votre professionnalisme, vos aptitudes à la communication et à la négociation contribueront à votre réussite à ces postes, au sein d'un Groupe ouvrant de larges perspectives d'évolution de carrière à des candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous la référence choisie, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à : **SM CONSEIL** - 3, rue Treilhard - 75008 PARIS.



Télécommun...

Ingénieurs
Grandes Écoles

ALTRAN

...matique - Ré...

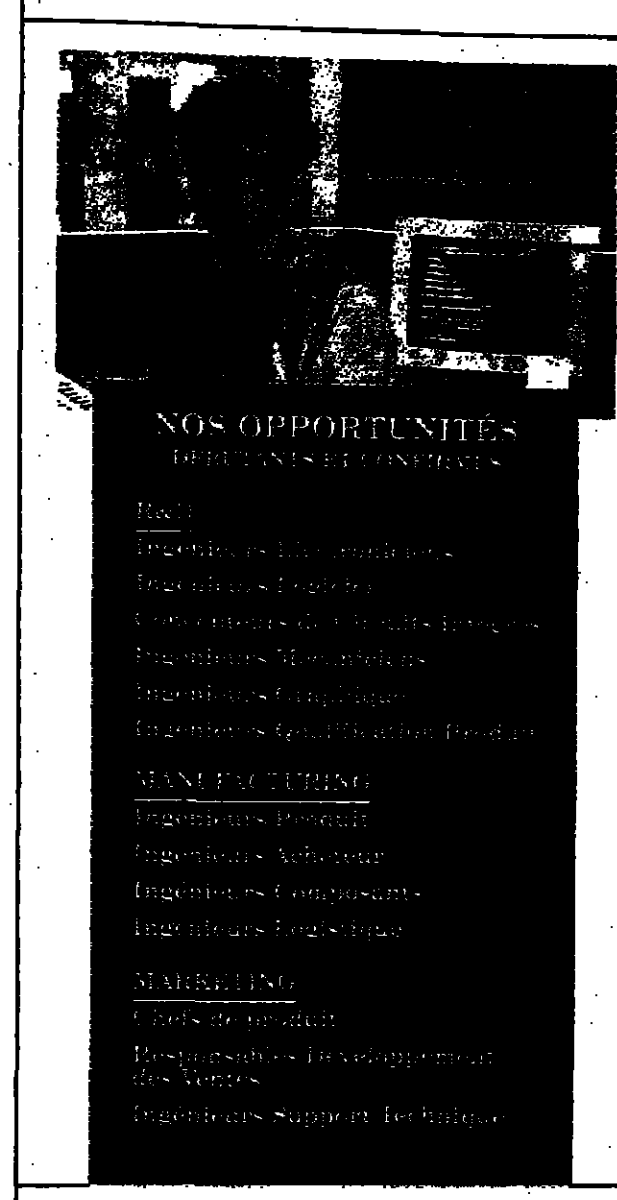
INGÉNIEUR EN RÉSEAU DE COMMUNICATIONS

INGÉNIEUR D'ÉTUDE DE SYSTÈMES DE TRANSMISSION

INGÉNIEUR ARCHITECTE RÉSEAUX NUMÉRIQUES

...sable ...rations

Télécommunications



La R&D des PC chez Hewlett Packard Grenoble :

"Les opportunités que nous offrons suscitent naturellement des parcours riches et variés".

Françoise, ingénieur, 35 ans dont dix chez Hewlett-Packard, a su changer de métier et de pays, sans changer d'employeur. Responsable d'un département R&D à la division mondiale PC de Grenoble, elle a une vision pertinente sur les enjeux et métiers de sa filière. Interview.

■ **HP cumule les singularités : groupe américain avec trois divisions mondiales en France, croissance à deux chiffres quand d'autres constructeurs connaissent des fortunes diverses... Vos recrutements cultivent-ils aussi la *différence* ?**

● **Françoise.** Comme nos concurrents, nous voulons les meilleurs. La condition d'accès n°1 reste le degré de compétence technique. Car il s'agit de maîtriser des technologies innovantes, dans une optimisation permanente des délais et des coûts, avec une excellente ergonomie... Nous restons donc avant tout une entreprise technologique, mais nous ne sommes pas seulement des ingénieurs. Cela veut dire que, dans la filière R&D — le «Lab» — une passion pour l'aventure technologique et un surcroît de créativité s'imposent. Mais avec une sensibilité prononcée à la dimension «business» de nos missions. Pas de créativité pour la créativité.

■ **Votre parcours témoigne d'une grande mobilité géographique et fonctionnelle. Une carrière chez HP peut-elle s'envisager d'une façon moins singulière ?**

● Je suis effectivement passée de l'ingénierie de composants à un poste de responsable R&D, après cinq années au siège du groupe, à Palo Alto. Mais saisir les offres sur le marché interne des postes HP relève d'un libre choix individuel. Simplement, chez nous, l'offre est telle qu'elle suscite *naturellement des parcours riches et variés.*

■ **Quels postes offre la filière R&D de votre division, aujourd'hui, à Grenoble ?**

● Quelques exemples. Des ingénieurs électroniciens pour concevoir les cartes mères autour de processeurs toujours plus puissants. Des ingénieurs mécaniciens, qui ont pour défi de faire rentrer toute cette puissance dans une «petite boîte» toujours plus ergonomique. Ou encore des ingénieurs *BIOS* et *Software* : leur rôle est d'intégrer les meilleurs logiciels et de développer les différenciateurs qui feront d'une machine HP un produit unique par sa qualité, la richesse de ses fonctions et sa sécurité.

■ **La compétence technique est une condition d'accès nécessaire. Est-elle suffisante ?**

● La personnalité des candidats revêt aussi une dimension déterminante. Notre site grenoblois rassemble trente nationalités. Et la R&D est très impliquée dans la politique de partenariat avec d'autres acteurs internationaux de notre industrie, ainsi qu'avec de nombreux sous-traitants américains, européens et asiatiques. C'est dire que l'ouverture d'esprit requise, la vision mondiale des responsabilités vont bien au delà de la maîtrise de l'anglais et de la lecture des magazines internationaux...

Pour tous ces postes la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. GPCD, à Hewlett-Packard, Service Recrutement, 38053 Grenoble Cedex 09.

Pendant 8 semaines, Hewlett Packard vous présente les métiers de ses sites industriels. Cette semaine, rendez-vous avec la R&D des PC. La semaine prochaine : la Production.



...énieurs Grandes Écoles

1 À 10 ANS D'EXPÉRIENCE

INGÉNIEURS RÉSEAUX/TÉLÉCOMS Réf. LMDE-205

▲ MÉTIERS : Architecture, Commutation, Administration, Interconnexion, Routage, Déploiement de réseaux

▲ COMPÉTENCES :

Réseaux : - Réseaux hauts débits : SDH, ATM, FRAME RELAY ... - Réseaux WAN : X25, X75, RNIS ... - Réseaux LAN : TCP-IP, WINDOWS - NT, NOVELL, INTERNET, INTRANET ...

Télécoms : - Radiofréquence, Propagation, Micro-ondes - Validation et agrément d'équipements - Couplage d'antennes - Normes : GSM, DCS 1800, DECT, CT2

▲ INTERVENTIONS : Analyse, Etude, Conception de produits, Spécification, Mise en oeuvre de solutions, Management de projets

▲ ENVIRONNEMENTS : - Opérateurs Télécom - Constructeurs Télécom - Réseaux privés d'entreprises - Télécommunications spatiales

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS Réf. LMDE-207

▲ MÉTIERS : Composants micro-électronique, Conception de circuits, Architecture de système électronique, Process, Fabrication.

▲ COMPÉTENCES : Electronique numérique, Analogique (ASIC - VHDL) - Traitement du signal - Puissance - Hyperfréquence, CEM

▲ INTERVENTIONS : Conception, Spécification, Simulation, Tests - Etude d'architecture - Design.

▲ ENVIRONNEMENTS : Electronique micro-électronique - Télécommunications - Aéronautique - Espace, Défense

INGÉNIEURS SYSTÈMES Réf. LMDE-208

▲ MÉTIERS : Informatique embarquée, Automatique, Contrôle commande, Signalisation

▲ COMPÉTENCES : - Electronique analogique, numérique - Temps réel (VRTX, 0S9, PSOS...), IHM - Sûreté de fonctionnement : AMDEC, MARKOV... - Qualité logiciel, AGL - Méthodologie : SADT, SART, HOOD... OBJETS - Modélisation de système : ASA...

▲ INTERVENTIONS : - Etude, Conception système - Assistance à Maîtrise d'oeuvre - Management d'affaires

▲ SECTEURS : - Transports (ferroviaire, automobile) - Aéronautique, Espace, Défense

CONSULTANTS EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION Réf. LMDE-209

▲ MÉTIERS : Systèmes d'information (gestion financière, commerciale, gestion RH...), ingénierie de solutions

▲ COMPÉTENCES : - **Architecture C/S** : NS-DK, UNIFACE POWER BUILDER, SQL, NATSTAR, WINDOWS, IHM, MEGA, AMC*DESIGNER, GRAPHTALK - **SGBD/R** : ORACLE V7, INGRES, SYBASE, DB2, PACBASE - **Technologies Objet** : CO2 (OMT...) C++, SMALLTALK, SGBDO, (02, ONTOS...) - **SIAD et EIS** : HOLOS, EXPRESS... - **Systèmes et Réseaux** : WINDOWS-NT, NOVELL, TCP/IP - **Environnements** : UNIX, WINDOWS, VMS, MVS - **Progiciels** : SAP R/2, R/3, RDJ, SIGAGIP, SPITAB, ORACLE FINANCIAL

▲ INTERVENTIONS : - Etude, Développement - Conception, Développement SIAD, EIS - Conduite de projets - Audit, Expertise, Conseil - Sécurité informatique

▲ SECTEURS : - Banque, finance - Assurance - Salle de marchés - Télécommunications - Industrie



Les ingénieurs de l'innovation



هكذا من الأصل

Informatique
Réseaux Télécommunications

2 Jeunes
Ingénieurs

sepro

RESPONSABLE R
HARDWARE

Secteurs de Pointe

NUMERO 1 EUROPÉEN EN ROBOTIQUE pour l'injection plastique, présent sur les continents Asiatique et Américain, **NOUS RÉALISONS PLUS DE 60% DE NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES A L'EXPORT. EN TRES FORTE CROISSANCE (+50% DE CA EN 1995),** nous renforçons nos équipes et recherchons pour notre siège basé à la Roche sur Yon (Vendée) :

2 Jeunes Ingénieurs (H/F)

1 Ingénieur R&D en Automatique (réf. 03RD1)

Sepro Robotique intensifie ses efforts de recherche et développement. Pour atteindre ses objectifs en AUTOMATIQUE et CONTROLE/COMMANDE, nous recrutons un ingénieur GRANDES ECOLES (Centrale, Mines) avec une première expérience réussie dans le domaine de l'automatique et/ou de l'informatique temps réel.
Votre sens de l'équipe et votre implication seront le gage de votre réussite dans la fonction. Anglais courant indispensable.

1 Ingénieur Exploitation Système (réf. 03GEN)

Possédant un goût prononcé pour l'informatique, vous serez en charge de notre système d'exploitation logiciel ainsi que de la plate-forme matériel informatique. Vous serez en outre, responsable de la mise en place du nouveau logiciel de gestion de production.
De formation généraliste, vous possédez idéalement la connaissance du monde UNIX et WINDOWS NT. Débutant ou presque, doté d'un bon relationnel et d'un grand sens du suivi, vous êtes rigoureux, impliqué et responsable.
Votre compétence et votre sens des astreintes vous permettent rapidement de devenir l'interlocuteur privilégié et incontournable des différents utilisateurs.

Si vous souhaitez vous impliquez dans le développement de notre société, contactez-nous en adressant lettre manuscrite, CV et prétentions *(en précisant la référence choisie)* à :
SEPRO ROBOTIQUE - DRH - BP 65 - 85002 La Roche sur Yon cedex.

sepro ROBOTIQUE



Paris

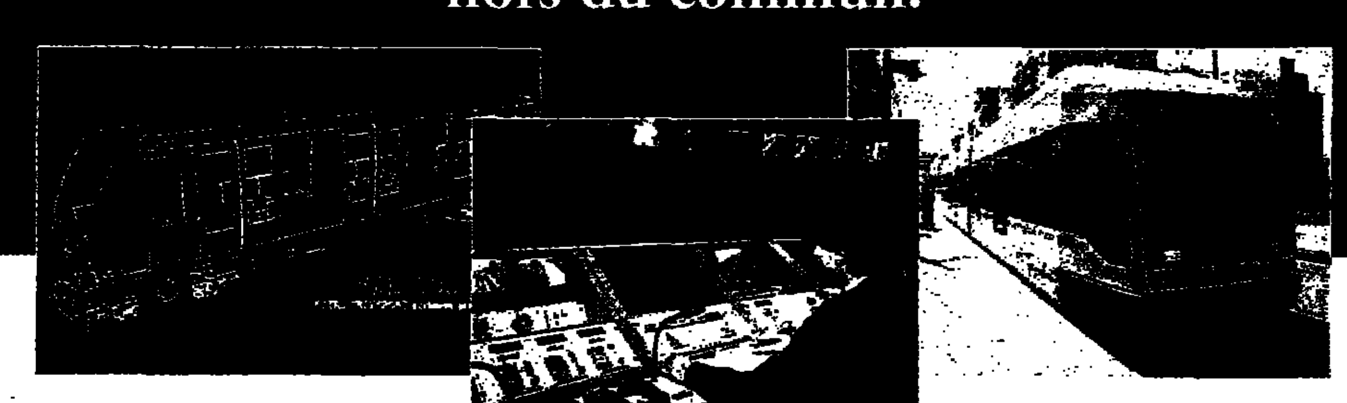
Start up française créée autour d'un concept innovant dans le domaine des **réseaux temps réels industriels distribués,** nous sommes en pleine croissance, avec des objectifs très ambitieux au plan mondial dans notre spécialité.
Pour structurer notre équipe, nous recherchons notre

RESPONSABLE R&D HARDWARE

Rattaché au Directeur Technique, il anime une équipe de 4 ingénieurs appelée à se développer rapidement. Il a la responsabilité de la conception et de l'industrialisation des produits, du suivi des partenariats techniques internationaux, de la mise en place d'un système assurance qualité.
Ingénieur électronicien, vous avez une expérience significative du management d'équipes de développement de cartes électroniques utilisant microprocesseurs, FPGA, ASIC's, si possible dans le milieu des automatismes. De bonnes connaissances des réseaux numériques temps réel, de la programmation orientée objet et des bases de données distribuées seraient un plus.
La maîtrise de l'anglais est impérative.
Ce poste présente de très belles perspectives pour un candidat de talent, motivé par une aventure technologique à fort potentiel.
Merci d'adresser votre candidature (en précisant votre rémunération actuelle) sous réf. 657 M à notre conseil ALGOE - Carole de CHILLY 28 avenue de Messine - 75008 PARIS.

◇ ALGOE
Gestion Individuelle des Carrières

Quand deux grands font cause commune, cela crée des opportunités hors du commun.



Filiale à 50-50 de LAGARDERE et SIEMENS, nous sommes leader mondial des métros automatiques (VAL) et des systèmes d'aide électronique à la conduite. Nos réalisations équipent Paris, Lyon, Lille, Toulouse, Orly, Caracas, Mexico, Budapest, Chicago, Taïpeh... La puissance technologique, industrielle et financière de nos deux actionnaires nous ouvre de nouvelles perspectives dans le domaine des systèmes complexes et des métiers qui s'y rattachent.

INGÉNIEUR SYSTÈME DE SIGNALISATION

Vous intervenez dans le développement de la signalisation à intégrer à nos automatismes. A ce titre, vous prenez en charge les spécifications et le suivi de réalisation des fonctions de signalisation, en cohérence avec les automatismes existants et en intégrant les contraintes de sécurité, de disponibilité et d'interface du système.
De formation ingénieur, vous avez une expérience dans le développement ou la conception d'équipements de signalisation ferroviaire sur calculateur (interlocking numérique). Réf LM 01.

INGÉNIEUR SYSTÈME COMMANDE CENTRALISÉE

Vous prenez en charge la maîtrise des spécifications des équipements assurant les fonctions de supervision d'un système (régulation de trafic, aide à la maintenance...). Vous réalisez l'instruction et le suivi des évolutions fonctionnelles de ces équipements.
Vous êtes Ingénieur expérimenté dans l'exploitation d'un système de transport ou le développement d'une des fonctions de supervision. Réf LM 02.

INGÉNIEUR TECHNOLOGUE

Vous stimulez le développement des choix technologiques (composants, connectique, collage, mécanique), assurez la veille technologique, managez les évolutions.
Ingénieur électronicien, vous avez une solide expérience similaire acquise dans un milieu électronique professionnel. Réf LM 03.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Vous participez aux actions liées à la prospection et à l'établissement des offres et avant-projets, plus particulièrement dans les domaines en interface avec le génie civil : études de prédimensionnement, études d'insertion en liaison avec des consultants, des urbanistes..., recherche de partenaires locaux...
Ingénieur Grande Ecole, orienté BTP, vous avez une première expérience en projet ou en gestion d'affaires. Réf LM 04.

INGÉNIEUR RESPONSABLE OFFRES

Vous participez aux actions liées à la prospection et à l'établissement des offres et avant-projets, plus particulièrement dans les domaines d'activité réalisés en sous-traitance ou en partenariat : courants forts et faibles, matériel roulant, voie. Vous intervenez dans l'analyse des besoins des clients, les pré-consultations de partenaires ou de sous-traitants, le montage de partenariats... Vous pourrez être amené à prendre la responsabilité de réponses à appels d'offres ou d'avant-projets.
Ingénieur de formation généraliste, vous avez une expérience de 5 à 10 ans à dominante électrique, acquise dans le cadre de projets industriels, au sein d'équipes pluridisciplinaires. Réf LM 05.

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

Vous avez en charge les études, spécifications et développements d'algorithmes de mise en sécurité et de logiciels de service temps réel. Vous intervenez comme support aux utilisateurs et comme formateur sur les produits que nous avons développés.
Ingénieur Grande Ecole, vous possédez une expérience de 5 ans minimum dans le développement et l'intégration de logiciels temps réel (environnement, VAX-VMS). Vous avez une bonne connaissance des mathématiques théoriques et des probabilités. Réf LM 06.

RESPONSABLE PROJETS EUROPÉENS

Vous avez la responsabilité d'un projet européen relatif à la validation et à la certification d'architectures sécuritaires. A ce titre, vous animez une équipe d'une dizaine de personnes composée de partenaires européens.
De formation Ingénieur, vous avez développé une expertise dans la conduite de projet en développement logiciel, de préférence dans le domaine ferroviaire. Réf LM 07.

Pour tous ces postes basés à Montrouge (92), la maîtrise de l'anglais est indispensable ; celle de l'allemand serait un plus.
Merci de nous faire parvenir lettre de motivation et CV, en précisant la référence choisie, à Matra Transport International
Direction Ressources Humaines, 48/56 rue Barbès, BP 531, 92542 Montrouge Cedex.



Une société commune de Matra et Siemens

R E U N I R   L E S   H O M M E S   D E   T A L E N T



En Bureautique, les MACHINES DE TRAITEMENT DE COURRIER sont de haute technicité tant en mécanique (maîtrise du mouvement du papier à très grande vitesse, de l'impression, de l'esthétique etc.) qu'en électronique-logiciel (interfaçage informatique et télécom, paiement électronique, commande de process, etc.).
Leader européen et N°2 mondial, NEOPOST développe constamment de nouveaux produits et recherche pour son département Recherche et Développement situé à BAGNEUX (92)

INGENIEUR LOGICIEL TEMPS REEL Réf. LTR/LM

Sur la base des études marketing et en collaboration avec nos ingénieurs mécaniciens, vous êtes responsable du développement d'applications sur nos produits.
Agé de 30 à 35 ans, diplômé ESE, ENSI, ISEP ou équivalent vous avez au moins 5 ans d'expérience en études électroniques liées à de la mécanique (automatisme, asservissement ...) et en développement de logiciel temps réel sur micro-contrôleur 8 ou 16 bits. Vous avez une pratique effective du langage C et vous maîtrisez les méthodologies de développement logiciel. La capacité de développer sur PC/Windows serait un plus. Anglais courant.

INGENIEUR CHEF DE PROJET MECANIQUE Réf. CPM/LM

Sur la base des études marketing et en collaboration avec nos électroniciens, vous prenez en charge des projets de sous-ensembles mécaniques, de la conception à la validation, en pilotant une équipe technique dont vous définissez et suivez la charge et le planning.
Agé de 30 à 35 ans, *ENSAM* ou *équivalent, vous avez 5 ans d'expérience en conception de* produits électromécaniques en séries moyennes incluant des mouvements (transport d'objets, de papier, systèmes de tri etc.) Vous connaissez les technologies de notre métier : tolerie, injection plastique, zamack, assemblages, transmissions, si possible impression, etc. Anglais courant.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous référence choisie à JEAN GOUTHIERE CONSEIL - 30 rue Cambacérès - BP 486 - 75008 PARIS.

JEAN GOUTHIÈRE CONSEIL
Ressources Humaines et Communication d'Entreprise

Notre moteur, c'est vous

Acheteur

Avec une croissance de ses ventes de + de 30 % en 1995, RENAULT VI s'est hissé au troisième rang mondial des constructeurs de gros porteurs. Dans moins de 5 ans, nous aurons entièrement renouvelé notre gamme de véhicules. Partagez avec nos 25 000 collaborateurs notre avenir fait de grands projets, de marchés à conquérir, d'idées innovantes qui conduisent avec succès.

En relation avec l'ensemble des secteurs de l'entreprise (en particulier usines, études et qualité), vous prenez en charge les achats série et pièces de rechange des articles constitutifs de sous-ensembles de la chaîne cinématique du véhicule.

Votre responsabilité s'exerce en termes de qualité, coûts et délais. Force de proposition, vous prospectez les nouveaux marchés. Vous gérez un chiffre d'affaires d'environ 200 MF et un portefeuille d'une vingtaine de fournisseurs.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs option mécanique, vous avez impérativement une première expérience dans un *environnement* industriel ainsi qu'une forte aptitude aux relations commerciales. En relation avec nos filiales et nos fournisseurs étrangers, vous parlez l'anglais.

Pour ce poste basé à Lyon, les possibilités d'évolution au sein du groupe Renault sont ouvertes et importantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre de motivation) sous la référence 3056/T à Arco Technologies, 15 avenue Pierre I[er] de Serbie, 75116 Paris.



RENAULT V.I.

Secteurs de Pointe



Filiale du Groupe Lyonnaise des Eaux, 1er exploitant de réseaux câblés en France et opérateur de la chaîne Paris-Première, recherche pour la création de son Département Télécommunications, son

Responsable des Systèmes d'Information

Vous serez responsable du choix, de la mise en place et de l'exploitation des outils informatiques nécessaires à la gestion administrative, commerciale et technique des services de télécommunications.

Agé de 35 ans environ, de formation ingénieur avec une spécialisation en informatique, vous maîtrisez bien l'anglais. Vous avez une expérience de 5 ans minimum de Chef de Projet dans le secteur des services en contact avec la clientèle des particuliers (télécommunications, télévision, marketing direct, eau, banque, etc). Vous avez impérativement des connaissances SGBDR (Oracle, Sybase...) et Unix et avez pratiqué l'architecture client serveur.

Rejoindre une équipe qui démarre une activité est un projet qui vous séduit. Vous êtes pratique, dynamique, possédez toutes les qualités de curiosité, d'ouverture d'esprit et d'adaptation qui sont aujourd'hui nécessaires pour ce secteur en pleine évolution.

L'expérience réussie de management d'une équipe d'exploitation serait un plus.

Merci d'envoyer votre dossier (CV+photo+prétentions) s/réf. H1875, à



11, avenue Myron Herrick - 75008 Paris



Groupe américain international (2500 personnes, CA $ 390M), leader mondial dans la conception et la *construction de systèmes et solutions* globales de monétique, nos marchés recouvrent les secteurs de la finance et distribution, l'administration, la santé, les transports, le pétrole et l'industrie.

Notre **Centre Européen R&D, situé à Paris**, conçoit, développe, construit nos produits de haute technologie, en interaction étroite avec d'autres centres R&D et production dans le monde. Il crée deux postes **d'Ingénieurs Seniors Bilingues**. Chacun requiert une formation **d'Ingénieur Electronicien**, une expérience d'une dizaine d'années de la **conception de produits de masse à faible coût**, idéalement acquise auprès d'un groupe américain, et l'utilisation de **l'anglais comme langue de travail** :

Ingénieur Conception Software Senior

(réf. SSD/VF996)

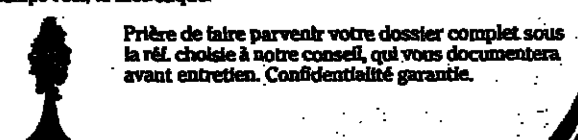
Maîtrisant la programmation sur microprocesseurs et périphériques en assembleur ainsi qu'un langage évolué type 'C', la conception numérique et analogique, la pratique d'appareils de mesure et de développement, idéalement UNIX, il/elle assurera la partie technique du cycle complet des produits : analyse, spécification, codage, mise au point et documentation des logiciels (80% software, 20% hardware).

Ingénieur Contrôle Test Senior

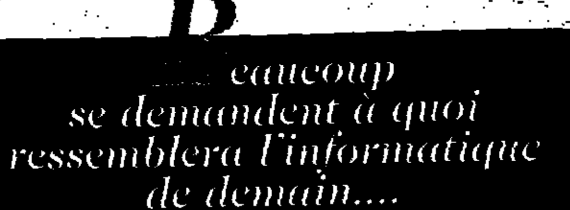
(réf. STE/VF996)

Pointu(e) en électronique, méthodologies formalisées de tests, programmation (langage évolué), techniques qualité et homologation produits, participant à la conception (architecture produits, revues de développement...) et la mise en place d'actions qualité (ISO 9000...), Il/elle testera et validera nos produits sous leurs aspects logiciel, matériel et fonctionnel, concevra et utilisera les outils de tests requis. Un atout : la connaissance de systèmes temps réel, la monétique.

Prière de faire parvenir votre dossier complet sous la réf. choisie à notre conseil, qui vous documentera avant entretien. Confidentialité garantie.



9, Cité Trévise 75009 Paris.



Lyon Consultants aide les grandes entreprises et les administrations dans la maîtrise des nouvelles architectures fonctionnelles et techniques (client/serveur, objet, RAD...). *Pour cela, nous avons créé* la méthode Edifice, reposant sur la réutilisation de composants logiciels communs. Nous sommes devenus en 4 ans, une structure de 140 ingénieurs reconnue par les plus grands comptes.

Ingénieur d'affaires - Banque

A 30 ans, de formation ingénieur, vous justifiez d'une expérience identique d'au moins 5 ans. Vous maîtrisez l'anglais et avez acquis des connaissances des nouvelles technologies de développement (AGL de 2e génération, C/S, RAD...), des méthodes et du développement objet. Vous connaissez le secteur de la banque et du crédit.
Vous développerez et gérerez un portefeuille clients, composé essentiellement de grands comptes. Réf. MIA/09.

Chefs de projets

A environ 30 ans, vous êtes diplomé d'une grande école d'ingénieur et avez acquis une bonne maîtrise des bases de données, client/serveur, réseaux et des langages Pascal, C, Cobol.
Vous prendrez en charge la réalisation et la gestion de projets d'informatique de gestion et serez le garant de leur réussite et de la satisfaction de nos clients. Vous êtes mobile géographiquement et maîtrisez l'anglais. Réf. MCP/09.

Pour réussir dans ces postes, nous vous assurerons une formation de haut niveau à nos méthodes ainsi qu'une rémunération à la hauteur de vos compétences et de nos projets.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation), sous la référence choisie à Diane Tremblay, Lyon Consultants, 20, avenue de l'Opéra - 75001 Paris.



PÔLE DE COMPÉTENCE EN ARCHITECTURE INFORMATIQUE

Ingénieur
Formation
Hygiène - Sécurité - Environnement

Entreprise industrielle de l'Ouest Atlantique, équipementier automobile, nous sommes un spécialiste reconnu par les principaux constructeurs européens.

Reportant au Chef du Personnel, votre mission s'articulera autour de deux grands axes :

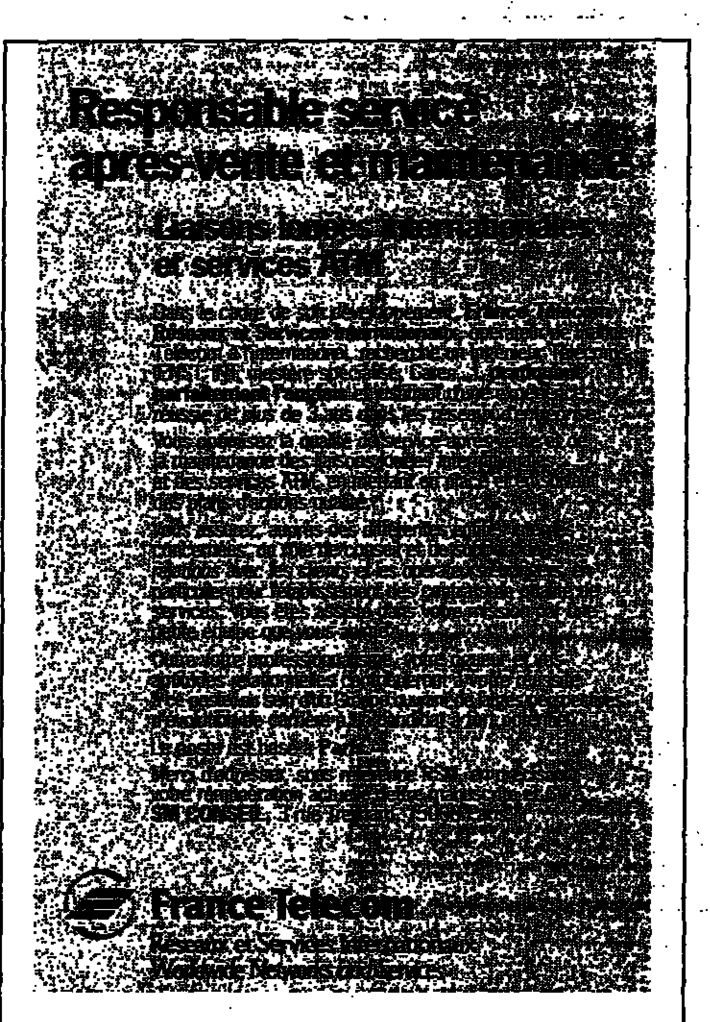
Formation : élaboration du plan de formation, suivi de son bon déroulement, sélection des organismes, organisation des sessions, conception de modules de formation et animation des stages, bilan de fin d'année. Conseil auprès de la Direction et de l'encadrement, vous instaurez, dans le cadre de la gestion prévisionnelle en terme d'évolution des techniques et des métiers, un véritable partenariat avec le milieu universitaire. Vous supervisez une assistante formation.

Hygiène - Sécurité - Environnement : participation au CHSCT, suivi des conditions de travail, gestion des problèmes soulevés et proposition de solutions, participation à la réception des nouvelles machines et contrôle de leur conformité au cahier des charges techniques. Vous prendrez directement en charge les questions liées à l'ergonomie des postes de travail et vous aurez dans ce domaine un rôle de conseil et de proposition. Vous supervisez un technicien sécurité.

Agé de 30/32 ans, *ingénieur généraliste à dominante mécanique* (ENI-ICAM-HEI-IDN...), vous êtes à l'aise en anglais. Une expérience de 3/4 ans, acquise dans un service méthode-organisation en production grande série, idéalement dans le secteur automobile, vous donne une vision large des métiers de l'entreprise. Homme de terrain réaliste et concret, vous aimez les contacts et êtes force de proposition.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous réf. 154-16/LM (sur l'enveloppe) à notre Conseil ARPE 43, rue Laffitte - 75009 Paris.





Nous sommes un groupe international reconnu. Pour une de nos activités, nous bénéficions actuellement d'avantages concurrentiels déterminants. Participez et contribuez activement à notre développement rapide en EUROPE

RESPONSABLES GRANDS COMPTES

Bases à Paris — Anglais courant indispensable
28/34 ans
X, Mines, Centrale, Supelec, Ponts, A&M, HEC, ESSEC, ESCP...

MISSION : ☐ Vous contribuez à la compétitivé et au développement de nos clients, en contact direct avec les dirigeants d'entreprises ☐ Vous développez vos compétences dans les domaines de la stratégie, de l'organisation, des opérations tactiques, du business reengineering.

NOUS VOUS OFFRONS : ☐ Une formation personnalisée ☐ L'intégration au sein d'équipes de haut niveau dans un contexte valorisant ☐ De réelles perspectives de carrière liées à vos performances et à la forte croissance de notre activité.

PROFIL : ☐ Vos qualités personnelles seront déterminantes : dynamisme, charisme, capacité à prospecter, dialoguer et négocier à tous niveaux et dans tous les environnements, bon esprit de synthèse, sens de l'efficacité et du résultat ☐ Mobilité géographique et très bonne maîtrise d'une troisième langue sont des atouts supplémentaires.

Pour un entretien individuel avec la société le samedi 14 Septembre

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à **EUROMAN** 31 *rue des Princes* - 92100 BOULOGNE - Fax (1) 41 86 13 14 - en indiquant la référence 2591 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

Nous sommes un organisme scientifique à vocation internationale basé à Nancy.

Chargé de mission
Département Recherche Innovation - Transfert

Mission : *au sein de ce département de 12 personnes (dont 8 docteurs et ingénieurs), vous prenez en charge le développement de l'activité CRITT (Centre régional d'innovation et de transfert technologique) ; au cœur d'un réseau régional, vous aidez les entreprises à élever leur niveau technologique en identifiant les PMI-PME, en établissant des audits et en les mettant en relation avec les centres de ressources techniques et financiers.*

Profil : ingénieur en sciences et techniques de l'environnement, vous possédez de bonnes connaissances générales dans le domaine de l'eau et de l'**environnement** (génie des procédés, systèmes industriels) ; vous avez une expérience en expertise, diagnostic, conseil, suivi d'études, ainsi qu'une approche du milieu PME-PMI et, si possible, des organismes et dispositifs d'aide au transfert. *La pratique de l'anglais et de l'allemand est souhaitée.*
Le poste, basé à **Nancy**, est à pourvoir en septembre 1996.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), sous la référence 1189M, *à notre conseil : FB Conseil, 57 rue des Quatre-Eglises, 54000 Nancy.*

FB Conseil
CONSEIL EN RECRUTEMENT
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives
Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité
Tél. : 44-43-76-13
Fax : 44-43-77-32

هكذا من الأصل

Secteurs de Pointe

Marie-Jeanne Godard

Ingénieur diplômé

LOGISTICIEN DE HAUT NIVEAU

Nous sommes une entreprise de ... distribution ... spécialisée, établie ... la ... otre ... logistique et organiser son évolution, nous recherchons un

A 28/35 ans, vous êtes impérativement ingénieur diplômé et vous avez acquis 4 ans d'expérience dans la logistique.

Responsable opérationnel des commandes auprès des fournisseurs et des livraisons de nos 75 points de vente, vous avez une bonne maîtrise de l'informatique qui vous permet d'optimiser l'utilisation d'un logiciel performant récemment mis en place et surtout de le faire évoluer.

Vous animerez pour cette mission une équipe d'environ 25 personnes et travaillerez en étroite collaboration avec le service marketing.

Le poste est à pourvoir à Laon (Aisne) à moins de 30 minutes de Reims.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence L/MON à Marie-Jeanne GODARD SA - Service du Personnel - 80, rue Taitbout - 75009 Paris.

Publipersonnel

PPG Glass Europe

Mettre en place et animer une nouvelle structure logistique chez un des grands équipementiers automobiles

Le Groupe PPG est leader mondial de l'Industrie verrière ; pour participer à un projet européen au sein de nos activités verre automobile Europe (6 usines en France et en Italie), nous recrutons pour une de nos usines de production de pare-brise un

RESPONSABLE LOGISTIQUE

premier plan

Rattaché au Directeur d'usine, vous encadrerez une équipe d'une dizaine de personnes responsable des approvisionnements, de l'ordonnancement de la production et de la distribution et aurez un rôle clef dans la mise en oeuvre de notre démarche progrès.

Pour répondre au nouveau défi que nous nous sommes donnés et placer le client au centre de nos préoccupations, vous serez amené à : • concevoir et promouvoir des outils visant à optimiser la gestion des flux • améliorer la réactivité des différents acteurs de l'usine • développer la notion de service.

Disposant d'une formation Ingénieur Grande Ecole et d'une expérience de 4 à 5 ans dans le domaine de l'automobile, de la logistique ou dans un métier à forte connotation flux tendus, vous aurez l'opportunité de valoriser vos qualités de rigueur et d'organisation mais aussi vos capacités à convaincre et à négocier en établissant des relations constructives et fiables avec la production, les clients et les fournisseurs.

Outre de solides compétences sur le plan des techniques de planification, de distribution et d'approvisionnement, ce poste requiert : • une bonne pratique de l'outil informatique permettant de faire évoluer les méthodes de travail • la maîtrise de la langue anglaise, des notions d'allemand ou italien sont souhaitées.

Votre réussite vous ouvrira de réelles opportunités de carrière au sein du Groupe à un niveau européen.

Poste situé à Aniche (59) à proximité de Douai.

Ecrire sous réf. 36A 3075 6M
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Publipersonnel

Afin d'accélérer son développement dans la Transformation des Systèmes d'Information, CAP GEMINI SOGETI recrute plusieurs

Consultants

pour des postes à pourvoir à

LYON, GRENOBLE, STRASBOURG et NANCY

CONSULTANT SENIOR : pouvant justifier d'une expérience réussie de directeur de mission dans un cabinet de conseil

CONSULTANT JUNIOR : ayant déjà une première expérience de quelques années dans la réalisation de missions de conseil.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez une réelle connaissance des organisations et des fonctionnements des entreprises acquise *soit dans un cabinet de conseil soit dans* le service opérationnel d'une entreprise, si possible dans un contexte international. La connaissance approfondie des secteurs Banque, Finance ou Collectivités Territoriales sera un plus apprécié.

CONSULTANTS PROGICIELS Oracle applications, Oracle GEMMS, SAP R/3 et BPCS : tout domaine fonctionnel.

Pour tous ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre de motivation et rémunération souhaitée) sous réf. M/09 à Pierre Carron, CAP SESA RÉGIONS, 4/5 place Charles Hernu - BP 2122 69603 Villeurbanne Cedex

CAP GEMINI SOGETI
L'EXPERTISE INFORMATIQUE

CURRICULUM



OMNES est une filiale de Schlumberger et de Cable & Wireless Company, spécialisée dans le conseil, l'ingénierie et le support réseau.
Pour renforcer une équipe jeune et dynamique, elle recherche deux

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Responsable des Ventes

Europe du Sud - Afrique - Moyen Orient

Chargé de développer un portefeuille de grands comptes dans la zone géographique placée sous votre responsabilité, vous devrez plus particulièrement vous concentrer sur les services Satellite et Internet.
Vous possédez impérativement au moins 2 ans d'expérience dans la vente de services et de solutions complexes.

Réf. MCS/DV

Ingénieur Conseil Information/Technologie

Europe du Sud - Afrique

Vous assisterez, sur le plan technique, notre équipe de vente responsable de ces régions et vous aiderez nos clients dans l'élaboration de leur stratégie en information/technologie.
Vous avez au moins 2 ans d'expérience dans le domaine des télécommunications ou de l'information/technologie, si possible à l'étranger.

Réf. MCS/IC

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs réellement efficaces et pragmatiques, capables de s'adapter à des interlocuteurs de haut niveau et à des environnements variés.
Vos qualités de créativité, mais aussi de réalisme dans le montage des propositions, votre sens des engagements pris et votre parfaite maîtrise de l'anglais seront les garants de votre réussite au sein de notre société.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) en notant sur l'enveloppe la référence correspondante, au Service du Personnel

OMNES
C/o Schlumberger Limited
42, rue Saint Dominique - 75007 Paris

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI
Dirigeants
Organisation & gestion des entreprises

• Gestion Finances • Conseil Audit • Juristes Ressources Humaines
• Marketing & Communication • Fonction Commerciale

Le Monde des Cadres
Carrières Internationales

Droit Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

Initiatives Emploi chaque mardi ...

DIRIGEZ UNE UNITE DE PRODUCTION, FAITES VOS PREUVES POUR ACCEDER RAPIDEMENT A LA DIRECTION GENERALE D'UNE P.M.E.

Votre expérience a été impérativement acquise chez un fabricant de pièces pour l'automobile en tant que Responsable d'une unité. Aujourd'hui, vous voulez franchir un cap et devenir Directeur Général d'une P.M.E. C'est l'opportunité que nous vous offrons dans l'une des filiales de notre groupe industriel coté en bourse, fabriquant des pièces très techniques en injection plastique pour l'automobile, l'instrumentation médicale, la cosmétique notamment.
Ingénieur de 35/40 ans, avec si possible une formation complémentaire en gestion, si vous avez du coeur à l'ouvrage et aimez la performance industrielle, les résultats financiers et la nature (Nantua dans l'Ain), écrivez sous la réf. C/1417 M à notre Conseil Pierre BUCCAÏ - ***CONCORDANCES*** *- 77 rue François Mermet - BP 32 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.*

CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

OBC

Secteurs de Pointe

■ LA SOCIÉTÉ : Bénéficiant d'une très forte notoriété, notre groupe, présent en France et à l'étranger, apporte à ses clients un service de qualité.
Le développement de nos systèmes d'information nous conduit à recruter un :

Directeur des Systèmes d'Information

Ouest de Paris

■ LE POSTE : Rattaché à notre Direction Générale et membre du comité de direction, vous aurez pour mission, tout en fiabilisant l'existant (développement des réseaux, sécurisation des données...), de construire une informatique tournée client.
En relation permanente avec les utilisateurs, vous menerez des études prospectives afin d'anticiper les besoins, conduirez le changement et apporterez ainsi des solutions originales et pertinentes.
Vous vous appuyerez sur une équipe de 25 personnes que vous animerez et piloterez.

■ LE CANDIDAT : De formation supérieure (Ingénieur), vous pouvez justifier de 10 à 15 années d'expérience. Celle-ci vous confère une bonne autonomie dans la conduite de grands projets et l'animation d'équipes opérationnelles.
Vous maîtrisez les environnements AS 400 et Windows/SGBD.
Idéalement, vous avez déjà mis en place une informatique décentralisée.
Autonome et entreprenant, pragmatique et rigoureux, vous avez un sens de la communication développé et un réel sens du service.
Vous contribuerez ainsi à créer une informatique performante, modulable et partie prenante dans notre plan de développement.

*■ Merci d'envoyer un dossier complet de candidature sous référence 3114 à NORMAN PARSONS, **Informatique et Multimédia**, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS ou par e-mail «norman@parsons.grolier.fr».*



LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS



E.C.E., société de plus de 800 personnes, conçoit et réalise des équipements et systèmes de haute performance destinés, essentiellement, à l'aéronautique. Le Bureau d'Etudes Eclairage et Visualisation, situé à Paris, recherche un Ingénieur Electrotechnicien.

Ingénieur électrotechnicien

H/F

Votre profil :
Ingénieur en électrotechnique (Arts et Métiers ou équivalent), vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans les domaines des études des interfaces homme-machine et de leurs mises en fabrication. Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais (lu, écrit et parlé).

Votre mission :
Vous prendrez en charge la responsabilité de projets et assurerez les études et le développement de matériels embarqués.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitæ, photo et numéro de téléphone à E.C.E., Direction du Personnel, BP 113, 75960 Paris Cedex 20.

MEDIAPA

Carrières Internationales

Pour conduire un projet majeur d'ingénierie informatique en Afrique du Nord, consultez la rubrique Informatique/Réseaux/Télécommunication



LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS



Leader mondial américain (2.500 personnes, CA $ 390M), notre clientèle recouvre les secteurs de la finance et distribution, l'administration, la santé, les transports, le pétrole, l'industrie. Notre Centre Européen R&D conçoit, développe, construit nos produits de haute technologie, en interaction avec d'autres centres R&D et production dans le monde.

DIRECTEUR

Centre Européen
Recherche, Développement & Ingénierie
Systèmes et solutions globales de monétique

Rattaché directement aux USA, intégré à la filiale française (50 personnes), véritable patron de son Centre, le Directeur recherché fera évoluer l'ensemble : développement stratégique et technique, budgets, management de l'équipe (15 personnes), implication directe dans la conception et réalisation des produits en respectant les contraintes de fabrication et les exigences du Groupe.

Obligatoirement bilingue anglais-français et ingénieur diplômé électronique, expérimenté dans la conception (soft/hard/qualité) de produits de masse à faible coût, ayant déjà encadré une équipe R&D, il maîtrise la technicité et les aspects managériaux de la fonction. Le poste, basé à Paris, nécessite quelques déplacements (USA, Taiwan...).

Prière d'envoyer dossier complet sous réf. DRD-7LM à notre Conseil, qui vous documentera avant entretien. Confidentialité garantie.



SEQUOIA 9, Cité Trévise 75009 Paris.

Responsable logistique

4,4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995 et des compagnies dans le monde entier qui lui confient leurs avions : Air France Industries a développé un important savoir-faire dans l'entretien des flottes aériennes.
Dans un univers fortement concurrentiel nous mettons en place une fonction Logistique centrale.

Vous êtes chargé de la mise en place d'une logistique centralisée permettant de maîtriser et d'accélérer les flux physiques, environ 1500 mouvements par jour, internes et externes ainsi que de traiter l'information associée. Votre principal objectif est d'élever et de maintenir les performances de la logistique au niveau des meilleurs standards internationaux en termes de fiabilité, de délais et de coûts.
Une expérience opérationnelle de 5 ans minimum dans la fonction logistique dans un environnement international est indispensable.
Votre aptitude au management et votre sens de la négociation sont reconnus. Vous devrez également faire preuve de créativité et de rigueur dans la conduite du projet. Vous mettrez en œuvre le dispositif de maîtrise des processus.
Ingénieur généraliste ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence AFI/LOG à Air France, Service Sélection et Orientation, BP 60111, 95975 Roissy CDG Cedex.

AIR FRANCE
Industries

★EURO RSCG

JUNIOR FIELD ENGINEERS

Western Atlas Logging Services, a leading worldwide supplier of formation evaluation and well completion services to the oil and gas industry, has openings for entry level personnel in our Field Engineering staff. After completing a rigorous training program, successful candidates will lead a team of Atlas personnel at oil and gas drilling and production sites around the world, delivering geophysical measurement and consulting services to our customers.

The minimum educational background required for consideration is a University degree in Engineering, Applied Physics, Geology, or a related area. Candidates must be free from military or national service obligations. A practical knowledge of mechanical, electrical, and computer systems is desired. Candidates must also possess a valid passport and driver's license and be completely fluent in English. Prior work experience is not required but will be considered.

Successful applicants will be assigned to various worldwide locations after completion of their training. Mobility is required and new employees will be on single status for the first two years of employement.

Western Atlas Logging Services offers excellent salaries combined with an attractive benefits package. For consideration, please submit a standard application form *(or your C.V.)* and a passport sized photograph to the address below by 20th September. Interviews will be held in Paris.

Please do NOT telephone, the only applications that will be considered are those wich have been sent by post.

Western Atlas Logging Services - Attn: Personnel Department
455 London Road - Isleworth - Middlesex - TW7 5AB England

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Sciences et Santé

AVIS DE CONCOURS
POUR L'ACCES A L'EMPLOI DE REDACTEUR TERRITORIAL

◆◆◆◆◆◆

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Guyane, 36 avenue Pasteur à CAYENNE, tél : 30.28.88 organise en application des dispositions des articles 7 et 8 du décret 85-1229 du 20 novembre 1985 relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale.

* Deux concours interne sur épreuves et deux concours externe sur épreuves pour le recrutement de 20 rédacteurs territoriaux :

Spécialité "ADMINISTRATION GENERALE"
- *interne 9 postes*
- *externe 9 postes*

Spécialité "SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL"
- *interne 1 poste*
- *externe 1 poste*

Les épreuves d'admissibilité auront lieu les :
MERCREDI 27 & JEUDI 28 NOVEMBRE 1996
et les épreuves d'admission les 29, 30 et 31 JANVIER 1997

Les demandes de participation pourront être retirées au Centre de la Coopération Intercommunale de Guyane, 36 avenue Pasteur à CAYENNE *du 02.09.1996 au 11.10.1996 et les dossiers dûment* complétés devront être déposés ou retournés à la même adresse au plus tard le vendredi 18 octobre 1996.

La nature et le programme des épreuves du concours de rédacteur territorial sont définis par le décret n° 88-242 du 14 mars 1988 modifié.

JEUNE PHARMACIEN

LPH INDUSTRIE — Laboratoire Phytothérapie et Herboristerie

recrute un pharmacien âgé de 28/30 ans qui aura la responsabilité et l'animation du Laboratoire de Contrôle, *mettra en place le système qualité (ISO 9002) et assurera le* dépôt et le suivi des dossiers auprès des D.G.C.C.R.F. et d'AMM et aura pour mission de mettre en place les nouvelles techniques analytiques (développement HPLC et bactériologie) et devra pour cela être inscrit aux sections B et D de l'Ordre des *pharmaciens afin d'assurer l'intérim du pharmacien responsable* de l'établissement.

Une expérience ou une connaissance de la formulation de comprimés (granulation humide et compression) et de la forme pâteuse serait un plus certain.

Poste à pourvoir à proximité de Clermont-Ferrand.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo, sous la référence 96MA0707 confidentialité assurée à

marc andrieux
CONSULTANTS
Ressources Humaines & Marketing
36, Bd Pasteur - 63000 Clermont-Ferrand
OPQCM

Evidence

ORSTOM

L'Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération

recrute [illegible] voie de concours
11 c[illegible] de recherche [illegible] de 2 ème c[illegible] ([illegible]ctorat ou [illegible]lents)
[illegible] disciplines suivantes :
Hy[illegible] - pédologie (2 [illegible])
Hydrobiologie - océanograp[illegible] ([illegible] poste)
Sciences du monde végéta[illegible] (2 postes)
Sciences [illegible]iques et biochimiques appliqu[illegible] homme (2 postes)
Scienc[illegible] (4 postes)

Les dossiers de candidature peuvent être retirés aux centres ORSTOM ci-dessous :

ORSTOM	ORSTOM	ORSTOM	ORSTOM
211/213, rue la Fayette	32, av Henri Varagnat	911 avenue Agropolis	B.P. 70
75480 Paris cedex 10	93143 BONDY cedex	34032 MONTPELLIER	29280 PLOUZANE
Tél : 48.03.77.92/82.55	Tél : 48 02 55 00	Tél : 67 61 74 00	TEL : 98 22 45 01
Télécopie : 40.36.24.55	Télécopie : 48 47 30 88	Télécopie : 67 54 78 00	Télécopie : 98 22 45 14

La date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 23 septembre 1996.
Condition d'admission à concourir :
avoir 31 ans au plus au 31 décembre 1996.

Institut Pasteur - PARIS

recherche pour son CENTRE DE BIOLOGIE MÉDICALE SPÉCIALISÉE

MÉDECIN BIOLOGISTE
spécialisé en Cytogénétique

dans le cadre d'un CDI à plein temps ou à temps partiel.

Formation DES de biologie médicale et DESC de cytogénétique humaine ou équivalent. DEA ou thèse en génétique humaine apprécié.

Expérience indispensable du diagnostic prénatal et si possible du diagnostic moléculaire.

Adresser CV, photo et prétentions à la DRH
28 rue du Docteur Roux - 75724 Paris Cedex 15

LE SECTEUR AGRO D'UN GROUPE CHIMISTE MONDIAL RECHERCHE, POUR RENFORCER SON SERVICE **PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE,** un

Ingénieur Brevets

Chimiste - bilingue anglais
Orienté «biotechnologie»

Formation : Ecole Supérieure de Chimie de Paris ou de Lyon - CEIPI (ou équivalent).
Principales missions : Participer à la gestion d'un important portefeuille de brevets. Rédaction et protection des brevets. Suivi des litiges. A l'intérieur des filiales françaises et étrangères, conseiller et assister les différents interlocuteurs.
Profil : 30/38 ans. Autonome, rigoureux, sachant aller à l'essentiel, homme de communication ayant des aptitudes commerciales, doté d'une excellente aisance relationnelle, passionné de la P.I., le candidat possède, en outre, une forte capacité de travail.
Pour ce poste basé à **LYON**, une expérience en entreprise ou en cabinet de Propriété Industrielle ainsi qu'une grande mobilité sont exigées. Salaire très motivant.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence IBC0209 à notre Conseil :
EGGO Conseils - 10, rue de Pouy - 75013 PARIS. Discrétion totale assurée.

EGGO Conseils

Ingénieurs Commerciaux

Nous commercialisons des données satellitaires et développons leurs applications.
Afin de renforcer notre Direction Commerciale, nous recherchons un

SPOT IMAGE

Responsable Département Ventes
France et Export

Sous l'autorité du Directeur Commercial, vous aurez à :
- conduire un programme ambitieux de développement des ventes,
- manager une équipe de 20 personnes, principalement des ingénieurs commerciaux,
- optimiser et animer le réseau commercial (Agents et Distributeurs),
- entretenir les contacts directs avec les principaux clients,
- s'impliquer si nécessaire dans les présentations techniques et les négociations,
- participer à l'élaboration de la politique commerciale : prix, canaux de distribution, etc...
- proposer les évolutions des produits ou des prestations permettant de mieux répondre aux besoins exprimés par les clients.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou Ingénieur, vous avez une expérience réussie (5 ans minimum) dans un poste similaire.

Anglais indispensable - Poste basé à Toulouse - Nombreux déplacements à prévoir.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation, photo et rémunération souhaitée à *SPOT IMAGE* - SRH - 5 rue des satellites - BP 4359 31030 TOULOUSE cedex.

OBC

Ingénieur d'affaires
Région Parisienne Sud (94)

Nous sommes spécialisés dans le développement et la commercialisation de logiciels de régulation de trafic urbain et autoroutier et avons acquis une très forte expertise technique sur ce marché émergeant. Nous commercialisons nos produits en direct auprès des utilisateurs (municipalités ou sociétés d'autoroute) ou bien en collaboration avec des ensembliers et des constructeurs de matériel.
Pour participer au démarrage de notre " start up ", nous recherchons un Ingénieur d'Affaires qui prendra en charge les opérations en cours et développera les actions de promotion technique du produit en France et à l'étranger.
A 26/30 ans environ, vous avez une formation ingénieur spécialisé en informatique technique, avec une expérience en développement de systèmes électroniques associée à une pratique de l'interface client (Chef de Projet ou Chargé d'Affaires) et parlez l'anglais. Alors venez partager notre projet en envoyant votre candidature sous référence 361A à notre Conseil : **PSYNERGIE** *2, rue Saint Thomas d'Aquin - 75007 PARIS.*

PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA

EUROSCO — OPQCM Membre de Syntec

VALTEK Sereg — DURCO

La société VALTEK-SEREG, filiale du groupe américain DURCO (4000 personnes, 600 millions de US $ de CA) spécialisé dans la fabrication de vannes de régulation recherche, pour remplacer un cadre muté à Singapour, un

Ingénieur Technico-Commercial International

qui aura pour mission de traiter les affaires avec les grands comptes internationaux français et étrangers.

Ingénieur en mécanique, hydraulique ou généraliste, ayant une bonne expérience à l'international, vous êtes impérativement bilingue français-anglais, vous aimez travailler dans le commerce international et appréciez des déplacements fréquents de courte durée.

Une bonne approche de l'aspect juridique des contrats est un plus certain.

Le poste est basé à Paris-Sud et comporte une rémunération motivante.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo sous la référence 96MA0712 (confidentialité assurée) à :

marc andrieux
CONSULTANTS
Ressources Humaines & Marketing
36, Bd Pasteur - 63000 Clermont-Ferrand
OPQCM

Evidence

Secteurs de Pointe

General Electric (70 milliards de $ de C.A., 220 000 salariés, dont 50 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux, aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie, de la technologie et des services.
GE Medical Systems (GEMS), l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale et de la radiothérapie, réalise en Europe un chiffre d'affaires d'1 milliard de $ pour un effectif de 4000 personnes. Avec plus de 400 ingénieurs et chercheurs, GEMS Europe est le pôle d'excellence dans le domaine de la radiologie numérique, de la radiothérapie, et de la connectivité. Pour supporter le développement de notre gamme d'équipements de traitement du cancer (Radiothérapie), nous recherchons des collaborateurs désireux de contribuer à notre développement, à des postes de :

Architecte Système (réf.FB 01)

Ingénieur physicien, vous possédez de solides connaissances en physique des matériaux, instrumentation nucléaire et physique des accélérateurs linéaires. Expert en conception de systèmes, vous savez allier dimensions *technique et humaine. Fort d'une expérience réussie de 5 à 10 ans en développement de produits à technologies* multiples, vous rejoindrez notre équipe de développement, au sein de laquelle vous participerez à la définition et à la mise en oeuvre de l'architecture de nos équipements de radiothérapie.

Ingénieur Système (réf. FB 02)

Ingénieur Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale, Supelec,...) ou équivalent, vous possédez une première expérience de 3 à 5 ans en développement de produits à technologies multiples ainsi que de solides connaissances en physique. Expert en conception de systèmes, vous rejoindrez notre équipe de développement pour participer à la conception et au développement de nos systèmes de radiothérapie.

Ingénieurs Logiciel (réf. FB 03)

Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, votre solide formation en logiciel, notamment en logiciel temps réel, vos excellentes connaissances en électronique et en physique et votre première expérience de 5 ans au moins dans le domaine du développement logiciel vous permettront d'intégrer notre équipe et de participer à la conception, au développement et à la mise au point de logiciels de contrôle de nos systèmes de radiothérapie.

Ingénieur Mécanicien (réf.FB 04)

Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, avec une spécialisation en mécanique ou électromécanique et fort d'une expérience réussie d'au moins 5 ans en développement de produits, vous participerez au sein de notre équipe au développement des *sous-systèmes mécaniques de nos équipements de radiothérapie.*

Ingénieur Electronicien (réf.FB 05)

Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, vous possédez une spécialisation en électronique complétée par une expérience de 5 ans en développement de produits. Vous intégrerez notre équipe de développement pour participer à la conception, au développement et à la mise au point de sous-ensembles électroniques de nos systèmes de radiothérapie.

La parfaite maîtrise de l'anglais et une réelle ouverture internationale (expérience ou formation à l'étranger) sont indispensables pour l'ensemble de ces postes. Ces postes sont basés au siège de GE Medical Systems Europe à Buc (à côté de Versailles).



Si l'opportunité de rejoindre une entreprise d'envergure mondiale, offrant des perspectives de développement importantes vous motive, adressez dès aujourd'hui votre candidature à notre consultant Serge HUBERT qui traitera votre dossier avec la plus grande discrétion :
THE OPTIMAL GROUP, 8 rue Jean Goujon, 75008 Paris - Tél. (1) 40.74.64.53.

GE Medical Systems



Intégrité, sens de l'engagement, goût du changement, rapidité, esprit d'équipe, respect des différences culturelles, souci du développement des hommes sont les valeurs que nous aimerions partager avec vous.



ATLAS FRANCE
21 avenue Pierre de Coubertin
75647 PARIS Cedex 13.

Global One, la joint-venture de France Telecom, Deutsche Telekom et Sprint, recherche pour ses bureaux de Paris :

Chef de Groupe (réf. CG)
Service Voix aux Entreprises

La libéralisation du marché des télécommunications Internationales nous amène à rechercher un Chef de Groupe pour prendre en charge le «Product Management» des Services Voix aux Entreprises pour Global One.

Rapportant directement au Directeur des Services Voix aux Entreprises, votre mission est d'assurer la position dominante de Global One dans le marché des Applications des Services Voix aux Entreprises en vous appuyant sur l'expérience de trois Chefs de Produits et en prenant en charge le support de nos canaux de ventes.

Vous serez responsable de la définition du «marketing mix» pour des Applications Voix tels les Centres d'appels et les numéros verts Internationaux, «800 Number». Vos interfaces quotidienne seront les forces de ventes et les «Product Marketing Managers» de Global One sur tout le territoire Européen. Vous assurerez aussi un rôle de coordination avec nos services d'ingénierie en France et aux USA.

Agé de plus de 30 ans, vous avez une expérience de 5 à 10 ans en vente et marketing dans le secteur des télécommunications. Initiative, maturité et leadership sont les qualités *recherchées pour cette position.*

Chef de Produit (réf. CP)
«PBX Management and Access Methods»

La libéralisation du marché des télécommunications nous amène à rechercher un Chef de Produit afin d'établir des offres de services avec des constructeurs de PBX sur le territoire Européen et introduire de nouvelles méthodes à nos Services.

Vous rapporterez directement au Chef de Groupe en charge de la téléphonie aux Entreprises sur l'Europe. En relation avec l'Ingénierie, vous coordonnerez le développement de *nouvelles offres, contrôlerez les revenus et suivrez l'évolution du marché.* Vous participerez aussi à l'élaboration du Plan Produit pour les Services Voix aux Entreprises.

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en Marketing dans le domaine des télécommunications. Un passage chez un constructeur de PBX est un plus. La créativité, l'intégrité et un bon relationnel font partie des qualités requisent pour cette position.

Pour ces deux postes basés à PARIS l'anglais courant est essentiel.

ATLAS France S.A., une entité Global One partner ouvre de larges perspectives d'évolution de carrières à des candidats à fort potentiel. Prière d'envoyer votre curriculum vitae, lettre de motivation et photo à : **ATLAS FRANCE S.A. - Ressources Humaines.**



ParcPlace Digitalk (CA 300 MF, 300 pers.), premier éditeur mondial indépendant d'environnements de développement orientés objet basés sur le langage Smalltalk, recherche pour accompagner l'expansion de sa filiale française un

Ingénieur d'Affaires

Rattaché au Directeur Commercial France, vous aurez pour mission de commercialiser l'offre de la société auprès de Grands Comptes du secteur tertiaire.

Agé(e) de 30/38 ans, de formation supérieure et parlant couramment anglais, vous pouvez justifier d'une expérience réussie de 5 ans minimum dans la vente de solutions informatiques complexes et/ou d'ingénierie informatique. Vous aurez idéalement acquis cette expérience auprès de Grands Comptes du milieu Banques/Assurances.

Vous êtes bien sûr rompu(e) aux négociations de haut niveau et coutumier(e) des cycles de vente longs en environnement multi-interlocuteurs.

Le poste est basé à Boulogne. Rémunération très attractive.

Adresser CV + photo + n° de tél. + rém. actuelle à Annabelle Robatche, Michael Page Commercial & Marketing, 3 bld Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 MPage *(Comiche 3,48F/Min)* **sous référence ARR14333.**



Michael Page Commercial & Marketing
Le spécialiste du recrutement Commercial & Marketing

CONCILIER EFFORT DE RECHERCHE
ET APPLICATION INDUSTRIELLE
AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

C·I·R·S·E·E

Chargé de recherche en biologie

LE CIRSEE, (CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'EAU ET L'ENVIRONNEMENT) EST LE CENTRE DE RECHERCHE DU GROUPE LYONNAISE DES EAUX. NOTRE ÉQUIPE D'ANALYSE BIOLOGIQUE RENFORCE AU QUOTIDIEN NOS ACTIONS DE PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT.

A 30/35 ans, Docteur *en microbiologie et/ou en biologie moléculaire,* vous avez acquis une expérience R&D dans le domaine de l'environnement, de la santé humaine ou de l'alimentation.

Au sein du Département Analyse Biologique, vous serez chargé du développement et de l'optimisation des techniques et outils de recherche au service des analyses.

Votre sens pédagogique et votre goût pour la communication vous permettront de former votre équipe aux techniques que vous aurez introduites et de renforcer notre collaboration avec les équipes universitaires.

Autonome et dynamique, vous serez une véritable force de proposition dans la stratégie de recherche (procédures, budgets,...). Expérience souhaitée dans les domaines suivants : séquençage, amplification génique, PCR, hybridation in situ, clônage...

L'environnement international de ce poste et les déplacements à *l'étranger impliquent l'anglais courant et nous amèneront à* considérer avec intérêt les candidatures d'autres pays que la France.

Adressez votre candidature complète (Lettre, CV *et prétentions*) au CIRSEE - Jacques DARRASSE - 38 rue du Président Wilson - 78230 LE PECQ.



C·I·R·S·E·E